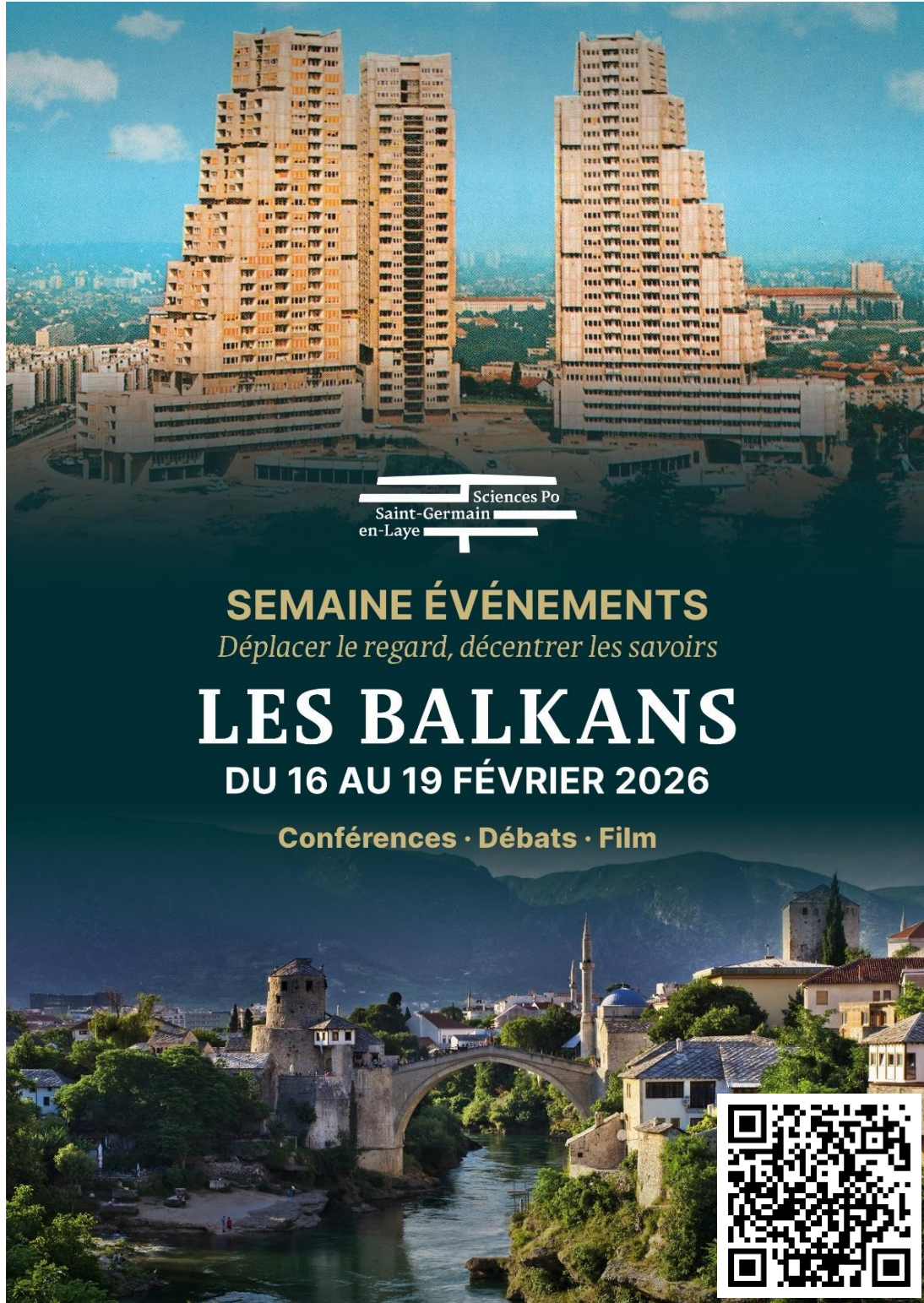



## Sélection d'articles de presse




 Sciences Po  
Saint-Germain  
en-Laye

**SEMAINE ÉVÉNEMENTS**  
*Déplacer le regard, décentrer les savoirs*

**LES BALKANS**  
**DU 16 AU 19 FÉVRIER 2026**

**Conférences • Débats • Film**



Découvrez la version numérique de la bibliographie sur le libguide !

**Lundi 16 février 2026. Bernard LORY : « Les Balkans : une aire culturelle ? »**

Artiste au carrefour de trois cultures, Julia Dasic expose à la galerie CaviArt du Mans. *Le Maine Libre (site web)* [en ligne]. 24 mai 2025. Disponible sur Europresse.

BOUQUET, Olivier. Le temps des Ottomans. *L'Histoire - Collections* [en ligne]. Octobre 2025, Vol. 109, n° 109, p. 47. Disponible sur Europresse.

CLAYER, Nathalie. Rivalités d'empires, émergence des nations. *L'Histoire - Collections* [en ligne]. Octobre 2025, Vol. 109, n° 109, p. 71. Disponible sur Europresse.

DÉRENS, Jean-Arnault. Les Tsiganes des Balkans (1280-1914). *Le Monde diplomatique* [en ligne]. 1 septembre 2024, p. 24. Disponible sur Europresse.

FABRE, Clément. Les marges incontrôlées de l'Europe. *L'Histoire - Collections* [en ligne]. Octobre 2025, Vol. 109, n° 109, p. 6. Disponible sur Europresse.

LORY, Bernard. Marginaux, mais pas exclus. *L'Histoire - Collections* [en ligne]. Octobre 2025, Vol. 109, n° 109, p. 63. Disponible sur Europresse.

PARMENTIER, Florent. Tensions dans les Balkans : «Il y a un potentiel de guerre sur lequel les Européens doivent très vite agir». *Le Figaro (site web)* [en ligne]. 30 mars 2024. Disponible sur Europresse.

RUPNIK, Jacques. Jacques Rupnik Que nous ont appris les élargissements de l'UE pour l'Ukraine et les Balkans ? *Le Monde* [en ligne]. 14 mai 2024, p. 35. Disponible sur Europresse.

RUPNIK, Jacques. [Un grand entretien avec Jacques Rupnik...]. *Le Figaro* [en ligne]. 25 avril 2025, Vol. 25090, n° 25090, p. 1. Disponible sur Europresse.

VICTOR, Anne. « Tous les chemins mènent aux Roms » : Marie-Pierre Vincent expose au TEC à Tence. *Le Progrès (Lyon)* [en ligne]. 26 octobre 2024, p. HALO45. Disponible sur Europresse.

VICTOR, Anne. Un mois pour les Roms avec l'Arbre vagabond. *Le Progrès (Lyon)* [en ligne]. 19 octobre 2024, p. HALO45. Disponible sur Europresse.

Welcome in Tziganie fait aussi honneur aux artisans. *La Dépêche du Midi* [en ligne]. 26 avril 2025, p. 20. Disponible sur Europresse.

**Mardi 17 février 2026. Film R.M.N. de Christian MUNGIU.**

GRASSIN, Sophie. « R.M.N. », la Roumanie a peur. *L'Obs (site web)* [en ligne]. 4 février 2024. Disponible sur Europresse.

**Mercredi 18 février 2026. Aline CATEUX : Conférence sur la Bosnie-Herzégovine et Neira SABANOVIC : Conférence sur la Serbie.**

AIT-KACIMI, Nessim. L'euro au centre des règlements de comptes entre le Kosovo et la Serbie. *Les Echos* [en ligne]. 31 janvier 2024, Vol. 24139, n° 24139, p. 28. Disponible sur Europresse.

ATTARD, Lou. Génocide de Srebrenica : 30 ans après, la vie tourmentée des musulmans bosniaques. *Radio France Internationale (français) (site web) - RFI (French)* [en ligne]. Juillet 2025. Disponible sur Europresse.

BECIROVIC, Denis. La République serbe de Bosnie- Herzégovine menace la paix. *Libération* [en ligne]. 28 janvier 2025, p. 21. Disponible sur Europresse.

BIENVENU, Hélène. Bosnie-Herzégovine : le président de l'entité serbe déchu de son mandat. *Le Monde* [en ligne]. 8 août 2025, p. 4. Disponible sur Europresse.

CATEUX, Aline, Mostar, ceci n'est pas une ville. *Libération* [en ligne]. 10 janvier 2026, p. 39. Disponible sur Europresse.

CHASTAND, Jean-Baptiste et PORIER Jérôme. Novak Djokovic, nouveau paria du pouvoir serbe. *Le Monde* [en ligne]. 17 novembre 2025, p. 15. Disponible sur Europresse.

CUBRILO, Milica. Dodik pousse la Bosnie-Herzégovine sur une pente dangereuse. *Le Figaro* [en ligne]. 19 septembre 2025, Vol. 25214, n° 25214, p. 12. Disponible sur Europresse.

DÉRENS, Jean-Arnault. Les accords de Dayton, une camisole de force. *L'Humanité* [en ligne]. 12 décembre 2025, p. 27. Disponible sur Europresse.

DÉRENS, Jean-Arnault. Serbie : après un an de lutte suite à l'effondrement de la gare de Novi Sad, comment les étudiants font front contre l'Etat. *L'Humanité* [en ligne]. 8 novembre 2025. [Consulté le 26 janvier 2026]. Disponible sur Europresse.

EKCHAJZER, Francois. Quelle vie après la guerre ? La journaliste Anne Poirer lance une collection de livres qui racontent la reconstruction. *Télérama (site web)* [en ligne]. Janvier 2026. Disponible sur Europresse.

GEORGESCO, Florent. A Mostar, les ponts sont coupés. Dans : *Le Monde* [en ligne]. 9 janvier 2026. Disponible sur Europresse.

GIRARD, Renaud. Marko Duric : « Belgrade doit redevenir un pont entre l'Est et l'Ouest ». *Le Figaro* [en ligne]. 31 janvier 2025, Vol. 25018, n° 25018, p. 18. Disponible sur Europresse.

HOFFMAN, Emilien. Pourquoi la République serbe de Bosnie restera sous la coupe de Milorad Dodik. *Le Vif. (site web)* [en ligne]. 21 novembre 2025. Disponible sur Europresse.



KAMENKA, Vadim. En Bosnie-Herzégovine, Milorad Dodik refuse de quitter le pouvoir. *L'Humanité* [en ligne]. 21 août 2025, p. 14. Disponible sur Europresse.

KISIC, Izabela. En Serbie, le mouvement des étudiants rouvre des espaces de débat dans la société. *Courrier International (site web)* [en ligne]. Novembre 2025. Disponible sur Europresse.

LAULAN, Hugo. Guerre de Bosnie: trente ans après, les jeunes veulent tourner la page. *Sud Ouest dimanche - Pays Basque / Béarn* [en ligne]. 14 décembre 2025, p. 14. Disponible sur Europresse.

LIST, Jutarnji. Pour les habitants de Belgrade, les Russes exilés deviennent encombrants. *Courrier International (site web)* [en ligne]. 12 octobre 2024. Disponible sur Europresse.

MADELAIN, Anne. Comprendre la tragédie yougoslave. *L'Histoire - Collections* [en ligne]. Octobre 2025, Vol. 109, n° 109, p. 116. Disponible sur Europresse.

Le négationnisme des Serbes. *Le Courrier de l'Ouest* [en ligne]. 12 juillet 2025, p. Le Courrier de l'Ouest Saumur\_22. Disponible sur Europresse.

NOOTEN, Jean-Baptiste Chastand et Carrie. L'ONU, divisée, vote la commémoration du génocide de Srebrenica. *Le Monde* [en ligne]. 25 mai 2024, p. 3. Disponible sur Europresse.

OURDAN, Rémy. Bosnie Les limbes de l'après-guerre. *Le Monde* [en ligne]. 15 décembre 2025, p. 16,17. Disponible sur Europresse.

PERRIER, Propos recueillis par Guillaume. « Il n'y a plus de garde-fou en Bosnie ». *Le Point.fr* [en ligne]. Mai 2024, Vol. 202405, n° 202405. Disponible sur Europresse.

PROLONGEAU, Hubert. En Bosnie-Herzégovine, trésors de pierre, canyons et cyprès. *Le Monde* [en ligne]. 27 mai 2025, p. 24. Disponible sur Europresse.

RÉTO, Cécile. Les Balkans s'effeuillent en dix villes. *Ouest-France* [en ligne]. 10 mars 2024, p. DOF Magazine Calvados, Manche, Orne\_14. Disponible sur Europresse.

ROUQUETTE, Pauline. Bosnie-Herzégovine : destitué, le leader serbe Milorad Dodik défie l'État central. Dans : *France 24* [en ligne]. 9 août 2025. [Consulté le 26 janvier 2026]. Disponible sur Europresse.

SABANOVIC, Neira. République serbe de Bosnie : les enseignements d'une présidentielle très serrée. *The Conversation* [en ligne]. 23 décembre 2025. [Consulté le 26 janvier 2026]. DOI 10.64628/AAK.kdwprpgty

Serbie : La commissaire européenne à l'Elargissement Marta Kos [...]. *Bulletin Quotidien* [en ligne]. 22 avril 2025. [Consulté le 26 janvier 2026]. Disponible sur Europresse.

STRADER, Ivana. L'union européenne prend trop de gants avec le pouvoir serbe. *Le Monde* [en ligne]. 22 avril 2025. [Consulté le 26 janvier 2026]. Disponible sur Europresse.

SZUMSKI, Charles. Manifestations, répression, lithium... L'UE face à un dilemme démocratique en Serbie. *EURACTIV.fr (site web) - EurActiv.fr* [en ligne]. Octobre 2025. Disponible sur

Europresse.

VALE, Giovanni. Dans une Serbie pro-Poutine, les exilés russes se font discrets. *La Croix* [en ligne]. 12 novembre 2025, Vol. 43370, n° 43370, p. 8. Disponible sur Europresse.

VALE, Giovanni. Sinisa Karan élu président des Serbes de Bosnie. *La Croix* [en ligne]. 25 novembre 2025, Vol. 43381, n° 43381, p. 9. Disponible sur Europresse.

VAULERIN, Arnaud. En Bosnie-Herzégovine, le nationaliste Dodik menace et alarme à tout-va. *Libération (site web)* [en ligne]. 29 mars 2024. Disponible sur Europresse.

**Jeudi 19 février 2026. Detelina TOCHEVA : « Le paysage religieux en Bulgarie. Le christianisme orthodoxe et son rapport à l'islam » et Marta de CIDRAC : Table ronde institutionnelle sur la diplomatie co-organisée avec la maison de l'Europe des Yvelines.**

CORDELIER, Propos recueillis par Jérôme. « Le monde orthodoxe est plus fragmenté que jamais ». *Le Point.fr* [en ligne]. Octobre 2025, Vol. 202510, n° 202510. Disponible sur Europresse.

DE GUIGNÉ, Anne. En pleine crise politique, la Bulgarie adopte l'euro, le 1er janvier. *Le Figaro* [en ligne]. 31 décembre 2025, Vol. 25301, n° 25301, p. 19. Disponible sur Europresse.

DÉRENS, Jean-Arnault. Dans l'orthodoxie, « des Églises se sont consciemment laissé prendre en otages par les nationalismes ». *La Croix (site web)* [en ligne]. 27 mai 2025. Disponible sur Europresse.

DÉRENS, Jean-Arnault. Léon XIV, premier voyage sous le signe du dialogue oecuménique. *Le Temps* [en ligne]. 28 novembre 2025, p. 5. Disponible sur Europresse.

ÉDITEUR, Daoud Riffi Historien du monde musulman et. L'islam bosniaque, un modèle européen. *La Croix* [en ligne]. Septembre 2025, Vol. 43313, n° 43313, p. 14. Disponible sur Europresse.

FABRE.), (Propos recueillis par Clément. Les marges incontrôlées de l'Europe. *L'Histoire - Collections* [en ligne]. Octobre 2025, Vol. 109, n° 109, p. 6. Disponible sur Europresse.

GONNEAU, Pierre. L'orthodoxie slave est née dans les Balkans. *L'Histoire - Collections* [en ligne]. Octobre 2025, Vol. 109, n° 109, p. 39. Disponible sur Europresse.

GROS, Texte et photos Théodore de Kerros et Sarah. En Albanie, le projet d'un « Vatican musulman » fait son chemin. *La Vie (site web)* [en ligne]. Janvier 2025. Disponible sur Europresse.

HEYBERGER, Bernaëd. Chrétiens dans l'Empire ottoman. *Historia - Hors-Série* [en ligne]. Décembre 2024, p. 66,67,68,69. Disponible sur Europresse.

LEDUC, Marine. En Moldavie, des prêtres quittent l'Eglise russe. *Le Monde* [en ligne]. 11 octobre 2025, p. 6. Disponible sur Europresse.

L'élargissement aux Balkans occidentaux reste une priorité de l'UE sous réserve d'un certain nombre de résultats à atteindre. *Bulletin Quotidien* [en ligne]. 20 décembre 2024. Disponible sur Europresse.

LEQUESNE, Christian. POINT DE VUE. La quête d'Europe dans les Balkans. *Ouest-France (site web)* [en ligne]. 25 juillet 2024. Disponible sur Europresse.

MAHLER, Thomas. "Donald Trump n'est nullement naïf sur la Russie " : la stratégie américaine défendue par A. Wess Mitchell. *L'Express (site web)* [en ligne]. Décembre 2025. Disponible sur Europresse.

MALIK, Matheo. L'art de la guerre sainte : Poutine et Kirill ouvrent un front en Serbie. Dans : *Le Grand Continent* [en ligne]. 2 mai 2025. [Consulté le 26 janvier 2026]. Disponible sur Europresse.

MONDOT, Jean-François. Être chrétien en Roumélie. *L'Histoire - Collections* [en ligne]. Octobre 2025, Vol. 109, n° 109, p. 54. Disponible sur Europresse.

PTAK, Guillaume. Pourquoi Kiev a décidé de mettre au ban l'Eglise orthodoxe ukrainienne. *Les Echos* [en ligne]. 11 septembre 2024, Vol. 24293, n° 24293, p. 14. Disponible sur Europresse.

ROBERT, Domitille. [Qu'est-ce que le Phanar?...]. *La Croix* [en ligne]. 28 novembre 2025, Vol. 43384, n° 43384, p. 12,13. Disponible sur Europresse.

TRESCA, Malo. Kosovo : le patriarche orthodoxe de Serbie Porphyre à nouveau interdit d'entrée. *La Croix (site web)* [en ligne]. 17 mai 2024. Disponible sur Europresse.

TRESCA, Malo. Orthodoxie, « ces Églises prises au piège des nationalismes ». *La Croix* [en ligne]. 11 juin 2025, Vol. 43242, n° 43242, p. 14,15,15. Disponible sur Europresse.

---

## Documents sauvegardés

Mardi 3 février 2026 à 15 h 43

13 documents

---

# Sommaire

## Documents sauvegardés • 13 documents

Le Maine Libre (site web)	24 mai 2025	<b>Artiste au carrefour de trois cultures, Julia Dasic expose à la galerie CaviArt du Mans</b>	4
	Il ne faut pas me demander d'où je viens, c'est une question difficile pour moi, la réponse est compliquée ! dit en riant Julia Dasic , artiste exposée jusqu'au 30 ...		
Le Figaro (site web)	9 mai 2024	<b>Élections européennes: le tabou de «l'élargissement»</b>	5
	Cet article est issu du «Figaro Magazine» Fin décembre 2023, Ursula von der Leyen a entériné les candidatures d'entrée dans l'Europe de l'Ukraine, de la Moldavie et de ...		
Le Monde	14 mai 2024	<b>Jacques Rupnik Que nous ont appris les élargissements de l'UE pour l'Ukraine et les Balkans ?</b>	7
	L'élargissement de l'Union européenne (UE), il y a vingt ans, était une réponse à la transformation démocratique et pacifique de l'Europe centrale sortant en 1989 du bloc soviétique ...		
L'Histoire - Collections	1 octobre 2025	<b>Le temps des Ottomans</b>	9
	En l'espace de deux siècles, à partir de la chefferie semi-nomade d'Osman, née au début du XIVe siècle, en Bithynie (la région côtière au nord-ouest de l ...		
L'Histoire - Collections	1 octobre 2025	<b>Les marges incontrôlées de l'Europe</b>	15
	L'Histoire : Depuis quand les Balkans sont-ils pensés comme une entité géographique et politique cohérente ? Maria Todorova : Il faut se méfier des catégories géographiques dont on a longtemps eu tendance ...		
Le Monde diplomatique	1 septembre 2024	<b>Les Tsiganes des Balkans (1280-1914)</b>	19
	« Dans les Balkans, les Tsiganes n'ont pas d'histoire », assurait en 1953 le linguiste Jules Bloch, dans un petit livre devenu un classique confirmant l'origine indienne de ce peuple ...		
L'Histoire - Collections	1 octobre 2025	<b>Marginaux, mais pas exclus</b>	20
	Dès leur arrivée en Europe occidentale au XVe siècle, les Tsiganes ont intrigué. Ils prétendaient venir d'Égypte (Gypsies, Gitanos) , mais n'avaient rien de bien précis à raconter sur eux ...		
L'Histoire - Collections	1 octobre 2025	<b>Rivalités d'empires, émergence des nations</b>	24
	Le 24 juin 1878, Shemseddin Sami Frashëri, un intellectuel et journaliste originaire des provinces ottomanes albanaises, prend la plume dans son journal intitulé L'Interprète de l'Orient , paraissant à Constantinople ...		
Le Figaro (site web)	30 mars 2024	<b>Tensions dans les Balkans : «Il y a un potentiel de guerre sur lequel les Européens doivent très vite agir»</b>	29
	Florent Parmentier est docteur en sciences politiques et secrétaire général du CEVIPOF, le centre de recherches politiques de Sciences Po Paris. Il est également l'auteur d'une thèse avec Jacques ...		



Le Progrès (Lyon)	<p>26 octobre 2024</p> <p><b>« Tous les chemins mènent aux Roms » : Marie-Pierre Vincent expose au TEC à Tence</b></p> <p>Photographe professionnelle depuis 1980, Marie-Pierre Vincent est originaire du Puy-en-Velay et installée à Saint-Etienne. Elle expose une série de 65 photos « Tous les chemins mènent aux Roms ...</p>	31
Le Figaro	<p>25 avril 2025</p> <p><b>[Un grand entretien avec Jacques Rupnik...]</b></p> <p>Un grand entretien avec Jacques Rupnik La tribune de Benoît Perrin Des entretiens avec Maxime Sbaihi et Rod DreherL'analyse de Marie-Cécile Renault PAGES 13 à 15 CHAMPS LIBRES ...</p>	32
Le Progrès (Lyon)	<p>19 octobre 2024</p> <p><b>Un mois pour les Roms avec l'Arbre vagabond</b></p> <p>Après la Palestine, l'Arménie, les Outre-mer et les détenus, L'Arbre vagabond (Chambon-sur-Lignon) propose Un mois pour les Roms. ...</p>	33
La Dépêche du Midi	<p>26 avril 2025</p> <p><b>Welcome in Tziganie fait aussi honneur aux artisans</b></p> <p>Créé en 2008, Welcome in Tziganie célèbre les cultures tziganes et balkaniques. Géré par l'association « L'Air des Balkans », le festival est devenu petit à petit un événement culturel majeur ...</p>	35

## Documents sauvegardés



© 2025 Le Maine Libre. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250524-OMW-1d278f50-34c4-11f0-bc1d-8618f6033b48

**Nom de la source**

Le Maine Libre (site web)

Samedi 24 mai 2025

**Type de source**

Presse • Presse Web

Le Maine Libre (site web) •

396 mots

**Périodicité**

En continu

**Couverture géographique**

Régionale

**Provenance**

Le Mans, Pays de la Loire, France

## Artiste au carrefour de trois cultures, Julia Dasic expose à la galerie CaviArt du Mans

**Installée au Mans (Sarthe) depuis quatre ans, Julia Dasic a grandi en Grèce, en Serbie et en France. Un héritage culturel pluriel qui influence les œuvres qu'elle expose jusqu'au 30 mai 2025 à la galerie CaviArt.**

Il ne faut pas me demander d'où je viens, c'est une question difficile pour moi, la réponse est compliquée ! dit en riant [Julia Dasic](#), artiste exposée jusqu'au 30 mai 2025 à la galerie Caviart, au Mans. Je suis née en France d'un père serbe et d'une mère grecque qui se sont rencontrés ici. J'ai vécu dans les trois pays et j'intègre les trois cultures en moi.

Cet enchevêtrement, on le retrouve dans ses œuvres qui puisent autant dans la Grèce antique que dans les icônes de la religion orthodoxe ou les enluminures médiévales. J'aimerais bien finir ma vie comme ça, dans une petite cellule à peindre des enluminures !

« J'adore le surréalisme »

Après avoir vécu à Paris, Julia est installée au Mans depuis quatre ans, une ville active culturellement ajoute-t-elle. Parallèlement à son activité de graphiste et d'illustratrice scientifique, elle a toujours peint et dessiné. Je suis très influencée par mon héritage balkanique. L'exposition est teintée par la mythologie grecque, mais aussi par des thèmes

serbes.

La religion, très présente dans les Balkans, imprègne les tableaux par sa dimension esthétique : Là-bas, on est imbibé par ça. La religion orthodoxe est très tournée vers l'image, avec les icônes, les fresques, les représentations de personnages religieux. Moi, depuis toute petite j'y voyais autre chose, j'y voyais des allégories de la nature. La nature, les rapports de l'homme avec les animaux, la préservation de la planète sont des sujets qui touchent l'artiste et qui sont présents dans toutes ses œuvres. Julia utilise l'acrylique, le crayon, l'encre, mais aussi les collages qu'elle réalise avec ses propres dessins. J'adore le surréalisme, je fais des cadavres exquis avec moi-même.

+ Suivez l'actualité tout au long de la journée dans la nouvelle application du [Maine Libre](#)

**Pratique.** Galerie CaviArt, 6 rue de Paris. Jusqu'au 30 mai. Entrée gratuite. Ouvert du mardi au samedi de 12 h à 18 h.

Julia Dasic expose à la galerie CaviArt jusqu'au 30 mai 2025.

. [Le Maine Libre](#)

## Documents sauvegardés

**LE FIGARO**

© 2024 Le Figaro. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20240509-LFF-4b3ceb72-0b9b-11ef-a6c2-a3810ccbe578

**Nom de la source**

Le Figaro (site web)

Jeudi 9 mai 2024

**Type de source**

Presse • Presse Web

Le Figaro (site web) • 828  
mots**Périodicité**

En continu

Élections ; Européennes

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

# Élections européennes: le tabou de «l'élargissement»

Jaigu, Charles

**Les élections européennes du 9 juin départageront-elles les tenants du statu quo à 27 et les militants de l'extension à 36 États membres? Le débat ne fait que commencer.**

**C**et article est issu du «Figaro Magazine»

Fin décembre 2023, Ursula von der Leyen a entériné les candidatures d'entrée dans l'Europe de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie. Elles s'ajoutent à celles ouvertes en 1999 - la Turquie - et en 2003: Serbie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Albanie. Cette Europe XXL à 36 États membres(ou 37 avec la Turquie)sera l'horizon géopolitique dont les futurs députés de l'Union européenne devront débattre. Elle sera par conséquent l'un des critères du vote des électeurs le 9 juin: pour ou contre l'élargissement ? Et parmi les «pour», à quel rythme? Or, derrière les élans en faveur de l'ouverture aux nouveaux venus se cachent les doutes et les rétropédalages. Les plus européistes à Bruxelles sont dans l'embarras, au nom de l'adage «qui trop embrasse mal étreint». Les opinions européennes sont, elles aussi, réticentes. C'est le cas par exemple des Français qui se sentent de plus en plus petits dans une Union trop grande, ou des Polonais qui ont mesuré récemment les risques pour eux depuis

que leur secteur agricole a été submergé par le blé ukrainien.

Comme le dit la très fédéraliste Sylvie Goulard dans un livre au vitriol \*, ceux qui croient éviter le chaos en choisissant l'élargissement auront finalement «l'élargissement et le chaos». Beaucoup clament qu'il s'agit d'un devoir politique de secours aux pays en détresse. Dangereux! «L'élargissement à 36 pourrait signer l'arrêt de mort de l'Union européenne telle que ses fondateurs l'avaient imaginée, et il s'agirait moins d'un assassinat que d'un homicide "ayant entraîné la mort sans intention de la donner", ou "par négligence", mais le résultat sera le même», écrit-elle.

## » LIRE AUSSI - UE: l'énorme chantier de l'élargissement

Le mot «élargissement» est devenu tabou en Europe depuis le référendum de 2005. C'est l'élargissement de 2004 qui a fait échouer le projet d'approfondissement du nouveau traité européen. «Le premier élargissement à l'Est était la réponse à la fin de l'Union soviétique, le deuxième élargissement au Sud-Est de-

vait être la réponse à dix ans de guerre dans les Balkans, et le troisième élargissement à l'Est est à nouveau une réponse à la guerre», fait observer Jacques Rupnik, professeur émérite à Sciences Po, qui constate que «depuis vingt-cinq ans, le statut de candidat ne se transforme plus en adhésion».

## Politique de voisinage

Pour rétablir une vraie perspective d'adhésion, une résolution de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale a proposé en 2023 de dramatiser le passage de candidat à adhérent, en organisant une entrée par étapes, qui renverrait le plus tard possible la participation aux institutions politiques (Commission et Parlement). Cette ruse peut-elle suffire? Le risque de leur refuser la carte de membre à part entière en cours de route générerait la culpabilité des uns, la colère des autres. La fâcherie avec la Turquie a montré la difficulté de l'exercice, et encore reste-t-elle officiellement engagée dans un processus d'adhésion qui n'est que «gelé».

» LIRE AUSSI - Charles Jaigu: «Les

## Documents sauvegardés

### dilemmes de l'élargissement de l'Union européenne

La vérité est que l'accès «premium» au club européen est le seul qui intéresse les pays candidats. Or, ce club a des règles bien plus contraignantes que celles d'une simple organisation internationale. Les vingt dernières années ont démontré qu'une fois dans l'Europe, les mêmes pays qui refusaient fièrement le «joug de Moscou» ont refusé le «joug de Bruxelles». Et que dire du déplacement de l'épicentre de l'Union européenne vers l'Est? Que dire aussi de ces petits pays qui ont proportionnellement plus de députés que les grands, ce qui exaspère ces derniers? Les optimistes pensent que l'élargissement sera le signal du sursaut qui permettra d'augmenter l'efficacité de la gouvernance européenne, grâce à la suppression du droit de veto sur les sujets régaliens. Mais rien n'est moins sûr: 13 États sur 27 sont totalement opposés à l'abandon du vote à l'unanimité... et il faut un vote à l'unanimité pour y renoncer.

La réponse honnête serait un grand moratoire sur les adhésions, et en contrepartie une politique de voisinage audacieuse. Elle ne pourrait en effet être prise au sérieux que si et seulement si l'accès au club de l'UE était officiellement clos pour une durée indéfinie. Sylvie Goulard nous rappelle qu'il existe à Strasbourg un Conseil de l'Europe, dont sont déjà membres tous les pays candidats. Personne ne s'en sert pour le moment.

\* L'Europe enfla si bien qu'elle creva, Tallandier .

#### Voir aussi :

[La Pologne, grande gagnante de l'élargissement européen](#)

[Luc Ferry: «Une Europe à 30? Pure folie!»](#)

[Les eurodéputés adressent un avertissement sérieux à la candidate Ursula von der Leyen](#)

#### Note(s) :

Mise à jour : 2024-05-09 15:22 UTC  
+02:00

## Documents sauvegardés

**Le Monde**

© 2024 SA Le Monde. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20240514-LM-202405142x20x21971506037

**Nom de la source**

Le Monde

Mardi 14 mai 2024

**Type de source**

Presse • Journaux

Le Monde

• p. 35

**Périodicité**

Quotidien

• 1372 mots

**Couverture géographique**

Internationale

**Provenance**

France



## Jacques Rupnik Que nous ont appris les élargissements de l'UE pour l'Ukraine et les Balkans ?

Vingt ans après l'élargissement de 2004, la géopolitique se déplace vers l'Est, mais les institutions et la puissance économique restent ancrées à l'Ouest. Surmonter cette tension sera l'enjeu majeur d'un futur élargissement à l'Est de l'UE, estime le spécialiste de l'Europe centrale

Jacques Rupnik

**L'**élargissement de l'Union européenne (UE), il y a vingt ans, était une réponse à la transformation démocratique et pacifique de l'Europe centrale sortant en 1989 du bloc soviétique. Le « retour en Europe » n'avait politiquement, vu de Prague ou de Varsovie, qu'une seule traduction possible : l'arrimage à l'UE, le club des démocraties prospères d'Europe occidentale. Le « grand élargissement » de l'UE à onze pays anciennement communistes (l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, puis la Roumanie et la Bulgarie en 2007 et la Croatie en 2013) fut certainement le succès majeur et rarement revendiqué de sa politique étrangère : un ancrage pour les nouvelles démocraties au sein d'une nouvelle architecture européenne.

Si 2004 fut une réponse aux « révolutions de velours » de 1989 et à la fin de la guerre froide, en 2024, la promesse faite à l'Ukraine par l'UE est avant toute chose une réponse à la guerre d'agression menée par la Russie. Le contraste

ne doit pas empêcher de réfléchir aux implications du premier élargissement à l'Est de 2004 pour penser au mieux celui qui est annoncé pour les années qui viennent. A commencer par le mode d'élargissement de l'UE, l'interaction entre la capacité des pays candidats à se réformer et celle de l'UE à les intégrer.

Une triple leçon centre-européenne se dégage à destination de l'Ukraine et des Balkans. La conditionnalité démocratique de l'UE a été un levier extrêmement puissant pour établir les institutions de l'Etat de droit. Mais l'adhésion à l'UE n'était pas la « fin de l'histoire », et les régressions apparues au cours des dernières années dans certains pays rappellent que la conditionnalité doit s'appliquer aussi après l'adhésion : le cas de la Hongrie « illibérale » est jugé le plus préoccupant, celui de la Pologne montre que la dérive n'est pas irréversible.

### Modernisation des économies

Deuxième aspect du bilan de l'adhésion pour les candidats passés et futurs : le dernier quart de siècle représente historiquement le plus rapide et le plus effi-

cace des processus de modernisation des économies et des sociétés d'Europe du Centre-Est. La convergence Est-Ouest est spectaculaire pour ceux qui ont connu ces pays au sortir de l'ancien régime. Tous ont, depuis vingt ans, grâce aux investissements d'Europe occidentale et aux fonds européens (3 % du PNB par an pour la Pologne), connu des taux de croissance plus rapides que la moyenne européenne. La République tchèque et la Slovénie sont en tête du rattrapage, mais un pays comme la Pologne, dont le PIB par habitant en 2004 ne représentait que 51 % de la moyenne de l'UE, va être amené à la rattraper au cours de cette décennie. Le premier ministre, Donald Tusk, a ainsi déclaré, dans l'euphorie des festivités du 20<sup>e</sup> anniversaire, le 1<sup>er</sup> mai : « *Je vous le promets : pour le 25<sup>e</sup> anniversaire, les Polonais seront plus riches que les Britanniques. C'est mieux d'être dans l'UE.* »

C'est exactement ce que se disent les Ukrainiens, et pas seulement à cause de la guerre : en 1989, leur PIB par tête était équivalent à celui des Polonais ; en 2019, celui des Polonais valait trois fois celui des Ukrainiens. L'UE représente



## Documents sauvegardés

pour l'Ukraine après la guerre, comme pour les Balkans, le seul projet de reconstruction et de modernisation qui vaille.

La troisième leçon centre-européenne à l'usage des futurs candidats d'Ukraine ou des Balkans, c'est sa dimension géopolitique. Vaclav Havel, alors fraîchement élu président tchécoslovaque, affirmait en janvier 1990 la nécessité de coopérer entre voisins pour surmonter les contentieux nationalistes d'antan et favoriser le processus d'intégration européenne – dont la mission est aussi de combler le vide géopolitique laissé non seulement par le retrait de l'empire russo-soviétique, mais avant cela par la dissolution de l'empire des Habsbourg. Comme ce dernier, l'appartenance à l'Union européenne permet aux nations d'Europe centrale de neutraliser leurs rivalités et d'équilibrer leur relation avec l'Allemagne réunifiée. L'Europe comme substitut d'empire pour l'Europe centrale aujourd'hui et demain comme toit commun pour les Balkans.

L'Ukraine fait maintenant face non pas à un substitut d'empire, mais à une véritable résurgence néo-impériale de la Russie. En soutien à la résistance ukrainienne, l'Union européenne a accordé le statut de candidat à l'Ukraine et à la Moldavie dans ce qu'à Bruxelles on désigne désormais comme un « élargissement géopolitique » où se mêlent à la fois considérations stratégiques et affirmation de valeurs partagées.

Cette ouverture européenne envers l'Ukraine entraîne plusieurs conséquences. C'est d'abord la fin de la « politique de voisinage » de l'UE à l'Est, initialement conçue précisément pour éviter l'élargissement. La crédibilité du « moment ukrainien » de l'UE dépendra

de la volonté de faire avancer la perspective de l'élargissement à ceux qui, dans les Balkans, ont reçu la même promesse il y a vingt ans. Mais c'est surtout la méthode même des élargissements qui est à redéfinir par rapport à celle d'il y a vingt ans : un processus plutôt qu'une date butoir, où à chaque phase dans la réforme interne du pays correspond une étape dans l'accès aux fonds et l'intégration aux institutions européennes.

### Enrichissement mutuel

Une des leçons majeures de l'élargissement à l'Est de 2004 : le processus transforme certes les pays qui adhèrent, mais aussi l'Union. Ce n'est plus « *la même en plus grand* », comme le suggérerait le terme même d'« élargissement ». Bronislaw Geremek, l'historien polonais devenu ministre des affaires étrangères, lui préférerait le terme d'« *unification européenne* », qui suggère une interaction et un enrichissement mutuel. La « révolution du nombre » oblige à penser la réforme des politiques (fonds de cohésion, PAC) et des institutions européennes, suscitant déjà des appréhensions ou même des obstructions de la part de certains pays ayant rejoint l'UE en 2004 : la Hongrie pour des raisons politiques, la Pologne à cause de l'opposition de certains secteurs de la société, comme les agriculteurs.

L'élargissement à dix nouveaux pays en 2004 n'a pas provoqué la paralysie annoncée de l'UE, mais on ne peut pas se contenter de dire aujourd'hui que c'est difficile à vingt-sept et que cela ira mieux à trente-sept. Le débat sur la réforme des institutions et plus généralement sur l'UE comme acteur international fera émerger une différenciation en son sein. Quel que soit le terme priv-

ilégié, cela nous ramène au débat ancien sur une Europe à géométrie variable et à celui, plus récent, lié au rôle nouveau des membres est-européens de l'UE, sur un déplacement du centre de gravité de l'UE vers l'Est. La géopolitique, c'est certain, se déplace vers l'Est, mais les institutions et la puissance économique restent ancrées à l'Ouest. Surmonter cette tension sera l'enjeu majeur d'un futur élargissement à l'Est de l'UE.

Au-delà des débats institutionnels, qui intéressent peu les opinions publiques, il est un sujet directement lié à l'élargissement qui les préoccupe : celui des limites. Resurgit la crainte d'une « Europe sans rivages » (d'après l'ouvrage de l'économiste François Perroux publié en 1954). Si les frontières de l'Union sont claires à l'Ouest, au Nord et au Sud, elles sont mouvantes à l'Est, liées à la capacité à contenir l'expansion russe. Toute entité politique, et l'UE en est une, a besoin de frontières. Ainsi, le « moment ukrainien » oblige l'UE à définir le lien entre son projet et ses frontières.

### Note(s) :

Jacques Rupnik est directeur de recherche émérite au CERI, professeur au Collège d'Europe à Bruges, ancien conseiller du président tchèque Vaclav Havel

## Documents sauvegardés



© 2025 L'Histoire - Les Collections. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251001-SHJ-10904701

## Nom de la source

L'Histoire - Collections

## Type de source

Presse • Magazines et revues

## Périodicité

Bimestriel ou trimestriel

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Mercredi 1 octobre 2025

L'Histoire - Collections • no. 109

• p. 47

• 3502 mots



Page 47

Edirne, Sarajevo, Novi Pazar

## Le temps des Ottomans

**La conquête de la péninsule balkanique fut longue. Mais les Ottomans, qui lui donnèrent son nom, en firent le cœur de leur empire. Ni joug brutal ni domination douce, quatre siècles de mainmise turque ont façonné durablement ces terres.**

En l'espace de deux siècles, à partir de la chefferie semi-nomade d'Osman, née au début du XIV<sup>e</sup> siècle, en Bithynie (la région côtière au nord-ouest de l'Anatolie), un nouveau sultanat turcophone et sunnite établit sa domination dans toute la péninsule balkanique. Difficile et progressive, la conquête mobilise les troupes de neuf souverains successifs. Plus elle s'étend, plus elle accroît les ressources fiscales et démographiques du gouvernement, sans le concours desquelles celui-ci n'aurait pu élargir et renforcer sa domination dans d'autres espaces, en Asie Mineure et au Proche-Orient. Dans les Balkans autant qu'en Anatolie, la *Pax ottomanica* structure une économie rurale, favorise des échanges urbains et nourrit des pratiques religieuses (un islam balkanique) dont les formes principales se prolongent à l'Époque moderne et contemporaine.

En turc, le terme « balkan » signifie « montagnes ». Il renvoie à ce que plusieurs lettrés occidentaux, à la suite des auteurs de l'Antiquité, appellent *Haemus* (*Haimos* en grec), espace de

hauts reliefs qui traverse la Bulgarie centrale d'est en ouest. Aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, des géographes arabes assimilaient cette région, au relief difficile et morcelé et aux bassins versants étroits, au pays des Bulgares.

Lorsque débute la conquête ottomane, deux mondes se font face : à l'ouest, les États catholiques de Naples et du pape à l'est, des populations grecques, albanaises et slaves, majoritairement orthodoxes et, çà et là, des groupements catholiques, à Raguse (Dubrovnik) notamment. Entre les deux, c'est le territoire maritime de la république de Venise, maîtresse du nord-est de la péninsule italienne et de la plus grande partie de la zone côtière balkanique.

Les deux premiers souverains ottomans, Osman Ier et son fils Orhan, ont créé et développé un nouvel État au sud-est de la mer de Marmara. Ils ont embelli leur capitale Bursa (Brousse), étoffé leurs armées et constitué une flotte. En 1354, les hommes d'Orhan s'implantent en Chersonèse de Thrace (aujourd'hui la péninsule de Gallipoli). Un temps repoussés par les forces alliées du roi de

Hongrie, de la flotte génoise, du roi de Chypre, sous les ordres d'Amédée VI de Savoie, ils s'y installent définitivement en 1376-1377. Les Ottomans font de ce petit port des Dardanelles le siège de leur premier arsenal et la base de leur pénétration vers la mer Égée.

1389, le Champ des Merles

Au fil de leur progression vers le nord, ils conduisent une alternance continue entre guerres ouvertes et incidents de frontière récurrents. Leurs « chefs de marches » (*uç beyi*) mènent une cavalerie légère de quelques milliers d'hommes. Ils ravagent les campagnes des mois durant, détruisent des villages entiers et produisent d'irréparables dégâts. Mais plusieurs de leurs sièges échouent.

Profitant du morcellement politique des Balkans, le sultan Murad Ier mène une guerre de position contre les Byzantins, les Serbes, les Hongrois, et leurs alliés croates et valaques. Vers 1369, il prend Andrinople aux Byzantins et en fait sa seconde capitale sous le nom d'Edirne. Lors de la bataille de la Maritsa (1371),

## Documents sauvegardés

il met en déroute une coalition balkanique conduite par les seigneurs serbes de Macédoine. Puis il s'engage en Bulgarie, prend Sofia en 1385. Des raids sont conduits en Albanie, zone montagneuse, éclatée en seigneuries et contrôlée sur les côtes par des places fortes vénitiennes. En 1389, les troupes de Murad Ier affrontent celles du prince serbe Lazare lors de la bataille du Champ des Merles (Kosovo Polje, à l'ouest de Pristina), où les deux souverains trouvent la mort.

Aux premières campagnes de pillage et de destruction succède une phase d'ingérence dans les conflits locaux, puis de vassalisation des principautés balkaniques. A la suite de la victoire du sultan Bayezid Ier à Nicopolis (Nikopol, en Bulgarie), en 1396, face à une armée de croisés menée par le roi de Hongrie, les Ottomans s'établissent pour de bon en Bulgarie. Le sultan Mehmet Ier, intronisé en 1413, relance les conquêtes. Dans les décennies qui suivent, les Ottomans prennent pied dans les territoires du royaume de Bosnie, pays accidenté, bien arrosé et drainé dans sa partie centrale et septentrionale (Bosnie), plus sec et rocailleux au sud (Herzégovine), bordé au nord par la Croatie, le long de la Save, et à l'est par la Serbie, séparée par la Drina. En Albanie, ils se heurtent aux populations côtières : Durazzo (Durrës), Avlonya (Valona, Vlorë) et Dulcigno (Ulcinj) abritent une pépinière de marins et de pirates.

Le sultan Murad II intègre les Balkans ottomans à leur environnement maritime par la mainmise sur des ports comme Salonique (Thessalonique pour les Grecs), en Égée, et de Janina (Ioannina), en Épire, en 1430. En 1439, il s'empare de la Serbie, mais échoue à prendre Belgrade l'année suivante. En

1444, il brise la croisade lancée par le pape à la bataille de Varna, sur la côte bulgare de la mer Noire. Entre-temps, il tente d'étouffer la révolte lancée par le seigneur albanais Georges Castriote (dit « Skanderbeg », ou « Iskender Bey » pour les Ottomans) en 1443. En vain : forte du soutien de Venise, de Naples et du pape, la rébellion se poursuit jusqu'en 1468.

A la mort de Murad II en 1451, la Valachie (sud de la Roumanie) et la Hongrie sont contenues, les relations avec Venise et Raguse sont apaisées. Mais la côte adriatique demeure sous la domination de Venise et, plus au sud, de Raguse. Pour se mettre à l'abri des ambitions de la Sérénissime, cette dernière entre en rapport avec le sultan ottoman, auquel elle consent à verser tribut à partir de 1458.

Le fils de Murad II, Mehmet II, qui a fait tomber la capitale byzantine Constantinople en 1453, parvient à prendre la Serbie septentrionale en 1459. Mais il est arrêté, comme son père, devant Belgrade. Il échoue également à soumettre les farouches tribus nichées à l'abri de la forteresse naturelle du Monténégro - c'est son successeur, Bayezid II, qui obtient la reconnaissance de la suzeraineté en 1499. En revanche, une attaque surprise lancée contre la Bosnie en 1463 est couronnée de succès et, en 1476, Mehmet II annexe pour de bon l'Herzégovine. L'Albanie septentrionale tombe en 1479. Au sud, il met la main sur le despotat de Morée, l'un des derniers vestiges de l'Empire byzantin. Mais ses avancées menacent Venise, qui entre en guerre en 1462 - elle en sort vaincue en 1479.

Un contrôle à géométrie variable

En Europe, la souveraineté ottomane s'applique à deux cercles distincts. Le premier comprend les territoires anciennement conquis - Bulgarie, Thrace, Thessalie, Macédoine -, tous situés à proximité de la capitale Edirne. L'emprise du pouvoir central y est directe et rigoureuse. Pacifiés au fil des décennies, ces pays ont coupé la plupart de leurs liens avec le reste de l'Europe. Des populations musulmanes se sont installées dans les pôles urbains (Nicopolis, Kyoustendil, Trikala, Skopje, Silistra) et les campagnes environnantes. La colonisation s'y poursuit, avant d'être coupée du réservoir ethnique turc d'Asie par la fondation de l'État safavide iranien au début du XVI<sup>e</sup> siècle. L'Anatolie cesse alors de nourrir une importante migration vers l'Europe.

Le second cercle est formé de possessions plus récentes (Albanie, Serbie), plus instables et plus éloignées des bases logistiques ottomanes. D'une certaine manière, cette articulation en deux cercles recoupe la géographie de l'Empire byzantin, qui privilégiait les zones de plaines proches de la capitale et s'efforçait d'intégrer des espaces certes éloignés mais essentiels aux progrès économiques des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles (plaines danubiennes, régions minières du nord-ouest des Balkans). En Albanie, l'occupation ne s'exerce que dans les basses terres du sud peuplées de Tosques. Les montagnes du nord, pays des Guègues, résistent à l'autorité turque.

Mehmet II gouverne les Balkans comme nul sultan avant lui : de manière personnelle et absolue. Il estime que les territoires vassaux n'ont plus d'utilité comme tels : il les transforme en provinces et dépose les familles régnantes. Ainsi les Brankovic perdent la Serbie (1459) et

## Documents sauvegardés

les Paléologues la Morée (1460). Aux anciennes noblesses de service, Mehmet II accorde des concessions de service (le *timar*, qui permet à un particulier de percevoir les taxes) et des revenus tirés de la Couronne. Le concours des beys (chefs) aux frontières n'est plus indispensable à son gouvernement. Il les met au pas, saisit leurs biens de pleine propriété et leurs fondations pieuses - de même que ceux de notables -, les intègre au domaine royal, enrichit ainsi l'État et permet de financer des « campagnes augustes » (selon sa propre formulation) d'une dimension logistique supérieure.

Cinquante ans plus tard, les armées que mobilise à sa suite Soliman, devenu sultan en 1520, approchent les 100 000 hommes. Leur puissance et leur organisation autour de la cavalerie provinciale et des corps d'élite (les célèbres janissaires) permettent au Magnifique de prendre Belgrade en 1521 et Buda en 1526. Prudent et désireux de renforcer la nouvelle frontière avec les voisins chrétiens, le sultan se retire ensuite de Hongrie, se contentant d'annexer deux comitats du sud du Danube (Srem et Valko). Ce d'autant qu'en 1529, il échoue devant Vienne. A la suite d'une campagne ultérieure en 1540, il place néanmoins la Hongrie, l'année suivante, sous administration plus directe.

A la mort de Soliman en 1566, l'empire a trouvé son extension maximale en Europe centrale. Certes, les armées ottomanes n'ont jamais été en mesure de franchir la barrière septentrionale des Alpes dinariques. En revanche, la péninsule balkanique dans son ensemble est placée sous la domination du sultan, et ce jusqu'au début du XIXe siècle. Autrement dit, le gouvernement de la Sublime Porte occupe la Bulgarie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, une par-

tie réduite de la Croatie, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine du Nord, l'Albanie et la Grèce. Au nord, les limites des Balkans varient, surtout à partir de la fin du XVIIe siècle, quand les Ottomans commencent à perdre leurs territoires européens (Hongrie et Transylvanie, en 1699).

La principale richesse de l'empire

Donnons une idée de l'importance de cet espace pour l'empire : en 1475, il fournit 80 % des recettes du Trésor impérial. En 1512, il constitue environ 55 % de la population. Ce que les Ottomans ont gagné par leurs conquêtes ne se limite donc pas seulement à des foyers fiscaux à pressurer et des terroirs à exploiter. Ce sont des espaces de commerce, des pôles d'échanges et des ressources considérables en grains, minerais et bois de construction. Ce sont les richesses artisanales qui contribuaient jadis à la grandeur de Byzance.

Dans la continuité de la *Pax mongolica* qui s'est établie du Pacifique à la mer Noire au milieu du XIIIe siècle, les domaines ottomans sont en liaison avec les routes des épices et de la soie. Rattachées à la Chine, l'Inde et l'Iran, ces routes rejoignent les ports de la mer Noire *via* Tabriz, Trabzon et Samsun. A l'ouest, la conquête des Balkans a permis de relier directement le commerce de la mer Noire aux marchés de l'Europe centrale et de l'espace germanique. Bénéficiant de leurs avancées sur le Danube et du protectorat établi sur la Valachie, des marchands basés à Sarajevo et Dubrovnik exportent soie, coton, laine mohair et safran, transportés à dos de chameau et de mulet sur les routes de Thrace et de Bulgarie. Ils importent également des habits de laine fine d'Allemagne du Sud et de Silésie.

Murad Ier a fait de l'exploitation des mines d'or et d'argent de Serbie et de Bosnie une priorité. Elles sont indispensables à la production monétaire et au financement de l'effort de guerre. Plutôt que d'adapter le *fiqh* (le droit islamique) aux problèmes soulevés par l'activité minière, Murad II proroge le droit saxon qui s'y applique depuis le XIIIe siècle. L'État invoque le droit ancien des populations balkaniques et tient compte des pratiques fiscales préexistantes. En territoire bulgare, il continue de percevoir des impôts antérieurs à la conquête. Sous-gouverneurs et commandants de garnison s'établissent en général dans la citadelle où se forme un premier quartier musulman, une fois expulsés les habitants (les *dhimmi*, les non-musulmans) qui y résidaient.

Le grand chamboule-tout ethnique

Le réseau des villes pré-ottomanes persiste. Les conquérants turcs créent peu de nouvelles implantations : Yeni Bazar (Novi Pazar), Yenice-i Vardar (Giannitsa), Yenisehir-i Fenari (Larissa) ou Sarajevo. La conquête entraîne cependant des déplacements de populations. Des groupes de montagnards albanais s'implantent en Macédoine et au Kosovo, mais aussi en Bulgarie et en Anatolie. A en croire l'historien athénien Laonikos Chalkokondyles, contemporain des événements, des populations venues d'Anatolie à partir de la fin du XVe siècle s'installent autour de Filibe (Plovdiv) en Bulgarie, de Serrès en Macédoine égéenne et d'Üsküp (Skopje) en Macédoine du Nord.

Les déplacements se poursuivent dans la première moitié du XVIe siècle : afin de les détacher de leur milieu d'origine, des timariotes d'Anatolie sont installés en Roumélie et inversement. La multi-

## Documents sauvegardés

plicité des zones de déplacement se lit dans un registre de 1455 : les noms des villages situés à l'est de Yenice-i Vardar reconstituent une carte des émirats égéens disparus comme autant de reflets d'une mémoire anatolienne implantée en Europe. Transférées graduellement, des activités artisanales déploient une nouvelle économie locale de tisserands, tanneurs, tailleurs et chaudronniers.

## Islamisation incomplète

Conquête et islamisation vont de pair : des mosquées (*cami*) et des couvents (*tekke*) sont construits dans la foulée de l'avancée des troupes. Marqué par l'expérience de la frontière, souvent peu orthodoxe dans ses pratiques religieuses, l'islam ottoman est modelé par des formes de ruralité et d'errance, des influences chamaniques, bouddhistes et manichéennes, intégrées à la tradition islamique des métropoles culturelles et acclimatées à la loi de l'État. La dévotion est marquée par le culte des saints et la cérémonie de « remémoration » des noms de Dieu selon des règles précises. Les pratiques confrériques, notamment celles des derviches, se diffusent dans tous les milieux sans exception, par exemple au sein des corporations de métiers comme des cercles d'oulémas.

Toutefois, dans la longue durée, la majorité de la population reste chrétienne et la très grande majorité des lieux de culte se maintiennent. Plusieurs Églises se rattachent directement au passé d'États disparus à l'Époque médiévale (Bulgarie et Serbie) ou aux héritages de l'Empire byzantin (Grecs orthodoxes). Celles qui dominent territorialement sont très majoritairement slaves orthodoxes (Bulgarie, Serbie, Monténégro). Quant aux catholiques, ils sont implantés principalement en Bulgarie du Nord-

Ouest, au nord de l'Albanie et le long des côtes de Dalmatie. Le rythme des conversions varie selon les populations : tardive, l'islamisation en Albanie date plutôt des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles<sup>1</sup> au début du XX<sup>e</sup> siècle, on se convertit encore au Kosovo.

## Polémiques biaisées

On touche ici un sujet majeur de l'historiographie, hélas moins nourri d'enquêtes approfondies que de controverses biaisées. Il concerne les sociétés chrétiennes et juives soumises aux Ottomans. Son traitement a alimenté le discours identitaire des nations balkaniques des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Maints exemples ont été donnés de familles princières, ou de propriétaires fonciers, qui, afin d'éviter l'élimination physique ou l'exil, conserver leurs domaines et préserver leur statut social, n'eurent d'autre choix que d'apostasier. Comme souvent en histoire médiévale ottomane, l'analyse se heurte à un problème de sources : les convertis ont rarement laissé des témoignages sur les circonstances générales ou les motivations personnelles de leur conversion. En sorte que des questions fondamentales restent en suspens, celle-ci en particulier : pourquoi les Balkans se sont-ils si peu islamisés ?

Il faut commencer par évoquer un fait écrasant : les conversions se font dans un seul sens et sont irrévocables. A l'opposé des pratiques juives ou chrétiennes, aucune formation n'est exigée du néophyte - la circoncision est en revanche imposée. La profession de foi peut se dérouler en dehors d'un lieu de culte et en l'absence d'hommes de religion<sup>1</sup> comme pour un contrat, la présence de deux témoins musulmans est requise. Il faut ensuite rappeler un élément impor-

tant : d'un point de vue fiscal, l'État n'a guère intérêt à pratiquer une politique de conversion forcée. Le passage à l'islam implique en effet l'arrêt du versement de droits élevés et de l'impôt de la capitation (par tête). En contrepartie, le droit de tenure dû par tout cultivateur musulman possédant un attelage complet de deux bêtes est moindre. En outre, le Trésor se réserve la possibilité, dès qu'il le juge nécessaire, d'accroître la pression fiscale sur les chrétiens.

L'islamisation ne signifie pas turcisation complète et automatique. Les nouveaux convertis conservent leur langue : Bosniaques, Albanais, Torbes de Macédoine occidentale et Pomaks du Rhodope. Le degré de séparation avec le milieu d'origine varie. Les institutions religieuses musulmanes libres de se développer, telles les couvents derviches ou les fondations pieuses, qui assurent des tâches d'assistance sociale, s'accroissent. Entre chrétiens et musulmans, les échanges se tissent et les rapprochements se multiplient. Car, pour se défendre de la concurrence, artisans, boutiquiers et marchands locaux intègrent des réseaux de clientèle dont ils assimilent, par nécessité ou par habitude, la langue, la culture et la religion.

## Encadré(s) :

## Olivier Bouquet

Professeur à l'Université Paris Cité, membre senior de l'Institut universitaire de France (IUF)

*Il a notamment publié* Pourquoi l'Empire ottoman ? (Gallimard, 2022) et Les Ottomans. Questions d'Orient (Documentation française, 2018), et coécrit, avec Philippe Pétriat et Pierre Vermeren, Histoire du Moyen-Orient, de



## Documents sauvegardés

l'Empire ottoman à nos jours. Au-delà de la Question d'Orient (Presses de la Sorbonne, 2016).

## CHRONOLOGIE

Neuf souverains pour conquérir les Balkans

Première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle *Osman*, à la tête d'une chefferie turque semi-nomade née sur la côte nord-ouest de l'Anatolie, fonde la dynastie ottomane. Lui et son fils *Orhan* (v. 1324-1362) développent un nouvel État (capitale Bursa ou Brousse). Avec le débarquement à Chersonèse de Thrace (Gallipoli, 1354) débute la conquête des Balkans.

1362-1389 *Murad Ier*. Prise d'Andrinople (Edirne, v. 1369), qui devient la seconde capitale. Le sultan meurt lors de la bataille du Champ des Merles contre les Serbes.

1389-1402 *Bayezid Ier*. La Bulgarie est définitivement soumise.

1413-1421 *Mehmet Ier*. Les Ottomans prennent pied en Bosnie-Herzégovine.

1421-1444, 1446-1451 *Murad II*. Conquête des ports de Salonique (Thessalonique) et de Janina (Ioannina). Révolte de l'Albanais Skanderbeg.

1444-1446, 1451-1481 *Mehmet II*. Prise de Constantinople (1453). Le sultan gouverne les Balkans de manière personnelle et absolue.

1481-1512 *Bayezid II*. Suzeraineté sur le Monténégro.

1512-1520 *Selim Ier*.

1520-1566 *Soliman Ier*. Prise de Belgrade. Défaite devant Vienne en 1529.

*A sa mort, l'empire atteint son extension maximale. L'ensemble des Balkans est ottoman. Le recul intervient à partir de 1699.*

## MOTS-CLÉS

Derviche

« Pauvre », « humble ». Le mot désigne un membre initié d'une confrérie soufie (une branche ascétique de l'islam). Ces ordres mystiques ont joué un rôle social important dans l'Empire ottoman, marquant l'islam balkanique.

Sultan

Titre conféré par le calife à un chef militaire et porté par différents monarques du monde islamique, dont les souverains ottomans à partir de la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle.

Timar

Concession, faite par le sultan à un particulier, des revenus fiscaux produits sur une portion de territoire donnée en échange de services divers, le plus souvent militaires. La pratique fut usuelle dans les Balkans.

Dhimmi

Sujet non musulman du sultan appartenant aux « peuples du Livre », c'est-à-dire un chrétien ou un Juif. Il bénéficie de sa protection, contre paiement d'un impôt, et subit des discriminations.

## Raguse, entre Venise et les Turcs

La cité de Raguse, aujourd'hui Dubrovnik en Croatie (ci-dessus, détail du plan du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, tiré d'un atlas de l'Adriatique, BNF), devint, au XIII<sup>e</sup> siècle, dans l'ombre de Venise, un point de passage obligé

pour le commerce régional. Y arrivaient les caravanes muletières chargées de métaux précieux (or et surtout argent des mines de Srebrenica et de Kopaonik), de lin, de cuir et d'esclaves. Le sel de Venise y transitait vers les pâturages serbes. Des céréales étaient importées des Pouilles, de Sicile et de Grèce. Les conquêtes ottomanes ne perturbèrent pas réellement le cours des affaires. Les patriciens de Raguse surent mener une politique de neutralité, voire de médiation entre Turcs et Latins. A partir de 1458, la cité paya un tribut au sultan. Raguse ravitaillait Istanbul en produits que ses ennemis refusaient de lui vendre. L'âge d'or prit fin en 1667, lorsqu'un tremblement de terre ravagea la région.

Vesna Cucic, Bernard Doumerc

© L'Histoire n° 281, novembre 2003

## À SAVOIR

Soliman : tribulations posthumes

En 1566 Soliman rompit la trêve avec l'empereur Maximilien d'Autriche et lança contre lui une formidable armée dont il prit lui-même le commandement. Après la prise, le 18 octobre, de Szigetvar (Hongrie), il fut décidé de rebrousser chemin. La foule voyait le sultan de loin saluer l'armée, et pouvait distinguer son maigre visage au teint maladif. Quatre relais après avoir franchi la Save, avant l'aube, aux abords de la voiture impériale, six chantres se mirent à répéter les noms de Dieu et psalmodièrent des versets du Coran. Tous surent alors que Soliman était mort. Il avait, en fait, cessé de vivre quarante-huit jours plus tôt, sous sa tente, dans la nuit du 6 au 7 septembre, devant Szigetvar. Le grand vizir voulait garder la nouvelle

## Documents sauvegardés

*secrète aussi longtemps que l'héritier du trône, Selim, n'aurait pas rejoint Belgrade. Le cadavre du sultan avait été installé dans sa tente, puis un page avait joué son rôle. De Belgrade, le convoi traversa encore les Balkans jusqu'à Istanbul.*

Gilles Veinstein

© L'Histoire n° 211, juin 1997

## Documents sauvegardés



© 2025 L'Histoire - Les Collections. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251001-SHJ-10900601

## Nom de la source

L'Histoire - Collections

## Type de source

Presse • Magazines et revues

## Périodicité

Bimestriel ou trimestriel

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Mercredi 1 octobre 2025

L'Histoire - Collections • no. 109

• p. 6

• 2523 mots



Page 6

# Les marges incontrôlées de l'Europe

(Propos recueillis par Clément Fabre.)

**C'est au XIXe siècle que la péninsule émerge comme une région montagneuse, émiettée, archaïque et violente. Une image qui a ressurgi avec force lors de la guerre en ex-Yougoslavie.**

**L'Histoire : Depuis quand les Balkans sont-ils perçus comme une entité géographique et politique cohérente ?**

**Maria Todorova :** Il faut se méfier des catégories géographiques dont on a longtemps eu tendance à surestimer la cohérence et la stabilité à travers les siècles. Or, lorsque l'on parle de « Balkans » pour les périodes de l'Antiquité ou du Moyen Âge, on projette une notion contemporaine sur l'histoire longue de la région. Ce n'est pourtant que très tardivement, au XIXe siècle, que le terme « Balkan » en est venu à désigner la péninsule balkanique entière. Depuis le XVe siècle, le mot, qui signifie d'abord « montagne » en turc, qualifiait la chaîne montagneuse traversant l'actuelle Bulgarie d'ouest en est et, aujourd'hui, portant le toponyme « Balkan » (que les Grecs nommaient *Haimos* - *Haemus* en latin). Dans le mémoire qu'il adresse en 1490 au pape Innocent VIII, l'humaniste et diplomate Filippo Buonaccorsi, dit « Callimaque », évoque ainsi cette montagne « *que les locaux appellent Balkan* » (« *quem incolae Bolchanum vocant* »). On retrouve ce terme en 1608 dans le

récit que l'Allemand Salomon Schweiger publie de son voyage en 1577 à travers la région : « Balkan » y apparaît comme le nom que les Turcs donnent au mont Haemus, tandis que les Croates l'appelleraient « Comonitza ». Si ce dernier nom n'est pas attesté dès lors, « Haemus » et « Balkan » sont, eux, employés comme synonymes jusqu'au XIXe siècle.

La première occurrence de « Balkans » pour nommer l'ensemble de la péninsule remonte à 1808 : dans son ouvrage *Gea*, le géographe allemand August Zeune y parle de « *péninsule balkanique* » (*Balkanhalbeiland*). Il est influencé par la tradition géographique séculaire qui, depuis l'Antiquité, affirmait que cette chaîne montagneuse courait de la mer Adriatique jusqu'à la mer Noire, séparant la péninsule du continent européen - définition en fait erronée, les Balkans étant constitués de plusieurs massifs (Alpes dinariques, monts du Pinde, du Rhodope, Balkan...). Il cherche, ce faisant, à souligner le parallèle entre les péninsules balkanique, apennine (l'Italie) et pyrénéenne (ibérique). La catégorie se diffuse ensuite progressivement en Europe, avec

cependant des disparités : la Grèce, incluse dans l'usage allemand du terme, est le plus souvent exclue des Balkans en français comme en anglais. Et il faut attendre le XXe siècle pour que des géographes originaires des Balkans se mettent à employer cette catégorie. L'importance de la période ottomane dans l'histoire des Balkans n'est toutefois pas qu'affaire de noms : c'est également à partir du XVe siècle que la péninsule balkanique commence à être pensée comme une région géographique à part entière, qu'on désigne alternativement comme la péninsule « hellénique », « illyrienne », « dardanienne », « byzantine », « slavo-grecque » ou comme la « Turquie d'Europe » (ce que les Turcs eux-mêmes appellent « Roumélie »). A proprement parler, on peut donc dire que l'histoire des Balkans ne commence qu'avec la conquête ottomane du XVe siècle.

**L'H. : N'y a-t-il pas, néanmoins, des facteurs d'unité dans les époques antérieures ?**

**M. T. :** Bien sûr, dans ce palimpseste d'héritages historiques entremêlés qui constitue les Balkans, d'autres legs, an-



## Documents sauvegardés

térieurs à la conquête ottomane, ont contribué à donner à la région une certaine cohérence. Ainsi, à l'époque romaine, les grandes migrations des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles (en particulier, à la fin de la période, l'installation des Slaves). Surtout, le millénaire pendant lequel les Balkans ont fait partie de l'Empire byzantin puis le demi-millénaire ottoman ont conféré à la région ce qui s'apparente à une identité culturelle propre. Pendant l'époque byzantine, l'Église grecque-orthodoxe, le droit romain, la littérature, l'art et le modèle politique byzantins ont imprimé leur marque sur la péninsule. C'est alors qu'a émergé ce que les philologues qualifient d'« aire linguistique balkanique ». Quant à la période ottomane, elle a laissé sur les Balkans une trace profonde, notamment à travers le syncrétisme progressif qu'y ont connu les traditions byzantine et ottomane. Elle a également doté les futurs États de caractéristiques telles l'absence d'aristocratie agraire, la faiblesse de la bourgeoisie, l'existence d'une paysannerie libre, d'un fort État centralisé et d'importantes minorités ethniques. On peut y ajouter la diffusion de la cuisine turque ! Enfin, la domination ottomane a joué un rôle de repoussoir au sein d'élites promouvant l'indépendance de leur patrie et attisé les sentiments nationaux. Il ne faut pas négliger pour autant les héritages historiques qui ont fragmenté la région plutôt qu'ils ne l'ont unifiée : les langues, slaves ou latine, les alphabets, cyrillique ou latin, les religions, orthodoxie, catholicisme ou islam. Pendant la guerre froide, aussi, la région s'est retrouvée divisée entre deux systèmes antagonistes - trois, même, si l'on reconnaît à la Yougoslavie sa place à part au sein du bloc communiste. Reste que, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'usage géographique de l'expression « péninsule balkanique » ne

fait plus question tant elle s'est imposée en Europe - indissociable des connotations toujours plus négatives qui s'y sont attachées : la fragmentation, l'archaïsme et la violence (les « horreurs bulgares » ,cf. p.72).

### **L'H. : Comment expliquer ces connotations négatives ?**

**M. T. :** Dès le XV<sup>e</sup> siècle, les visiteurs européens dans la péninsule croquaient volontiers leurs habitants en paysans sans éducation, et déploraient la dégénérescence qu'y avait connue l'héritage grec et byzantin sous l'influence de l'envahisseur ottoman.

Ce mépris rejoint des spécificités de ce qu'Edward Saïd a qualifié d'« orientalisme » - à savoir la manière dont certains savants du XIX<sup>e</sup> siècle ont essentialisé les sociétés orientales, insistant sur leur dégénérescence par rapport à l'héritage culturel qu'ils mettaient au jour - et contribuant à l'expansion impérialiste.

Je préfère, pour ma part, parler de « balkanisme » pour définir les perceptions européennes des Balkans, et souligner ce qui les distingue de l'orientalisme. Les Balkans sont perçus comme masculins et grossiers - loin du charme exotique de l'Orient féminin -, et la composante raciale comme religieuse est largement absente - les populations des Balkans étant largement reconnues comme chrétiennes et blanches. Surtout, ce n'est pas le même type d'altérité qui est en jeu. Là où l'Orient est vu comme l'Autre de l'Europe, les Balkans, à mi-chemin de l'Europe et de l'Asie, de l'Occident et de l'Orient, de la civilisation et de la barbarie, sont regardés plutôt comme son double incomplet et abâtardi.

### **L'H. : Les mouvements nationaux, les revendications d'indépendance, au XIX<sup>e</sup> siècle, ne placent-elles pas les pays balkaniques du côté de la modernité ?**

Non, c'est même le contraire ! La désintégration progressive de l'Empire ottoman au profit d'États-nations nouveaux : Grèce, Serbie, Monténégro, Roumanie, Bulgarie, Albanie, exacerbe le mépris qui visait déjà la région. Alors que les anciennes nations européennes (comme la France ou le Royaume-Uni) se consolident au fil du siècle et que le nationalisme sert, en Allemagne comme en Italie, de moteur à un processus d'unification, il devient, dans les Balkans, un facteur d'émiettement politique. Cette fragmentation de la région en petits États rivaux, jugés faibles et en retard sur la modernité européenne, contribue à la disqualifier.

Une déconsidération qui devient patente après la guerre russo-turque de 1877-1878. Le traité de San Stefano, qui prévoyait, en mars 1878, la reconnaissance de l'indépendance des États chrétiens des Balkans (Roumanie, Serbie, Monténégro), est révisé, sous la pression des puissances européennes, à l'occasion du congrès de Berlin. Celui-ci aboutit, en juillet 1878, à un traité épargnant largement l'Empire ottoman. La Macédoine, qui devait être intégrée à une Grande Bulgarie, lui est notamment rétrocédée. Y éclatent alors actions terroristes et guérilla entre factions rivales. Dans son récit de voyage dans les Balkans paru en 1906, l'Écossais John Foster Fraser stigmatise la Macédoine, parlant d'un véritable « casse-tête », et la considère comme le « problème des Balkans ». Un an plus tard, le journaliste et écrivain britannique William Le Queux la décrit comme un « pays de ter-



## Documents sauvegardés

reur, de feu et d'épée ».

**L'H. : Ce sont ensuite les guerres dites « balkaniques » qui renforcent l'image de la région comme terre de violence...**

**M. T. :** Oui, les guerres balkaniques de 1912-1913 ancrent profondément cette vision négative des Balkans. Non seulement du fait des violences, abondamment médiatisées, qui marquent ces guerres - accentuant le contraste entre les Balkans barbares et l'Europe civilisée de la Belle Époque -, mais tout autant par la lecture rétrospective qui en fait le point de départ de la Première Guerre mondiale. Alors même que c'est la rivalité entre les grandes puissances européennes qui précipite ce conflit dans lequel les pays balkaniques entrent bien malgré eux, le jeu d'alliances mis en branle, à partir du 28 juin 1914, par l'attentat de Sarajevo fait des Balkans les coupables tout trouvés du chaos où plonge l'Europe : l'image de la « poudrière des Balkans » est née. De cette séquence historique, les Balkans ont hérité une connotation de violence qu'on a vue ressurgir dans les années 1990 avec la guerre d'ex-Yougoslavie : parce qu'elle atteignait un niveau de violence terrible, on n'a pas manqué aussitôt de la qualifier de nouvelle « guerre des Balkans » - ce contre quoi je n'ai pas manqué de réagir.

**L'H. : Quand le concept de « balkanisation » a-t-il fait son apparition ?**

**M. T. :** Vous avez raison de parler de « concept » car ce terme ne désigne pas un phénomène historique propre aux Balkans, mais un processus qui leur est extérieur. C'est au lendemain de la Première Guerre mondiale qu'apparaît le mot pour qualifier la multitude d'États

nouveaux-nés, lors de la conférence de la paix à Paris, sur les ruines des anciens empires - et tout particulièrement de l'Empire austro-hongrois des Habsbourg. Parmi les États qui apparaissent alors (Pologne, Tchécoslovaquie, pays Baltes...), seul le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes appartient aux Balkans, mais cette séquence rappelle l'éclatement progressif qu'avait connu l'Empire ottoman dans la péninsule, et « balkanisation » s'impose pour décrire cet émiettement d'ensembles impériaux sous l'effet des mouvements nationalistes. Rebelote après la Seconde Guerre mondiale, tandis que s'accélère la dynamique de décolonisation. Dès 1945, dans son ouvrage *Color and Democracy*, le penseur africain-américain W. E. B. Du Bois perçoit avec acuité la manière dont l'expression « balkanisation » sert à discréditer les velléités d'indépendance des colonies. Le mot connaît en effet un regain d'usage autour de 1960 avec la décolonisation du continent africain. En Grande-Bretagne, *The Economist* déplore en 1960 que les dirigeants africains « optent pour la balkanisation »<sup>1</sup> *The Listener* alerte en 1962 sur la formation d'une « situation balkanique » en Afrique de l'Ouest<sup>1</sup> tandis qu'en France, le missionnaire Joseph-Roger de Benoist publie en 1979 *La Balkanisation de l'Afrique occidentale française*, avec une préface où Léopold Sédar Senghor en personne regrette l'unité perdue de l'ancienne fédération.

Le terme a endossé depuis des significations toujours plus larges, sans même faire nécessairement référence à un processus territorial : aux États-Unis, on parle volontiers aujourd'hui de « balkanisation » de l'Amérique pour désigner le multiculturalisme, ou de la science pour l'ultraspécialisation, ou encore de

la vérité pour désigner le postmodernisme, etc. A tel point qu'il est devenu une métaphore vide, dont le lien avec l'histoire des Balkans est toujours plus ténu.

**Encadré(s) :**

**Maria Todorova**

Professeure émérite à l'université de l'Illinois

*Historienne bulgare, elle a notamment publié Imaginaire des Balkans (paru en français aux éditions de l'EHESS, en 2011).*

**Le Danube, une limite ?**

*Le fleuve est considéré comme la frontière nord des Balkans. Il constitue aussi une grande voie de la péninsule.*

Les Portes de Fer, gorge étroite du Danube, à la frontière entre Roumanie et Serbie. Le fleuve, ici, possède une largeur qui peut se réduire à 150 mètres. Le lac de retenue d'un barrage voulu par Tito et Ceausescu, et achevé en 1972, a noyé la partie centrale de ces gorges, recouvrant notamment la minuscule île turque d'Ada Kaleh, qui contrôlait le Danube et le trafic des marchandises au XVI<sup>e</sup> siècle. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le comte hongrois Széchenyi élargit et aménage ce passage, facilitant la navigation. Prenant sa source dans la Forêt-Noire, le Danube, qui s'écoule jusqu'à la mer Noire sur plus de 2 800 kilomètres, est souvent considéré comme la limite nord des Balkans. Dans l'Empire romain déjà, le fleuve formait le limes, sa zone frontière. De même, il servit à l'établissement des frontières entre Roumanie et Serbie,



## Documents sauvegardés

puis entre Roumanie et Bulgarie en 1878. Mais il ouvre aussi une des principales voies de communication entre Asie et Europe. Ci-dessus : aquarelle de Stanislas Pierret, carnet de voyage, *En Serbie, par les ondes et par les grèves*, Novi Sad (Serbie), Akademska Kniga, 2025.

## MOTS-CLÉS

## Balkans

*A l'origine, ce terme turc, qui signifie « montagne », désigne la chaîne montagneuse que les Grecs appelaient Haimos, aujourd'hui, le Balkan. Au XIXe siècle, voyageurs et géographes prennent l'habitude d'utiliser le mot pour désigner l'ensemble de la péninsule.*

## Balkanisation

*Le mot est né après la Première Guerre mondiale pour qualifier, rétrospectivement, la fragmentation d'empires en petits États. A l'âge des nations, cet émiettement apparaît comme un obstacle à surmonter.*

## Macédoine

*A partir du XVIIIe siècle, le mot est employé pour un « assemblage hétéroclite », jusque dans le domaine culinaire. Il est une lointaine référence à l'empire bâti, au IVe siècle av. n. è., par Alexandre, mais surtout à la mosaïque des peuples qui cohabitent dans cette province.*

## Poudrière

*Le terme est associé aux Balkans après l'attentat de Sarajevo en 1914 : la péninsule serait ce territoire au cœur duquel une étincelle a suffi pour faire exploser l'Europe. Il contribue à l'image négative associée à la région.*

## À SAVOIR

Le yaourt est-il bulgare ?

*Et si c'était dans l'assiette que l'identité balkanique avait le plus de consistance ? D'un pays à l'autre, certains plats emblématiques de la cuisine balkanique affichent de troublants airs de famille.*

## Feuilletés au fromage

*Qu'on les appelle en turc börek, en serbe burek, en roumain placinta, et en grec tiropita, on retrouve un peu partout ces feuilletés au fromage. De même, le sarma dont s'enorgueillit la Croatie : des feuilles de chou fermentées et farcies, que l'on retrouve en Serbie, en Roumanie (les sarmale), en Turquie ou en Grèce sous forme de feuille de vigne. Ces mets sont, à l'origine, des plats de fête (Noël, Pâques, repas du ramadan) ou des plats cuisinés pour des occasions spéciales.*

## Héritage stambouliote


*D'où viennent-ils ? Pour Bernard Lory, spécialiste de la civilisation balkanique, la réponse risque de faire grincer des dents : « Les plats les plus raffinés des Balkans sont l'héritage de la cuisine stambouliote. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu une cuisine autochtone. Mais c'était une cuisine pauvre, celle des paysans, à base de haricots ou, plus tard, de pommes de terre. »*

## Café turc ou grec ?

*Sur ce patrimoine commun ont fleuri les revendications nationales. En Grèce, lors de la crise chypriote de 1974, le café turc est devenu le café grec. Plus tard, sous Milosevic, il fut rebaptisé « café serbe ». On pourrait multiplier les exemples.*

*Et le yaourt ? Est-il vraiment bulgare ? Certes, à Istanbul, les Bulgares s'étaient spécialisés dans la distribution du lait. Mais le terme est d'origine turque et le lait fermenté a peut-être été introduit par les Turcs dans les Balkans. Reste que c'est un chercheur bulgare, Stamen Grigorov, qui, à Genève, en 1905, découvre le ferment lactique responsable de la transformation du lait en yaourt. Et c'est un chercheur russe, en 1907, Ilia Metchnikov, à l'Institut Pasteur, qui en montre l'intérêt pour la flore intestinale et y voit un gage de longévité. L'usage médicinal du yaourt est lancé. En 1925, le Petit Larousse définit ainsi « yaourt » : « Lait caillé qui constitue l'un des principaux aliments des montagnes bulgares » ! J.- F. M.*

Documents sauvegardés



© 2024 SA Le Monde diplomatique. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20240901-MD-67487

Nom de la source	Dimanche 1 septembre 2024
Le Monde diplomatique	Le Monde diplomatique
Type de source	• p. 24
Presse • Magazines et revues	• 187 mots
Périodicité	
Mensuel ou bimensuel	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	



# Les Tsiganes des Balkans (1280-1914)

Documents rassemblés, traduits et commentés par Bernard Lory

Jean-Arnault Dérens

« Dans les Balkans, les Tsiganes n'ont pas d'histoire », assurait en 1953 le linguiste Jules Bloch, dans un petit livre devenu un classique confirmant l'origine indienne de ce peuple. L'historien Bernard Lory prend le contre-pied pour établir le premier corpus francophone de documents historiques sur les Tsiganes des Balkans. L'auteur, qui justifie l'utilisation de cet exonyme plutôt que l'endonyme plus récent de « Roms » et se limite aux sources publiées, reconnaît la difficulté de la collecte quand « les Tsiganes se sont tenus à l'écart de la communication écrite » et qu'il n'y a « pas d'archives tsiganes ». Après avoir critiqué les premières attestations, parfois trop incertaines, de leur présence dans les Balkans, il présente les sources de la fin du XIIIe au XVe siècles (1280-1461), puis évoque la « grande époque ottomane » (1461-1699), le « curieux XVIe siècle » et enfin le XIXe, « âge classique de l'histoire balkanique » (1804-1914). Appelant au développement d'une tsiganologie historique, ce livre intègre toutes les connaissances actuelles et s'impose comme un indispensable compagnon des recherches à venir.

Les Belles Lettres, Paris, 2024, 678 pages, 55 euros.

Note(s) :

## Documents sauvegardés



© 2025 L'Histoire - Les Collections. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251001-SHJ-10906301

## Nom de la source

L'Histoire - Collections

## Type de source

Presse • Magazines et revues

## Périodicité

Bimestriel ou trimestriel

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Mercredi 1 octobre 2025

L'Histoire - Collections • no. 109

• p. 63

• 2298 mots



Les Tsiganes

## Marginaux, mais pas exclus

**Dans l'Empire ottoman, les Tsiganes forment une minorité importante. Méprisés de tous, ils n'en occupent pas moins une place reconnue, voire meilleure, que dans le reste de l'Europe.**

Dès leur arrivée en Europe occidentale au XVe siècle, les Tsiganes ont intrigué. Ils prétendaient venir d'Égypte (*Gypsies, Gitanos*), mais n'avaient rien de bien précis à raconter sur eux-mêmes (*cf. p. 66*). Dans les Balkans, où leur présence est attestée à la fin du XIIIe siècle, l'exonyme le plus fréquent, c'est-à-dire le nom donné de l'extérieur, est de loin celui de « Tsiganes », même si, depuis quelques décennies, on cherche à lui substituer l'endonyme, soit le nom qu'une population se donne à elle-même, de « Roms ». A la fin du XVIIIe siècle, on établit que leur langue, le romani, est indubitablement originaire d'Inde, ce qui relance les spéculations parmi les linguistes, historiens et ethnologues. L'histoire de l'Inde étant notablement sous-documentée, il y a peu de chances que l'on perce les brumes des origines d'un groupe pauvre et marginal.

La vraie question est donc : comment un tel groupe, s'appuyant sur un minimum de support matériel (sans recours à l'écriture !), parvient-il à maintenir une identité collective, dans des environnements géographiques et historiques

très différents ? Si la définition de cette identité incombe aux Tsiganes/Roms eux-mêmes, la recherche scientifique peut réfléchir sur les modalités de leur insertion dans un cadre sociétal donné, ici les Balkans à l'époque ottomane.

Un voisin qui a un nom

Ce dernier cas s'avère relativement propice à l'historien. Si la documentation byzantine est très maigre (sont-ils des magiciens, donc des hérétiques, ou bien s'agit-il de simples charlatans ?), l'instauration du pouvoir ottoman, avec son système judiciaire et fiscal, laisse des sources écrites plus abondantes, car les Tsiganes sont considérés comme une catégorie fiscale à part. Dès le règne de Mehmet II le Conquérant, au XVe siècle, on a un acte normatif, qui tâche de fixer l'impôt et sa collecte. On dispose d'un registre nominal de tous les Tsiganes mâles de plus de 14 ans pour l'année 1523, document d'une précision inouïe en Europe. Des Tsiganes apparaissent dans les registres ottomans de timars, concessions non héréditaires des revenus fiscaux sur une terre, ou dans les *mühimme defteri* (« registres des affaires importantes », où sont consignées

diverses décisions prises par le centre du pouvoir).

Mais la moisson la plus riche provient des *sicils*, les registres tenus par les cadis, à la fois juges de première instance, notaires et interface entre le pouvoir et la population locale au niveau le plus bas, à l'échelle d'une sous-préfecture. On y trouve des affaires de petite délinquance, vol, coups et blessures, trouble à l'ordre public, prostitution. Sur la base d'une documentation analogue disponible en Europe occidentale, une certaine historiographie victimaire présente les Tsiganes comme éternellement pourchassés par les autorités, selon un schéma « surveiller et punir » un peu rudimentaire. Mais les *sicils* éclairent bien d'autres aspects des relations entre Tsiganes et gadjos (non-Tsiganes). On y trouve des actes de mariage, des actes de vente, des legs pieux, des inventaires après décès, etc. On y voit des Tsiganes emprunter de l'argent, porter plainte contre des violences (y compris des femmes), revendiquer leurs droits. Au fil de ces cas individuels s'esquisse un tableau de la société balkanique (plutôt citadine, il est vrai) à l'époque ottomane, où les Tsiganes sont certes pauvres,



## Documents sauvegardés

certes objet de réprobation sociale (on les dit sales, bruyants, impudiques, etc.), mais occupent une place reconnue, ont une identité individuelle et une agentivité certaine dans leur environnement.

Pas de roulottes, un village d'attache

A partir du XIX<sup>e</sup> siècle, nous disposons de sources en langues balkaniques, en serbe, grec, bulgare, etc. qui éclairent les relations interethniques de façon riche, surprenante et parfois amusante. Le Tsigane n'est pas un étranger venu de nulle part et pouvant disparaître brusquement. C'est un voisin, qui a un nom, dont on connaît les parents et les enfants, qui rend des services en diverses occasions. Il est certes méprisé et doit se nourrir séparément des autres. Il est tenu pour un contre-exemple dans la vie publique, mais en cela même il joue un rôle admis. Car il faut bien que quelqu'un figure au bas de l'échelle sociale. Il peut même être secrètement envié : il rejette l'asservissement par le travail, mène une vie amoureuse moins contrainte, n'est pas tenu sous le contrôle du qu'en-dira-t-on, sait profiter de l'instant...

De quoi vivent les Tsiganes ? Écartons d'emblée toute idée reçue sur le nomadisme et sur les roulottes, absentes des Balkans : les Tsiganes ont un village d'attache, dont ils peuvent changer fréquemment, pour y passer l'hiver, et rayonnent dans les campagnes l'été en dormant sous la tente. Ils ont leurs circuits saisonniers, qui tiennent compte des fêtes villageoises et des foires. Ils sont rarement agriculteurs, mais possèdent une petite maison avec éventuellement un potager. Ils ne sont pas engagés dans les lourds travaux des champs et ne se préoccupent pas de produire de la nourriture ou des textiles. Pour se les procurer, ils recourent à une économie

de services, sans prestige social, mais qui subvient aux besoins de la société ambiante.

Le métier le plus largement attesté dans les Balkans est celui de forgeron. Chaque village en requiert un, pour forger des outils, des clous, des objets domestiques. La technologie est rudimentaire, mais répond aux attentes modestes des paysans. Un trou est creusé dans le sol et le forgeron est assis sur le bord1 il a son enclume devant lui1 un petit foyer est attisé par un double soufflet, animé par sa femme ou par un enfant1 une pince, un marteau, une lime, c'est à peu près tout le matériel nécessaire. Il est très étonnant qu'un secteur aussi important pour l'activité rurale soit passé entre les mains d'un groupe étranger.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le niveau de vie des campagnes ayant progressé, les Tsiganes se font étameurs ambulants, pour entretenir la vaisselle de cuivre. Avec du bois blanc ou de l'osier prélevés dans la nature, ils fabriquent des objets usuels (cuillères, fuseaux, vannerie), ils collectent de l'amadou dans les forêts, cueillent baies et champignons, et pratiquent l'herboristerie. Ils entrent alors en compétition avec les paysans, qui s'appuient pareillement sur les ressources des saltus, ces espaces exploités par l'homme sans qu'il y réside ou y travaille en permanence, où l'on coupe le bois. Ils fournissent des manouvriers pour les gros travaux agricoles ou pour des tâches dévalorisées (vidange des fosses), mais sont aussi parfois embauchés à demeure dans des exploitations agricoles à court de main-d'oeuvre. Ils jouent le rôle de factotum municipal.

Souvent signalés par les voyageurs, les

métiers du divertissement - musicien, danseuse, montreur d'ours, diseuse de bonne aventure - prennent en fait une place secondaire. La mendicité est une occupation féminine : les femmes partent à deux collecter de la nourriture ou des vêtements usagés, et entretiennent avec les fermières des rapports complexes où entrent en jeu interprétation des rêves, magie, pratiques abortives, etc. Ce sont essentiellement des relations de troc.

Le discours occidental se plaît à mettre en avant la diversité ethnique des Balkans. Dans telle ville ou telle province, nous dit-on, vivent, par exemple, « *des Turcs, des Albanais, des Grecs, des Bulgares, des Juifs et des Tsiganes* ». Ce genre d'énumération est ordonné selon le prestige social de chaque groupe : d'abord les musulmans, puis les chrétiens, puis les Juifs, et enfin les Tsiganes. Ces derniers ne sont pas oubliés, mais placés au dernier rang, du fait de leur pauvreté, de leur comportement, jugé « peu respectable », et de leur ambiguïté confessionnelle. Il y a en effet parmi eux aussi bien des musulmans que des chrétiens orthodoxes, groupes que le système ottoman des millets, « nations » au statut protecteur mais discriminatoire, où sont répartis les non-musulmans - Juifs, Arméniens, Grecs, chrétiens -, s'applique à séparer, voire à opposer les uns aux autres.

Or les Tsiganes sont notoirement négligents quant aux obligations culturelles et - plus grave encore - ils se marient librement entre chrétiens et musulmans. L'État ottoman, qui veut leur faire payer l'impôt, se retrouve dans l'incapacité de distinguer les uns des autres, si bien qu'il impose aux Tsiganes musulmans de payer la capitation (*ciziye* ou *haraç*) comme les chrétiens, quoiqu'à un taux

## Documents sauvegardés

inférieur. Cela n'en constitue pas moins une infraction notable à la charia ! De 1637 à 1684, la capitation tsigane se monte à 720 aspres pour les Tsiganes chrétiens, 650 pour les Tsiganes musulmans. Cette stabilité est surprenante, car l'aspre, petite pièce d'argent qui constitue l'unité monétaire ottomane de base, ne cesse de se dévaluer avec l'afflux d'argent d'Amérique, si bien que leur charge fiscale diminue en réalité. De plus, les Tsiganes échappent à toute taxation sur la production agricole et ceux qui sont musulmans ne sont pas astreints aux obligations militaires dévolues à leur groupe confessionnel (on leur confie parfois des tâches subalternes, dans le train d'approvisionnement).

Au total, leur position semble plutôt avantageuse dans le contexte de l'Empire ottoman. Elle est certainement préférable à celle de leurs frères dans l'Empire habsbourgeois, où le despotisme éclairé de Marie-Thérèse et de Joseph II s'acharne à les transformer en paysans, ou en Valachie et en Moldavie, où ils ont le statut d'esclaves du prince, des boyards ou des monastères jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle - les nombreuses études parues récemment sur l'esclavage omettent ce cas européen pourtant très choquant.

#### Aux marges de l'État moderne

Quand, au XIX<sup>e</sup> siècle, les populations chrétiennes envisagent de s'affranchir de la domination ottomane, elles élaborent des doctrines nationales, comptent leurs ressortissants éventuels, ébauchent des frontières territoriales et surveillent jalousement la propagande menée par leurs voisins, car tous ces projets sont concurrents et nourris d'ambitions démesurées. Les nationalismes du XIX<sup>e</sup>

siècle négligent les Tsiganes, qui, n'étant pas considérés comme *darzavotvorni* (« susceptibles de créer un État », terme d'origine bulgare), n'entrent pas dans la compétition internationale.

De la Grèce et de la Serbie libérées, les « Turcs », c'est-à-dire les musulmans, quelle que soit leur langue maternelle, sont massivement expulsés au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais, dans ces deux pays, personne ne se soucie de Tsiganes musulmans négligeables, mal distingués de chrétiens tout aussi négligeables. Les Églises orthodoxes ne se préoccupent pas de convertir des ouailles misérables. On les laisse vivre à leur guise, en marge de l'État moderne en voie de construction. Dans ces pays en transformation rapide, ils incarnent une inertie ottomane vouée à disparaître, croit-on.

Les Tsiganes ne constituent d'ailleurs pas un tout monolithique avec lequel il soit facile de traiter. Même si le clivage chrétiens-musulmans parmi eux est moins drastique qu'ailleurs dans les Balkans, ils se différencient selon la langue. Le romani compte, en réalité, de nombreux dialectes. Entre un quart et un tiers des Tsiganes balkaniques ne le parlent en outre pas, mais utilisent le turc, le roumain ou la langue vernaculaire dans leur communication familiale. Il y a enfin, parmi eux, une différenciation entre groupes « prestigieux » et « inférieurs », selon le critère « nous ne donnons pas nos filles en mariage à ces gens-là ». La société tsigane laisse chacun s'exprimer librement, et il est rare qu'un leadership efficace parvienne à en émerger. Les autorités ne trouvent donc pas d'interlocuteurs officiels.

Après avoir passé à travers les mailles du filet ottoman, les Tsiganes parviennent à échapper également à celles des

nationalismes balkaniques. Ces derniers se radicalisent cependant au XX<sup>e</sup> siècle et cherchent à imposer l'éducation obligatoire, le service militaire et d'autres contraintes. La tragédie se noue durant la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'une politique génocidaire est menée en Croatie oustachie et en Serbie occupée, tandis que les nazis déportent et exterminent les populations tsiganes. Les estimations, pour la période de 1941 à 1945, s'élèvent à plusieurs centaines de milliers de morts en Europe.

Les régimes communistes nourrissent des velléités intégrationnistes, vite déjouées par une nonchalance qui s'apparente à de la résistance passive. On parvient à des compromis. La scolarisation primaire est générale. Des travaux mal payés, mais soumis à une discipline de travail suffisamment laxiste, sont réservés aux Tsiganes - en ville, entretien de la voirie et des espaces publics<sup>1</sup> à la campagne, emplois subalternes dans les fermes coopératives. L'exode rural les affecte comme le reste de la population : alors qu'ils vivaient saupoudrés sur l'ensemble du territoire, ils tendent à se regrouper autour des grandes villes, dans des quartiers modestes, voire précaires.

La paupérisation dramatique qui suit la chute des communismes rend attractifs les métiers autrefois méprisés, et les Tsiganes en sont évincés. Traités en variable d'ajustement par le néolibéralisme brutal, les Tsiganes balkaniques tâchent de s'en sortir avec une possibilité nouvelle qui s'offre à eux : l'ouverture des frontières.

#### Encadré(s) :

**Bernard Lory**



## Documents sauvegardés

Professeur émérite de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco)

*Il a récemment publié Les Tsiganes des Balkans, 1280-1914 (Les Belles Lettres, 2024).*

### À SAVOIR

Gitans, Tsiganes, Roms...

*Comment s'y retrouver dans les multiples appellations qui désignent les Tsiganes ? Pour y voir plus clair, il faut revenir à la distinction entre endonyme (le nom qu'un groupe se donne à lui-même) et exonymes (les noms qui lui sont attribués de l'extérieur). « Rom » est un endonyme. C'est ainsi que les Tsiganes se nomment eux-mêmes. Il signifie « homme » dans leur langue, le romani. Le français « romanichel » en est un dérivé, apparu vers le XVIIIe siècle. « Tsigane » est un exonyme, qui a emprunté un chemin sémantique tortueux. Le point de départ, au IXe siècle, serait une secte religieuse de l'Empire byzantin, les Athinganoi, que l'on dit versée dans la magie et l'ésotérisme. Quand les Roms arrivent dans l'Empire byzantin, vers 1280, ils sont, pour une raison ou une autre, associés aux Athinganoi, ce qui va donner « Tsiganes », leur exonyme le plus répandu dans les Balkans. Le terme « Gitan » est un autre exonyme : au XVe siècle, quand ils gagnent l'Europe, les Roms se présentent comme Égyptiens. Ce nom est rapidement adopté par les Italiens. Il devient Gitanos pour les Espagnols et Gypsies pour les Britanniques.*

*Quant à « Manouche », il est issu de manus, un autre terme pour « homme » en romani.*

## Documents sauvegardés



© 2025 L'Histoire - Les Collections. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251001-SHJ-10907101

## Nom de la source

L'Histoire - Collections

## Type de source

Presse • Magazines et revues

## Périodicité

Bimestriel ou trimestriel

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Mercredi 1 octobre 2025

L'Histoire - Collections • no. 109

• p. 71

• 2937 mots



Page 71

## Rivalités d'empires, émergence des nations

**Au XIXe siècle, la carte des Balkans est dessinée par les grands empires. Derrière les logiques impériales émergent des dynamiques régionales et nationales, qui débouchent sur les indépendances.**

**L**e 24 juin 1878, Shemseddin Sami Frashëri, un intellectuel et journaliste originaire des provinces ottomanes albanaises, prend la plume dans son journal intitulé *L'Interprète de l'Orient*, paraissant à Constantinople, à l'occasion de la tenue du congrès de Berlin. Ce congrès, qui rassemble du 13 juin au 13 juillet 1878 Royaume-Uni, Autriche-Hongrie, France, Russie, Empire ottoman, sous l'égide du chancelier allemand Bismarck, n'est que le dernier épisode d'une chaîne d'événements et de crises qui se succèdent depuis trois ans. En 1877 une guerre russo-turque (la dixième sans compter la guerre de Crimée !) a été un désastre pour l'Empire ottoman. Le traité de San Stefano (1878) a officialisé la poussée russe vers les Détroits, à travers notamment la création d'une grande Bulgarie devenue sa citadelle avancée. Il a été jugé déséquilibré par les puissances occidentales. La Grande-Bretagne, en particulier, s'alarme de l'avancée russe vers la Méditerranée qui pourrait à terme menacer la route des Indes. L'enjeu du congrès de Berlin est d'abord de réviser le traité de San Stefano.

Shemseddin Sami sait que le sort des Balkans est étroitement lié aux rapports de force entre grandes puissances. Il écrit : « *Il est frappant de constater que les intérêts de l'Angleterre et ceux de l'Autriche en Orient, pour la plus grande part, vont de pair. Là où ne sont pas les intérêts de l'Angleterre, sont ceux de l'Autriche. Là où la Russie prend pied en Orient sont violés soit les intérêts de l'Angleterre, soit ceux de l'Autriche.* »

Le congrès de Berlin débouche sur un nouvel ordre européen. Les ambitions russes sont revues à la baisse, l'Empire ottoman obtient un sursis, l'Autriche-Hongrie étend son influence. Au-delà des rapports de force entre grandes puissances, toute la carte des Balkans est redessinée. La Grande Bulgarie est abandonnée, au profit d'une principauté bulgare, beaucoup plus réduite, qui reste vassale de l'Empire ottoman, et d'une province autonome, la Roumélie orientale. La Bosnie-Herzégovine est occupée par l'empire des Habsbourg et ne reste que formellement sous souveraineté ottomane.

L'Autriche-Hongrie obtient également le droit d'installer des garnisons dans le

sandjak de Novi Pazar. Cette région stratégique permet d'empêcher la jonction entre la Serbie et le Monténégro. La Serbie, le Monténégro et la Roumanie voient leurs indépendances reconnues par les Ottomans. La Grèce négocie l'annexion de la Thessalie et de l'Épire. Quant à la Grande-Bretagne, elle se tourne vers les provinces plus orientales, comme Chypre, qu'elle occupe désormais. Le congrès de Berlin de 1878 révèle de manière éclatante les déterminations extérieures qui pèsent sur l'Europe du Sud-Est. C'est à l'ombre des empires que se façonne le destin des Balkans. Mais cette donnée géopolitique essentielle est largement antérieure à 1878.

### Impérialismes pluriels

Depuis plusieurs siècles, la péninsule des Balkans - aussi appelée « Turquie d'Europe » ou « Roumélie » (le pays des Roums, c'est-à-dire des Romains) - est l'objet de la rivalité entre empires. L'Empire ottoman, l'empire maritime de Venise (le Stato da Mar) et l'empire des Habsbourg s'y sont déjà affrontés. Mais, à partir de la fin du XVIIIe siècle, le recul ottoman y est dû à la poussée de nouveaux impérialismes.



## Documents sauvegardés

La Russie affirme ses ambitions sur la région. Son projet d'expansion vers le sud, élaboré durant le règne de Catherine II entre 1762-1796, met en avant l'idée de libérer Constantinople - la « Seconde Rome » -, de repousser les Ottomans en Anatolie et de restaurer l'Empire byzantin, pour rassembler ainsi toutes les populations orthodoxes sous l'autorité russe, c'est-à-dire celle de la « Troisième Rome ». La Russie tsariste cherche ainsi à contrôler la mer Noire et ses débouchés en Méditerranée, à savoir les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Lors du traité de Kutchuk-Kaïnardji (1774), qui scelle la défaite ottomane dans la guerre russo-turque entamée en 1768, la Russie acquiert le droit de protection des chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman, contre un droit de protection des musulmans de Russie dévolu au sultan. Aux confins septentrionaux de la péninsule, les principautés roumaines, la Moldavie et la Valachie, deviennent un condominium russo-ottoman, et les Habsbourg acquièrent la Bucovine, de même qu'une partie de la Moldavie.

Les ambitions française et britannique se manifestent également dans la région. Au début du XIXe siècle, à la suite des guerres napoléoniennes, les Provinces Illyriennes, qui comprennent, entre autres, l'Istrie, une partie de la Slovénie et la Dalmatie actuelles, forment brièvement, de 1809 à 1813, une extension de l'empire français. Dans ces régions situées entre les Balkans et l'Italie, la France s'oppose alors aux Habsbourg, mais aussi à la Russie et à la Grande-Bretagne. Corfou et les autres îles Ionniennes, au débouché de l'Adriatique, passent d'ailleurs d'une domination française, puis russe, à un protectorat britannique, de 1814 jusqu'à leur cession à la Grèce en 1864.

L'influence croissante de la Russie dans l'Europe du Sud-Est est un sujet d'inquiétude récurrent pour les autres puissances européennes. Au milieu du XIXe siècle, elle est freinée par la guerre de Crimée (1853-1856). Déclenché par un incident dans les Lieux saints à Jérusalem, ce conflit oppose la Russie à l'Empire ottoman, bientôt soutenu par la France et la Grande-Bretagne. La guerre de Crimée constitue de ce fait un tournant politique majeur dans les équilibres européens, ainsi que pour la péninsule balkanique. Le nouvel ordre consacre un engagement plus grand de la France, du Royaume-Uni, de l'Autriche-Hongrie, mais aussi de la Prusse et du Piémont-Sardaigne (de l'Italie à partir des années 1860), tous cherchant à limiter l'influence de la Russie dans la région.

Dans leurs interventions dans les Balkans, les grandes puissances ne mettent pas en avant leur volonté d'expansion territoriale. Elles se drapent volontiers dans la défense des populations chrétiennes. Le tsar se proclame protecteur des chrétiens orthodoxes. Les Habsbourg se présentent comme les protecteurs des catholiques, surtout dans la partie occidentale de la péninsule, laissant les Français intervenir plus à l'est. Shemseddin Sami Frashëri écrit : « *le soutien qui est donné aux chrétiens d'Orient n'est qu'un prétexte, alors que la raison est toute autre, nous ne pouvons prêter attention à ces mots qui ne sont qu'un voile masquant les véritables buts.* » Pour lui, les Balkans sont constitués de peuples et de religions divers. Il conseille à l'Europe d'apporter plutôt instruction et civilisation à toutes les populations de l'Orient sans distinction de nation ni de religion. Les évolutions politiques dans l'espace balkanique ne se réduisent cependant pas aux ambitions impériales ou impérialistes des

grandes puissances. Peu à peu se révèlent les aspirations de nouvelles entités régionales stimulées par la diffusion de l'idée du droit des nationalités.

### Fragiles indépendances

Au début du XIXe siècle, l'influence croissante de la Russie en Europe du Sud-Est permet à plusieurs territoires de s'émanciper de la souveraineté ottomane. Le Monténégro est déjà largement autonome. Mais son statut ne cesse d'être remis en cause par les sultans successifs jusqu'à 1878. La Serbie, après plusieurs insurrections (1804, 1815) devient une principauté autonome en 1815 mais continue à payer un tribut à l'Empire ottoman qui maintient une garnison à Belgrade. Enfin la Grèce se soulève en 1821, appuyée par les puissances occidentales. En 1830, elle est le premier des États balkaniques à voir son indépendance reconnue.

A la suite de révoltes en Herzégovine qui engendrent la crise d'Orient de 1875, de nouvelles entités régionales apparaissent, lors du congrès de Berlin, comme la Bulgarie, qui devient une principauté autonome sous suzeraineté ottomane (elle devient indépendante en 1908), tandis que la Roumanie, le Monténégro et la Serbie voient leur indépendance reconnue. Le monde balkanique tend à se complexifier : il constitue de plus en plus une zone tampon entre les grandes puissances. Aux conséquences des relations entre les empires s'ajoutent et se combinent des dynamiques locales, régionales, nationales.

Les nouveaux États balkaniques, même indépendants, sont largement tributaires de capitaux étrangers, que ce soit pour le développement de leurs infrastructures (chemins de fer, lignes de bateaux à



## Documents sauvegardés

vapeur) ou pour leurs finances. Quand les crises éclatent (faillite ottomane en 1875, faillite grecque en 1893), elles mènent parfois à l'intervention de banques privées telles que la Banque ottomane (un établissement en réalité à capitaux franco-britanniques), la mise sous tutelle de certains revenus, ou encore le lancement d'emprunts internationaux (tel l'emprunt serbe en 1902).

L'économie peut même devenir un moyen de pression comme au moment de la « guerre des cochons » entre Serbie et Autriche-Hongrie. Le porc, en effet, est devenu la spécialité de la Serbie, comme le tabac en Bulgarie, le blé en Roumanie, les « raisins de Corinthe » en Grèce. Ce sont les premiers produits mis en valeur par la pénétration du capitalisme dans cette région, dégagant d'importants revenus. C'est pourquoi la double monarchie austro-hongroise bloque les importations venant de Serbie entre 1906 et 1911 afin de faire plier le petit État voisin qui tente de s'émanciper de la domination économique des Habsbourg.

Les relations entre empires, et entre empires et nations émergentes, dans la région, ne sont pas faites que d'oppositions, d'affrontements et de rapports de force. Elles se caractérisent également par les circulations (d'hommes, de biens et d'idées), d'emprunts et d'imitations. C'est à Odessa, dans l'Empire russe, que la Filiki Eteria (« Société des amis ») grecque est fondée en 1814 par des marchands « éclairés » favorables à une révolte grecque. C'est à Vienne, la capitale des Habsbourg, que débattent et publient de nombreux intellectuels comme Vuk Karadzic ou Ekrem bey Vlora (cf. ci-dessous). Constantinople/Istanbul, plus encore, se révèle un véritable noeud politique, intellectuel et économique des Balkans où s'organisent

divers mouvements nationaux de l'Empire. C'est là, par exemple, que le Bulgare Alexandre Exarh publie un journal dans sa langue maternelle.

## Creuset macédonien

Après le congrès de Berlin, ces circulations augmentent à la faveur du développement des moyens de communication et de la presse. Elles s'accompagnent de la diffusion de l'imaginaire national. Dans les cas grec et serbe, celui-ci peut nourrir des projets irrédentistes qui vont jusqu'à prendre la forme d'imaginaires d'empires. La « Grande Idée », la *Megali Idea*, pense la réunion de tous les Grecs des Balkans et d'Asie Mineure dans un espace centré autour de Constantinople, à l'image de l'Empire byzantin. Du côté serbe, le *Nacertanije* (littéralement « projet », élaboré par le ministre des Affaires étrangères Ilija Garasanin en 1844) dessine, lui, un irrédentisme sud-slave à dominance serbe, cherchant à faire revivre l'Empire serbe du Moyen Âge. Sur le terrain, et notamment au sein des jeunes générations, l'autoritarisme du sultan Abdülhamid II, arrivé au pouvoir en 1876, en pleine crise d'Orient, provoque, à partir des années 1890, l'apparition de mobilisations secrètes qui n'hésitent pas à recourir à la violence, sur le modèle des *carbonari* italiens et des organisations révolutionnaires russes.

Au début du XXe siècle, les territoires ottomans balkaniques sont donc un espace de frictions où se mêlent, à différents degrés, nationalisme, irrédentisme, réformisme, autoritarisme, impérialisme. La Macédoine en est un exemple. La région se situe au cœur des territoires encore gouvernés par les Ottomans dans les Balkans, couvrant tout ou partie des provinces de Thessa-

lonique, du Kosovo, et Bitola. Elle comprend des communautés que les statistiques de l'époque identifient comme bulgares, serbes, grecques, turques, valaques, juives, tsiganes et albanaises. Vers 1900, la Macédoine est l'objet de revendications territoriales antagonistes.

Sur le terrain, on voit bientôt s'affronter activistes bulgare-macédoniens, serbes et grecs, en liens plus ou moins étroits avec les États de la région et certaines grandes puissances. En 1903, éclate la révolte d'Ilinden (au centre de l'actuelle Macédoine du Nord) violemment réprimée par les autorités ottomanes. Russes et Habsbourg se réunissent à Mürzsteg, en Autriche, en réaction à la crise macédonienne. Par le biais d'un mémorandum, ils poussent les Ottomans à introduire des réformes dans les provinces balkaniques de Thessalonique, Bitola, Kosovo, et, surtout, à accepter l'encadrement de la gendarmerie locale par des officiers étrangers (italiens, russes, austro-hongrois, français et britanniques). La Macédoine est aussi le creuset du nationalisme turc. Le soulèvement macédonien de 1903 et l'intervention des grandes puissances ont suscité, en réaction, la formation de comités albanais et jeunes-turcs. Ces derniers proclament leur volonté de maintenir cette région dans l'Empire ottoman tout en revendiquant de changer le régime en place, celui du sultan Abdülhamid.

En dépit du *statu quo* pour maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman en Europe, les rivalités entre grandes puissances pour les régions balkaniques continuent au début du XXe siècle. Le contrôle de l'Adriatique devient ainsi un enjeu entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie désormais unifiée, cette dernière renforçant ses visées économiques comme



## Documents sauvegardés

politiques sur les Balkans après sa défaite à Adoua, en Éthiopie, en 1896.

Les promoteurs d'une nation albanaise qui couvrirait notamment des territoires longeant les côtes ioniennes et adriatiques trouvent, en conséquence, des appuis forts soit à Vienne, soit à Rome. Cette nation qui rassemble des musulmans, des orthodoxes, des catholiques se définit par sa langue, par son passé antique mythifié, illyrien ou pélasge - on désigne ainsi un peuple cité par Homère, censé avoir précédé les Grecs dans la péninsule -, et par la résistance de son héros Skanderbeg face aux Ottomans au XVe siècle (cf. p. 46). En mai 1913, le traité de Londres, signé à la sortie de la première guerre balkanique, consacre la création d'une principauté d'Albanie souveraine. Pour les dirigeants politiques italiens, cette création écarte les revendications serbo-monténégriennes et grecques et constitue un moyen de contrôler cette voie maritime vitale pour eux. Aux yeux de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie, l'existence d'une Albanie indépendante a aussi un intérêt stratégique bien précis : éviter l'accès de la Serbie à la mer.

Au début du XXe siècle, les Balkans, dans la logique du XIXe siècle, sont secoués par des conflits qui impliquent autant les acteurs régionaux que les acteurs extérieurs. La région connaît, entre 1912 et 1922, une décennie de conflits pendant laquelle s'enchaînent, avec de brèves interruptions, les guerres balkaniques (1912-1913), la Première Guerre mondiale (1914-1918) et la guerre gréco-turque (1919-1922).

Elle reste donc un foyer de tensions majeur des relations internationales. C'est à Sarajevo, on le sait, que débute la Première Guerre mondiale, par un conflit

entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. C'est encore dans les Balkans que le front d'Orient oppose les forces de l'Entente (France, Grande-Bretagne, Russie, puis Italie en 1915), auxquelles s'allient les forces serbes en 1915 et la Grèce en 1916, aux troupes de la Triple Alliance (Autriche-Hongrie, Allemagne et Italie jusqu'en 1915), que rejoignent l'Empire ottoman et la Bulgarie. A l'issue de la Première Guerre mondiale, dans cette zone inter-impériale, les empires territoriaux ont disparu (Russie en 1917, Autriche-Hongrie en 1918 et Empire ottoman en 1923). Moins de deux décennies plus tard, ce seront les nouveaux empires italien et allemand qui porteront leur ombre sur la région.

Mort en 1904, Sami Frashëri n'aura pu voir ces bouleversements, lui qui, dans les trois dernières décennies du XIXe siècle, oeuvra à réformer les langues (turque et albanaise) et à diffuser des savoirs afin de renforcer la société impériale et la société provinciale - notamment son Albanie natale - face à l'Europe et aux États balkaniques. De manière posthume, ses efforts feront de lui l'une des figures à la fois de la nation turque et de la nation albanaise<sup>1</sup> signe de l'enchevêtrement complexe des dynamiques impériales et nationales multiples que la région balkanique a alors connues.

#### Encadré(s) :

##### Nathalie Clayer

Directrice d'études à l'EHESS, directrice de recherche au CNRS

*Elle a notamment publié* Aux origines du nationalisme albanais. La naissance d'une nation majoritairement

musulmane en Europe (Karthala, 2006, rééd., 2018) et Une histoire en travelling de l'Albanie, 1920-1939 (Karthala, 2022).

#### À SAVOIR

Les « horreurs bulgares » : intervenir dans les Balkans ?

*Faut-il ou non intervenir dans les Balkans ? Au XIXe siècle déjà, ce débat agita l'Angleterre victorienne au moment où l'Empire ottoman perpétrait des atrocités contre les populations bulgares. La controverse, en 1876, secoue la Grande-Bretagne durant quelques mois. Mouvement spasmodique et brutal, méconnu en France, mais qu'un historien anglais a pu comparer à l'affaire Dreyfus par l'intensité des affrontements<sup>1</sup> mouvement qui s'incarna de façon spectaculaire dans le duel qui opposa front à front les deux grands leaders politiques de l'époque, le tory et le whig, Disraeli et Gladstone. Celui-ci, partisan de l'intervention, publie, le 6 septembre 1876, un pamphlet, Les Horreurs bulgares, qui obtient un succès immédiat. Disraeli, pour sa part, se réfugie dans l'affirmation de l'impossibilité de prouver les crimes, ironisant : « La pire "horreur bulgare", c'est encore le pamphlet de M. Gladstone. »*

J.-N. Jeanneney

© L'Histoire n° 235, septembre 1999

#### À SAVOIR

Au service des nations

*Linguistes, poètes ou journalistes, ces intellectuels originaires d'Albanie, de Bulgarie ou de Serbie, mettent leur savoir et leurs larges horizons au service de la fabrique des nations.*



## Documents sauvegardés

*L'homme aux deux patries Shemseddin Sami Frashëri (1850-1904)*

*Personnage polyglotte et érudit, il oeuvre toute sa vie à la diffusion des savoirs. Il est l'auteur d'une Encyclopédie universelle (Kamus-ul Alam, 6 vol., 1891) et de plusieurs dictionnaires. Albanais de coeur, né en Épire, il plaide pour la réforme de l'Empire ottoman. Shemseddin Sami Frashëri juge possible de concilier sa « petite patrie », l'Albanie, qui serait autonome, avec sa « grande patrie », l'Empire ottoman, pour peu que ce dernier se régénère par une ambitieuse politique d'éducation.*

*Le patriote bulgare*

*Alexandre Exarh (1810-1891)*

*Il étudie à Bucarest, Budapest, Munich et Paris. Installé à Constantinople dans les années 1850, il y publie un journal en langue bulgare, le Tsarigradski Vestnik. Il est aussi l'un des promoteurs de l'Église bulgare de Constantinople, qu'il cherche à émanciper du patriarcat grec.*

*Le réformateur du serbe Vuk Karadzic (1787-1864)*

*Il publie, en 1818, le premier dictionnaire d'une langue qu'il a contribué à rénover. Il se bat toute sa vie pour créer une langue littéraire serbe enracinée dans celle du peuple, dont il rassemble légendes et poèmes. Ses recueils suscitent un vif intérêt en Europe (Goethe, Grimm).*

## Documents sauvegardés

**LE FIGARO**

© 2024 Le Figaro. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news/20240330-LFF-400a1f03-eda-11ee-8294-a03696f7bc8

**Nom de la source**

Le Figaro (site web)

Samedi 30 mars 2024

**Type de source**

Presse • Presse Web

Le Figaro (site web) • 1183  
mots**Périodicité**

En continu

Actualité ; International

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

## Tensions dans les Balkans : «Il y a un potentiel de guerre sur lequel les Européens doivent très vite agir»

**ENTRETIEN - Déclarant que les «intérêts vitaux» de son pays étaient menacés, le président serbe a fait ressurgir les inquiétudes quant à la stabilité dans les Balkans. Une sortie à considérer avec sérieux, souligne le chercheur Florent Parmentier, qui établit un parallèle avec l'Ukraine.**

**F**lorent Parmentier est docteur en sciences politiques et secrétaire général du CEVIPOF, le centre de recherches politiques de Sciences Po Paris. Il est également l'auteur d'une thèse avec Jacques Rupnik, spécialiste français des Balkans.

LE FIGARO. - Lors d'une [déclaration le 26 mars](#), le président serbe Aleksandar Vucic a déclaré que «les intérêts vitaux» de son pays étaient menacés, laissant planer le doute sur des «grands défis» qui attend le peuple serbe. Et ce, dans un contexte de tensions entre Serbes et Kosovars, mais aussi en République serbe de Bosnie, qui menace de déclarer son indépendance, voire de demander son rattachement à Belgrade. Selon vous, à quoi faisait-il référence ?

FLORENT PARMENTIER. - Nous pouvons décrypter cette déclaration de deux manières. Il s'agit soit d'un élément de démonstration oratoire - dans ce cas, la Serbie restera dans un jeu de négociation -, soit nous sommes à la veille d'un conflit. Personnellement, je plaide plutôt pour la première proposition. Nous pourrions être au prélude d'un

conflit si et seulement si la Serbie s'estime suffisamment armée pour lancer une offensive, sachant que la Russie ne viendra pas la défendre, alors même qu'elle est occupée en Ukraine. Il faut également garder à l'esprit que dans le cas des négociations avec l'Union européenne, il est courant de faire monter les enchères.

Étant membre du Conseil de l'Europe depuis 2003 et candidat officiel à l'adhésion à l'Union européenne depuis plus de 10 ans, la Serbie pourrait-elle prendre le risque de soutenir militairement une sécession de la république serbe de Bosnie ?

Militairement, cela reste douteux. Mais la guerre en Ukraine a tout de même laissé s'ouvrir un second front au Moyen-Orient. S'il y a bien un moment depuis les 25 dernières années où il y a une opportunité pour que le conflit reprenne, c'est peut-être maintenant. Est-ce que le président serbe prendrait le risque d'être exclu du [Conseil de l'Europe](#) ? Probablement. Est-ce qu'il serait en mesure de se venger du scénario d'il y a 25 ans ? ça n'est pas le déroulé le

plus probable. [La Serbie accusait l'[Otan d'avoir bombardé le Kosovo](#) et plusieurs régions serbes en violation des articles 5 et 6 des statuts de l'OTAN. Ces textes stipulent que l'organisation n'est pas une structure offensive, mais défensive, NDLR]. Mais si ce scénario doit se produire, c'est certainement dans un futur proche qu'il se réalisera.

» LIRE AUSSI - [Marquée par le souvenir des frappes de l'Otan en 1999, la Serbie se retrouve tiraillée entre l'Europe et la Russie](#)

Les liens du président serbe avec Vladimir Poutine pourraient-ils être une des raisons pour laquelle Aleksandar Vucic «souffle sur les braises» des tensions dans les Balkans ?

Cela joue comme un effet de contexte. [Aleksandar Vucic](#) a la volonté de pousser les intérêts de la Serbie tel qu'il l'entend. [La Russie est une carte utile](#) car elle permet de rallier une partie des nationalistes sur un plan interne et de montrer que la Serbie n'est pas seule sur la scène internationale. Si la Russie allait plus loin en Ukraine, alors le rapport de force changerait certainement pour les



## Documents sauvegardés

Serbes et leur relation avec la Bosnie. Les conflits sont liés, ils n'évoluent pas sur des îlots isolés à des milliers de kilomètres. Il y a des interconnexions.

La Serbie aurait donc peu d'intérêts à l'ouverture d'un conflit armé ?

Il y a deux aspects. D'abord, pour faire une guerre de haute intensité, il faut des hommes et beaucoup de munitions. Je ne doute pas qu'il y ait des groupes nationalistes qui aient envie d'en découdre. Toutefois, les Balkans se trouvent aujourd'hui dans une situation démographique relativement affaiblie. À la fois le facteur démographique et le réservoir d'armes ne plaident pas en faveur d'une guerre de longue durée comme on le voit en Ukraine. En cas de guerre à haute intensité, je ne vois pas comment la Serbie pourrait durablement conserver ses gains.

À l'inverse, la perspective d'un conflit armé obligerait la Bosnie à faire des concessions et à céder la république serbe de son territoire. De plus, la situation géopolitique globale ne joue pas en faveur de la Bosnie car les Européens ont assurément moins la possibilité de les aider qu'il y a deux ans. La capacité de production et les stocks étant dirigés vers l'Ukraine.

» LIRE AUSSI - [Bruxelles veut recoller les morceaux avec les Balkans occidentaux](#)

La Serbie aurait-elle beaucoup à perdre dans un tel conflit ?

Moins vous avez à perdre et plus la possibilité de passer à l'action est importante. La Serbie a déjà perdu le Kosovo de facto. Il est évident qu'une guerre repousserait son adhésion à l'Union européenne. Une partie de l'opinion

publique, les plus jeunes, verrait cela d'un très mauvais œil, bien sûr. Mais la promesse d'élargissement de l'UE date de 2003, depuis, presque rien n'a changé pour la Serbie. 20 ans après cette promesse, le pays n'est toujours pas membre. Du côté de Bruxelles, il y a également une fatigue de l'élargissement qui n'enjoint pas non plus la Serbie à l'optimisme.

Si je me mets à la place du dirigeant serbe, deux choix s'offrent à moi. Soit entamer un conflit en obtenant un gain immédiat et en récupérant un territoire que je considère comme peuplé par les miens ; soit poursuivre un hypothétique processus d'adhésion incertain, qui a commencé il y a 20 ans, et dont je n'en vois pas encore le bout. Tout en intégrant un bloc européen moins attrayant qu'il y a une vingtaine d'années et en étant contraint de reconnaître l'indépendance du Kosovo. De ce point de vue, les paramètres de calcul sont assez souples et évolutifs.

Pour reprendre le parallèle avec l'Ukraine, 15 jours avant le début de la guerre, le doute pouvait persister sur le fait qu'il ne s'agissait que d'une négociation très musclée. Cinq jours avant la guerre, en revanche, le doute n'existait plus quand l'indépendance des républiques de Donetsk et de Lougansk a été reconnue par la Russie. Selon moi, le vrai phénomène annonciateur d'une guerre dans les Balkans serait le fait de reconnaître une forme d'indépendance de la république serbe de Bosnie. Même en deçà de ce seuil, il y a un potentiel de guerre qui existe sur lequel les Européens doivent agir très vite. Nous ne sommes plus à un moment où nous pouvons laisser pourrir la situation, y compris dans les Balkans.

### Voir aussi :

[Bruxelles veut recoller les morceaux avec les Balkans occidentaux](#)

[Migration: l'UE invite les Balkans à réagir](#)

[«Renouons avec l'histoire commune de la France et de la Serbie»](#)

### Note(s) :

Mise à jour : 2024-03-30 11:31 UTC +01:00

## Documents sauvegardés

## LE PROGRÈS

© 2024 Le Progrès (Lyon). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news:20241026-PR-f1d3a2597c124d36992fca60d912824b

## Nom de la source

Le Progrès (Lyon)

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Régionale

## Provenance

Lyon, Auvergne-Rhône-Alpes, France

Samedi 26 octobre 2024

Le Progrès (Lyon)

• p. HALO45

• 480 mots



Haut-Lignon

## « Tous les chemins mènent aux Roms » : Marie-Pierre Vincent expose au TEC à Tence

De notre correspondante Anne Victor

**Elle a arpenté l'Europe de l'Est et les Balkans en compagnie des populations nomades de 2004 à 2011 et en a rapporté une centaine d'images.**

**P**hotographe professionnelle depuis 1980, Marie-Pierre Vincent est originaire du Puy-en-Velay et installée à Saint-Etienne. Elle expose une série de 65 photos « Tous les chemins mènent aux Roms » au TEC (Tence espace culturel) dans le cadre d'« Un mois pour les Roms », avec L'Arbre vagabond. Marie-Pierre a arpenté l'Europe de l'Est et les Balkans en compagnie des populations nomades de 2004 à 2011. Elle en a rapporté une centaine d'images prises en Roumanie, Moldavie, Kosovo, Albanie, Macédoine, Géorgie, Azerbaïdjan. Cette sélection en noir et blanc est à découvrir ainsi qu'une dizaine de photos prises à Saint-Etienne.

Vous avez consacré une grande partie de votre vie aux Roms et vous avez même créé une association pour leur venir en aide. Pourquoi ?

« Mon histoire avec les Roms a débuté lorsque j'étais toute petite, chez une tante, ancienne résistante du côté de

Châtellerault. Elle avait contribué à aider des Tsiganes et des juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Chez elle, à Dijon dans les années 1970, je côtoyais régulièrement des Roms de passage qui faisaient de l'étamage. Ils venaient pour la plupart de Hongrie et étaient essentiellement voyageurs. On les appelait des Tsiganes. Certaines familles se déplaçaient de la Suède jusqu'au sud du Portugal en caravane. Aujourd'hui, leurs petits-enfants se sont sédentarisés. »

Quand avez-vous commencé vos premières séries de photos sur les Roms ?

« En 1990, lorsque j'ai rencontré les premiers Roms roumains à Herblay, dans le Val-d'Oise. Il y a deux photos dans l'exposition. Mais c'est en 2004, quand j'ai découvert un camp de Roms roumains au Clapier à Saint-Etienne, que j'ai décidé de militer et de reprendre la route. J'étais déjà partie de 1986 à 1991 avec mon camion-habitation pour faire « Voyage au pays des Français », une centaine de photos des habitants de

En 2012, Marie-Pierre Vincent a fondé l'association Solidarité Roms. Photo Anne Victor

France. Jusqu'en 2011, j'ai enchaîné les voyages à l'Est et les prises de vues. J'ai même appris le romani. »

On retrouve aussi quelques photos en couleur prises à Saint-Etienne. Que montrent-elles ?

« Des Roms, des squats, des expulsions et de l'occupation du kiosque de la place Jean-Jaurès en 2008. »

L'exposition est à découvrir du 25 octobre au 24 novembre au TEC, 1 rue du Collège Tence, du vendredi au dimanche, de 14 à 18 heures (entrée libre). Elle sera inaugurée samedi 2 novembre à 18 heures en présence de Marie-Pierre Vincent. Toutes les photos sont en vente, renseignement au 06.87.50.84.42. D'autres photos sont à découvrir sur [www.mariepierrevincent.com](http://www.mariepierrevincent.com).



## Documents sauvegardés

**LE FIGARO**

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250425-LF-1102x20x2968460248

**Nom de la source**

Le Figaro

Vendredi 25 avril 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

Le Figaro • no. 25090

**Périodicité**

Quotidien

• p. 1

• 30 mots

**Couverture géographique**

Nationale

Une

**Provenance**

France



## [Un grand entretien avec Jacques Rupnik...]

**U**n grand entretien avec  
Jacques Rupnik La tribune  
de Benoît Perrin Des entre-  
tiens avec Maxime Sbaihi et Rod  
Dreher L'analyse de Marie-Cécile Re-  
nault PAGES 13 à 15

CHAMPS

LIBRES

**Note(s) :**

N/A





## Documents sauvegardés

## LE PROGRÈS

© 2024 Le Progrès (Lyon). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news:20241019-PR-c294ba06a7e74ac79f1a1c2f43e1ea07

## Nom de la source

Le Progrès (Lyon)

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Régionale

## Provenance

Lyon, Auvergne-Rhône-Alpes, France

Samedi 19 octobre 2024

Le Progrès (Lyon)

• p. HALO45

• 486 mots



Page halo45

Haut-Lignon

## Un mois pour les Roms avec l'Arbre vagabond

De notre correspondante Anne Victor

**Roms, Sinti, Manouches, Gitans, ces populations romani, trop souvent été tenues à l'écart voire rejetées, seront mises à l'honneur.**

**A**près la Palestine, l'Arménie, les Outre-mer et les détenus, L'Arbre vagabond (Chambon-sur-Lignon) propose Un mois pour les Roms.

Du 25 octobre au 1er décembre, Roms, Sinti, Manouches, Gitans, ces populations romani, trop souvent été tenues à l'écart voire rejetées, seront mises à l'honneur.

Un mois pour les Roms veut mettre en lumière la diversité et la richesse des cultures romani, tout en évitant à la fois romantisation et misérabilisme.

Il s'agira de dénoncer les stigmatisations et les stéréotypes auxquels les communautés "tsiganes" ont été confrontées à travers l'Histoire, dont l'horreur a culminé avec le génocide commis par les nazis (Samudariyen).

Le festival se terminera par un dîner Latcho Drom (bonne route) au restaurant de l'Arbre vagabond

Un comité scientifique composé majori-

tairement de militants, d'artistes et d'intellectuels romani a élaboré un programme riche en rencontres. Elles se dérouleront dans plus d'une vingtaine de lieux répartis dans quatre départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes : Ardèche, Haute-Loire, Loire et Rhône.

Quelques propositions dans le Haut-Lignon

La soirée d'ouverture accueillera un concert du groupe Tram des Balkans le 26 octobre au Calibert (Mazet-Saint-Voy) avec l'Association de promotion des gens du voyage et de l'Association régionale des Tsiganes et de leurs amis Gadgè.

Sasha Zanko, étameur, président de l'association Tchatchipen et délégué du Forum européen des Roms et des gens du voyage sera à l'Arbre vagabond le lundi 28 octobre à 17 heures pour présenter sa spécialité d'étamage et de dinanderie.

Le lendemain à 15 heures, il sera à la Librairie yssingelaise L'Écume des sucres pour des lectures de contes romani pour petits et grands.

Dimanche 24 novembre à 17 heures au gîte de la Chaponie (à dix minutes du Puy-en-Velay) : Django Reinhardt, sa vie, son œuvre. Conférence de Robert Portal musique par le quartet Les Cousins. Photo fournie par l'Arbre vagabond

Plusieurs rencontres se dérouleront à 17 heures à L'Arbre vagabond : dimanche 3 novembre la Cimade présentera son action bidonvilles, dimanche 17 novembre Slavka Radenez, experte en langue romani, portera un nouveau regard sur les femmes tsiganes, brisant clichés et fantasmes.

Enfin, lundi 25 novembre Odile Sapin parlera de son expérience d'enseignante au sein d'une classe mobile allant à la rencontre des gens du voyage.

La librairie du Sabot (Chambon-sur-Lignon) accueillera quant à elle Paola Pigani autour de son livre N'entre pas dans mon âme avec tes chaussures.

Le festival se terminera le 1er décembre par un dîner Latcho Drom (bonne route) au restaurant de l'Arbre vagabond après la diffusion du film éponyme de Tony



## Documents sauvegardés

Gatlif et une lecture de Camille Buès.

Plusieurs films seront diffusés dans les salles de Tence, d'Yssingaux et du Chambon.



## Documents sauvegardés

**LA DÉPÊCHE**

© 2025 La Dépêche du Midi. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250426-DPM-10617099

**Nom de la source**

La Dépêche du Midi

Samedi 26 avril 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

La Dépêche du Midi

• p. 20

**Périodicité**

Quotidien

• 260 mots

**Couverture géographique**

Régionale

Auch pays/mirande

**Provenance**

Toulouse, Occitanie, France

Seissan

## Welcome in Tziganie fait aussi honneur aux artisans

**C**réé en 2008, Welcome in Tziganie célèbre les cultures tziganes et balkaniques. Géré par l'association « L'Air des Balkans », le festival est devenu petit à petit un événement culturel majeur. C'est la dixième année consécutive qu'il est présenté en Val de Gers, à Seissan. Épaulée de quelques membres professionnels, l'événement doit beaucoup à son équipe de bénévoles mobilisée tout au long de l'année.

### Un village culturel

Le festival qui a ouvert ses portes vendredi soir propose un festival « Off » gratuit et en accès libre. Samedi à 16 h Lou Carabal Trio proposera des sonorités tsiganes et slaves sur des rythmes de danses occitanes et d'Europe centrale. Samedi à 16 h 30 et dimanche à 13 h, Aurore Voilqué, chanteuse, mais aussi violoniste de Thomas Dutronc, interprétera un condensé de ses différents projets, du swing aux musiques de l'Est. Samedi à 15 h 30 et à 17 h 30 Merak, accompagné par des danseurs proposera un « orkestar » inspiré de musiques tsiganes et de hip-hop. Dimanche à 14 h 30 Balkan Quartet et son percussionniste macédonien exploreront le répertoire des musiques tsiganes. Et à 17 h 15

Qairo clôturera le Off avec ses musiques turques et d'influences occidentales.

Du cirque de rue aérien, du théâtre d'improvisation des clowns et de la musique de rue compléteront les animations avec des stages, des rencontres, des chorales, de l'initiation aux danses traditionnelles des Balkans, le restaurant le Kafana, et une nouveauté : le village des luthiers...

Le village des luthiers : une nouveauté de l'édition 2025./Welcome in Tziganie



---

## Documents sauvegardés

Jeudi 29 janvier 2026 à 17 h 08

1 document

---

# Sommaire

---

## Documents sauvegardés • 1 document

---

L'Obs (site web)

4 février 2024

### « R.M.N. », la Roumanie a peur

Dans un petit village de Transylvanie, l'embauche à la boulangerie industrielle locale de trois ouvriers sri-lankais, dont nul ne convoitait le job sous-payé, met le feu aux poudres ...

3



## Documents sauvegardés

## L'Obs

© 2024 L'Obs. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20240204-OA-20240204\*2obs84069

## Nom de la source

L'Obs (site web)

Dimanche 4 février 2024

## Type de source

Presse • Presse Web

L'Obs (site web) • 334 mots

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

Paris, Ile-de-France, France

## « R.M.N. », la Roumanie a peur

L'Obs

**Christian Mungiu trousse une fable implacable dans un village transylvanien baigné de xénophobie. Ce soir à 23h20 sur Canal+.**

Dans un petit village de Transylvanie, l'embauche à la boulangerie industrielle locale de trois ouvriers sri-lankais, dont nul ne convoitait le job sous-payé, met le feu aux poudres. Et les autochtones, issus de diverses ethnies (Roumains, Hongrois, Allemands, Roms), aussitôt d'accord sur un ennemi commun : l'étranger. Réalisateur puissant, Cristian Mungiu (palme d'or en 2007 pour « 4 Mois, 3 semaines, 2 jours ») montre, en une succession de plans fixes, la montée de la peur, la flambée xénophobe, le ressentiment contre l'Europe, les ravages de la mondialisation et les dégâts de l'éducation viriliste.

La portée de son film sombre, sensoriel, d'un réalisme ponctué d'onirisme (des chiens aboient, des ours rôdent, des chevaux suggèrent l'invasion des Huns et, dans la forêt, un gamin voit « quelque chose » qui lui fiche la trouille de sa vie), dépasse le microcosme roumain puisque ces pulsions primitives, ces tensions communautaires, cette paranoïa incontrôlable, nous pourrions bien les connaître aussi.

## Folie identitaire

Hostile à toute simplification, Mungiu pose des questions éthiques mais ne juge pas. Au spectateur de se faire sa propre idée. Notamment grâce à un morceau de bravoure de dix-sept minutes, assemblée générale des villageois à la salle des fêtes, tourné en plan-séquence à deux caméras, où explosent la cacophonie des stéréotypes, les tambours de la folie identitaire mais aussi la petite musique de la lutte des classes.

Y a-t-il, au sein de cet univers gouverné par la terreur, chauffé à blanc par son histoire, débousolé par la passivité des institutions (Eglise, mairie), une pointe d'optimisme ? Oui. De retour au pays, Matthias (Marin Grigore) entend que son garçon (celui de la forêt) sache se battre, en bon prédateur : « *Si tu as pitié, tu meurs en premier, et je veux que tu meures en dernier !* » Plus tard, l'enfant laisse filer un animal pris au piège. Comme si Mungiu mettait toute sa confiance dans la génération d'après.

**Cet article est paru dans L'Obs (site web)**

<https://www.nouvelobs.com/teleobs/20240204.OBS84069/r-m-n-la-roumanie-a-peur.html>

---

## Documents sauvegardés

Mardi 3 février 2026 à 15 h 56

31 documents

---

# Sommaire

## Documents sauvegardés • 31 documents

Le Monde	9 janvier 2026	<b>A Mostar, les ponts sont coupés</b>	6
	Dans un café de Mostar, en Bosnie-Herzégovine, Aline Cateux discute avec un ami à propos de la décharge d'Uborak, au nord de la ville, que la gestion exécration des ...		
Libération	10 janvier 2026	<b>ALINE CATEUX MOSTAR, CECI N'EST PAS UNE VILLE</b>	8
	Aline Cateux a débarqué à Mostar en juillet 1999. Elle ne l'a plus jamais vraiment quittée. Dans un ouvrage qui emprunte au carnet de rencontres et de promenades, à l ...		
Le Monde	15 décembre 2025	<b>Bosnie Les limbes de l'après-guerre</b>	9
	Les années passent, les décennies et les anniversaires se succèdent, et beaucoup ont le sentiment qu'en Bosnie-Herzégovine jamais rien ne change. Le pays est divisé, les tensions politiques sont ...		
France 24 (site web) - FRANCE 24 (French)	 9 août 2025	<b>Bosnie-Herzégovine : destitué, le leader serbe Milorad Dodik défie l'État central</b>	13
	Destitué pour avoir ignoré les décisions du Haut représentant international, le président de l'entité serbe en Bosnie, Milorad Dodik, menace d'un référendum pour se maintenir en place, provoquant l ...		
Le Monde	8 août 2025	<b>Bosnie-Herzégovine : le président de l'entité serbe déchu de son mandat</b>	16
	L'état serait-il en train de se refermer autour de Milorad Dodik, l'homme fort de la Republika Srpska (RS), l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine ? Le chef des Serbes ...		
L'Histoire - Collections	1 octobre 2025	<b>Comprendre la tragédie yougoslave</b>	18
	On raconte qu'en 1991, à la veille du déclenchement du conflit en Yougoslavie, l'ambassadeur de France à Belgrade avait l'habitude de répondre à ceux qui l'interrogeaient sur ...		
La Croix	12 novembre 2025	<b>Dans une Serbie pro-Poutine, les exilés russes se font discrets</b>	22
	Après avoir passé trois ans à Belgrade, Anastasia, originaire de Tomsk en Sibérie occidentale, est prête à faire ses valises. Avec son mari qui travaille dans l'informatique, elle va déménager ...		
Le Figaro	19 septembre 2025	<b>Dodik pousse la Bosnie-Herzégovine sur une pente dangereuse</b>	24
	Milorad Dodik vaincra, la Republika Srpska vaincra. Quand le peuple y croit, les jugements tombent » , proclame un panneau publicitaire géant à l'effigie de l'ancien président, posant, sûr de lui ...		
L'Humanité	21 août 2025	<b>En Bosnie-Herzégovine, Milorad Dodik refuse de quitter le pouvoir</b>	27
	Au sein de la République fédérale de Bosnie-Herzégovine, le bras de fer lancé par l'ancien président de la Republika Srpska (la République serbe de Bosnie, RS) Milorad Dodik plonge ...		

Le Monde	<div>27 mai 2025</div> <div><b>En Bosnie-Herzégovine, trésors de pierre, canyons et cyprès</b></div> <div>En arrivant, on cherche les cicatrices. Et on les trouve : impacts de balles sur les immeubles, marques d'obus mal recouvertes par du ciment, et ces bouleversantes « roses de Sarajevo », pétales ...</div>	29
Courrier International (site web)	<div>1 novembre 2025</div> <div><b>En Serbie, le mouvement des étudiants rouvre des espaces de débat dans la société</b></div> <div>Analyse. En Serbie, le mouvement des étudiants rouvre des espaces de débat dans la société Depuis l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, le 1er novembre 2024 ...</div>	31
Radio France Internationale (français) (site web) - RFI (French)	<div> 11 juillet 2025</div> <div><b>Génocide de Srebrenica: 30 ans après, la vie tourmentée des musulmans bosniaques</b></div> <div>Du 11 au 16 juillet 1995, plus de 8 000 musulmans bosniaques étaient massacrés à Srebrenica, à l'est de la Bosnie-Herzégovine, par l'armée serbe de Bosnie. Trente ans ...</div>	34
Sud Ouest dimanche - Pays Basque / Béarn	<div>14 décembre 2025</div> <div><b>Guerre de Bosnie: trenteans après, les jeunes veulent tourner la page</b></div> <div>&lt;b&gt;&lt;/b&gt;Dans les rues de Mostar, au sud de la Bosnie-Herzégovine, des touristes du monde entier se prennent en photo devant le Stari Most, le vieux pont construit en ...</div>	36
Le Point.fr	<div>23 mai 2024</div> <div><b>« Il n'y a plus de garde-fou en Bosnie »</b></div> <div>Ce jeudi 23 mai, l'Assemblée générale de l'ONU consacre un débat et un vote à une résolution qui vise, entre autres, à instaurer une Journée internationale de réflexion et ...</div>	38
Les Echos	<div>31 janvier 2024</div> <div><b>L'euro au centre des règlements de comptes entre le Kosovo et la Serbie</b></div> <div>Le Kosovo entend exclure le dinar serbe de la vie quotidienne de sa population. Ce petit pays de moins de 2 millions d'habitants, à majorité albanaise, veut imposer l'euro ...</div>	40
Le Monde	<div>25 mai 2024</div> <div><b>L'ONU, divisée, vote la commémoration du génocide de Srebrenica</b></div> <div>Aun an du trentième anniversaire des exécutions systématiques, en Bosnie-Herzégovine, de 8 372 hommes et garçons musulmans de Srebrenica, la communauté internationale a décidé, jeudi 23 mai, de commémorer annuellement ...</div>	42
Le Monde	<div>22 avril 2025</div> <div><b>Ivana Stradner L'Union européenne prend trop de gants avec le pouvoir serbe</b></div> <div>Depuis presque cinq mois, la Serbie connaît un vaste mouvement de contestation du pouvoir. Les manifestations ont éclaté en novembre 2024, quand une partie du toit d'une nouvelle gare s ...</div>	44
Libération	<div>28 janvier 2025</div> <div><b>La République serbe de Bosnie- Herzégovine menace la paix</b></div> <div>Denis Becirovic, membre de la présidence bosnienne, alerte sur le fait que les autorités de la Republika Srpska, une entité du pays située aux portes de l'UE, font planer la ...</div>	46
Le Courrier de l'Ouest	<div>12 juillet 2025</div> <div><b>Le négationnisme des Serbes</b></div> <div>Les anciens chefs politiques et militaires des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, ont été condamnés à perpétuité par la justice internationale pour crimes de guerre et génocide. Mais ...</div>	48

L'Humanité	12 décembre 2025 <b>Les accords de Dayton, une camisole de force</b> Ils ont été signés à Paris le 14 décembre 1995, mais ils avaient été négociés dans les semaines précédentes, sur une base aérienne proche de la ville de Dayton, dans l ...	49
Ouest-France	10 mars 2024 <b>Les Balkans s'effeuillent en dix villes</b> Ici tout est permis. De leurs pérégrinations dans les Balkans, dix auteurs francophones livrent un récit très personnel de leurs villes de cœur. C'est toute l'originalité de cette collection ...	51
Le Figaro	31 janvier 2025 <b>Marko Duric : « Belgrade doit redevenir un pont entre l'Est et l'Ouest »</b> - Issu à la fois d'une famille d'hommes politiques serbes prestigieux et de Juifs survivants de l'Holocauste, Marko Duric a été successivement le responsable de la Serbie pour le ...	52
Le Monde	17 novembre 2025 <b>Novak Djokovic, nouveau paria du pouvoir serbe</b> La saison 2025 de Novak Djokovic s'est conclue par un titre à Athènes, samedi 8 novembre, le 101e de son impressionnante carrière sur le circuit professionnel. Le tennisman serbe, numéro ...	55
Courrier International (site web)	12 octobre 2024 <b>Pour les habitants de Belgrade, les Russes exilés deviennent encombrants</b> Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, des dizaines de milliers de Russes se sont installés dans la capitale de la Serbie, fuyant les sanctions et la mobilisation. Initialement ...	57
Le Vif. (site web)	21 novembre 2025 <b>Pourquoi la République serbe de Bosnie restera sous la coupe de Milorad Dodik</b> La République serbe de Bosnie-Herzégovine élit un nouveau président à la suite de la destitution de l'immuable Milorad Dodik. Or, son emprise sur les organes de l'Etat n ...	61
Télérama (site web)	13 janvier 2026 <b>Quelle vie après la guerre ? La journaliste Anne Poirer lance une collection de livres qui racontent la reconstruction</b> La journaliste Anne Poirer, Prix Albert-Londres en 2007, est spécialiste des zones touchées par un conflit armé. Après plusieurs documentaires, elle lance chez Actes Sud Les Routes de l'après ...	63
Conversation, The (France) (site web) - The Conversation - France	 23 décembre 2025 <b>République serbe de Bosnie : les enseignements d'une présidentielle très serrée</b> Contraint à la démission par une décision de justice, Milorad Dodik, dirigeant de longue date de la République serbe (l'une des deux entités composant la Bosnie-Herzégovine), proche de Belgrade ...	65
L'Humanité (site web)	8 novembre 2025 <b>Serbie : après un an de lutte suite à l'effondrement de la gare de Novi Sad, comment les étudiants font front contre l'État</b> Un an après la chute tragique de l'auvent de béton de la gare de Novi Sad, la mobilisation ne faiblit pas en Serbie. Le régime d'Aleksandar Vucic, lui, joue ...	68
Bulletin Quotidien	22 avril 2025 <b>[Serbie : La commissaire européenne à l'Elargissement Marta...]</b> Serbie : La commissaire européenne à l'Elargissement Marta KOS a appelé samedi "tout le monde à ne pas alimenter davantage les tensions" en Serbie, pays marqué depuis des mois par des ...	70



La Croix	25 novembre 2025	<b>Sinisa Karan élu président des Serbes de Bosnie</b> « Ils voulaient faire tomber Dodik dans un procès inéquitable, et maintenant ils ont deux Dodik. » Milorad Dodik, le leader serbo-bosnien s'est permis d'ironiser, dimanche 23 novembre au soir ...	71
Libération (site web)	29 mars 2024	<b>En Bosnie-Herzégovine, le nationaliste Dodik menace et alarme à tout-va</b> Lors d'une session extraordinaire du Parlement régional, le leader prorusse et sécessionniste des Serbes de Bosnie a fixé un délai de sept jours pour que le haut représentant international retire ...	72

## Documents sauvegardés

Le Monde

© 2026 SA Le Monde. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20260109-LM-202601093x20x21615915559

## Nom de la source

Le Monde

Vendredi 9 janvier 2026

## Type de source

Presse • Journaux

Le Monde

• p. LIV7

## Périodicité

Quotidien

• 885 mots

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France



Critiques Essais L'anthropologue Aline Cateux livre une enquête passionnée sur cette ville de Bosnie-Herzégovine, toujours disloquée plus de trente ans après la guerre

## A Mostar, les ponts sont coupés

Florent Georgesco

Dans un café de Mostar, en Bosnie-Herzégovine, Aline Cateux discute avec un ami à propos de la décharge d'Uborak, au nord de la ville, que la gestion exécrable des autorités a transformée en « *bombe écologique* ». Soudain, un vieil homme intervient dans la conversation et leur dit, avec le plus grand calme : « *Qu'ils nous empoisonnent ! Ils ont bien raison, pourquoi se priveraient-ils ? On ne mérite pas mieux. On n'a même pas été fichus de se débarrasser d'eux en trente ans.* »

En écrivant *Mostar : ceci n'est pas une ville*, l'anthropologue, chercheuse aux universités d'Ottawa (Canada) et de Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), a voulu tirer le fil de ces phrases, et de tant de propos similaires entendus depuis sa première visite, en 1999, dont ceux qui donnent son titre à son enquête : « *Mostar n'est plus une ville* », c'est « *un amas de territoires individuels* », lui ont répété tant de Mostariens. « *Je ne sais pas comment tout ça tient ensemble* », ajoutait son amie Zora.

C'est tout le paradoxe de ce livre, le premier de la collection « Les routes de

l'après », née d'une collaboration entre les éditions Actes Sud et l'organisation française After War, qui se consacre à l'étude des après-guerres partout dans le monde. Mostar a été un des centres névralgiques des conflits qui ont dévasté l'ex-Yougoslavie entre 1991 et 2001. En bonne logique, l'histoire que raconte Aline Cateux devrait être celle de sa reconstruction, une fois la paix revenue. Or, montre-t-elle, c'est au contraire à une dislocation sociale et politique que les habitants ont assisté.

Rien ne la résume mieux que le destin de Stari Most (le « vieux pont »), dont la grande arcade au-dessus de la rivière Neretva était l'emblème de Mostar depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. Endommagé lors des assauts menés en 1992 contre la ville par les forces serbes, il a été détruit le 9 novembre 1993 par les Croates, qui avaient d'abord aidé l'armée de Bosnie-Herzégovine à se débarrasser de l'occupant serbe, puis s'étaient retournés contre les populations bosnienne et serbe. Un siège de dix mois s'en était suivi, à partir de mai 1993, durant lequel les Croates avaient organisé un nettoyage ethnique systématique, accompagné de pillages, de tortures, de viols et

de meurtres.

### Contraste « abyssal »

La destruction du pont était l'apogée symbolique de ces ravages. Au cœur de la partie bosnienne de Mostar, Stari Most incarnait la diversité et l'unité d'une cité où, jusqu'à l'explosion nationaliste des années 1980-1990, les communautés bosniennes, serbes et croates avaient appris à vivre ensemble, malgré leurs différences culturelles et religieuses, entre islam, catholicisme et orthodoxie. Aussi sa reconstruction, achevée en juillet 2004, aurait-elle dû marquer le début d'une renaissance du Mostar mêlé d'autrefois. C'est du reste, souligne l'autrice, ce qu'est devenu le pont dans l'« *imaginaire international* » : l'emblème d'une résurrection de la Bosnie-Herzégovine multiculturelle.

Pourtant, ajoute-t-elle, le contraste avec les perceptions des Mostariens est « *abyssal* ». Ce qu'ils ont constaté à partir de 2004, c'étaient des dégradations régulières de l'édifice par des Croates, dans une ville que le partage entre communautés sur lequel s'était fondée la paix après les accords de Dayton (décembre 1995) a figée dans une sépa-

## Documents sauvegardés

ration de fait. Laquelle permet aux partis politiques représentant chaque communauté de servir leurs intérêts propres, sans considération pour les besoins de leurs administrés, voire, comme l'a prouvé le scandale de la décharge d'Ub-orak, pour leur santé.

Ce qui rend le livre passionnant est la manière dont l'anthropologue fouille toutes les manifestations de ce décalage, en restituant avec finesse les sentiments, les pensées, les désirs et les colères d'une population qui échappe aux schémas dans lesquels on ne cesse de l'enfermer. Elle revient notamment sur des luttes sociales partagées par des membres de toutes les communautés – sur ce désir de vivre une vie digne, qui ne change pas de nature selon que vous êtes croate, bosnien ou serbe.

On pourrait discuter certains aspects de ses analyses, en particulier la nostalgie sans distance qu'elle exprime à maintes reprises à l'égard de la Yougoslavie communiste (1945-1992) – en semblant oublier que les maux qu'elle dénonce aujourd'hui, telle la corruption endémique, y étaient déjà dominants, et qu'il est difficile de critiquer l'autoritarisme des politiques contemporains au nom d'un système à parti unique qui réprima durement ses opposants. Mais, si un approfondissement historique aurait donné plus de poids au propos, force est de reconnaître que là n'est pas l'essentiel de cette restitution passionnée de la réalité « *subtile et fluide* » d'une ville.

Aline Cateux, au bout du compte, donne tort au vieil homme du café. Bien sûr que les Mostariens méritent mieux. Ils méritent que soit reconnue leur vie réelle, que ni la guerre ni la politique n'ont réussi à détruire. Ce livre, quelles que soient ses limites, en fournit une

preuve éclatante.

### Note(s) :

Mostar : ceci n'est pas une ville, d'Aline Cateux, Actes Sud, « Les routes de l'après », 208 p., 22 €, numérique 17 €.

## Documents sauvegardés



© 2026 SA Libération. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20260110-LI-202601100895907622

## Nom de la source

Libération

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

France

Samedi 10 janvier 2026

Libération

• p. 39

• 191 mots

Actualités



Page 39

# ALINE CATEUX MOSTAR, CECI N'EST PAS UNE VILLE

A.V.

## Actualités

A line Cateux a débarqué à Mostar en juillet 1999. Elle ne l'a plus jamais vraiment quittée. Dans un ouvrage qui emprunte au carnet de rencontres et de promenades, à l'enquête de terrain fouineuse, l'anthropologue spécialiste de la Bosnie-Herzégovine livre une immersion réflexion vivante dans la ville de Bosnie la plus ravagée et divisée par le conflit de 1992-1995 ; rendue célèbre par son pont ottoman, aujourd'hui érigé en simpliste symbole de réconciliation. En révélatrice subtile des lignes de fracture et de partage, l'autrice apprend à lire le langage des ruines, explore les sens et les émotions à partir des lieux, des odeurs, des mots, des habitants en quête de leur ville qui se dérobe. Son récit au titre magrittien fait émerger des traces face à «l'addition des disparitions». Et, à travers les interstices des destructions et de la mémoire, raconte comment la guerre «a défait les repères physiques, mentaux et émotionnels des Mostariens». Pour ne pas céder face à l'effacement et bien lancer la collection «les Routes de l'après» pour penser les après-guerres.

A.

V.

Actes Sud, «Les routes de l'après», 208 pp., 22 €.

## Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251215-LM-202512153x20x21358832314x215

## Nom de la source

Le Monde

Lundi 15 décembre 2025

## Type de source

Presse • Journaux

Le Monde

## Périodicité

Quotidien

• p. 16,17

• 3012 mots

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France



## Bosnie Les limbes de l'après-guerre

Trente ans après la signature des accords de Dayton, qui mirent fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine, les tensions alimentées par les nationalistes serbes et croates restent vives. Entre héritages douloureux et espoirs fragiles, le pays demeure profondément divisé

Rémy Ourdan

**B**aljavine, Mostar, Prijedor, Sarajevo, Srebrenica (Bosnie-Herzégovine) - envoyé spécial - Les années passent, les décennies et les anniversaires se succèdent, et beaucoup ont le sentiment qu'en Bosnie-Herzégovine jamais rien ne change. Le pays est divisé, les tensions politiques sont souvent extrêmes, tandis que la corruption, les clans et les mafias dominant la vie économique. La promesse d'intégration européenne reste un vœu pieux. Nul ne voit comment sortir de ce long tunnel dans lequel le pays est entré avec la guerre et qui semble se prolonger avec la paix. Une impression de jour sans fin.

Il y a trente ans, le 14 décembre 1995, les trois présidents – le Bosnien Alija Izetbegovic, le Croate Franjo Tudjman et le Serbe Slobodan Milosevic – signaient à l'Élysée, à Paris, l'accord de paix de Dayton. Ce texte, conclu trois semaines plus tôt, le 21 novembre, dans l'Ohio, sous l'égide des États-Unis, mettait fin au conflit en Bosnie-Herzégovine (1992-1995), attaquée à la fois par la Serbie et par la Croatie. A Sarajevo, le soulagement l'avait alors emporté sur l'amertume. La reconnaissance

des projets nationalistes serbe et croate et la fin – provisoire, espérait-on – du rêve d'une Bosnie unifiée et multiethnique scellaient trois années et demie de cauchemar.

Depuis, chaque tentative de dresser le bilan de Dayton se heurte au même écueil : en apparence, rien ne change. D'un côté, les camps politiques élus sur les ruines de la Yougoslavie, en 1991, qui ont dominé les années de guerre et marqué Dayton de leur sceau, restent aux commandes – même si les noms des dirigeants et des partis ont parfois changé. Le pays demeure fracturé : scindé par les accords en deux « entités » (la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la République serbe), il est en fait divisé en trois camps politiques et géographiques, les nationalistes croates se montrant toujours aussi virulents que les nationalistes serbes dans leur opposition à un Etat unifié. D'un autre côté, aucune violence armée ne perturbe l'après-guerre. Les gens vivent normalement, comme après chaque conflit que la Bosnie a connu dans son histoire, portés par une singulière nonchalance et une capacité à tourner chaque problème en dérision.

Mais au moins une chose a changé par rapport aux anniversaires précédents de Dayton, que les médias bosniens et internationaux évoquent tous les cinq ans : c'est la guerre en Ukraine. Alors que les conflits de l'ex-Yougoslavie des années 1990 passaient pour des vestiges de la guerre froide, des brasiers mal éteints de la seconde guerre mondiale et du communisme, le retour de la guerre en Europe, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en 2022, rappelle que le risque de conflit armé existe toujours, tout le temps.

Retour, trente ans après, sur quelques lieux emblématiques de la guerre. Sarajevo, la capitale multiethnique assiégée près de quatre ans par l'armée serbe. Srebrenica et Prijedor, en République serbe, hauts lieux de la « purification ethnique » menée par les soldats de la « Grande Serbie » : l'un hanté par le massacre de 1995, l'autre par la mémoire des camps de concentration. Mostar, la cité divisée entre combattants bosniques et croates. Et l'étrange village de Baljavine, perdu dans les montagnes, témoin que la vie peut être douce quand la politique n'intervient pas.

Sarajevo, un îlot

## Documents sauvegardés

Si une capitale ressent forcément les soubresauts d'un pays, du moins sur le plan institutionnel, Sarajevo n'en est pas vraiment le reflet. Trop indépendante, trop fière, trop citadine peut-être, la ville est un îlot perdu dans une histoire qui la dépasse. Le terrible siège – 11 541 morts – n'a sans doute fait que renforcer cette culture particulière. Aujourd'hui encore, la capitale de la Bosnie-Herzégovine porte une double identité : bosnienne par son espace géographique et politique, sarajévienne par choix.

Srdan Mandic n'a pas le cœur à s'enthousiasmer des trois décennies écoulées. Maire de la « municipalité » (arrondissement) du centre-ville de Sarajevo depuis 2020, porté par une coalition multiethnique alliant centre gauche et centre droit, il trouve « *frustrant de ne pas pouvoir agir dans[s]a ville à cause des problèmes du pays* ». « Dayton, dit-il, a créé cinq niveaux de pouvoir, et il est presque impossible d'être efficace. »

Sur le mur, derrière son bureau, le maire a accroché deux œuvres : un portrait de Josip Broz « Tito », fondateur de la Yougoslavie, et une affiche de l'artiste bosnienne Sejla Kameric rendant hommage à la victoire des Partisans yougoslaves sur les nazis à Sarajevo, le 6 avril 1945. Dans le climat communautariste – nationaliste, dit-on ici – qui prévaut dans le pays, peu de maires se revendiquent encore de Tito. « *C'est une question d'antifascisme* », explique Srdan Mandic. Serbe orthodoxe, élu dans une ville à majorité bosniaque – musulmane –, lui-même doit « *être prudent* » lorsqu'il évoque des sujets sensibles : traître aux yeux des nationalistes serbes séparatistes, il lui faut néanmoins « *prouver[s]a loyauté en permanence* » au sein du camp pro-Bosnie.

Le maire se souvient de l'annonce de la paix, il y a trente ans, comme si c'était hier. « *Ce fut le jour le plus effrayant de ma vie* », dit-il drôlement, lui qui, soldat, avait vécu le siège de la ville en première ligne. Le jour de la signature de l'accord de paix, il rend son uniforme et rentre chez lui en civil. « *J'avais 19 ans quand la guerre a commencé. Je ne connaissais que la guerre, la vie militaire. Je me demandais s'il ne serait pas plus simple de rester dans l'armée toute ma vie. Mon commandant m'a dit de reprendre une vie normale, de faire des études. Alors que, sur le front ou à la caserne, je dormais comme un enfant, cette nuit-là, je n'ai pas fermé l'œil. J'avais peur de l'avenir.* » La paix comme un vertige.

Srdan Mandic estime que, trente ans après Dayton, « *un risque de guerre existe* » encore. « *Les mouvements politiques n'ont pas d'armée, les gens n'ont pas d'arme, mais il y a assez de fous pour créer des troubles*, craint-il. *Aujourd'hui, une guerre en Bosnie viendrait de quelque chose de plus vaste, lié à la Russie, à la guerre en Ukraine, aux liens entre la Russie et la Serbie, à l'atmosphère fasciste en Croatie.* » Comme beaucoup en Bosnie, il redoute qu'une modification des frontières ukrainiennes de 1991 ait des conséquences désastreuses dans les Balkans : « *Autoriser la Russie à annexer des bouts d'Ukraine, c'est ouvrir la porte à ceux qui veulent annexer des bouts de Bosnie.* »

A Srebrenica, le temps semble s'être arrêté. La ville fut, durant la guerre, une enclave assiégée, au même titre que Sarajevo, Gorazde ou Zepa. Dans un conflit qui fit environ 100 000 morts, elle fut aussi le lieu de la pire exécution de masse (8 372 morts et disparus), lors

de sa conquête, en juillet 1995, par l'armée serbe. Et le seul épisode qualifié de « génocide » par la justice internationale.

Très peu de survivants bosniaques sont revenus s'installer à Srebrenica, en République serbe, dans une région où les tueurs d'hier sont les voisins d'aujourd'hui. Sehida Abdurahmanovic fait exception. Elle habite la première maison bordant le Mémorial du génocide de Srebrenica, devenu, ces dernières années, sous l'égide de son directeur, lui aussi un survivant de la tuerie, Emir Suljagic, un musée international. En face, dans le cimetière de Srebrenica-Potocari, des enterrements ont encore lieu chaque année, au fur et à mesure que la justice identifie des fragments de cadavres retrouvés dans les forêts avoisinantes.

### Un pays sans jeunes

Sehida a perdu son mari durant le siège, tué par un obus, et son frère, lors de la tuerie. « *Je cherche toujours mon frère*, raconte-t-elle. *Grâce aux enquêtes, je sais comment il a été capturé, torturé et exécuté par son ancien meilleur ami serbe. Mais je suis face à un mur quand je réclame son corps.* » Alors, évidemment, la vie a changé. « *Nous vivions bien, avant la guerre, avec nos amis, nos voisins. Je sais que des Serbes regrettent aussi la vie d'avant, quand nous étions tous ensemble, mais ils refusent d'en parler publiquement. On se salue toujours dans la rue, mais on ne se rend plus visite.* » Sehida a eu la chance que ses deux enfants aient survécu : sa fille à ses côtés lors de l'évacuation en autobus de l'enclave, et son fils lors de la fuite éperdue des hommes à travers les forêts. Aujourd'hui, ils vivent en France. « *J'ai cru en la Yougoslavie et je crois en la*



## Documents sauvegardés

*Bosnie, mais Dayton a été conçu pour entretenir la ségrégation entre les citoyens. Cela empêche le développement de ce pays, pense Sehida. Je regrette que mes enfants et petits-enfants ne puissent pas avoir une belle vie ici. »*

La Bosnie devient un pays sans jeunes, et le phénomène s'accélère. Si les deux recensements de 1991 et de 2013 montrent une population passée d'environ 4,5 millions à 3,5 millions d'habitants à cause du conflit, ces chiffres masquent une plus triste réalité : selon des estimations non officielles, plus de la moitié de la population recensée vivrait actuellement à l'étranger – en Serbie, en Croatie, ou ailleurs en Europe et dans le monde –, même si beaucoup conservent une adresse familiale au pays. Peu de nations, en temps de paix, comptent moins de la moitié de leur population sur leur sol.

Hasan Nuhanovic, lui, ne retourne plus que rarement dans la ville qui a englouti ses parents et son frère. Lui-même a survécu à la tuerie parce que, alors interprète des forces des Nations unies, il fut évacué par les casques bleus néerlandais au moment où ceux-ci abandonnaient la population aux hommes du général serbe Ratko Mladic. L'homme fut pourtant, avec l'association des Mères de Srebrenica, un activiste de la justice : il a aidé les enquêteurs internationaux, témoigné à chaque procès à La Haye (Pays-Bas). Il est aussi un pionnier de la mémoire, avec la création du Mémorial du génocide de Srebrenica.

### Prijedor, l'optimisme malgré tout

Rencontré dans un café de Sarajevo, Hasan Nuhanovic soupire. L'écouter, c'est toucher du doigt la déprime de la Bosnie. « *Nous avons entendu*[la prési-

dente de la Commission européenne] *Ursula von der Leyen nous annoncer, lors de sa dernière visite*[le 14 octobre] *à Sarajevo, que la Bosnie est "sur le seuil" de l'Union européenne*[UE] ... » Hasan sourit : « *Franchement, si nous en avons parlé autour d'un café en 1995, au moment de Dayton, nous n'aurions jamais imaginé qu'on nous dirait, trente ans plus tard, que nous sommes "sur le seuil" de l'Europe.* » Il semblait alors évident, à Sarajevo, que l'intégration à l'UE prendrait quelques années, peut-être une décennie. « *Bon, le seuil, c'est toujours mieux que l'arrière-cour* », ironise-t-il.

L'homme, devenu la voix de Srebrenica aux yeux du monde, réfléchit. « *Nous vivons toujours dans des limbes entre guerre et paix, et les gens ont peur d'une nouvelle guerre*, pense-t-il. *Cela dit, ça fait trente ans que nous nous plaignons de vivre ainsi dans des limbes, mais ce n'est peut-être pas si mal. Vivre entre guerre et paix, c'est toujours mieux que la guerre, mieux que des troubles. Nous devons être patients.* » Lui aussi a en tête l'actuel retour de la guerre en Europe : « *Quand on voit les gens mourir en Ukraine, on se dit que notre situation, en Bosnie, n'est peut-être pas si terrible.* »

A Prijedor, Edin Ramulic ne partage pas le pessimisme ambiant. Au contraire, il tire un bilan plutôt positif de l'après-guerre. « *Malgré les crises politiques et la corruption à tous les étages, l'accord de paix tient toujours. Dayton est un succès* », pense ce survivant des camps serbes du nord du pays. Lui fut à l'époque libéré de prison et expulsé de l'autre côté de la ligne de front, en Bosnie centrale, où il a combattu jusqu'à la fin de la guerre, tandis que son père et son frère ne sont jamais sor-

tis vivants du camp de Keraterm.

Journaliste après la guerre, militant de la mémoire et de la réconciliation, cette figure de Prijedor s'occupe, au sein de l'association Kwart, de dialogue entre vétérans et d'éducation des jeunes avec, pour priorité, la culture du souvenir. « *A Kwart, mon directeur est le fils d'un soldat serbe tué pendant la guerre. Peut-être ai-je combattu son père lorsque j'étais soldat*, explique-t-il. *Prijedor est, à mes yeux, un symbole de réconciliation plutôt réussie, et quasiment sans aide internationale.* »

Pourtant, peu de Bosniaques et de Croates sont revenus dans cet antre de la « purification ethnique » de la République serbe. Edin Ramulic lui-même vit dans des appartements loués, dont nul ne connaît l'adresse, à cause de ses enquêtes sur les crimes de guerre et des menaces récurrentes contre lui. Quant à la culture du souvenir, elle s'illustre autant par un monument à la gloire des « héros serbes », érigé par les autorités locales devant l'ancien camp de détention de Trnopolje, que par de rares hommages aux victimes. Mais rien ne semble entamer l'optimisme d'Edin Ramulic, qui pense que « *les jeunes cultivent la réconciliation et vivront ensemble* » en Bosnie.

Cette affirmation d'Edin Ramulic rendrait certainement sceptique Alija Behram, président du Cercle de Mostar. Cette association d'intellectuels, créée sur le modèle du Cercle 99 de Sarajevo, prêche la réunification de la ville divisée. « *Des officiers qui ont participé à la destruction du Vieux-Pont*[le Stari Most, construit en 1565 par les Ottomans, détruit en 1993 par l'armée croate, reconstruit en 2004 sous l'égide de l'Unesco] *ont encore été décorés*

## Documents sauvegardés

cette année par le président croate[Zoran Milanovic] , à Zagreb. Et les Croates de Mostar bâtissent illégalement les fondations d'un futur mur, pour rendre la séparation de la ville irréversible », dénonce Alija Behram, qui dirigeait la radio-télévision de l'enclave bosniaque, durant le conflit.

« Comme ailleurs le projet de "Grande Serbie" – que Belgrade nomme désormais le "monde serbe" –, ici, le projet de Zagreb de "Grande Croatie" a continué après la guerre », explique-t-il encore. Pour lui, il ne fait aucun doute que le projet d'anéantissement de la Bosnie est « coordonné entre Belgrade et Zagreb, avec[les responsables politiques bosno-serbe et bosno-croate] Milorad Dodik et Dragan Covic », qu'il qualifie de « frères en division ». Dragan Covic a encore rappelé au cours de l'année 2025 que « la solution pour la paix éternelle en Bosnie est une division en trois ». Une politique contraire à celle de l'UE, dont la Croatie – à l'inverse d'une Serbie toujours très prorusse – est pourtant membre. « Ils défendent encore des idées qui nous ont conduits à la guerre, et qui aujourd'hui menacent la paix », se désole Alija Behram, attablé au Sadrvan, le restaurant historique près du Vieux-Pont. « Divisée, avec deux systèmes politiques, deux systèmes médicaux, deux systèmes scolaires, deux universités, Mostar suffoque, poursuit-il. Non seulement l'UE ne fait rien contre la Croatie, mais ces idées nationalistes trouvent un écho auprès de l'administration Trump. La question se pose : l'Amérique a-t-elle abandonné la Bosnie ? » Le plus écœurant, pour Alija Behram, est que les politiques – bosniens comme internationaux – sont seuls responsables, alors que « les gens normaux communiquent sans problème, avec parfois des liens d'amitié ».

## Le village des irréductibles

Ces « gens normaux », qu'on rencontre autant à Sarajevo qu'ailleurs en Bosnie-Herzégovine, ont une capitale secrète, perdue dans les montagnes, dont eux-mêmes ignorent l'existence. Baljvine, situé entre Jajce, ex-capitale médiévale de Bosnie, et Banja Luka, capitale actuelle de la République serbe, est l'unique village contrôlé par l'armée serbe pendant la guerre où Bosniaques et Serbes ont continué à vivre ensemble. Et où la mosquée n'a pas été détruite. Les Serbes de Baljvine ont protégé les Bosniaques de l'armée de Ratko Mladic comme, durant la seconde guerre mondiale, les Bosniaques avaient protégé les Serbes de l'armée croate oustachie pronazie.

Cette incroyable histoire avait été découverte par Svetlana Broz, médecin itinérante durant le conflit et petite-fille de Tito. Autrice d'un livre de récits sur l'entraide entre communautés, *Des gens de bien au temps du mal* (Lavauzelle, 2005), elle y avait emmené *Le Monde* en 2001, lors d'un voyage marquant la fin de la décennie des conflits en ex-Yougoslavie. Ici, « tout est pareil qu'avant », mais figé dans le bon sens, affirme Mirsad Mesic, président de la communauté de Baljvine. Bosniaque, il fait office de maire dans ce village de République serbe, choisi par les deux communautés. « En trente ans, rien n'a changé ; ce n'est ni pire ni mieux, raconte-t-il. Serbes, Bosniaques, nous allons toujours à la chasse ensemble et, le soir, nous nous réunissons pour boire des bières. »

Le seul problème, comme dans le reste du pays, est que les jeunes sont partis et que le café a fini par fermer. Peuplé aujourd'hui d'environ 400 âmes, Baljvine

a perdu les deux tiers de ses habitants pendant et après la guerre. Alors Mirsad Mesic et ses amis boivent leurs bières sur un banc, dans la ruelle, devant l'auberge close. Baljvine vieillit, mais ne cède pas. Le village n'a qu'une seule école, « de culture bosnienne », dit le maire, sans connotation communautaire ni religieuse. Ici, pas de portrait de Tito comme dans le bureau de Srdan Mandic à Sarajevo, mais, dans ce coin perdu des montagnes de Bosnie, une atmosphère restée décidément très « yougoslave ».

Et Mirsad Mesic est formel : « Je n'ai jamais entendu quiconque prononcer une phrase politiquement extrémiste. C'est même le contraire : si quelqu'un venait de l'extérieur semer le trouble, on se défendrait les uns les autres. » Baljvine ou l'idéal d'un pays où il fait bon vivre ensemble, malgré la haine et la guerre, malgré Dayton et l'après-guerre.



## Documents sauvegardés



**France 24 (site web) -  
FRANCE 24 (French)**

Copyright 2025 FRANCE 24 Provided by Syndigate Media Inc. Tous droits réservés  
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250809-SFRA-100535\_57567588941

**Nom de la source**

France 24 (site web) -  
FRANCE 24 (French)

**Type de source**

Presse • Presse Web

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Internationale

**Provenance**

Paris, Ile-de-France, France

Saturday, August 9, 2025

France 24 (site web) -  
FRANCE 24 (French) • 1450  
mots



LexisNexis®

## Bosnie-Herzégovine : destitué, le leader serbe Milorad Dodik défie l'État central

Pauline ROUQUETTE

Copyright 2025 FRANCE 24 Provided by Syndigate Media Inc. Tous droits réservés

**D**estitué pour avoir ignoré les décisions du Haut représentant international, le président de l'entité serbe en Bosnie, Milorad Dodik, menace d'un référendum pour se maintenir en place, provoquant l'État central et ravivant les tensions dans un pays encore figé dans les équilibres de l'après-guerre.

La Bosnie-Herzégovine est en proie à une nouvelle crise institutionnelle majeure. Formellement déchu mercredi 6 août de son mandat de président de la Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie, après un long feuilleton judiciaire, Milorad Dodik refuse de partir. Âgé de 66 ans, le chef des Serbes de Bosnie a été condamné vendredi 1er août par une cour d'appel de Sarajevo à un an de prison et une interdiction d'exercer pendant six ans la fonction de président de la Republika Srpska (RS). Il était accusé de ne pas avoir respecté des décisions du Haut représentant international en Bosnie-Herzégovine, une instance mise en place par les accords de

Dayton ayant mis fin à la guerre dans le pays en 1995. Milorad Dodik, qui menace régulièrement de faire sécession de Bosnie-Herzégovine, refuse de reconnaître la légitimité de cette instance. La décision a sans surprise été rejetée par le chef serbe à la tête de la RS depuis 2006, qui a dénoncé un "coup" contre l'entité serbe et un procès "politique".

"Je n'ai commis aucun acte criminel prévu par les lois de la Bosnie-Herzégovine. [...] Je n'accepte pas cette décision [...] orchestrée par l'Union européenne", a-t-il martelé, appelant à une "riposte" des institutions de la RS. Dans la foulée, celui-ci a annoncé la tenue d'un référendum sur sa politique. "Je suis là et je resterai là", a-t-il assuré.

Avec cette annonce, Milorad Dodik menace directement l'intégrité territoriale du pays dans lequel deux entités autonomes - la Republika Srpska et la Fédération de Bosnie-Herzégovine - cohabitent sous le contrôle d'un gouvernement central aux pouvoirs limités. Au-dessus de lui, le Haut représentant in-

ternational est doté de larges pouvoirs, comme celui d'annuler ou d'imposer des lois, ou encore de nommer des responsables.

Devant ce nouveau sursaut de tensions internes et l'érosion de la légitimité de l'État central, la communauté internationale craint que cette escalade n'ouvre une crise institutionnelle d'ampleur et ravive les fractures ethniques vieilles de 30 ans. À (re)voir "S'il y a un moment pour que le conflit reprenne dans les Balkans, c'est peut-être maintenant" "Une impasse politique depuis 1995" La condamnation de Milorad Dodik n'est en réalité qu'une nouvelle manche du bras de fer ouvert avec le Bureau du Haut responsable international en Bosnie-Herzégovine (BHR). En 2023, le Haut représentant international Christian Schmidt avait imposé des modifications législatives pour garantir l'uniformité des décisions de justice sur l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine. Des mesures que le président de la Republika Srpska avait catégoriquement refusé de promulguer, allant jusqu'à faire



## Documents sauvegardés

adopter par son parlement local des lois les annulant purement et simplement sur le territoire de l'entité serbe - soit la moitié du pays. Pourtant, Milorad Dodik n'a pas toujours été l'enfant terrible de la politique bosnienne. À son arrivée au pouvoir à la fin des années 1990, il était même perçu comme un modéré pro-européen, prônant la réconciliation et reconnaissant le génocide de Srebrenica, ce qui lui valait le soutien de la communauté internationale. Mais à partir de 2006, son discours change radicalement : il adopte une ligne nationaliste et sécessionniste, dénonçant la centralisation de l'État et contestant de plus en plus ouvertement l'autorité du BHR. Boycott des institutions centrales, lois locales en contradiction avec celles de Sarajevo, déclarations publiques envisageant une "indépendance" de la Republika"... Au fil des ans, Dodik a ainsi multiplié les marques de défiance.

"La Bosnie-Herzégovine est dans une impasse politique depuis sa création en 1995, mais elle connaît actuellement l'une des plus grandes crises de son histoire", estime Neira Sabanovic, doctorante à l'Université libre de Bruxelles, et spécialiste des Balkans occidentaux. "En se permettant de remettre en question les décisions de l'État central, Milorad Dodik pousse à questionner l'efficacité et le respect des institutions et du système juridique bosniens."

Et à travers chaque crise, le leader se pose en défenseur des intérêts serbes face à ce qu'il décrit comme une tutelle étrangère illégitime, ce qu'il fait de nouveau en s'opposant à la déchéance de son mandat présidentiel, et en annonçant un référendum.

Référendum, populisme et divisions ethnoreligieuses

Quelques heures après l'annonce de sa destitution par la Commission électorale, Milorad Dodik a ainsi annoncé convoquer un référendum sur la "destruction de l'ordre constitutionnel de la Republika Srpska".

"En gros, il demande si le peuple accepte qu'il soit déchu", précise Neira Sabanovic, qui rappelle que la menace d'un référendum - illégal d'un point de vue institutionnel, puisqu'il va à l'encontre de l'État central - est brandie par Dodik depuis son accession à la présidence de la RS en 2006.

"Parler de référendum, c'est raviver constamment les souvenirs douloureux du pays et porter atteinte à son intégrité", rappelle l'experte. Autrice d'un mémoire sur l'instrumentalisation des identités ethniques dans le discours politique de Milorad Dodik, elle précise que ce dernier a encore justifié son référendum "en se disant victime d'une attaque de Sarajevo, qu'il amalgame avec les Bosniaques, affirmant que ces derniers veulent nuire aux Serbes". Des propos ouvertement islamophobes et xénophobes qui entretiennent les divisions ethnoreligieuses et réveillent les traumatismes de la guerre civile de 1992-1995.

À voir aussi Srebrenica, trente ans après : une ville toujours marquée par le génocide

"Pour Dodik, la Bosnie-Herzégovine n'existe pas", rappelle de son côté Céline Bardet, juriste et enquêtrice criminelle internationale, qui a débuté sa carrière au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et a travaillé durant plus d'une décennie dans les Balkans sur le processus des jugements des crimes de guerre. "Il considère que le territoire de la Republika Srp-

ska n'a pas à être avec le reste [de la Bosnie], et rejette le BHR, considérant que toute personne extérieure à la Republika Srpska, au niveau institutionnel, n'a pas de légitimité." Reste que si le référendum est bel et bien organisé, et même s'il obtient le soutien populaire que Dodik attend, il ne sera pas valide.

Et si la condamnation de Milorad Dodik est contraignante, le BHR étant l'institution décisionnelle la plus importante, "le fait qu'il ne l'accepte pas est une manière pour lui de faire sécession et de plonger le pays dans une forme de confédéralisme [un système où la souveraineté appartient exclusivement ou principalement aux entités qui composent l'ensemble, NDLR]", estime Neira Sabanovic.

Un "moment charnière" ?

Dans ses velléités nationalistes, Milorad Dodik pourra par ailleurs compter sur des soutiens à l'extérieur des frontières de la Bosnie-Herzégovine : dans la Serbie d'Alexander Vucic, dans la Hongrie de Viktor Orban, et dans la Russie de Vladimir Poutine.

Pour cause, si Milorad Dodik va jusqu'au bout de sa menace de référendum, l'efficacité de la réponse de l'État central dépendra de la volonté des acteurs internationaux de faire appliquer ces décisions sur le terrain. "Techniquement, s'il reste en place, Milorad Dodik devra être arrêté, poursuit Neira Sabanovic, et c'est ici que demeure tout le problème : est-ce que quelqu'un va l'arrêter ?" Pour Céline Bardet, les derniers événements en Bosnie marquent "un moment charnière" pour le pays, figé sur un système institutionnel complexe depuis 30 ans et dont le fonctionnement n'a depuis jamais été rediscuté, créant

## Documents sauvegardés

un terreau fertile au développement de telles crises.

"Il y a de nouveau une crise politique, parce qu'on a construit quelque chose qui est artificiel, et qu'on n'a pas travaillé au dialogue politique", estime l'experte indépendante, qui a travaillé plusieurs années auprès du BHR.

À voir sur ENTR "Nous n'avons pas la même version de l'Histoire" : en Bosnie, la jeunesse reste toujours divisée

Trente ans après la fin de la guerre, le pays reste enfermé dans des institutions pensées pour arrêter les combats, pas pour résoudre durablement les divisions, maintenant des conditions favorables au développement de velléités sécessionnistes qui utilisent le nationalisme comme "un outil de mobilisation de masse en jouant sur les traumatismes des gens", explique Neira Sabanovic. Et tant que ces fractures seront exploitées à des fins politiques, le pays pourrait rester vulnérable aux crises à répétition.

Conditions générales de LexisNexis |  
Politique de confidentialité | ©2026  
LexisNexis



## Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250808-LM-202508083\*20\*2319918802\*215

## Nom de la source

Le Monde

Vendredi 8 août 2025

## Type de source

Presse • Journaux

Le Monde

• p. 4

## Périodicité

Quotidien

• 719 mots

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France



## Bosnie-Herzégovine : le président de l'entité serbe déchu de son mandat

Milorad Dodik avait promulgué des lois réfutant l'application des décisions du haut représentant international en Bosnie-Herzégovine

Hélène Bienvenu

**V**arsovie - correspondance - L'état serait-il en train de se refermer autour de Milorad Dodik, l'homme fort de la Republika Srpska (RS), l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine ? Le chef des Serbes de Bosnie, qui en est formellement le président depuis 2022, mais la dirige depuis 2006, a vu révoquer son mandat présidentiel, mercredi 6 août, par la commission électorale centrale (CIK), basée à Sarajevo, capitale de la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Proche du Kremlin, Milorad Dodik bénéficie également du soutien politique du président du gouvernement de la Serbie, Aleksandar Vucic, et du premier ministre hongrois, Viktor Orban.

L'avocat de Milorad Dodik, Goran Bubic, a annoncé vouloir faire appel de la décision, qui intervient après la confirmation de la condamnation, le 1er août, à un an d'emprisonnement et six ans d'inéligibilité par la cour d'appel de Bosnie-Herzégovine.

### Le souvenir de la guerre

Un jugement identique avait été rendu

en première instance, en février, venant sanctionner la non-application de plusieurs arrêts de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine sur le territoire de la RS – soit la moitié du pays –, ainsi que la promulgation, en juillet 2023, de lois réfutant la mise en application des décisions du haut représentant international en Bosnie-Herzégovine.

Milorad Dodik, qui menace régulièrement de faire sécession de Bosnie-Herzégovine, refuse de reconnaître la légitimité de cette instance. Instauré par les accords de Dayton ayant mis fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine en 1995, le haut représentant international, l'Allemand Christian Schmidt, est doté de larges pouvoirs. Il peut annuler ou imposer des lois, nommer des responsables.

Réagissant à sa destitution, qu'il juge inconstitutionnelle, mais aussi à sa condamnation en appel au terme d'un procès qu'il a qualifié de « politique », Milorad Dodik s'est empressé d'ajouter, mercredi, qu'il n'était pas question pour lui de se rendre. Quelques heures plus tard, il a annoncé la tenue d'un référen-

dum sur la « destruction de l'ordre constitutionnel de Republika Srpska », non sans souligner que « les[Bosniaques] Musulmans », qu'il accuse d'être derrière la décision de la CIK, « sont les ennemis pathologiques des Serbes ». Cette rhétorique, commune chez le dirigeant de RS, n'est pas sans raviver le souvenir de la guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995), au cours de laquelle les forces serbes de Bosnie ont massacré à Srebrenica quelque 8 000 hommes et adolescents musulmans, ce qui a valu à leurs chefs politique et militaire, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, d'être condamnés à perpétuité pour génocide crimes contre l'humanité et crimes de guerre par la justice internationale, faits régulièrement niés par M. Dodik.

« C'était une décision attendue : la loi électorale de Bosnie-Herzégovine prévoit que tout élu condamné à une peine de prison de plus de six mois doit perdre son mandat. Si cette décision de la CIK est maintenue en appel, Milorad Dodik devra quitter son poste présidentiel », explique au Monde Vlado Adamovic, ancien juge de la Cour suprême de la Fédération





## Documents sauvegardés

de Bosnie-Herzégovine, exerçant aujourd'hui en tant qu'avocat. Le juriste, qui précise que de nombreux élus ont déjà dû remettre leur mandat pour des jugements similaires, s'attend à une confirmation de la destitution de M. Dodik en seconde instance. Cela ouvrirait la voie à une élection présidentielle dans un délai de quatre-vingt-dix jours. Dans l'immédiat, Milorad Dodik va tenter de jouer la montre en saisissant notamment la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine et la Cour européenne des droits de l'homme.

*« Seuls les citoyens ont le droit de choisir leur président et de le destituer », selon Marko Romic, conseiller juridique de Milorad Dodik, qui prédit une « aggravation de la crise politique » dans le pays, alors que le président de RS « continuera à mener son combat politique ». Le juriste dénonce une double violation des Constitutions bosnienne et de la Republika Srpska. Il prévient d'ailleurs que ces décisions de justice pourraient bien ne pas être « exécutées » en RS.*

*« Milorad Dodik fera tout pour empêcher la perte de son mandat, abonde le juriste Vlado Adamovic. Il est président d'un grand parti, nombreux sont ceux qui le soutiennent. Si la police refuse de l'arrêter, cela pourrait dégénérer en un problème de sécurité. »*

## Documents sauvegardés



© 2025 L'Histoire - Les Collections. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251001-SHJ-10911601

## Nom de la source

L'Histoire - Collections

## Type de source

Presse • Magazines et revues

## Périodicité

Bimestriel ou trimestriel

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Mercredi 1 octobre 2025

L'Histoire - Collections • no. 109

• p. 116

• 2487 mots



## Comprendre la tragédie yougoslave

**En 1991 la Yougoslavie entre dans un engrenage de guerre qui conduit à son éclatement. Était-ce inéluctable ? À ces luttes, les oppositions ethniques ont souvent servi d'explication facile. Or les élites politiques ont leur responsabilité dans la dislocation de l'État fédéral.**

On raconte qu'en 1991, à la veille du déclenchement du conflit en Yougoslavie, l'ambassadeur de France à Belgrade avait l'habitude de répondre à ceux qui l'interrogeaient sur la stabilité du pays : « *Si la Yougoslavie éclate, ce sera de rire.* » Cette boutade témoigne de la surprise provoquée par l'implosion de ce pays. Pourtant, en peu de temps, cette disparition a pris la forme d'une fausse évidence : la Yougoslavie avait disparu parce que cette « mosaïque » de peuples, de religions et de cultures n'aurait pas été viable. Certains ont décrété que c'était un État « artificiel », créé dans le sillage de la Grande Guerre. Une fois levée la « chape de plomb » du communisme, se manifesteraient, selon eux, des conflits anciens, vite qualifiés d'« interethniques », qui ne pouvaient mener qu'à la division.

C'était oublier que cet État fédéral de près de 24 millions d'habitants en 1991, qui avait construit un modèle de socialisme original, était le résultat d'une longue histoire d'émancipation des empires (cf. p. 100). Si l'on s'est si rapidement habitué à sa disparition, c'est qu'elle coïncidait avec la fin d'une péri-

ode, celle de la guerre froide et de la division de l'Europe, où la vie politique et les repères des individus étaient structurés par des utopies progressistes et des luttes idéologiques.

### Acte I : la Croatie

Le 25 juin 1991, après des années de crise politique et alors que la Fédération yougoslave n'est déjà plus qu'une coquille vide, les républiques de Slovénie et de Croatie déclarent leur indépendance. La guerre éclate en Croatie le 25 août, avec l'attaque de la ville de Vukovar (en Slavonie orientale, à la frontière de la Serbie et de la Croatie), bombardée sans relâche par une armée qui s'appelle encore Armée populaire yougoslave, mais qui agit sous le contrôle du gouvernement de Belgrade. La cruauté des combats et l'intensité des destructions émeuvent les observateurs étrangers.

Après la prise de Vukovar en ruine, le 18 novembre, par l'armée yougoslave, plus de 20 000 personnes quittent la région dans des conditions dramatiques. Dès ce moment, la désintégration de la Fédération yougoslave sort du cadre des guerres conventionnelles : des blessés, des malades et des réfugiés sont raflés dans

l'hôpital de Vukovar, torturés et exécutés sommairement, dont au moins 264 civils, d'après le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), qui instruira ce dossier à partir de 1995.

Le 3 janvier 1992, un cessez-le-feu entre en vigueur entre la Croatie et ce qu'il reste de la Fédération yougoslave - les républiques de Serbie et du Monténégro -, où le leader, issu des rangs communistes, un apparatchik aussi terne que fin tacticien, Slobodan Milosevic, a réussi en 1989 à imposer son autorité, instrumentalisant le malaise social et la crise du système fédéral. La Communauté européenne reconnaîtra, le 15 janvier, les indépendances de la Slovénie et de la Croatie, et incite la Bosnie-Herzégovine à organiser un référendum d'auto-détermination.

### Acte II : la Bosnie-Herzégovine

Le 3 mars 1992, la Bosnie-Herzégovine proclame à son tour son indépendance. Le 6 avril, des forces irrégulières venant de Serbie et d'une République serbe autoproclamée de Krajina (région de Croatie), soutenues par l'armée fédérale, commencent à assiéger la capitale de Sarajevo.



## Documents sauvegardés

Depuis le début de l'année 1991, cette république de Yougoslavie était gouvernée par une coalition de trois partis nationalistes concurrents : le Parti démocratique serbe (SDS), nationaliste, mené par le poète et psychiatre Radovan Karadzic, l'Union démocratique croate (HDZ), petit frère du parti au pouvoir à Zagreb, et le Parti d'action démocratique (SDA), dirigé par Alija Izetbegovic, qui entendait défendre les intérêts des « Musulmans » - c'est seulement depuis les années 1970 que cette catégorie pouvait être choisie comme nationalité<sup>1</sup> en 1994, leur nom sera officiellement remplacé par « Bosniaques » (*Bosnjaci*).

L'alliance éclate en octobre 1991, après l'attaque de Vukovar et de Dubrovnik par l'armée fédérale : les députés du SDA et du HDZ adoptent un mémorandum sur la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine, contre l'avis du SDS, dont les représentants font sécession. Début avril 1992, l'offensive de l'armée yougoslave conduit à des massacres dans plusieurs villes de l'est de la Bosnie. Les États-Unis de George Bush sont en retrait. Les Européens, échouant à arrêter l'escalade guerrière en 1991-1992, se tournent vers l'ONU. Celle-ci décrète l'envoi de Casques bleus en Croatie puis en Bosnie dès 1992.

L'interminable siège de Sarajevo est couvert par les médias du monde entier. L'incompréhension se mêle à l'horreur. Durant l'été 1992, les journalistes occidentaux dénoncent l'existence de « camps » sur les territoires contrôlés par les forces de l'autoproclamée République des Serbes de Bosnie-Herzégovine. Les exactions massives - par exemple à Omarska, près de la ville de Prijedor, dans le nord-ouest de la Bosnie - rappellent des violences qu'on

croyait révolues. Les persécutions selon des critères religieux ou nationaux donnent naissance à la formule d'« épuration ethnique ».

Autre choc durable, celui du massacre de Srebrenica. Dans cette localité de Bosnie orientale déclarée zone de sécurité, démilitarisée et placée sous la protection de l'ONU, s'étaient réfugiés des milliers de Bosniaques. Impuissants à tenir la ville, les Casques bleus laissent entrer les soldats de Mladic, qui massacrent environ 8 000 hommes d'origine musulmane. À l'atrocité des faits (ces actes seront qualifiés de « génocide » par le TPIY) s'ajoute l'effroi de constater que la communauté internationale n'a pas su empêcher le drame. À plusieurs reprises, les Casques bleus ont même servi d'alibi à l'attentisme politique, jusqu'à être pris en otage et humiliés.

### Acte III : le Kosovo

La guerre en Bosnie-Herzégovine n'a pris fin qu'à l'automne 1995, avec un armistice le 12 octobre. Les accords de Dayton (conclus le 21 novembre 1995, signés le 14 décembre la même année), négociés par la diplomatie américaine et conclus sous le parrainage de divers États européens, dont la France, entérinent le partage *de facto* de la Bosnie-Herzégovine en deux entités et sa fédéralisation. Mais les accords de Dayton ont laissé de côté la question du Kosovo, où s'exerce, depuis la suppression, en 1989, de son statut de province autonome, la ségrégation de la population albanaise, numériquement majoritaire. Le conflit s'engage en 1998 avec l'apparition d'une organisation armée albanaise clandestine, l'Armée de libération du Kosovo (UCK), qui mène une guérilla systématique contre les symboles de l'État.

Après des mois de négociations infructueuses avec Slobodan Milosevic, l'Otan intervient en mars 1999 sans mandat onusien. Impuissantes face à l'attaque aérienne de celle-ci, les forces armées de Belgrade se livrent à des exactions graves contre la population albanaise, dont la moitié (près de 1 million de personnes) est expulsée. Après soixante-dix-huit jours de bombardements, Belgrade cède.

La décomposition effective de la Yougoslavie dure presque une décennie : de l'été 1990, moment où la protestation de la minorité serbe de Croatie contre le statut qui lui est accordé par le nouveau gouvernement à Zagreb vire à la rébellion armée (crise de Knin), jusqu'en juin 1999, avec le placement du Kosovo sous administration onusienne. Le bilan des années de guerre est très lourd. La seule Bosnie-Herzégovine déplore près de 100 000 morts (dont la moitié de civils). Ces guerres ont été marquées par un siège qu'on croyait d'un autre âge, des tueries de civils, un massacre en 1995 qualifié de « génocide », des millions de réfugiés et de déplacés.

### La recherche des causes

Si la qualification de « conflit ethnique » reste, dans tous les cas, impropre, il est incontestable que la politisation des identités ethniques a été un facteur décisif. Dans ce processus, les élites politiques et intellectuelles ont joué un rôle de premier plan. Ainsi, c'est au nom du « peuple » que Slobodan Milosevic a obtenu l'adhésion de millions de citoyens en Serbie, au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine et ailleurs. Champion de la « cause des Serbes », il a tablé sur la peur du déclin des minorités serbes au Kosovo ou dans la région de Krajina (Croatie).

## Documents sauvegardés

Mais il n'est pas le seul à tirer parti des frustrations nationales. Le président croate Franjo Tudjman, ancien partisan et général communiste, converti dans les années 1980 à un nationalisme aux accents mystiques et revanchards, n'avait pas hésité, dès son arrivée au pouvoir en 1990, à remettre au goût du jour les symboles de l'État croate oustachi allié des nazis.

Les acteurs de la guerre ont souvent été mal identifiés alors que l'État fédéral se désintégrait et que de nouvelles entités étatiques émergeaient. Les hommes mobilisés ont eu des statuts divers : militaires de carrière, conscrits, réservistes, volontaires - parfois seulement du week-end - ou encore miliciens, nationaux ou internationaux. De leur côté, les militaires de la mission onusienne ont maintes fois raconté l'inadéquation des moyens et des fins ainsi que l'absurdité du mandat de maintien de la paix en contexte de guerre. Ce conflit signe ainsi la fin de la confiance dans les formes d'interventions internationales imaginées dans l'après-1945, notamment avec les Casques bleus. Il affecte aussi l'image de l'Union européenne, modèle politique certes désirable pour les Balkaniques mais impuissante en temps de guerre.

Les bouleversements de la fin du communisme en Europe de l'Est et en URSS sont la cause la plus immédiate de la déstabilisation politique, économique et sociale qui prélude à la guerre. La crise économique sévère que subit la Yougoslavie à partir de 1985 s'inscrit dans le cadre plus global des politiques néolibérales initiées par les États-Unis et le Royaume-Uni, et se traduit à partir de 1987 par une inflation galopante. La dissolution, dès janvier 1990, de la Ligue des communistes de Yougoslavie en-

traîne un vide politique. L'absence d'alternative au niveau fédéral et l'organisation d'élections multipartites dans chacune des six républiques constituant la Yougoslavie, selon des calendriers différents, engendrent la crise ouverte de la Fédération. Sauf en Serbie et au Monténégro, ces élections se soldent par la victoire de formations qui, comme en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, prétendent représenter un peuple sur des bases ethniques.

Mais l'effondrement n'aurait pas été si rapide sans une décomposition lente du système. La Yougoslavie n'était pas parvenue à se démocratiser, échec imputable aux dirigeants communistes et au premier d'entre eux : Josip Broz, dit « Tito ». Désireux de garder le pouvoir personnel, il était devenu le garant ultime de l'unité yougoslave.

Au début des années 1970, la réponse de Tito aux demandes de démocratisation du pays passait par davantage de pouvoir aux républiques et aux provinces autonomes. La réforme constitutionnelle de 1974 parachève la fédéralisation déjà importante du pays, au risque d'accentuer de manière irréversible les différences entre les républiques et d'altérer leur solidarité mutuelle. Après la mort de Tito en 1980, le pays fut gouverné par un Comité présidentiel, composé de représentants des unités fédérales, qui échoue à réformer le système.

A cela s'ajoutent les deuils mal réglés de la Seconde Guerre mondiale. Entre 1941 et 1945, une terrible guerre civile a ravagé l'ancien royaume de Yougoslavie, démembré entre l'État indépendant de Croatie (dirigé par les Oustachis alliés des nazis et occupant aussi toute la Bosnie-Herzégovine) et les territoires occupés par l'Allemagne nazie et ses al-

liés (l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie, c. f. *carte*, p. 20). Dans les années 1990, on a pu constater à quel point les mémoires douloureuses de la Seconde Guerre mondiale étaient restées enfouies. Un sujet aussi grave que le nombre de victimes dans les camps de concentration dirigés par les Oustachis n'avait, ainsi, pas été éclairci.

« Yougonostalgie » ?

L'histoire de la Yougoslavie au XX<sup>e</sup> siècle a tendance à être réinterprétée à la lumière de sa fin, comme le conflit inéluctable des peuples qui la composaient. Or la politisation des appartenances ethniques a été davantage la conséquence des conflits et de la façon dont la paix s'est imposée. Ainsi, en Bosnie-Herzégovine, l'ethnisation des rapports sociaux s'est considérablement renforcée dans le cadre de la division du pays en deux entités et de la décentralisation mise en place par les accords de Dayton.

Le pays disparu joue aujourd'hui un rôle ambigu dans la mémoire des citoyens des États successeurs. Alors que les historiographies officielles en ont fait un repoussoir et un coupable tout désigné pour les maux du présent, la « yougonostalgie », même diffuse et ambivalente, est omniprésente. Depuis les années 2010, un nouveau courant d'histoire sociale et culturelle se penche sur la période socialiste. Un de ses enjeux est la sortie des lectures eschatologiques qui font de la guerre la suite logique de la création de la Yougoslavie. Ces historiens s'intéressent à la vie quotidienne des citoyens ordinaires, aux particularités du régime socialiste et décortiquent les passages complexes entre rupture du lien social et revendications nationales, demande de démocratisation et replis

## Documents sauvegardés

communautaires, pour mettre en lumière notamment les ingrédients qui ont permis l'explosion de violence.

**Encadré(s) :****Anne Madelain**

Maîtresse de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco)

*Elle a notamment publié L'Expérience française des Balkans, 1989-1999 (Presses universitaires François-Rabelais, 2019).*

*Ce texte est une version adaptée de l'article publié dans L'Histoire n° 460, juin 2019.*

**CHRONOLOGIE**

La dislocation d'un État

1990, janvier *Éclatement de la Ligue des communistes de Yougoslavie.*

1990-1991 *Élections multipartites au niveau de chaque république (et non au niveau fédéral).*

1991, juin-septembre *Proclamation d'indépendance de la Slovénie, de la Croatie et de la Macédoine.*

25 août *Début du siège de Vukovar, en Croatie, où la guerre démarre.*

1992, février-mars *Référendum et proclamation d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.*

Avril *Début du siège de Sarajevo.*

1993, janvier *Attaque de milices nationalistes croates soutenues par Zagreb en Bosnie et en Herzégovine.*

1995, 11-16 juillet *Massacre de Srebrenica (8 000 musulmans tués par les soldats de Mladic).*

21 novembre *Accords de Dayton, officialisés le 14 décembre par le traité de l'Élysée. La Bosnie est divisée en deux entités.*

1996, 29 février *Fin officielle du siège de Sarajevo.*

1998, février-mars *Opérations militaires menées par Belgrade contre les rebelles albanais du Kosovo.*

1999, mars *Intervention armée de l'Otan pour le Kosovo, placé en juin sous administration de l'ONU.*

**1993 : un tribunal pour crimes de guerre**

**Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a été institué à La Haye en 1993 par le Conseil de sécurité de l'ONU. Il est le premier tribunal international chargé de juger les auteurs de crimes de guerre depuis ceux de Nuremberg et de Tokyo. Pendant ses vingt-quatre ans d'existence, jusqu'en 2017, il a mis en accusation 161 personnes, dont 90 furent condamnées pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Parmi elles, des chefs d'État, comme Milosevic, ancien président de la Serbie (son procès, ouvert le 12 février 2002, est interrompu par sa mort en 2006) ou Radovan Karadzic, ancien leader des Serbes de Bosnie (ci-dessus, lors de sa première comparution en 2008). L'un des acquis du TPIY est précisément d'avoir ancré dans les habitudes (et dans le droit) que les hautes fonctions ne constituaient pas un rempart en cas de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. On lui doit une**

**autre décision novatrice, celle d'avoir inscrit le viol comme crime de guerre, dès 1993, et comme crime contre l'humanité, en 2001.**



## Documents sauvegardés

**LA CROIX**

© 2025 la Croix. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251112-LC-cue-print-la\_croix-sr2ic9u

## Nom de la source

La Croix

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

France

Mercredi 12 novembre 2025

La Croix • no. 43370

• p. 8

• 635 mots



Page 8

## Dans une Serbie pro-Poutine, les exilés russes se font discrets

Giovanni Vale, envoyé spécial à Belgrade (Serbie)

**Alors que la Serbie maintient son alliance traditionnelle avec la Russie et que le pouvoir se durcit, les exilés russes arrivés dans le pays depuis 2022, redoutent désormais d'être expulsés.**

**A**près avoir passé trois ans à Belgrade, Anastasia, originaire de Tomsk en Sibérie occidentale, est prête à faire ses valises. Avec son mari qui travaille dans l'informatique, elle va déménager en Espagne. « *Je ne regrette pas mon temps ici, j'adore cette ville (mis à part la qualité de l'air), mais je me sens discriminée : il est très difficile d'obtenir un passeport serbe, alors que je vois régulièrement des hommes politiques russes le recevoir sans problème*, explique-t-elle. *Et puis, avec l'autoritarisme qui grimpe ici, je n'ai pas envie de me retrouver dans dix ans dans la même situation qu'en Russie.* »

Anastasia et son mari sont arrivés à Belgrade – comme beaucoup d'autres compatriotes – au printemps 2022, suite à l'invasion russe de l'Ukraine. Au début, se souvient-elle, la communauté des exilés russes était très active, organisant souvent des manifestations contre la guerre et contre Poutine. Mais désormais, les Russes de Serbie se font discrets. « *On risque d'être expulsés*, affirme Anastasia. *Un photographe russe,*

*auteur d'un cliché devenu célèbre montrant une manifestation antigouvernementale organisée par les étudiants serbes, a été expulsé.* » Vladimir Volohonsky était aussi arrivé à Belgrade au printemps 2022, mais un an plus tard, son permis de séjour n'a pas été renouvelé. Cet entrepreneur de l'informatique, élu au conseil municipal de Saint-Petersbourg, figurait parmi les voix les plus critiques de Poutine en Serbie. « *Le ministère de l'intérieur serbe m'a dit que je représentais un danger pour la sécurité du pays, mais sans me donner d'autres explications* », raconte-t-il depuis son nouveau bureau à Berlin. Depuis, Volohonsky a déposé un recours auprès de la Cour constitutionnelle serbe et est en attente du verdict.

Bien qu'elle soit candidate à l'entrée dans l'Union européenne, la Serbie demeure très proche de la Russie, et le gouvernement du président Aleksandar Vucic refuse toujours d'imposer des sanctions contre Moscou. « *J'étais convaincu que Vucic allait finir par céder aux pressions occidentales, mais il se trouve qu'il y a des liens personnels dif-*

*ficiles à couper entre les exécutifs serbe et russe*, explique Nebojsa Vladislavjevic, professeur à la faculté des Sciences politiques de Belgrade. *Aleksandar Vulin, ancien chef des services de renseignements serbes et l'un des collaborateurs les plus proches de Vucic, est un grand allié de la Russie.* »

Le cas de NIS, la compagnie nationale pétrolière de la Serbie, montre bien à quel point les deux pays sont liés. Depuis début octobre, l'entreprise, détenue majoritairement par Gazprom et d'autres sociétés russes, est frappée par des sanctions américaines. Par conséquent, les paiements par carte bancaire ne sont plus possibles dans les stations-service serbes et, pire encore, l'entreprise croate Janaf a interrompu la vente de pétrole brut à NIS, qui gère la seule raffinerie du pays. Alors que la Serbie risque de se retrouver sans essence, Vucic a assuré début novembre qu'« *avec nos amis américains et russes, nous allons résoudre ce problème et ce sera un grand soulagement* ».

L'équilibrisme diplomatique de Vucic est connu. À Bruxelles, il répète son en-



## Documents sauvegardés

gagement pour le parcours européen de la Serbie, mais une fois rentré au pays, il change de discours. *« Depuis l'arrivée au pouvoir de Vucic en 2012, l'exécutif serbe et ses médias font la promotion de la Russie et de la Chine, tout en critiquant âprement l'Union européenne, poursuit Nebojsa Vladislavljevic. Mais lorsqu'on aura des médias libres, je pense que la grande méfiance qui règne au sein de la société serbe envers l'UE s'atténuera. »*

## Documents sauvegardés

**LE FIGARO**

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250919-LF-1112x20x21636131088

**Nom de la source**

Le Figaro

Vendredi 19 septembre 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

Le Figaro • no. 25214

**Périodicité**

Quotidien

• p. 12

• 1828 mots

**Couverture géographique**

Nationale

International

**Provenance**

France



## Dodik pousse la Bosnie-Herzégovine sur une pente dangereuse

Destitué, frappé de sanctions, l'ex-président de la Republika Srpska Milorad Dodik s'accroche au pouvoir. Au risque d'une rupture avec Sarajevo et d'une remise en cause des accords de paix de Dayton.

Cubriilo, Milica

**M**ilorad Dodik vaincra, la Republika Srpska vaincra. Quand le peuple y croit, les jugements tombent », proclame un panneau publicitaire géant à l'effigie de l'ancien président, posant, sûr de lui. Il se dresse au bout de la principale avenue de Banja Luka, bordée de bâtisses austro-hongroises, qui débouche sur la forteresse Kastel du Moyen Âge, la rivière émeraude Vrbas et la mosquée ottomane de Ferhat Pacha datant du XVI<sup>e</sup> siècle, dans le cœur historique de la capitale de la Republika Srpska (RS).

L'annonce de ce qui prend l'allure d'un plébiscite se propage en RS, l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine (BiH). Son chef politique déchu s'accroche au pouvoir, au risque de faire chavirer tout le pays, en proie à la plus grande crise politique depuis la fin de la guerre (1992-1995) qui avait suivi la proclamation de son indépendance de la Yougoslavie.

Au bout d'un an de procès, Milorad Dodik, 66 ans, a été condamné en février dernier par la Cour d'État de la BiH à un an de prison et six ans d'inéligibilité

pour non-respect des décisions du haut représentant international, Christian Schmidt, chargé de veiller au respect de l'accord de Dayton, signé il y a trente ans pour rétablir la paix. Un jugement confirmé en appel le 1<sup>er</sup> août dernier. La commission électorale centrale lui a aussitôt retiré son mandat et a annoncé la tenue d'une élection anticipée le 23 novembre prochain pour élire un nouveau président.

« C'est le peuple qui m'a donné mandat et c'est lui qui décidera s'il accepte ces décisions lors d'un référendum qui se tiendra le 25 octobre en RS. Je refuse d'obéir à l'occupant étranger et aux musulmans de Sarajevo. Il n'y aura pas de scrutin le 23 novembre prochain en RS », a rétorqué Dodik le colosse. Pour lui, l'actuel haut représentant de l'ONU n'a pas de légitimité, la Russie et la Chine n'ayant pas soutenu sa nomination en 2022.

Depuis l'arrivée de Schmidt à Sarajevo, à l'été 2021, le bras de fer n'a cessé de se durcir. Dodik a fait adopter dans son entité deux lois interdisant l'entrée en vigueur des décisions du haut représentant et des arrêts de la Cour constitution-

Radivoje Pavicic/AP

nelle de Sarajevo. Christian Schmidt a d'abord annulé ces lois en 2023, puis a fait ajouter au code pénal le délit de non-respect des décisions du haut représentant. C'est sous cette nouvelle incrimination que la justice bosnienne a condamné Dodik, début 2025, à un an de prison et, surtout, à six ans d'inéligibilité. Lors de son procès, l'ancien président a déclaré que c'était l'occasion de « se débarrasser de Sarajevo et de la Bosnie-Herzégovine », car il considère la BiH comme une colonie occidentale.

Après avoir malgré tout réglé 19 000 euros de caution pour éviter la prison, l'homme fort de Banja Luka a enfoncé le clou le 2 septembre dernier. Soutenu par une Assemblée contrôlée par son Alliance des sociaux-démocrates indépendants (SNSD), il a fait voter la confiance à un nouveau gouvernement et annoncé un deuxième référendum dans les mois à venir, cette fois sur la sécession de la RS.

« La Constitution est très claire : seul le président peut proposer un premier ministre », rappelle Aleksandar Savanovic,



## Documents sauvegardés

professeur de sciences politiques à l'université de Banja Luka. *« Ce gouvernement est donc illégal. Tout comme le référendum n'aura aucune valeur. Ce n'est pas aux citoyens d'accepter ou non des décisions de justice. »* Pour lui, la Republika Srpska est *« en voie de palettisation, avec des institutions non reconnues et un isolement qui va s'aggraver »*.

*« C'est un baroud d'honneur, nuance Tanja Topic, analyste politique de la Fondation Friedrich Ebert. En réalité, l'étau se resserre autour de Dodik et son parti peine à mobiliser. Les manifestations de soutien organisées ces derniers mois illustrent une érosion : la foule se réduit et seuls les fonctionnaires, contraints de participer, en nourrissent encore les rangs. Son propre parti commence à se déliter. »*

De fait, les sanctions américaines imposées depuis 2017 à Milorad Dodik et à ses proches et les rapports du Trésor américain détaillant leurs réseaux financiers ont provoqué la répulsion de la population. Les États-Unis, mais aussi l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne et la Lituanie l'ont interdit de séjour, lui reprochant non seulement son nationalisme exacerbé, ses velléités sécessionnistes et sa proximité avec le Kremlin, mais aussi d'avoir mis l'entité serbe en coupe réglée à son profit et à celui de son entourage. *« Depuis quelques mois, on voit de plus en plus de voitures de luxe neuves à Banja Luka. Le cercle autour du pouvoir achève de vider les caisses »*, lâche un chauffeur de taxi furiex.

*« Depuis sa prise de pouvoir, en 2006, les contrats gouvernementaux sont orientés vers des entreprises liées à la famille Dodik, avec à leur tête des*

*fidèles ou recourant à des prête-noms, affirme l'économiste Sinisa Vukelic, à la tête du portail indépendant Capital.ba. Tout est source de profit : l'énergie, les forêts, l'agriculture, les équipements informatiques... Milorad Dodik est un prédateur. Il a commencé comme trafiquant de cigarettes pendant la guerre, aujourd'hui sa fortune atteint plusieurs milliards d'euros. »* Cette fortune serait placée en Serbie, en Hongrie, à Chypre, mais aussi en Croatie et en Slovénie.

L'indéboulonnable leader serbe vivrait-il ses derniers jours au pouvoir ? *« Il a été surpris par les décisions judiciaires, estime Sead Turcalo, spécialiste des questions sécuritaires à l'université de Sarajevo. Il espérait que le retour au pouvoir du président Trump entraînerait un assouplissement des sanctions américaines. Maintenant, il prend conscience que la fin s'approche et son instinct de survie d'animal blessé s'est déclenché, avec une brutalité qui peut donner lieu à divers dérapages. Les menaces sécessionnistes sont un chiffon rouge adressé à l'Occident pour faire monter les enchères dans les négociations, le but étant d'éviter la prison et de sauver au moins une partie du capital »*, analyse-t-il.

En plus de divers lobbyistes engagés aux États-Unis, la fidèle Zeljka Cvijanovic, qui siège à la présidence de la BiH, a été dépêchée à Washington par Milorad Dodik la semaine dernière pour plaider sa cause. Lui-même s'est rendu à Moscou le 8 septembre pour s'assurer du soutien russe. *« Christian Schmidt usurpe le pouvoir en Bosnie et tente de mettre au pas l'entité serbe. Cela risque de provoquer la déstabilisation de tous les Balkans »*, a déclaré le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov,

prévenant que Moscou plaiderait la cause de Dodik au Conseil de sécurité de l'ONU le 31 octobre, sous sa présidence. Parallèlement, le Département d'État et l'ambassadeur américain à l'Otan, Matthew Whitaker, insistent sur *« la nécessité d'éviter toute escalade »*.

En attendant de savoir si la Bosnie sera un pion dans le jeu de la Russie ou des États-Unis dans un contexte de guerre hybride, la campagne pour le scrutin du 23 novembre s'amorce. *« Je ne vois pas d'obstacle à ce que le SNSD ait son candidat »*, a dit Milorad Dodik cette semaine, lâchant du lest. *« Il s'agit pour le SNSD de ne pas se mettre hors jeu, car l'opposition, elle, ne laissera pas passer l'occasion. Si Dodik arrive à rester président de son parti, cela lui permettra de tirer les ficelles encore quelque temps »*, explique Tanja Topic.

Depuis son bureau de l'Assemblée nationale, à Banja Luka, auquel mènent des couloirs déserts et froids, le chef du groupe parlementaire du Parti du progrès démocratique (PDP), le « modéré » Igor Crnadak, entend participer : *« Les accords de Dayton font déjà de la Republika Srpska un État dans l'État. Nous n'avons pas besoin de plus. La priorité, c'est de combattre la corruption, de se concentrer sur l'économie et de normaliser les relations avec Sarajevo. »* Mais l'opposition est surtout incarnée par le populaire maire de la capitale, Drasko Stanivukovic, lui aussi membre du PDP. Élu en 2020, à 27 ans à peine, c'est un fidèle du président de la Serbie voisine, Aleksandar Vucic. *« Stanivukovic ne prendra aucune décision sans l'accord de Belgrade, assure Tanja Topic. Vucic est peut-être en train de préparer l'après-Dodik, en plaçant encore plus la Republika Srpska sous son contrôle. En tout cas, ici, les gens ne*



## Documents sauvegardés

*croient que les médias de Belgrade à la botte de Vucic et il est impossible de le critiquer. » Le seul qui s'y soit risqué, le député Nebojsa Vukanovic, du Mouvement pour l'ordre et la justice, a vu incendier sa voiture en mars dernier...*

*« Le plus inquiétant demeure l'absence totale de réaction des autorités de Sarajevo, de l'Eufor (la force d'intervention de l'Union européenne, NDLR) et de l'UE, qui s'est contentée, par l'intermédiaire de sa représentation sur place, de considérer que le référendum de Milorad Dodik serait « contraire à l'état de droit » », lâche, amer, Stefan Blagic, animateur de l'ONG Restart.*

Un référendum débouchant sur une sécession de la RS placerait dans une position bien délicate les quelque 50 000 Bosniaques (musulmans) qui y vivent encore, les autres cohabitant avec les Croates dans l'autre entité de Bosnie. *« Ici, nous sommes des citoyens de second rang, même si les relations au quotidien sont normalisées. La police ne compte que 3 % de Bosniaques et les institutions municipales, qui emploient des milliers de personnes, cinq ! Mais, vu de Sarajevo, nous sommes quantité négligeable et donc livrés à nous-mêmes »,* déplore Admir Cavka, 33 ans, responsable de l'association caritative Merhamet à Banja Luka.

Un sentiment que partage Samir Bacevic, vice-maire de Bijeljina, dans le nord-est de la Bosnie, au confluent de la Drina et de la Save, les rivières dessinant les frontières avec la Serbie et la Croatie. Cette commune, la deuxième en population de la RS, abrite la principale communauté bosniaque de l'entité. Le vice-maire, membre du Parti d'action démocratique (SDA), avait 20 ans lorsqu'il est rentré d'Allemagne dans la

maison familiale de Janja, une bourgade à une dizaine de kilomètres de Bijeljina, où vivent 5 000 Bosniaques et 3 000 réfugiés serbes, installés durant la guerre et eux-mêmes venus d'autres régions du pays. La terre y est fertile, on exporte du blé, des poivrons, des choux, des tomates et beaucoup de pommes de terre. *« On a l'habitude des ballons d'essai de Milorad Dodik. Mais ici, on se concentre sur le quotidien et le vivre-ensemble. Ce qui est sûr, c'est que cette crise politique accentuera encore l'exode des jeunes »,* dit Samir Bacevic.

*« L'histoire se répète : les annonces de référendum agitées à tout va et l'inaction de la communauté internationale »,* soupire en écho Jusuf Trbic, à l'ombre d'arbres centenaires du grand parc de la ville planté durant l'Empire austro-hongrois. Journaliste à la retraite, il est un des rares survivants des massacres commis par les forces serbes à Bijeljina, grâce à quelques amis serbes avec lesquels il avait grandi. *« Quand l'histoire bégaye, on a tendance à croire à une farce, mais celle-ci pourrait se révéler tragique »*, conclut cet homme au regard bleu tendre.

#### Illustration(s) :

Milorad Dodik s'adresse à ses partisans à Banja Luka, après un jugement le condamnant pour avoir défié les décisions du haut représentant de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, le 26 février.

## Documents sauvegardés

**L'Humanité**

© 2025 L'Humanité. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250821-HU-574344

**Nom de la source**

L'Humanité

Jeudi 21 août 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

L'Humanité

• p. 14

**Périodicité**

Quotidien

• 725 mots

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France



# En Bosnie-Herzégovine, Milorad Dodik refuse de quitter le pouvoir

Vadim Kamenka

**Balkans Condamné par la justice, l'homme fort de l'entité serbe au sein de la République fédérale a été démis de sa charge de président de la Republika Srpska. Une nouvelle élection est censée être organisée dans un délai de trois mois.**

**A**u sein de la République fédérale de Bosnie-Herzégovine, le bras de fer lancé par l'ancien président de la Republika Srpska (la République serbe de Bosnie, RS) Milorad Dodik plonge l'entité serbe dans une crise politique majeure. La cour d'appel à Sarajevo, saisie par l'avocat de l'ancien dirigeant, a confirmé lundi la décision formelle de la commission électorale bosnienne de le déchoir de son mandat. Le 1er août, elle avait condamné Milorad Dodik à un an de prison et à six ans d'inéligibilité, pour avoir refusé d'appliquer les décisions rendues en 2023 par le haut représentant international en Bosnie-Herzégovine, Christian Schmidt. Depuis la fin de la guerre (1992-1995), ce dernier est chargé de faire respecter les accords de Dayton signés il y a près de trente ans.

Cette décision de justice doit amener la commission électorale à convoquer des élections anticipées d'ici quatre-vingt-dix jours, pour élire un nouveau président de l'entité qui exercera son mandat jusqu'aux élections générales prévues en

octobre 2026. Le dirigeant déchu de 66 ans refuse de se soumettre à ce jugement. « Je ne le respecterai pas. Je respecte la volonté du peuple. Vous avez été arrogant, et vous vous attendez à ce que je sois soumis. Je ne le serai pas. Je suis le président de la Republika Srpska, et vous pouvez écrire ce que vous voulez. J'ai été élu par le peuple, je ne serai pas remplacé par un gouvernement étranger », a-t-il déclaré sur X.

Afin d'éviter de purger sa peine de prison, Milorad Dodik l'a convertie en jours-amendes en payant environ 18 000 euros, mais conteste la légalité de la décision judiciaire. Il a déjà promis d'empêcher la tenue d'une présidentielle sur le territoire serbe. « Il n'y aura pas d'élection présidentielle en Republika Srpska, de quelque manière que ce soit, et toute tentative sera empêchée. Nous n'attendons aucune intervention extérieure et nous nous y opposerons », a-t-il lancé.

Après avoir également déposé plusieurs recours devant différents tribunaux, l'ancien président, qui a dirigé sans discon-

tinuer l'entité serbe depuis 2006, a également annoncé la tenue d'un référendum d'ici à fin septembre sur sa politique et s'il devait ou non se retirer. « Nous demandons le respect et la liberté, qui passeront par le référendum. Tel est notre message : ramenez-nous à l'accord de paix de Dayton. Nous donnerons notre avis lors du référendum prévu fin septembre », a-t-il déclaré.

## Une opinion publique atone

Une initiative jugée anticonstitutionnelle, car les deux entités de la République fédérale - la République serbe de Bosnie et la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine (croato-bosniaque) - ne disposent pas des compétences pour organiser un tel vote, qui relèvent de l'État central. Interrogée par le site European Western Balkans, la directrice du bureau de la Fondation Friedrich Ebert à Banja Luka, Tanja Topic, convient que « la marge de manœuvre de Milorad Dodik est considérablement réduite (...). Plusieurs problèmes se posent concernant un référendum : d'une part, celui-ci ne serait pas



## Documents sauvegardés

juridiquement contraignant, mais constituerait simplement une sorte de sondage ». « D'autre part, les citoyens ne peuvent pas, par leur opinion, abolir le jugement définitif. Quiconque pense que cela est possible induit les citoyens en erreur et détruit l'État de droit déjà fragile », conclut-elle.

Dans son combat pour assurer sa survie politique, Milorad Dodik ne s'arrête pas là. Il a annoncé une série de référendums dont l'un porterait sur « la sortie de la Republika Srpska de l'emprise mortelle de la Bosnie-Herzégovine ». Par ailleurs, le premier ministre Radovan Viskovic, en poste depuis 2018, a présenté sa démission, le 18 août, lors d'une conférence de presse depuis la ville de Banja Luka, la capitale de la Republika Srpska. Aux côtés de l'ancien président, il a expliqué que son départ était sa « contribution » à la mise en place d'« un consensus plus large en RS ». Visé depuis 2023 par des sanctions américaines pour avoir sapé l'accord de paix de Dayton, Radovan Viskovic a appelé à la formation d'un gouvernement d'« union nationale ». Les partis d'opposition ont pour l'instant refusé ce coup de force. Une partie de l'opinion qui soutenait Dodik ne semble pas prête à tomber dans le piège de l'ancien président.



## Documents sauvegardés

**Le Monde**

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250527-LM-202505272x20x23236222379x215

**Nom de la source**

Le Monde

Mardi 27 mai 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

Le Monde

• p. 24

**Périodicité**

Quotidien

• 1375 mots

**Couverture géographique**

Internationale

**Provenance**

France



Voyage

## En Bosnie-Herzégovine, trésors de pierre, canyons et cyprès

Ce pays des Balkans au passé douloureux est riche en lieux historiques et en paysages montagneux, des chutes de Kravica aux sites olympiques de Sarajevo, d'une forteresse médiévale au bunker de Tito

Hubert Prolongeau

**S**arajevo - En arrivant, on cherche les cicatrices. Et on les trouve : impacts de balles sur les immeubles, marques d'obus mal recouvertes par du ciment, et ces bouleversantes « roses de Sarajevo », pétales de céramique rouge qui marquent les endroits où les bombardements ont tué des groupes de civils. De 1992 à 1996, Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, a subi le plus long siège de l'histoire moderne.

En montant vers les hauteurs de la ville, située dans une cuvette, il est possible d'aller sur la ligne de front d'où les tireurs d'élite serbes abattaient au hasard les habitants contraints d'emprunter, pour aller chercher de l'eau et se rendre à leur travail, celle qu'on a surnommée depuis l'« allée des Snipers ». Le plus émouvant de ces souvenirs est le tunnel appelé « tunnel de l'Espoir », transformé aujourd'hui en musée : 800 mètres creusés en quatre mois par les habitants et passant sous l'aéroport, qui fut la seule route d'approvisionnement de la ville assiégée.

Malgré les déclarations du chef politique des Serbes bosniens, Milorad Dodik, sous le coup depuis le 27 mars d'un mandat d'arrêt international de la justice bosnienne pour avoir prôné la sécession de la République serbe de Bosnie, l'une des trois entités régionales qui composent la Bosnie-Herzégovine, le visage qu'offre aujourd'hui Sarajevo est au contraire celui d'une ville particulièrement ouverte.

Surnommée la « Jérusalem de l'Europe », elle est la seule capitale européenne à posséder dans un périmètre très restreint une mosquée, une synagogue et deux églises, l'une catholique, l'autre orthodoxe. Même envahi par les restaurants typiques et les boutiques de souvenirs, le vieux quartier ottoman de la ville, centré autour de la fontaine Sebilj, garde cette âme tolérante. Tout près se trouve l'emblématique bibliothèque, brûlée par les Serbes en août 1992, rénovée depuis et devenue la mairie de la ville. L'intérieur, très oriental, abrite aussi un musée d'art contemporain.

D'autres souvenirs se mêlent à ceux du

conflit : ceux de l'assassinat, le 28 juin 1914, de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme, qui mit le feu aux poudres de la première guerre mondiale, et ceux des Jeux olympiques d'hiver de 1984. Quatre montagnes olympiques, dont Trebevic et Igman, les deux plus connues, entourent la ville et ont gardé des équipements de l'époque, tremplins ou piste de bobsleigh devenus à la fois lieux de promenades et toiles pour graffitis.

Entre les pics Bjelasnica, Lovnica et Obalj, le village de Lukomir, à une heure de 4 x 4 de Sarajevo, le plus haut du pays (1 495 mètres d'altitude), est le point de départ de multiples randonnées. Des maisons traditionnelles en pierre recouvertes de bois s'y dressent encore. Au dernier recensement (en 2013), ils n'étaient plus que 13 habitants à vivre là-haut de façon permanente – 400 moutons paissent alentour, mais c'est le tourisme qui maintient le village à flot. La vue sur le canyon de la rivière Rakitnica mérite à elle seule l'excursion.

L'œcuménisme souriant de Sarajevo se



## Documents sauvegardés

retrouve partout dans les villages du centre du pays, où les minarets et les clochers se mêlent parfois dans la même cacophonie d'annonces, muezzin d'un côté, carillons de l'autre. Nous entrons en Herzégovine, région méridionale de la Bosnie-Herzégovine, riche en vallons et canyons. La rivière Neretva coule des flots d'un bleu parfois turquoise. Des lacs se succèdent. Du superbe patrimoine architectural de la contrée, le plus célèbre exemple est Mostar, au centre de la région, dont le pont, détruit pendant la guerre, est une merveille classée par l'Unesco.

Arche unique franchissant en dos d'âne la rivière à 29 mètres à son point le plus haut, il est encadré par deux tours fortifiées. Construit en 1565, il a été démoli par les Croates en novembre 1993 et reconstruit à grands frais ensuite, devenu depuis le symbole de l'union entre les Bosniaques et les Croates. Autour de lui s'étendent un joli vieux quartier et une multitude de restaurants. Non loin, c'est une autre merveille naturelle avec les chutes de Kravica, qui tombent de 26 mètres de hauteur sur 120 mètres de largeur, créant un cirque très fréquenté par les baigneurs l'été. Après Mostar, en continuant vers le sud, les vignes et les oliviers se multiplient, jusque sur les terrasses des maisons. La végétation est plus méditerranéenne, s'opposant au climat tempéré de la région de Sarajevo. Pins et cyprès apparaissent. Beaucoup de résidences secondaires sont construites le long de la rivière Bregava.

### Vert opale des eaux

Les Romains, les Slaves, les Ottomans, les Austro-Hongrois ont successivement envahi la Bosnie-Herzégovine, laissant partout des traces de leurs passages. Beaucoup sont des forteresses, situées

au sud de Mostar. Celle de Stolac est la plus grande et offre un superbe panorama sur la ville et le vert opale des eaux de la Bregava. A Blagaj, en plus de la forteresse, un monastère derviche s'est installé au sortir d'une grotte dans laquelle coule la Buna. Mais le plus bel ensemble est à 30 kilomètres de Mostar, Pocitelj, dont la tour remarquablement conservée, construite en 1444, domine le village et les flots de la Neretva cette fois, qui filent vers l'Adriatique et la Croatie. Le village lui-même abrite aussi la grande et belle mosquée Sisman-Ibrahim-Pacha.

Il faut ensuite remonter vers le nord et dépasser Sarajevo pour arriver à Jajce. Moins bien conservée, sa forteresse offre aussi une belle vue sur un village que distinguent trois autres attractions : une grande cascade, Pliva, qui coule d'une vingtaine de mètres en pleine ville ; 25 moulins à eaux, cabanes en bois construites à quelques mètres les unes des autres au bord du lac de Pliva ; et une église souterraine. A Travnik, dominée par le massif du Vlasic, une autre forteresse domine la ville, entourée de remparts médiévaux. C'est là aussi que se trouve la maison natale, transformée en musée, de l'écrivain Ivo Andrić (1892-1975), le seul Prix Nobel de Bosnie, auteur du *Pont sur la Drina* (Plon, 1961), ainsi qu'une très belle mosquée aux murs décorés, appelée « mosquée colorée ».

Mais la plus incroyable de ces forteresses est récente et souterraine : le bunker de Tito, « *Atomska Ratna Commanda D-O (ARK D-0)* » de son nom officiel. Situé près de Konjic, enterré sous le mont Zlatar dans le sud-ouest du pays, c'est une stupéfiante cité souterraine tenue top secret et découverte par hasard par l'armée bosniaque dans les années 1990.

De 1957 à 1975 ont été ainsi construits dans le plus grand secret, pour l'équivalent de 26 milliards de dollars actuels (23 milliards d'euros), ces 6 500 mètres carrés en forme de U pouvant accueillir (et nourrir pendant six mois) 350 personnes, soit Tito, ses proches et ses adjoints, en cas d'attaque nucléaire.

Projet dantesque, à la fois preuve d'un délire paranoïaque et d'un égoïsme hors norme, le bunker est aujourd'hui transformé en musée d'art contemporain. Les pièces (chambres, salles de bains, couloirs, garde-manger, salles de réunion) sont restées intactes. Il n'est pas certain que Tito ait jamais mis les pieds dans ce complexe.

Comme il n'est pas certain que la Vierge Marie soit vraiment apparue à Medjugorje, en Herzégovine, où six jeunes Croates affirment pourtant l'avoir vue le 24 juin 1981 et, pour certains, continuer de le faire. Mais la bourgade s'est du coup transformée en émule des française Lourdes et portugaise Fatima, accumulant magasins de souvenirs religieux et hébergements. Un chemin de pèlerinage s'élève le long de la colline aux apparitions, que certains parcourent pieds nus malgré la dureté des cailloux. Feu le pape François y a autorisé les pèlerinages officiels en 2019, légitimant la pratique de plus de 2 millions de visiteurs par an. De quoi, mêlant histoire et religion, finir par cette curiosité la visite d'un pays encore méconnu où l'une et l'autre sont extrêmement présentes.

## Documents sauvegardés



© 2025 courrierinternational.com. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0AbORqi-XueIVHWslHy-i3C6fL\_9KlyMd5cDKgQSjK3QFX  
wVdx5xMQThZA8IOMpPGFoW3dmptwbenfAX9pVH1lhF  
Wza8p\_LHR73jvkAjK4aQMjg5

news-20251101-ILW-edd\*ccoco\*c20251101\*cb20d00eb3255a9  
dff9268c06b227fa9322cd70c6

## Nom de la source

Courrier International (site web)

## Type de source

Presse • Presse Web

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Samedi 1 novembre 2025

Courrier International (site web) • 1491 mots

# En Serbie, le mouvement des étudiants rouvre des espaces de débat dans la société

Izabela Kisis

**A**nalyse.  
**En Serbie, le mouvement des étudiants rouvre des espaces de débat dans la société**

Depuis l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, le 1er novembre 2024, la contestation des étudiants ne faiblit pas en Serbie. Ce qu'ils réclament ? Un système judiciaire indépendant et des institutions transparentes et responsables. Pour cette spécialiste des droits humains, ce mouvement peut permettre d'affronter les pages sombres de l'histoire récente du pays.

Alors que le monde est secoué par plus de 120 conflits, des pénuries de nourriture et d'eau et un manque de sécurité, le mouvement étudiant serbe, déclenché par la tragédie de Novi Sad et la mort de 16 personnes, peut paraître insignifiant. Toutefois, il revêt une portée symbolique indéniable.

En cette période de tensions et de conflits géopolitiques, et d'érosion des droits humains et des principes démocratiques, la contestation étudiante en Serbie montre que les jeunes ne renon-

cent pas à l'idée de contribuer au changement. Pas moins de 70 % des étudiants interrogés à Belgrade estiment faire partie d'un mouvement mondial qui contribue activement à la démocratisation du monde.

Lorsque les étudiants européens sont descendus dans la rue en 1968 pour réclamer des changements sociaux, dans certains pays d'Europe occidentale ils ont amorcé aussi une réflexion sur des aspects douloureux du passé national. Aux Pays-Bas, selon l'historien Tony Judt, les jeunes ont brisé le mur du silence sur la collaboration avec les nazis et ont commencé à lire [Le Journal d'Anne Frank](#) sous un jour nouveau, comme un témoignage sur leur propre société. Affronter son passé n'a jamais été simple. Aujourd'hui, alors que l'Europe traverse à nouveau une vague de révisionnisme historique, la question se pose : les étudiants serbes peuvent-ils relever le défi de faire face au passé récent de leur pays ?

Le mouvement serbe en bref

**Quand.** Depuis novembre 2024.

**L'étincelle.** L'effondrement d'un auvent

situé à l'entrée de la gare de Novi Sad, deuxième ville du pays, le 1er novembre 2024, provoque la mort de quinze personnes, puis d'une seizième des suites de ses blessures cinq mois plus tard. Le drame est rapidement attribué à la corruption : la structure venait d'être rénovée.

**Le résultat.** L'événement déclenche une vague de révoltes lancée par les étudiants. Des manifestations, des blocages routiers et des grèves sont organisés au nom de la lutte contre la corruption, le népotisme et, plus généralement, le gouvernement du président Aleksandar Vucic, au pouvoir à Belgrade depuis 2014. En janvier 2025, le mouvement obtient le scalp du Premier ministre Milos Vucevic et du maire de Novi Sad, Milan Djuric. Deux mois plus tard, 350 000 personnes (107 000, selon les autorités) descendent dans les rues de la capitale, du jamais-vu depuis des décennies en Serbie. À l'approche du premier anniversaire de la catastrophe, la contestation ne faiblit pas, en dépit de la répression déployée par le pouvoir.

Bien que le mouvement en Serbie soit idéologiquement hétérogène concernant les guerres en Croatie [1991-1995], en



## Documents sauvegardés

Bosnie-Herzégovine [1992-1995] et au Kosovo [1998-1999], il a connu d'importants moments de catharsis. Les étudiants ont accueilli avec des applaudissements Goran Samardzic, qui leur a raconté comment il est parti à la guerre en Bosnie trompé par la propagande contre les Bosniaques. Son témoignage est devenu viral et a lancé un débat sur les réseaux sociaux sur le rapport de la société au passé lié à la guerre.

### Renouer des liens entre les générations

Plus important encore, [en parcourant les villes et villages de Serbie](#), les étudiants ont rencontré des gens et restauré l'esprit de communauté et de solidarité. Ils ont accompli ce que la société civile des pays d'ex-Yougoslavie n'a pas réussi à faire : renouer des liens au sein de leur génération ainsi que des liens entre les générations, le contact humain s'étant révélé essentiel pour briser les préjugés et les idées reçues.

Il n'a pas été facile pour eux de se lancer dans l'aventure de parcourir la Serbie, parfois à pied ou à vélo, avec la désapprobation de leur entourage. Mais ce "pèlerinage" s'est révélé indispensable pour reconstituer une société qui reposerait sur le patriotisme constitutionnel et non sur des politiques ethno-confessionnelles. Seule une telle Serbie peut être ouverte à tous ses citoyens et à tous ses voisins.

Il serait politiquement irresponsable de réduire l'ensemble du mouvement étudiant au [rassemblement de Vidovdan](#) (qui a eu lieu le 28 juin) et à ses relents nationalistes, notamment au sujet du [Kosovo](#). De tels moments existent, le mouvement n'est pas exempt de nationalisme, mais cela ne représente pas l'es-

prit du mouvement dans son ensemble. La situation est compréhensible : les étudiants ont grandi dans une société qui propageait une seule interprétation des guerres, les empêchant de développer de l'empathie pour l'autre.

Témoignage "Contre un système pourri"

**"Contre quoi luttons-nous ? Contre un système pourri, contre un groupe de personnes avec le Parti progressiste serbe [SNS] à sa tête qui pense pouvoir tout se permettre. Tout doit changer en Serbie, du système à la mentalité des gens habitués aux 'ça peut être pire', 'ça ne me regarde pas'. Ça regarde tous les citoyens de notre pays : enseignants, mineurs, étudiants, agriculteurs, politiques, apolitiques, jeunes, vieux",** a déclaré Branislav Djordjevic, étudiant en histoire à l'université de Novi Sad, à l'hebdomadaire serbe

En mars, il a été accusé avec 11 autres étudiants et militants de Novi Sad de porter atteinte à l'ordre constitutionnel et à la sécurité de l'État. Depuis, il vit en exil et sera jugé par contumace.

Une étude de la faculté des sciences politiques, réalisée dans les universités de Belgrade aux mois de février et de mars, pendant la période la plus intense des manifestations, permet de mieux comprendre les positions des étudiants, notamment lors des assemblées générales (plenums), dont relève la prise de décisions collectives. Selon les auteurs de l'étude, les professeurs Milan Besic et Slobodan Markovic, les étudiants agissent en AG de manière très parlementaire et inclusive.

Ils ont adopté des principes qui permettent la prise de décision, même dans

le cadre de débats interminables, chacun ayant le droit d'exprimer son opinion. Malgré les différences entre ces opinions, ils parvenaient à trouver un point de vue commun et à plaider systématiquement en faveur de la justice, et contre la violence et la répression. L'étude montre également que le soutien à l'adhésion à l'Union européenne est plus élevé parmi les étudiants que dans la population serbe en général.

### Débat sur la guerre, la responsabilité et la justice

Un espace de débat ouvert, des médias et un système judiciaire indépendants, des institutions transparentes et responsables sont les conditions préalables au progrès social de la Serbie. Tout cela est d'ailleurs présent dans les revendications des étudiants. C'est la voie qui assure la transition d'une société du conflit vers une société démocratique, où les institutions fonctionnent et où l'État de droit devient une réalité.

La contestation étudiante marque le début du déblocage de l'espace public, sans lequel il n'y a pas de véritable débat, encore moins de mise en question des conséquences politiques et sociales des guerres qui continuent à façonner la vie des sociétés postyougoslaves. C'est là que la contestation prend toute son importance, non seulement comme acte de résistance, mais aussi comme préambule à un débat sur la guerre, la responsabilité et la justice.

Les étudiants serbes apportent quelque chose de nouveau. Grâce aux assemblées générales, à leur mode de prise de décision et au déroulement de leurs débats, ils ont démontré l'existence d'un modèle d'action différent, fondé sur l'écoute et l'inclusion. S'ils militent

## Documents sauvegardés

sincèrement pour que la Serbie devienne une république et un État de droit, ils ont la lourde responsabilité d'ouvrir les pages sombres de l'histoire serbe, dont leurs parents et leurs aînés sont responsables.

Témoignage "Les étudiants dérangent le pouvoir"

Étudiante en lettres à l'université de Nis, Andjela Jeremic est sous le feu des projecteurs depuis qu'elle a appelé l'université et les citoyens de la ville à se réveiller au sujet de la violente répression contre les étudiants, les professeurs et les lycéens. Elle estime que le pouvoir serbe a un problème avec les jeunes diplômés et le savoir en général : **"J'ai l'impression que l'école et l'université ne comptent plus, que les jeunes éduqués sont considérés comme une menace car ils réfléchissent et défendent leurs opinions. C'est une bombe à retardement. Les étudiants dérangent le pouvoir, c'est la raison pour laquelle il nous qualifie de mercenaires et d'agent payés par l'étranger"**, a-t-elle martelé auprès de la chaîne . Andjela Jeremic refuse de quitter la Serbie, persuadée qu'il faut lutter pour un meilleur avenir.

**Cet article est paru dans Courrier International (site web)**

[https://www.courrierinternational.com/article/analyse-en-serbie-le-mouvement-des-etudiants-rouvre-des-espaces-de-debat-dans-la-societe\\_236287](https://www.courrierinternational.com/article/analyse-en-serbie-le-mouvement-des-etudiants-rouvre-des-espaces-de-debat-dans-la-societe_236287)



## Documents sauvegardés



**Radio France  
Internationale (français)  
(site web) - RFI (French)**

Copyright 2025 Radio France Internationale  
- All rights of reproduction and distribution re  
served. Provided by Syndigate Media Inc. T  
ous droits réservés

Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250711-SRFA-100612\_57191558578

**Nom de la source**

Radio France Internationale  
(français) (site web) - RFI  
(French)

Friday, July 11, 2025

Radio France Internationale  
(français) (site web) - RFI  
(French) • 828 mots

**Type de source**

Presse • Presse Web

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Internationale

**Provenance**

Paris, Ile-de-France, France



LexisNexis®

## Génocide de Srebrenica: 30 ans après, la vie tourmentée des musulmans bosniaques

Lou Attard

Copyright 2025 Radio France Internationale - All rights of reproduction and distribution reserved. Provided by Syndigate Media Inc. Tous droits réservés

**D**u 11 au 16 juillet 1995, plus de 8 000 musulmans bosniaques étaient massacrés à Srebrenica, à l'est de la Bosnie-Herzégovine, par l'armée serbe de Bosnie. Trente ans après, le lien de confiance entre les communautés reste difficile à renouer.

En 1995, Srebrenica a tout d'une enclave sécurisée, protégée par l'ONU. Depuis que la guerre a éclaté trois ans plus tôt, des milliers de musulmans y ont trouvé refuge. Mais le 6 juillet, les forces serbes de Bosnie assiègent la ville et la bombardent. Les 450 casques bleus néerlandais présents ne bougent pas. La situation humanitaire est critique : pas assez de nourriture, d'eau ni d'accès aux soins.

Cinq jours plus tard, les chars de l'armée des Serbes de Bosnie entrent dans Srebrenica. Des civils ont fui vers la base de l'ONU de Potocari. D'autres

vers le territoire contrôlé par l'armée de Bosnie-Herzégovine. Le 12 juillet, les hommes musulmans en âge de combattre sont séparés du reste de la population. Ils sont 8 372, tous fusillés au bord de fosses communes. Pendant ce temps, plus de 30 000 femmes, enfants et personnes âgées sont déplacés de force dans le territoire sous contrôle de l'armée des Serbes de Bosnie. Le responsable du massacre s'appelle Ratko Mladic, chef de l'armée des Serbes de Bosnie, surnommé le « boucher des Balkans ». Après quinze ans de cavale, la police serbe l'arrête en Serbie, à Lazarevo dans la province de Voïvodine. Nous sommes le 26 mai 2011, seize ans après le génocide. Il faut attendre le 22 novembre 2017 pour que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) prononce son verdict : Ratko Mladic est condamné à la prison à vie pour crimes contre l'humanité, violations des lois de la guerre et génocide.

Derrière les discriminations, le négationnisme

Trente ans après le génocide de Srebrenica, les musulmans bosniaques en République serbe de Bosnie continuent de subir le déni et le négationnisme dans une société toujours plus fragmentée. D'une entité à l'autre de la fédération de Bosnie-Herzégovine, leur vie est très différente. Ils sont majoritaires et ont les mêmes droits que le reste de la population. Mais dans la République serbe de Bosnie, ils sont de facto victimes de discrimination et de menaces. En cause, le travail de mémoire du massacre de Srebrenica qui n'est pas commun à tous dans la Fédération. Encore aujourd'hui, la plupart des Serbes bosniaques refusent de le reconnaître comme un génocide. C'est ce qu'a déclaré le président de la Republika Srpska, l'entité serbe, Milorad Dodik, lors d'un rassemblement le 5 juillet dernier : « Un crime terrible a été commis, mais il ne s'agit pas d'un





**Documents sauvegardés**

génocide ». À écouter aussi 30 ans après, la mémoire du massacre de Srebrenica continue de diviser en Bosnie. Depuis 2017, les livres scolaires du programme serbe de Bosnie ne font plus mention du massacre de Srebrenica. « Dans des écoles du programme serbe, les enfants musulmans bosniaques apprennent que tel criminel de guerre est un héros », souligne Aline Cateux, anthropologue et spécialiste des résistances politiques et des mobilisations en Bosnie-Herzégovine après le dernier conflit. De la cohabitation à l'exode, le manque de confiance entre les communautés reste un frein dans la vie quotidienne pour de nombreux musulmans bosniaques. « Du point de vue d'un survivant, quelle confiance pouvez-vous placer dans un médecin serbe ? interroge Aline Cateux. Si vous êtes une femme bosniaque musulmane, allez-vous vraiment choisir un gynécologue serbe ? Il y a toujours un doute, car la majorité des hommes ont participé à la guerre. » Dans de nombreux endroits de la Fédération de Bosnie-Herzégovine comme Sarajevo, Zenica et Tuzla, les musulmans représentent la moitié de la population. « Ils leur arrivent de discriminer à leur tour les Serbes et les Croates, mais cela n'a pas l'ampleur de ce qu'il se passe en République serbe de Bosnie », ajoute la chercheuse. Les discriminations sont moindres dans les régions rurales de l'entité serbe, où la cohabitation est monnaie courante. « Ils ne sont certainement pas amis, mais ils s'entraident aux champs ou se donnent des coups de main sur des travaux », précise Aline Cateux. Aujourd'hui, ces tensions ont une autre conséquence : un exode massif de la population. Cette émigration concerne particulièrement la nouvelle génération qui n'a pas connu la guerre, et qui pose un autre regard sur la guerre

de Bosnie. « Certains jeunes sont intéressés, essayent de comprendre et voyagent sur les lieux de commémoration, explique l'anthropologue. Tout dépend aussi des histoires de famille. Mais beaucoup ont une approche très pragmatique de ce qu'il s'est passé il y a 30 ans. Ils sont beaucoup plus égalitaires : ils veulent que chaque communauté, serbe ou musulmane, puisse commémorer ses morts, pour mieux passer à autre chose. » Leurs priorités ont changé : la lutte contre la corruption ou la pollution de l'environnement. À écouter aussi à Srebrenica, à l'ombre du génocide, l'impossible réconciliation

## Documents sauvegardés



© 2025 Sud Ouest dimanche - Pays Basque / Béarn. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251214-SDP-462227

## Nom de la source

Sud Ouest dimanche - Pays Basque / Béarn

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Hebdomadaire

## Couverture géographique

Régionale

## Provenance

France

Dimanche 14 décembre 2025

Sud Ouest dimanche - Pays Basque / Béarn

• p. 14

• 1157 mots



# Guerre de Bosnie: trente ans après, les jeunes veulent tourner la page

Hugo Laulan,; à Mostar et Sarajevo

**Les accords de Dayton ont mis fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine en 1995. La jeunesse veut aujourd'hui dépasser les divisions. Si les initiatives citoyennes font avancer le dialogue, les partis politiques et la corruption rendent difficiles les évolutions**

➤ Dans les rues de Mostar, au sud de la Bosnie-Herzégovine, des touristes du monde entier se prennent en photo devant le Stari Most, le vieux pont construit en 1565, aujourd'hui carte postale de la cité. Mais à quelques rues des vendeurs de souvenirs, les impacts de balles sur des bâtiments en ruine rappellent le triste passé de la région.

Entre 1992 et 1995, la Bosnie-Herzégovine est le théâtre d'une violente guerre où s'affrontent les trois principales communautés du pays: les Bosniaques musulmans, les Croates catholiques et les Serbes orthodoxes. La capitale, Sarajevo, est assiégée par l'armée serbe durant la totalité du conflit, qui se termine officiellement le 14 décembre 1995 avec la signature à Paris des accords de Dayton par le Serbe Slobodan Milošević, le Croate Franjo Tuđman et le Bosnien Alija Izetbegović. La guerre a fait, selon les estimations du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, environ 100 000 morts, dont à peu près 40% de civils.

À Mostar, trente ans plus tard, si les ponts comme le Stari Most ont été rebâties, «cette reconstruction ne s'est pas faite entre les communautés», déplore Boris Filipic, directeur du centre culturel Abrašević, dédié à la jeunesse locale. Pour autant, les jeunes Bosniens s'approprient l'héritage de ce conflit et cherchent à dépasser les clivages ethniques.

À quelques semaines de l'anniversaire, les jeunes du centre Abrašević inaugurent une exposition autour des ruines de la ville de Mostar. «Nous avons choisi six lieux importants pour les jeunes, afin de montrer l'histoire derrière les ruines», explique Monika Bazina, membre de l'association. D'ethnie croate, même si elle avoue «ne pas trop savoir comment se présenter», la Bosnienne de 29 ans a grandi dans un environnement où l'on parle peu de la guerre. «Ma famille a vécu de nombreux traumatismes, et je pense qu'elle n'a pas voulu nous les transmettre à mon frère et à moi», avoue-t-elle.

Son amie Ella Ljubic, née la même an-



À Mostar, les ruines du conflit sont mises en valeur à travers une exposition. **Hugo Laulan / SO** À Mostar, l'ancien bâtiment du centre Abrašević est encore marqué par les impacts de balles. Les jeunes écrivent des messages d'espoir et de paix sur les ruines du conflit. Durant la guerre, la mère et le grand-père de Lejla Adin ont été déportés, et son père a été blessé à deux reprises. **Hugo Laulan / SO**

née et avec qui elle procède aux derniers préparatifs, a vécu une situation identique. «Mes parents m'ont totalement exclue de toutes ces histoires de guerre.» D'autant qu'Ella est issue d'un mariage «mixte»: son père est croate catholique, sa mère bosniaque musulmane. «Ils ne voulaient pas que je grandisse avec des préjugés, mais plutôt dans un environnement neutre et en paix.»

Dans le centre culturel, quelques



## Documents sauvegardés

dizaines de Mostariens sont venues pour l'inauguration de l'exposition. En voyant un cliché de l'un des lieux évoqués, Azra se fait la remarque: «J'habite juste à côté de ce bâtiment, je passe devant tous les jours!» Selon la Bosniaque de 26ans, c'est aux jeunes de la ville de prendre en main ce renouveau. «Nous ne pouvons pas construire un nouveau futur en étant constamment entourés par tous ces souvenirs du passé. Cette ville nous appartient, désormais.»

Ces mots d'espoir détonnent en partie avec le quotidien de la jeunesse, celle née après Dayton, qui n'a certes pas connu la guerre, mais évolue dans une société toujours divisée. «À Mostar, tout fonctionne par deux: nous avons deux écoles, deux hôpitaux... Seule la police est la même», résume Ella Ljubic(1). «Les jeunes de différentes communautés ne sortent généralement pas ensemble, beaucoup d'entre nous ressentent encore de la peur.» Monika, de son côté, préfère nuancer cette vision: «Nos communautés fonctionnent plutôt bien en réalité, ce sont seulement quelques extrêmes qui cherchent la confrontation.»

Pour Aline Cateux, anthropologue et spécialiste de la Bosnie-Herzégovine, ce sont surtout «les partis politiques qui jouent la carte du nationalisme». «Les Bosniens sont plus préoccupés par ce qu'ils vont manger le soir que par les questions d'ethnicité», relève la Française, basée ici depuis plus de vingt ans. Les jeunes sont éduqués dans un système nationaliste où chacun reçoit une version différente de l'histoire. «Mais la peur ne veut pas spécialement dire la haine de l'autre», argumente Aline Cateux.

Comme le centre Abraševic à Mostar, plusieurs initiatives citoyennes permet-

tent aux jeunes locaux de s'approprier la mémoire du conflit. Dans la capitale Sarajevo, le Post-Conflict Research Center forme des journalistes et a développé son propre média: Balkan-diskurs. «Tout ce que j'ai appris de la guerre vient des histoires personnelles. À l'école, on nous éduque peu sur ce sujet», témoigne Amina Sejfic, l'une des responsables du média. Avec ce projet, l'objectif est de montrer aux jeunes générations qu'il existe toujours un autre côté de l'histoire. «Tout le monde ici, peu importe sa communauté, a ses propres traumatismes liés à la guerre», ajoute-t-elle.

Lejla Ajdin, âgée de 22ans, vient de débiter un stage au sein de Balkan-diskurs. Durant la guerre, sa mère et son grand-père ont été déportés, tandis que son père, lui, a été blessé à deux reprises. S'engager pour informer au sujet de ces thématiques a été comme une évidence pour l'étudiante. Si tout n'est pas parfait dans les relations inter-ethniques, Lejla assure qu'il y a de plus en plus de coopération, la jeune génération est plus ouverte dans ce sens».

Trente années après les accords de paix, la société semble néanmoins toujours évoluer, malgré elle, au gré des divisions ethniques. «Les accords de Dayton ont arrêté la guerre mais n'ont pas arrêté le conflit, analyse Aline Cateux. Les dynamiques ethno-nationalistes sont les mêmes qu'il y a trente ans, les moyens employés sont différents.»

La jeune génération passe au-dessus de ces clivages et s'engage davantage en faveur de luttes concrètes: corruption, environnement, économie... Malgré cela, un grand nombre préfèrent toujours quitter le pays et construire leur vie ailleurs. «Ce n'est même pas une

émigration économique. Les gens partent et ne reviennent plus, certains ne veulent plus mettre les pieds dans ce pays. Il y a une forme de dégoût», conclut l'anthropologue, qui voit difficilement une issue pour la société bosnienne face à «un système politique d'ordre mafieux».

(1) Mostar compte en majorité des habitants croates ou bosniaques, mais peude Serbes.

## Documents sauvegardés

**Le Point**

© 2024 Le Point.fr. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news:20240523-POR-26586400lpw

**Nom de la source**

Le Point.fr

Jeudi 23 mai 2024

**Type de source**

Presse • Presse Web

Le Point.fr • no. 202405 • 865  
mots**Périodicité**

En continu

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

## « Il n'y a plus de garde-fou en Bosnie »

Propos recueillis par Guillaume Perrier

**ENTRETIEN. Le vote de l'ONU, attendu ce jeudi, sur les massacres de Srebrenica en 1995, ravive les tensions en Bosnie, explique l'anthropologue spécialiste des Balkans Aline Cateux.**

Ce jeudi 23 mai, l'Assemblée générale de l'ONU consacre un débat et un vote à une résolution qui vise, entre autres, à instaurer une Journée internationale de réflexion et de commémoration du [génocide de 1995 à Srebrenica](#), ainsi qu'à sanctionner la contestation des crimes commis au plus fort de la guerre en ex-Yougoslavie. La mémoire des massacres d'environ 8 000 hommes de l'enclave musulmane de Srebrenica par [les militaires serbes de Ratko Mladic, en juillet 1995](#), continue de diviser la Bosnie-Herzégovine, près de trente ans plus tard. Le dirigeant de l'entité serbe, Milorad Dodik, n'hésite pas à souffler sur les braises du nationalisme et fait planer la menace d'une sécession de son entité autonome au sein de la fédération, encouragé dans ce sens par la Serbie, la Russie et la Chine.

Aline Cateux, anthropologue, membre du laboratoire d'anthropologie prospective à l'université catholique de Louvain (Belgique) et spécialiste des Balkans, souligne l'importance de ce processus mémoriel pour la stabilité de la région.

À LIRE AUSSI [Bosnie-Herzégovine : « Les démocrates ont été trahis »](#) Le Point : Quels sont les enjeux du texte débattu ce jeudi ?

Aline Cateux : Cette résolution est très importante et pas seulement pour la Bosnie-Herzégovine. Elle est parrainée par l'Allemagne et le Rwanda. Elle est appuyée par une vingtaine de pays, dont la France. Et elle a rencontré une opposition assez radicale de la Serbie, de la Russie, de la Chine ou de la Hongrie. Il sera intéressant de voir qui va voter pour et contre... On a tendance à penser qu'il s'agit d'une énième résolution, mais pour les victimes et les survivants, c'est la garantie qu'il n'y aura jamais d'oubli. On entend encore trop souvent que [le génocide des Tutsis au Rwanda](#) est le dernier du XXe siècle. Alors que Srebrenica a été reconnu à huit reprises [comme un génocide par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie \(TPIY\)](#) et par la Cour internationale de justice (CIJ), et que ses principaux responsables, [Karadzic et Mladic, ont été condamnés](#) sous ce chef d'inculpation.

Ce débat provoque encore de vives réactions des Serbes de Bosnie ?

Le leader sécessionniste des Serbes de Bosnie, Milorad Dodik, qui est soutenu par la Serbie, répète que si la résolution est adoptée, il convoquera une grande mobilisation serbe à Srebrenica... Dodik est venu faire son show à Paris pour plaider sa cause, mais il n'a été reçu par aucun responsable politique. Reste que le discours négationniste serbe se développe et prend des formes plus ou moins violentes. Dodik a déjà suggéré que les cercueils à Srebrenica étaient vides, ou qu'on y avait mis des corps de Serbes... Il y a fréquemment des provocations, de petites tensions autour du mémorial, beaucoup de désinformation.

La Serbie et la Croatie s'emploient activement à déstabiliser la Bosnie-Herzégovine, en instrumentalisant leurs minorités.

Cela peut-il accélérer les projets sécessionnistes des Serbes de Bosnie ?

Dodik a annoncé en octobre 2022 son plan pour une sécession de la Republika Srpska [RS, l'entité autonome serbe de la Bosnie-Herzégovine, NDLR] en sept étapes. Cent dix amendements ont été déposés à l'assemblée de RS pour



## Documents sauvegardés

recupérer une à une toutes les prérogatives du gouvernement central, y compris l'armée. En réalité, le processus ne s'est jamais arrêté depuis 2022, mais comme ce n'est pas une sécession violente, ce n'est pas le Donbass, cela suscite de l'incrédulité de la communauté internationale. Le but de Dodik semble être de détourner l'attention vers la ligne de partage entre la Republika Srpska et l'entité croato-musulmane, tandis que la frontière entre la RS et la Serbie s'estompe de plus en plus, on ne sait plus ce qui s'y passe. Après cette résolution, cela risque d'accroître encore les divisions politiques.

À LIRE AUSSI

[La Bosnie vote, en pleine crise](#)

Trente ans après, ces tensions font-elles revenir le spectre d'un conflit en Bosnie-Herzégovine ?

Toute la région est polarisée. La Serbie et la Croatie s'emploient activement à déstabiliser le pays, en instrumentalisant leurs minorités. La Serbie appuie la volonté sécessionniste de Dodik. La Croatie, dirigée par une coalition entre la droite et l'extrême droite, promeut des discours extrêmes, soutient les commémorations oustachis (le régime pro-nazi croate au pouvoir pendant la Seconde Guerre mondiale) ou les célébrations à la gloire de l'armée croate de Bosnie, qui s'est rendue coupable de nombreux crimes dans les années 1990. Ces acteurs ont exactement les mêmes buts que dans les années 1990, même s'ils ne vont pas pouvoir arriver au même point.

Depuis les élections de 2022, les sociaux-démocrates bosniens ont rejoint les nationalistes, il n'y a plus de garde-fou. Et l'autorité du Haut Représentant international [l'Allemand Christian Schmidt,

NDLR] est très contestée. En même temps, l'Union européenne a une politique catastrophique dans la région, ce qui fait le jeu des acteurs qui déstabilisent la région. [La Bosnie-Herzégovine a obtenu le statut de pays candidat à l'UE](#). Cela a été perçu comme une récompense accordée aux partis nationalistes et au crime organisé, alors que le pays a un gros problème de corruption. Tout le monde sait pourtant que l'élargissement ne sera jamais réalisé.

Cet article est paru dans [Le Point.fr](#)

[http://www.lepoint.fr/monde/il-n-y-a-plus-de-garde-fou-en-bosnie-23-05-2024-2560925\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/il-n-y-a-plus-de-garde-fou-en-bosnie-23-05-2024-2560925_24.php)

## Documents sauvegardés

## LesEchos

© 2024 Les Echos. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20240131-EC-01002742523934

## Nom de la source

Les Echos

Mercredi 31 janvier 2024

## Type de source

Presse • Journaux

Les Echos • no. 24139

## Périodicité

Quotidien

• p. 28

• 560 mots

## Couverture géographique

Nationale

dette

## Provenance

France



# L'euro au centre des règlements de comptes entre le Kosovo et la Serbie

NESSIM AIT-KACIMI

**La tentative du Kosovo d'imposer l'euro comme seule monnaie dans la vie quotidienne, et de marginaliser encore le dinar serbe, passe mal en Serbie. Bruxelles suit de près la situation de ce petit pays, une ancienne province serbe née de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie.**

**L**e Kosovo entend exclure le dinar serbe de la vie quotidienne de sa population. Ce petit pays de moins de 2 millions d'habitants, à majorité albanaise, veut imposer l'euro, sa monnaie officielle depuis 2002, comme unique moyen de paiement « en liquide » dès le 1er février. La banque centrale justifie notamment sa décision par la volonté de lutter contre les contrefaçons de billets, le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes.

La minorité serbe qui vit dans le nord du Kosovo et recourt à sa « monnaie de cœur », le dinar serbe, y voit une discrimination et une atteinte à ses libertés. L'euro est ainsi au centre d'un nouvel épisode des tensions avec la Serbie, qui ne reconnaît pas l'existence du Kosovo, une de ses anciennes provinces qui a pris son indépendance en 2008.

Cinq pays européens (Espagne, Grèce, Roumanie, Slovaquie, Chypre) ne le reconnaissent pas non plus mais l'Europe tente de jouer les médiateurs. « Nous

*analysons et cherchons toujours des explications sur cette décision, les raisons de son adoption, ses motivations et ses implications possibles. Le Kosovo et la Serbie devraient éviter les actions non coordonnées qui ne seraient pas propices à la normalisation des relations »,* a déclaré lors d'un point presse il y a quelques jours Peter Stano, porte-parole de la Commission européenne.

Les multiples tentatives de rapprochement entre la Serbie et le Kosovo - les dernières datent de 2023 - ont toutes échoué.

Le dinar serbe a peu réagi sur les marchés à l'initiative kosovare. La banque centrale de Serbie intervient de toute façon régulièrement pour maintenir sa valeur par rapport à la devise européenne. Depuis quatre ans, l'euro vaut entre 117 et 118 dinars. Le président serbe, Aleksandar Vucic, a prévenu qu'il utiliserait « tous les moyens disponibles contre l'interdiction du dinar au Kosovo ». Comme les autres monnaies non officielles mais utilisées par les entreprises et la population (dollar, lek albanaise), le

dinar serbe n'est pas banni du système bancaire kosovar et peut rester sur les comptes des épargnants.

## Guerre de Yougoslavie

Comme le Monténégro, le Kosovo a adopté l'euro comme monnaie officielle il y a plus d'une vingtaine d'années sans pour autant faire partie de l'Union européenne ni lui demander son accord. Il remplaçait ainsi le deutsche mark. Sans en référer à la Bundesbank ni obtenir son accord, le Kosovo avait choisi la devise allemande comme monnaie de référence en 1999. La guerre de Yougoslavie (1991-2001) avait eu raison du dinar yougoslave, emporté par l'inflation, la défiance et l'éclatement du pays.

La population préférait utiliser des « devises fortes » comme le dollar, le franc suisse et le deutsche mark ainsi que la monnaie albanaise, le lek. Dans les années 2000, le Kosovo avait déjà tenté de marginaliser l'utilisation du dinar serbe.

Si l'euro est sa monnaie, le Kosovo n'a





## Documents sauvegardés

toutefois pas le droit d'imprimer des billets, qui sont importés de la zone euro. La banque centrale kosovare et les services de sécurité surveillent de près ces acheminements de valeur dans un pays miné par les mafias et la corruption.

N. A.-K.



## Documents sauvegardés

Le Monde

© 2024 SA Le Monde. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20240525-LM-202405252x20x22047628516

## Nom de la source

Le Monde

Samedi 25 mai 2024

## Type de source

Presse • Journaux

Le Monde

• p. 3

## Périodicité

Quotidien

• 1076 mots

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France



## L'ONU, divisée, vote la commémoration du génocide de Srebrenica

La Serbie a fait pression ces dernières semaines pour contrer la résolution portée par l'Allemagne, le Rwanda et la Bosnie-Herzégovine

Jean-Baptiste Chastand et Carrie Nooten

**N**ew York (Nations unies), Vienne - correspondants - Aun an du trentième anniversaire des exécutions systématiques, en Bosnie-Herzégovine, de 8 372 hommes et garçons musulmans de Srebrenica, la communauté internationale a décidé, jeudi 23 mai, de commémorer annuellement ce génocide commis, en juillet 1995, par des unités de l'armée de la République serbe de Bosnie. Mais cette décision a été loin de faire l'unanimité parmi les membres de l'Assemblée générale de l'ONU : 84 pays membres ont voté en faveur, 19 ont choisi de voter contre et 68 de s'abstenir face à la colère de la Serbie et du chef des Serbes de Bosnie, Milorad Dodik, qui refusent toujours de reconnaître ce génocide.

Fixant au 11 juillet, dès 2025, la journée commémorative, cette résolution est la troisième du genre votée par les Nations unies, après la désignation de la commémoration du génocide des Tutsi au Rwanda, en 2003, et de la Shoah, en 2005. Mais elle est la seule qui n'a pas été acceptée par consensus, malgré un texte édulcoré de toute mention soulignant la responsabilité de la Serbie.

Ce vote constitue un symptôme supplémentaire de la polarisation ambiante au sein de l'Assemblée générale et souligne le fait que la marginalisation du « *bloc occidental* » n'est plus taboue à New York.

« *Notre initiative vise à honorer la mémoire des victimes et à soutenir les survivants qui continuent de vivre avec les cicatrices de cette époque fatidique* », a déclaré l'ambassadrice allemande à l'ONU, Antje Leendertse, qui portait la résolution avec la Bosnie-Herzégovine et le Rwanda. « *Il ne peut y avoir de place pour le négationnisme, le révisionnisme historique ou la glorification de criminels de guerre condamnés* », a ajouté son homologue français, Nicolas de Rivière.

### Orban au soutien de Vucic

Les dirigeants serbes, qui ont mené une campagne de lobbying massif pour le rejet de la résolution, ont paradoxalement célébré le vote en estimant que l'important nombre d'abstentions le rendait caduc, en dépit des règles de vote de l'ONU. « *Plus des deux tiers de la population mondiale étaient de notre côté*

», a déclaré le président serbe, Aleksandar Vucic, qui s'était spécialement déplacé à New York. Il a salué le soutien de ses alliés chinois et russe, mais aussi celui de la Hongrie de Viktor Orban, seul pays de l'Union européenne (UE) à avoir voté contre la résolution. Avant le vote, il avait accusé l'Allemagne de « *politisation* », et cherché à saper son initiative, en multipliant les références à l'« *Allemagne nazie* ».

« *Près de 110 pays n'ont pas voté, se sont opposés ou se sont abstenus. Leur plan visant à imposer une disqualification morale aux Serbes a échoué* », a abondé M. Dodik, qui avait d'ailleurs décidé de délocaliser, jeudi, le conseil des ministres de son entité sur la commune de Srebrenica, placée sous haute surveillance policière pour éviter tout affrontement.

Les dirigeants actuellement au pouvoir en Serbie et dans l'entité serbe de Bosnie considèrent en effet que les événements de Srebrenica sont un crime de guerre et non un génocide. Ils remettent en question les verdicts du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye, tandis



## Documents sauvegardés

que les criminels de guerre Ratko Mladic et Radovan Karadzic, condamnés à la prison à perpétuité par le TPIY, sont toujours célébrés comme des héros dans les rues de Banja Luka, la capitale des Serbes de Bosnie.

*« Ils utilisent le même vocabulaire nationaliste qu'ils employaient dans les années 1990, je suis inquiète pour les conditions de la réconciliation, confie au Monde Vesna Skare-Ozbolt, ministre de la justice croate de 2003 à 2006, impliquée dans la création du TPIY. Cette résolution fait passer un message fort, qui n'accuse aucun Etat, et il est absurde de les voir camper sur leurs positions trente ans plus tard. »*

A l'Assemblée générale, les motivations de vote ont été diverses : les soutiens au rejet sont souvent les alliés habituels de la Russie : Nicaragua, Cuba, Venezuela, Syrie, Mali. D'autres pays ont reproché un manque de concertation dans la négociation, Serbie en tête, alors que plusieurs sources affirment que Belgrade n'a rien proposé. Une majorité d'abstentionnistes a aussi expliqué ne pas vouloir se prononcer alors que la question semblait encore épineuse au sein de la Bosnie-Herzégovine elle-même et que les trois « présidents » (croate, bosniaque et serbe) se partageant la présidence tournante n'avaient pas tous validé la résolution ; ils craignaient de ce fait que cela ne déstabilise la région.

#### « Rien ne change »

Enfin, certains, comme la Grèce, se sont étonnés *« du moment mal choisi »*, alors que l'UE vient d'autoriser l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Bosnie-Herzégovine. Une autre source européenne s'inquiète de l' *« agressivité*

*»* de la Serbie et estime que cette négociation montre que *« les Balkans redevennent une zone géostratégique difficile »*.

Alors que ce massacre, pire tuerie perpétrée en Europe depuis la seconde guerre mondiale, a été qualifié de génocide par le TPIY et la Cour internationale de justice, le refus de dizaines de pays de le commémorer interroge la force de la justice internationale. *« Nous nous sommes souvent posé la question à La Haye : quelle part de réparation doit être assurée par la justice internationale ? Finalement, nous avons décidé que celle-ci devait être pilotée par les Etats, par les gouvernements, par une nouvelle génération de leaders, rappelle Mme Skare-Ozbolt . Trente ans plus tard, nous avons bien des dirigeants plus jeunes, mais ils partagent les mêmes rhétoriques. C'est pour cela que rien ne change. »*

M. Dodik a répété ses menaces habituelles de *« sécession pacifique »* de la Bosnie en prétextant les poursuites judiciaires auxquelles il doit faire face pour ses propos révisionnistes. Jeudi, les autorités serbes avaient fait coller sur tout leur territoire de grandes affiches affirmant : *« Nous ne sommes pas une nation génocidaire »*, en dépit de la mention très claire dans la résolution qu'elle ne visait en aucun cas les Serbes dans leur ensemble.

*« Aujourd'hui, la vérité et la justice ont gagné à l'Assemblée générale de l'ONU »*, a en revanche salué Denis Becirovic, membre bosniaque de la présidence tournante de Bosnie, en invitant M. Vucic à venir à Sarajevo pour *« ouvrir une nouvelle page »* dans l'histoire des Balkans. Il n'est pas sûr que les dirigeants serbes actuels soient prêts à

franchir ce pas.

## Documents sauvegardés

**Le Monde**

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250422-LM-2025042222x20x23116240185x215

**Nom de la source**

Le Monde

Mardi 22 avril 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

Le Monde

• p. 27

**Périodicité**

Quotidien

• 1128 mots

**Couverture géographique**

Internationale

**Provenance**

France



## Ivana Stradner L'Union européenne prend trop de gants avec le pouvoir serbe

La mobilisation populaire contre la présidence d'Aleksandar Vucic ne faiblit pas en Serbie. Pourtant, l'Europe ménage toujours l'homme fort de Belgrade, le considérant comme la seule option raisonnable à la tête du pays et un gage de stabilité dans la région. A tort, considère l'universitaire

Ivana Stradner

**D**epuis presque cinq mois, la Serbie connaît un vaste mouvement de contestation du pouvoir. Les manifestations ont éclaté en novembre 2024, quand une partie du toit d'une nouvelle gare s'est écroulée dans la ville de Novi Sad, causant la mort de 16 personnes. Beaucoup de Serbes ont vu un lien entre le drame et la corruption ambiante, accusant les fonctionnaires d'avoir fait peu de cas des normes de sécurité obligatoires.

Le 15 mars, plusieurs centaines de milliers de personnes se sont pacifiquement mobilisées à Belgrade. Il s'agissait du plus grand rassemblement organisé dans le pays depuis les manifestations monstres des années 1990 contre le régime du tyran Slobodan Milosevic (1941-2006). Très mobilisés, les étudiants ne désarment pas et bloquent les universités, mais aussi, le 14 avril, le siège de la Radio-Télévision serbe, pour réclamer une couverture plus impartiale de leur mouvement.

Jamais le président serbe, Aleksandar Vucic, n'avait été confronté à une con-

testation d'une telle ampleur depuis le début de son mandat, en 2017. Les dirigeants occidentaux devraient suivre la situation de près, voire se préparer à l'éventualité d'un changement de régime. Sous la pression, le premier ministre, Milos Vucevic, a démissionné fin janvier, et le président vient de nommer son successeur, Duro Macut, un médecin néophyte en politique.

Comme la plupart des dirigeants autoritaires, Vucic est conscient de la menace que ces manifestations font peser sur son pouvoir et fera tout pour y mettre un terme, y compris faire des concessions. Il a sans doute à l'esprit tous les mouvements populaires qui ont fait basculer le pouvoir en Serbie par le passé. Cette année marque d'ailleurs le 25<sup>e</sup> anniversaire de la « *révolution des bulldozers* » qui a renversé Slobodan Milosevic. La formation de Vucic, le Parti progressiste serbe (SNS, droite nationaliste), s'était hissée au pouvoir dans le sillage des manifestations gigantesques de 2011 qui dénonçaient la corruption sous l'ancienne présidence du socialiste Boris Tadic (2004-2012). Vucic fera son possible pour éviter de connaître le

même sort.

### Fausse proximité

Le président serbe affirme depuis longtemps, sans apporter la moindre preuve cependant, que ces manifestations sont le produit d'une campagne orchestrée par l'Ouest visant à faire tomber son gouvernement à la faveur d'une « *révolution de couleur* ». En 2021, la Serbie et la Russie se sont engagées à lutter de concert contre ces révolutions. Lors des dernières manifestations en date, l'ancien vice-premier ministre serbe, Aleksandar Vulin, avait d'ailleurs remercié Moscou pour son soutien dans le domaine du renseignement.

Au début de sa carrière, pendant les guerres ethniques meurtrières ayant suivi l'effondrement de la Yougoslavie, Vucic était un nationaliste pur et dur qui encourageait le nouvel Etat serbe à écraser les ethnies ennemies. Les années suivantes, l'homme a mis de l'eau dans son vin et troqué le nationalisme contre l'opportunisme. Sa motivation première est de garder la main et d'étendre son



**Documents sauvegardés**

pouvoir. Pour conserver sa mainmise sur le pays, Vucic exploite la zizanie ambiante dans les Balkans.

En Bosnie-Herzégovine, par exemple, le dirigeant serbe Milorad Dodik menace de faire sécession. Le jeu favori de Vucic consiste à provoquer l'escalade avant de désamorcer les tensions, afin de se poser en garant de la stabilité dans la région et de se faire passer pour un personnage indispensable. C'est une illusion et les puissances occidentales ne doivent pas se laisser duper.

Les dirigeants occidentaux ont bien essayé d'attirer Vucic vers l'ouest en promettant notamment des projets économiques et des investissements. Peine perdue. L'unique objectif du président serbe est de rester aux manettes et il jouera sur tous les tableaux pour y parvenir, notamment en maintenant des liens privilégiés avec la Russie et la Chine, tout en se servant des dirigeants européens et en profitant des avantages économiques qui découlent de cette fausse proximité. Hormis accéder aux fonds européens, Vucic n'a aucun intérêt à mettre la Serbie en conformité avec la gouvernance démocratique à l'europpéenne.

Ayant été ministre de l'information à la fin des années 1990, sous le régime de Milosevic, l'homme connaît le pouvoir des médias. En tant que président, il a mis en marche une machine de propagande efficace distillant un discours antioccidental et encourageant à ignorer les manifestations.

Seulement voilà, la persistance de la mobilisation met l'emprise de Vucic à l'épreuve. L'Ouest doit profiter de sa vulnérabilité pour lui arracher le plus de concessions possible, notamment le fait

de garantir la stabilité dans les Balkans occidentaux et de consolider l'Etat de droit et la démocratie en Serbie. Bruxelles prend trop de gants avec Belgrade et doit prendre conscience que Vucic a besoin de l'UE plus que l'UE n'a besoin de la Serbie. Bruxelles devrait également se rapprocher des pays voisins afin d'accélérer l'élargissement de l'Union dans le reste des Balkans occidentaux et pousser Vucic à la défensive.

**Une opposition faible et divisée**

Les capitales occidentales doivent également se préparer à l'éventualité d'une Serbie post-Vucic. Certes, son successeur pourrait être un tenant de la ligne dure qui lui emboîte le pas. Mais, quand bien même ce serait le cas, la priorité de ce dernier devrait être de faire le ménage après Aleksandar Vucic et d'adopter un ton plus conciliant vis-à-vis de l'Ouest. Si le remplaçant du président est un modéré, les chances d'un rapprochement avec l'Ouest, voire d'une adhésion à l'UE, seraient meilleures. La Serbie pourrait opter pour un gouvernement technocratique ouvrant la voie à des élections libres et régulières.

Depuis qu'il est arrivé aux responsabilités, Aleksandar Vucic s'est employé à éliminer toute forme de contestation. Un des piliers de sa longévité est une opposition faible et divisée. Peu de temps après son accession au pouvoir, il a fragilisé les voix prooccidentales et conforté les entités politiques d'extrême droite afin de se poser comme l'unique incarnation pragmatique du pouvoir. L'Ouest ne doit pas s'y laisser prendre. Derrière la façade, le régime populiste et autoritaire qu'il a bâti ne tient qu'à un fil. Les Serbes tirent la sonnette d'alarme, et Vucic a reçu le message cinq sur cinq.

**Note(s) :**

Ivana Stradner est spécialiste de droit international, chargée de recherches à la Foundation for Defense of Democracies, à Washington, où elle enseigne également à l'université Johns-Hopkins

## Documents sauvegardés



© 2025 SA Libération. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250128-LI-202501280899902092

<b>Nom de la source</b>	Mardi 28 janvier 2025
Libération	Libération
<b>Type de source</b>	
Presse • Journaux	• p. 21
<b>Périodicité</b>	• 857 mots
Quotidien	
<b>Couverture géographique</b>	Idées/
Nationale	
<b>Provenance</b>	
France	



# La République serbe de Bosnie- Herzégovine menace la paix

Par Denis Becirovic

Idées/

**D**enis Becirovic, membre de la présidence bosnienne, alerte sur le fait que les autorités de la Republika Srpska, une entité du pays située aux portes de l'UE, font planer la menace d'un retour de la violence armée. Pour l'homme d'Etat, c'est la stabilité de l'Europe qui est ici en jeu.

Parallèlement au début de l'agression russe contre l'Ukraine, les autorités de l'une des entités bosniennes, la Republika Srpska (RS), ont intensifié leurs activités destructrices qui menacent gravement la paix et la stabilité de la Bosnie-Herzégovine. En coordination directe avec Moscou et Belgrade, les autorités de la RS attaquent les dispositions fondamentales de l'accord général pour la paix en Bosnie-Herzégovine, signé au palais de l'Élysée il y a trente ans.

La Bosnie-Herzégovine et la région des Balkans occidentaux sont désormais confrontées à de réelles menaces d'un retour de la violence armée. Les autorités de l'entité RS prennent notamment des mesures dangereuses et menacent ouvertement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de

l'Etat de la Bosnie-Herzégovine. Récemment, le grand public a pris connaissance d'informations choquantes, selon lesquelles les dirigeants de l'entité RS avaient illégalement formé un groupe de travail pour anéantir l'Etat de la Bosnie-Herzégovine et détruire l'accord de paix de Dayton-Paris. Qui plus est, l'Assemblée de l'entité RS a adopté une série de lois et de décisions anti-Dayton. Ces actions risquent d'ouvrir la voie à un conflit armé et à de nouvelles souffrances. C'est pourquoi l'Occident doit réagir de manière décisive, concrète et urgente. Certains des plus grands pays occidentaux ont déjà imposé des sanctions aux dirigeants de la RS, estimant que les dangereuses politiques nationalistes des leaders politiques de cette entité nuisent à la paix intérieure et régionale. De plus, les députés du Parlement européen ont également adopté plusieurs résolutions appelant les Etats membres de l'UE à prendre des dispositions identiques. Politiques nationalistes Dans ce contexte, il est très important que la France prenne des mesures concrètes pour condamner la destruction de l'accord de paix de Dayton-Paris. En tant qu'Etat témoin de l'accord interna-

DR

tional, la France a l'obligation internationale de le protéger. Après la reconstruction du pays détruit par la guerre, grâce au soutien de la communauté internationale, certaines des réformes les plus importantes ont été mises en oeuvre en Bosnie-Herzégovine. Nous avons unifié les systèmes de défense, judiciaire, fiscale, ainsi que de nombreuses autres institutions.

Aujourd'hui, la Bosnie-Herzégovine se trouve aux portes de l'UE et de l'Otan et travaille activement à en devenir membre à part entière. Tels sont nos objectifs en matière de politique étrangère, définis à l'unanimité par les autorités de l'Etat de la Bosnie- Herzégovine. Malheureusement, les forces pro-russes au sein de l'entité de la RS compromettent les résultats obtenus et tentent de bloquer la voie euro-atlantique et européenne de la Bosnie- Herzégovine.

Les plus hautes instances juridiques des Nations unies ont jugé de manière définitive qu'un génocide avait bien eu lieu contre les Bosniaques à Srebrenica



## Documents sauvegardés

en 1995, dans une «zone de sécurité» de l'ONU. Les verdicts stipulent que le génocide a été commis par l'armée et la police de la RS, et que la République de Serbie a violé la convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide. Malheureusement, les adeptes de cette même idéologie et politique responsable du génocide, menacent à nouveau la Bosnie-Herzégovine.

Les dirigeants de la République de Serbie s'immiscent agressivement dans les affaires intérieures de la Bosnie-Herzégovine, ainsi que dans celles de certains autres pays de la région. J'en veux pour preuve la déclaration adoptée par la soi-disant Assemblée pancipe serbe à Belgrade, le 8 juin 2024. Ce texte est absolument contraire à la pratique dans un monde démocratique qui respecte le droit international. Il s'agit d'une attaque ouverte contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine.

Contre l'indépendance L'objectif essentiel des dirigeants serbes est la destruction de l'Etat bosnien et le rattachement de l'entité RS à la Serbie. Le projet de Grande Serbie ne constitue pas seulement une menace pour la Bosnie-Herzégovine, mais aussi pour la stabilité de l'Europe dans son ensemble. Il est d'une importance cruciale que tous les Etats respectent le principe de l'inviolabilité des frontières des Etats.

La France est une amie avérée de la Bosnie-Herzégovine multi-ethnique. En tant que membre de la présidence de la Bosnie-Herzégovine, je remercie donc la République française pour tout ce qu'elle a fait et continue de faire pour la paix et la sécurité de tous les citoyens de mon pays.

L'Occident dispose du potentiel et des mécanismes nécessaires pour stopper la propagation du conflit depuis l'Ukraine vers les Balkans occidentaux. C'est pourquoi, il est important que l'Occident ne répète pas les erreurs des années 1990, lorsque son intervention n'est survenue qu'après que le génocide contre les Bosniaques ait été commis au coeur de l'Europe. L'Otan a instauré la paix en 1995 et dispose d'un mandat international visant à protéger l'accord de paix de Dayton-Paris. Selon cet accord, il est responsable de la préservation de la paix, de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine. • Membre de la présidence bosnienne

## Documents sauvegardés



© 2025 Le Courrier de l'Ouest. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250712-OCO-49f24f2a-5e54-11f0-8558-0ae2f4ad4dbf

**Nom de la source**

Le Courrier de l'Ouest

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Régionale

**Provenance**

Angers, Pays de la Loire,  
France

Samedi 12 juillet 2025

Le Courrier de l'Ouest

• p. Le Courrier de l'Ouest  
Saumur\_22

• 160 mots

## Le négationnisme des Serbes

Les anciens chefs politiques et militaires des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, ont été condamnés à perpétuité par la justice internationale pour crimes de guerre et génocide. Mais la gravité de ce crime continue à être relativisée par de nombreux dirigeants politiques serbes, en Bosnie et en Serbie.

« *Les Serbes n'ont pas commis de génocide à Srebrenica et il n'a pas eu lieu* », a encore déclaré début juillet le président de l'entité serbe de Bosnie, Milorad Dodik.

L'Assemblée générale de l'ONU a créé en 2024 une Journée internationale de commémoration du génocide de Srebrenica, le 11 juillet, malgré la colère de la Serbie.

« *Il est très rare de trouver quelqu'un en Republika Srpska qui reconnaît qu'il y a eu génocide* », explique Neira Sabanovic, chercheuse à l'Université libre de Bruxelles dont les travaux portent sur la mémoire et l'instrumentalisation des identités ethniques dans les Balkans.



## Documents sauvegardés

**L'Humanité**

© 2025 L'Humanité. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251212-HU-581457

**Nom de la source**

L'Humanité

Vendredi 12 décembre 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

L'Humanité

• p. 27

**Périodicité**

Quotidien

• 813 mots

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France



Page 27

## Les accords de Dayton, une camisole de force

Jean-Arnault Dérens

**Balkans La négociation débutée aux États-Unis et dont les conditions ont été signées le 14 décembre 1995 à Paris met fin à la guerre de Bosnie-Herzégovine. Trente ans après, le pays est toujours mis en coupe réglée par les oligarchies ethno-nationalistes.**

Ils ont été signés à Paris le 14 décembre 1995, mais ils avaient été négociés dans les semaines précédentes, sur une base aérienne proche de la ville de Dayton, dans l'État américain de l'Ohio. C'est là que les trois présidents - Alija Izetbegovic pour la Bosnie-Herzégovine, Franjo Tudjman pour la Croatie et Slobodan Milosevic pour la Serbie - ont été soumis à un long huis clos qui a débouché sur un accord de paix.

Depuis l'éclatement des premiers combats en Bosnie-Herzégovine au printemps 1992, des négociations s'étaient toujours poursuivies à Genève ou à New York, sous l'égide des Nations unies ou de divers médiateurs, mais la situation avait évolué de manière décisive durant l'été 1995. Le 11 juillet, l'enclave bosniaque de Srebrenica tombait aux mains des forces serbes, qui massacrèrent au moins 8 000 personnes en quelques jours. C'est le seul épisode de l'ensemble des guerres yougoslaves à avoir été reconnu comme étant de nature génocidaire par la justice internationale. Trois semaines plus tard, au début du

mois d'août, la Croatie lançait l'opération « Tempête » (Oluja), permettant la reconquête éclair des régions occupées depuis 1991 par les séparatistes serbes - ceux-ci, lâchés par Belgrade, ne tentèrent même pas d'opposer une résistance mais près de 300 000 civils furent poussés à l'exode. Galvanisées par ce succès, les forces croates et bosniennes engagèrent ensuite une opération de reconquête des zones serbes de Bosnie-Herzégovine, aidées par les Occidentaux, notamment en termes de renseignements, libérant quelque 20 % du territoire.

Alors que les casques bleus de la Forpronu avaient été contraints durant des années à l'inaction en raison de leur mandat inadapté, l'Otan déclenchait le 30 août, en réaction à des bombardements serbes sur le marché de Sarajevo, l'opération « Deliberate Force », frappant de nombreuses cibles militaires et civiles. Bref, le rapport de force militaire connaissait une inflexion décisive, tandis que les opinions locales et internationales souhaitaient toutes la fin de la guerre. Les États-Unis, toutefois, calmèrent les ardeurs bosniennes et

croates, car ils craignaient l'effet déstabilisateur d'un effondrement total des Serbes de Bosnie-Herzégovine.

L'objectif du principal négociateur américain, le diplomate Richard Holbrooke, aurait été de parvenir à un accord « équilibré », mais il reconnut par la suite avoir mis le plus de pression sur Alija Izetbegovic et la partie bosniaque pour les contraindre à accepter des conditions peu favorables, renonçant notamment aux enclaves de Bosnie orientale, à la seule exception de celle de Gorazde, qui avait été soumise à trois années d'un interminable siège.

L'immense mérite des accords de Dayton-Paris est d'avoir effectivement mis un terme à un conflit qui avait causé plus de 110 000 morts, tandis que sur les 4,1 millions d'habitants que comptait la Bosnie-Herzégovine en 1991, un sur deux n'habitait plus, en 1995, dans son lieu de résidence d'avant guerre. On reproche parfois aux accords d'avoir fait la part « trop belle » à une seule partie, en l'occurrence serbe. Pourtant, le plus grand vainqueur de ces années de conflit meurtrier était plutôt la Croatie, dont la



## Documents sauvegardés

restauration de l'intégrité territoriale avait été garantie par les accords d'Er-dut, conclus le 12 novembre 1995, en marge des négociations de Dayton.

Le principal problème tient au fait que les accords de Dayton ont entériné les divisions ethniques du pays, tout en érigeant en « gardiens de la paix » ceux qui avaient été les principaux fauteurs de guerre, à savoir les oligarchies ethno-nationalistes bosniaque, croate et serbe de Bosnie-Herzégovine.

L'annexe constitutionnelle des accords, qui sert toujours, trente ans plus tard, de Constitution « provisoire » au pays, a doté celui-ci d'institutions parmi les plus complexes au monde. La Bosnie-Herzégovine est en effet un État unitaire, mais divisé en deux entités, la Republika Srpska et la Fédération croato-bosnienne, elle-même subdivisée en dix cantons, à prédominance tantôt bosniaque tantôt croate. Si l'on ajoute à cela le petit district de Brcko, créé dans une zone stratégique et disputée du nord du pays, la Bosnie-Herzégovine compte quinze parlements, quinze gouvernements et doit donc entretenir une classe politique pléthorique, tandis que toute possibilité de changement est rendue virtuellement impossible par la multiplication des niveaux de pouvoir. Alors que la vie commune était partout la règle avant la guerre, le territoire est désormais partagé en zones quasiment monoethniques.

La « mécanique de Dayton » fonctionne comme une camisole de force qui empêche le pays de sombrer à nouveau dans un conflit armé mais qui garantit la domination des forces ethno-nationalistes qui prétendent représenter les trois communautés du pays, marginalisant les forces citoyennes qui refusent ce type de

divisions. Trente ans après, les mêmes formations nationalistes continuent de dominer le jeu politique, tandis que toute réforme du cadre de Dayton s'est révélée impossible.

## Documents sauvegardés



© 2024 Ouest-France. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20240310-OF-7e2b19aa-c9b0-11ee-bd89-65961cacb703

## Nom de la source

Ouest-France

Dimanche 10 mars 2024

## Type de source

Presse • Journaux

Ouest-France

## Périodicité

Quotidien

• p. DOF Magazine Calvados,  
Manche, Orne\_14

• 416 mots

## Couverture géographique

Régionale

## Provenance

Rennes, Bretagne, France

## Les Balkans s'effeuillent en dix villes

Cécile RÉTO.

**Périple littéraire. Dans l'ouvrage collectif *Balkans*, dix auteurs, écrivains, architectes, géographes et journalistes nous content l'histoire, grande et petite, d'une ville qui leur tient à cœur.**

Ici tout est permis. De leurs pérégrinations dans les Balkans, dix auteurs francophones livrent un récit très personnel de leurs villes de cœur. C'est toute l'originalité de cette collection « *Odyssée, villes-portraits* », où s'entrecroisent les plumes d'artistes, de journalistes, d'universitaires et de géographes. Depuis Vienne, l'Autrichienne aux accents de Yougoslavie », à Bihac, terre tiraillée de Bosnie-Herzégovine. Un livre tour à tour carnet de voyage, journal intime, récit historique... Déboussolant ravissement ponctué par les croquis du dessinateur-paysagiste Julien Rodriguez.

Du barbier à la pâte feuilletée

On y croise le barbier de Laurent Geslin, correspondant pour *Ouest-France*, envoûté par Skopje, la capitale macédonienne où il revient sans cesse comme on se love dans un vieux jogging. Qui mieux que son barbier Mendo, donc, pour nous confier l'humeur des Balkans ? L'Union européenne aurait dû intégrer la Yougoslavie quand il en était encore temps, car à l'époque, nous vivions bien, tranche l'homme au ra-

soir.

Les Balkans se dépeuplent. Même l'attractive capitale croate Zagreb, n'échappe pas à la saignée démographique qui, faute de perspectives, frappe la région dans son ensemble, s'ème l'écrivaine et traductrice Chloé Billon.

Et partout, le fantôme de l'ex-Yougoslavie, disloquée en 1990, hante les mémoires. De Mostar (Bosnie Herzégovine), avoue l'anthropologue Aline Cateux, je ne connaissais que la destruction du vieux pont [par les forces croates en 1993], la ville semblant « réduite à ce symbole ». Son récit prouve le contraire. Mostar se savoure au-delà de ses divisions politiques ».

Comme la Serbe Novi Pazar : Jean-Arnault Dérens, lui aussi correspondant pour *Ouest-France*, y relate l'afflux des réfugiés de toutes les guerres de la fin du siècle dernier. Bosniaques, Albanais, Serbes et Roms du Kosovo... Ici, chacun sait pouvoir trouver assez de compatriotes et de coreligionnaires pour se sentir en sécurité, pour être bien accueilli. Ne reste plus, alors, qu'à s'attabler :

Mostar, en Bosnie-Herzégovine, croquée par Julien Rodriguez.

. Julien Rodriguez

Novi Pazar se niche au bout d'un immense arc de civilisation qui chevauche toute l'Eurasie, l'arc du yogourt et de la pâte feuilletée. Dans *Balkans*, la région se dévoile aussi rude que savoureuse.

*Balkans*, ouvrage collectif sous la direction de Jean-Arnault Dérens et Benoît Goffin, ed. ENS de Lyon, janvier 2024, 22 €, 158 pages.

**Cet article est paru dans Ouest-France**

<https://www.ouest-france.fr/culture/livres/les-balkans-seffeuillent-en-dix-villes-s-7e2b19aa-c9b0-11ee-bd89-65961cacb703>



## Documents sauvegardés

**LE FIGARO**

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250131-LF-1092\*20\*21507087041

**Nom de la source**

Le Figaro

Vendredi 31 janvier 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

Le Figaro • no. 25018

**Périodicité**

Quotidien

• p. 18

• 1261 mots

**Couverture géographique**

Nationale

Der ; Rencontre

**Provenance**

France



## Marko Duric : « Belgrade doit redevenir un pont entre l'Est et l'Ouest »

Le ministre serbe des Affaires étrangères propose d'organiser une prochaine rencontre Trump-Poutine. Il promet également de lutter contre la corruption pour renouer avec la jeunesse en colère.

Girard, Renaud

- Issu à la fois d'une famille d'hommes politiques serbes prestigieux et de Juifs survivants de l'Holocauste, Marko Duric a été successivement le responsable de la Serbie pour le dossier du Kosovo (2013-2020), puis l'ambassadeur de son pays à Washington (2020-2024). Il est actuellement ministre des Affaires étrangères, dans un gouvernement démissionnaire depuis le 28 janvier. Invité au forum de Paris sur l'intelligence artificielle, il s'entretiendra avec le président Macron à l'Élysée le 9 février prochain. Il a reçu *Le Figaro* dans son bureau du centre-ville de Belgrade.

**LE FIGARO. - LE FIGARO. - Depuis l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad qui venait d'être restaurée (15 morts), les manifestations se succèdent dans tout le pays pour dénoncer la corruption dans l'administration et au gouvernement. Elles ont conduit à la démission du premier ministre. Qu'est-ce qui doit changer en Serbie désormais ?**

- **MARKO DURIC.** - La tragédie qui a frappé Novi Sad en novembre a ébran-

lé toute notre société jusqu'à ses fondations. Indépendamment de l'affiliation politique ou idéologique, nous voulons tous découvrir les causes et les responsables. En tant que vice-président du Parti progressiste serbe, au pouvoir depuis 2012, je peux dire que c'est un parti qui a transformé le pays plus que tout autre avant lui. Sous l'autorité du président Aleksandar Vucic, nous avons doublé le PIB de la Serbie, réparé ses infrastructures et tissé des liens très forts avec tous les pays des Balkans. Nous avons déjà dépassé le salaire moyen de certains pays membres de l'UE. Nous avons modernisé nos institutions et notre administration afin de remplir les critères exigés par Bruxelles pour intégrer l'Union européenne. Notre adhésion à l'UE demeure notre premier objectif stratégique.

- Les manifestations civiques sont un appel pour nous à nous concentrer sur les problèmes qui sont d'une importance essentielle pour certaines parties de notre société et à travailler plus intensément sur la mobilité économique et sociale, en créant de nouvelles opportunités pour les jeunes. Nous devons suivre une politique plus inclusive et plus

ATTILA KISBENEDEK / AFP/AFP

transparente. Sur la tragédie de Novi Sad, le procureur général a mis en garde à vue et inculpé le ministre des Transports ainsi que son prédécesseur et le directeur des chemins de fer. Dans la région des Balkans, c'est une première. Toutes les responsabilités seront examinées à fond et sanctionnées avec toute la sévérité des lois, sans considération pour la fonction ou l'affiliation politique des prévenus. Ces légitimes manifestations populaires sont, entre autres, un réveil de la société nous enjoignant d'être beaucoup plus vigilants sur les crimes de corruption.

**LE FIGARO. - Les tensions ne cessent de croître sur la rivière Ibar, entre les Serbes du nord du Kosovo et les Kosovars albanais. Comment voyez-vous la résolution de la question du Kosovo ?**

- Le conflit du Kosovo n'est pas aussi complexe que celui du Proche-Orient. En travaillant sérieusement, on peut parvenir à un compromis qui soit profitable aux Albanais comme aux Serbes. Nous recherchons un compromis historique





## Documents sauvegardés

où aucune des parties ne gagnera tout, où aucune des parties ne perdra tout. Les Serbes et les Albanais ne sont pas destinés à être ennemis. Actuellement, les Serbes comme les Albanais souffrent et subissent les conséquences des actions unilatérales des autorités à Pristina, dont le but est de saper les droits politiques, économiques et culturels collectifs dans les communautés minoritaires, en particulier au sein de la communauté serbe. Des centaines de milliers de Serbes passent désormais leurs vacances en Albanie chaque été. Les liens économiques que nous avons établis avec l'Albanie prouvent que les changements de paradigme sont possibles, mais ce qui nous bloque, ce sont les gestes unilatéraux et agressifs de Pristina.

### **Pourquoi la Serbie propose-t-elle d'organiser la prochaine rencontre Trump-Poutine ?**

- Ancienne capitale du non-alignement, Belgrade est le lieu idéal pour les rencontres entre dirigeants de pays antagonistes. Notre philosophie nationale est que la Serbie se situe au-dessus des divisions entre l'Est et l'Ouest. Nous avons accueilli des dizaines de milliers de réfugiés à la fois de l'Ukraine et de la Russie, et nous leur avons accordé des soutiens financiers, puis des permis de travail. Voilà pourquoi les présidents Trump et Poutine se trouveraient très à l'aise de se rencontrer à Belgrade. C'est une idée du président Vucic, qui est un des seuls leaders à parler à tout le monde dans le conflit russo-ukrainien. Par ailleurs, notre diplomatie tous azimuts est très bien reçue dans le monde entier. Par exemple, nous avons organisé un sommet Serbie-Afrique le 3 décembre 2024 : quarante pays africains sont venus.

**LE FIGARO. - Prise le 11 janvier 2025, une des dernières décisions de l'Administration Biden a été de sanctionner votre compagnie nationale de pétrole et de gaz (NIS), parce que son actionnariat est majoritairement russe. On ne peut pas dire pour autant que vous soyez un satellite de Moscou, car vous achetez des avions de combat français (1). Est-il possible pour un pays européen aujourd'hui de rester neutre dans le conflit Moscou-Kiev ?**

- Notre position n'est pas ambiguë : nous défendons le principe du maintien de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Mais nous sommes très reconnaissants à la Russie d'avoir toujours soutenu la souveraineté serbe sur l'ensemble de son territoire historique. Cette position diplomatique est d'ailleurs aussi celle des Ukrainiens. La Serbie est militairement neutre, et nous voulons raviver la politique traditionnelle qui fut celle de la Yougoslavie après sa rupture avec Staline en 1948. Belgrade doit redevenir un pont entre l'Est et l'Ouest.

**LE FIGARO. - Vous avez été responsable des deux dossiers les plus chauds de la politique serbe, la question du Kosovo et le rétablissement de relations amicales entre Washington et Belgrade. Quel est le prochain défi que vous voulez relever ?**

- Mon défi est précisément de refaire de Belgrade le grand lieu d'échange entre les nations et les civilisations, comme c'était le cas lors des trois sommets des pays non-alignés organisés chez nous en 1961, 1979 et 1989. Belgrade est déjà une des destinations touristiques préférées de la jeunesse européenne : c'est pour nous un immense atout. À nous, Serbes, d'en faire maintenant une

capitale mondiale de la paix.

### **LE FIGARO. - Comment voyez-vous le rôle de la France en Serbie ?**

- Le partenariat franco-serbe est plus fort que jamais. Nous n'oublierons jamais ce que la France a fait pour nous pendant la Première Guerre mondiale. Nous sommes la seule capitale européenne à avoir en son centre un monument de reconnaissance à la France. Les liens historiques entre les Français et les Serbes sont incomparables. Aujourd'hui, les entreprises françaises construisent le métro de Belgrade et gèrent son aéroport, dont l'activité a quadruplé dans les sept dernières années. Quand nous avons décidé de diversifier nos équipements militaires, c'est vers la France que nous nous sommes tournés. La relation entre les présidents Vucic et Macron est particulièrement étroite. Nous comptons sur la France pour nous aider dans notre projet d'adhésion à l'Union européenne. Nous croyons que d'ici à la fin de 2026, nous aurons achevé toutes les réformes que Bruxelles exige.

*(1) La Serbie a passé commande en août 2024 de douze Rafale, l'avion de combat construit par Dassault Aviation. Le groupe Dassault est propriétaire du « Figaro ».*

### **Illustration(s) :**

*Jean-Christophe MARMARA/JC MARMARA/LE FIGARO*

« Je suis le vice-président du Parti progressiste serbe, qui est au pouvoir depuis 2012 et qui a transformé le pays plus qu'aucun autre parti avant lui », précise Marko Duric, ministre des Affaires étrangères de Serbie.

**Documents sauvegardés**

.

**Note(s) :**

rgirard@lefigaro.fr



## Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251117-LM-202511173x20x21121101779x215

## Nom de la source

Le Monde

Lundi 17 novembre 2025

## Type de source

Presse • Journaux

Le Monde

• p. 15

## Périodicité

Quotidien

• 1145 mots

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France



## Novak Djokovic, nouveau paria du pouvoir serbe

Longtemps réputé proche du président Vucic, le joueur de tennis est désormais soumis à de fortes pressions

Jean-Baptiste Chastand et Jérôme Porier (à Paris) Jean-Baptiste Chastand et Jérôme Porier (à Paris)

Vienne - correspondant régional - La saison 2025 de Novak Djokovic s'est conclue par un titre à Athènes, samedi 8 novembre, le 101e de son impressionnante carrière sur le circuit professionnel. Le tennisman serbe, numéro 4 mondial, a choisi de faire l'impasse sur les ATP Finals, traditionnel rendez-vous de fin de saison qui réunit, jusqu'à dimanche 16 novembre, à Turin (Italie), les huit meilleurs joueurs de l'année. Cependant, il continue de faire parler de lui, en étant devenu la cible de critiques virulentes de la part du président nationaliste de la Serbie, Aleksandar Vucic, l'homme qui dirige d'une main de fer cet Etat des Balkans depuis 2014, et des médias qui lui sont favorables.

Véritable idole nationale, longtemps réputé proche de M. Vucic, l'athlète avait déjà pris position contre le pouvoir en dénonçant, en 2021 et 2022, le très contesté projet de mine de lithium de groupe Rio Tinto, dans l'ouest du pays. Mais la rupture est totale depuis que Novak Djokovic a multiplié les témoignages de soutien aux manifestations estudiantines, déclenchées par l'effondrement de l'auvent de la gare fraîchement rénovée de Novi Sad

(nord), en novembre 2024. Un drame largement attribué à la corruption, qui avait causé la mort de 16 personnes, dont un enfant de 6 ans.

Début février, à la suite d'un immense rassemblement organisé dans la ville, le joueur est apparu vêtu d'un sweat-shirt sur lequel était inscrit «*Les étudiants sont des champions*». Les mois suivants, avec son épouse Jelena, ils ont régulièrement posté des messages en ce sens sur les réseaux sociaux ; il compte plus de 16 millions d'abonnés sur Instagram.

En juillet, lors du tournoi de Wimbledon, au Royaume-Uni, Novak Djokovic a aussi célébré sa victoire face à son compatriote Miomir Kecmanovic – sa 100e sur le gazon londonien – en faisant semblant de pomper avec ses bras. Un clin d'œil à ses enfants et à la chanson *Pump it up*, avait justifié l'intéressé, alors que beaucoup y avaient vu une attitude politique. Ce geste, en effet, constitue l'un des signes de ralliement du mouvement de contestation qui secoue la Serbie : pomper sans cesse pour faire pression sur les responsables politiques.

De quoi faire dire au tabloïd *Informer*, connu pour ses accointances avec le Par-

ti progressiste serbe (SNS) d'Aleksandar Vucic, que le tennisman encourage «*les hooligans qui veulent détruire*» le pays. En ligne, des comptes anonymes discréditant le champion ont essaimé. Une fresque à sa gloire, dans les rues de Belgrade, a été recouverte de peinture noire. Alors qu'il lisait la lettre d'un enfant mentionnant Novak Djokovic, le président a même ostensiblement remplacé son nom devant les caméras. «*"Nole"* [le surnom du joueur] *est entraîné dans la boue*», résumait l'hebdomadaire d'opposition *Vreme*, en juillet.

Dans un article publié mercredi 5 novembre, *Le Parisien* rapportait qu'en raison de ces attaques, l'ancien numéro 1 mondial s'était installé en Grèce, en famille, au mois d'août. En réalité, l'athlète avait déjà commencé à prendre ses distances avec la Serbie, résidant une partie du temps à Monte-Carlo : ce que ses détracteurs n'hésitent pas à lui reprocher, comme l'*Informer* qui a affirmé qu'il «*s'est arrogé le droit de dire n'importe quoi sous le soleil de Monaco*».

En 2023, le Novak Tennis Center, fondé quinze ans plus tôt à Belgrade par le champion, avait fermé ses portes pour des raisons encore obscures. Le com-



## Documents sauvegardés

plexe, un des rares centres d'entraînement de niveau international dans le pays, avait été exploité dans des conditions de légalité discutables, avec le soutien de la mairie de la capitale, contrôlée par le SNS.

### Nationalisme affiché

Pourtant, les Djokovic n'ont pas toujours de scrupules à s'afficher avec le président Vucic. Goran, l'oncle de Novak, avait chaleureusement remercié le dirigeant lors de sa nomination, en septembre 2024, à la tête de la Fédération serbe de tennis, poste qu'il occupe toujours. La famille organisait aussi, depuis 2009, le tournoi ATP 250 de Belgrade, délocalisé en 2025 à Athènes. Un communiqué diffusé au mois d'août justifiait cette mesure par le fait de « *ne pas pouvoir réunir les conditions nécessaires à sa tenue* ». La délocalisation semble surtout découler des tensions récentes entre le recordman de titres en Grand Chelem (24, à égalité avec l'Australienne Margaret Court) et Aleksandar Vucic. « *Il a été très difficile pour nous, Serbes, de prendre cette décision, car nous sommes nés et avons grandi ici* », a déploré Djordje, le frère cadet du joueur et directeur de la compétition.

La portée de la victoire de Novak Djokovic en finale du rendez-vous grec n'en est que plus grande. Face à l'Italien Lorenzo Musetti, 9e joueur mondial, le vétéran de 38 ans a livré trois heures d'un duel intense, pour s'imposer en trois sets (4-6, 6-3, 7-5), allant jusqu'à déchirer son polo en gonflant le torse après la balle de match.

Malgré la campagne de dénigrement orchestrée par le pouvoir, Novak Djokovic reste très populaire dans son pays, en particulier auprès des jeunes. Au-delà de

ses résultats sportifs, l'athlète s'illustre par ses actions caritatives, notamment par le biais de sa fondation, qui construit des écoles maternelles dans des villages isolés.

Son nationalisme affiché renforce aussi l'aura dont il jouit en Serbie. Son père, Srdjan, assurait encore, en septembre 2024, que le champion « *reviendra[it] vivre dans sa ville, Belgrade, et dans son pays, la Serbie, lorsqu'il aura[it] terminé sa carrière* ». Alors qu'il ne manque pas une occasion de fustiger les bombardements de l'OTAN contre le pays, en 1999 (qu'il a vécus, enfant, dans la capitale), le joueur n'évoque jamais les crimes de guerre commis par l'armée serbe dans l'ensemble des Balkans pendant les années 1990.

Le 29 mai 2023, après sa victoire contre l'Américain Aleksandar Kovacevic, au premier tour du tournoi de Roland-Garros, il avait aussi choqué une partie de l'opinion publique internationale en écrivant, à l'aide d'un marqueur blanc sur une caméra : « *Le Kosovo est le cœur de la Serbie ! Arrêtez la violence.* » L'ancienne région, peuplée très majoritairement d'Albanais, dont son père est originaire, était alors en proie à des affrontements entre manifestants serbes et forces de l'OTAN. En 2008, quand le pays a déclaré unilatéralement son indépendance – toujours contestée par Belgrade –, le joueur avait déclaré : « *Nous sommes prêts à défendre ce qui nous appartient.* »

Dans une Serbie toujours traversée par un fort courant nationaliste, les principaux angles d'attaque utilisés par le pouvoir d'Aleksandar Vucic consistent d'ailleurs à remettre en cause la sincérité des prises de position de Novak Djokovic à ce sujet.

## Documents sauvegardés



© 2024 Courrier international. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20241012-ILW-015

## Nom de la source

Courrier International (site web)

Samedi 12 octobre 2024

## Type de source

Presse • Presse Web

Courrier International (site web) • 2313 mots

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

Paris, Ile-de-France, France

## Pour les habitants de Belgrade, les Russes exilés deviennent encombrants

Jutarnji List

**D**epuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, des dizaines de milliers de Russes se sont installés dans la capitale de la Serbie, fuyant les sanctions et la mobilisation. Initialement bienvenus, ces "frères orthodoxes" sont en train de devenir, aux yeux de nombreux Serbes, des "occupants" qui vivent en vase clos et font flamber les loyers. Un reportage du quotidien croate "Jutarnji List".

Russe, Irina ne sait plus où elle en est. Nous sommes assis à une terrasse de la rue Terazije, dans le centre de Belgrade, entre deux hôtels célèbres, le Moscou et le Balkan. Irina y passe plusieurs fois par jour. "Je suis déchirée entre Moscou et Balkans, mais je n'appartiens à aucun de ces mondes", rit la Moscovite de 32 ans.

À Moscou, Irina travaillait comme directrice dans une entreprise informatique, alors qu'à Belgrade elle a deux emplois : l'un dans une boulangerie russe et l'autre à la réception d'un hôtel. Elle gagne environ 1 000 euros par mois, mais la moitié de son salaire sert à payer le loyer d'un studio en centre-ville. Elle essaie de trouver un petit ami serbe, mais en vain, se plaint-elle.

Irina fait partie des centaines de milliers de Russes qui vivent à Belgrade. Plus d'un million de Russes ont quitté leur pays depuis le début de l'invasion de l'Ukraine pour échapper aux sanctions et à la mobilisation. Selon les estimations, près d'un demi-million d'entre eux se sont installés en Serbie. Tout se passe comme si les Russes avaient occupé le seul pays européen qui ne leur ait pas imposé de sanctions, et un des trois - en sus de la Géorgie et du Kazakhstan - où ils peuvent toujours venir par vol direct et sans visa !

### Une communauté fermée

Il y a deux ans, les Russes avaient été accueillis avec enthousiasme en Serbie. Aujourd'hui la situation a bien changé. Ceux qui étaient vus comme des "frères orthodoxes", des "ennemis communs de l'Occident", une "nouvelle force démographique" et, surtout, de "lointains cousins pleins d'argent qui ne pensent qu'à le claquer en faisant la fête" sont devenus des "occupants" arrogants qui font grimper les prix et refusent d'apprendre la langue serbe.

Belgrade, Serbie. COURRIER INTERNATIONAL

En Serbie, les Russes ont créé une communauté fermée en occupant des quartiers entiers [de la capitale], comme Dorcol, Vracar et Novi Beograd. Ils y ont leurs cafés, leurs restaurants, leurs jardins d'enfants, leurs médecins, leurs boutiques et leurs salons de coiffure. La chaîne de supermarché discount russe Svetofor a ouvert une douzaine de magasins en deux ans. Les Belgradois y font aussi leurs courses pour profiter des prix bas. Les véhicules de Yandex. Taxi, version russe d'Uber, circulent dans les rues de Belgrade.

Bref, la Serbie est devenue une "petite Russie". Les médias serbes, hier encore enivrés par la russophilie, ont dégrisé du jour au lendemain pour constater que les Russes avaient créé un monde parallèle dans le pays. Les Serbes moyens grognent : ils se plaignent du coût élevé de la vie et de la hausse des loyers, rejetant la faute sur les Russes.

Irina, installée à Belgrade depuis près de deux ans, affirme que les Russes vivent dans un monde à part. "Je pense qu'une partie des Russes ont apporté ici leurs problèmes et leur mentalité : après avoir vécu dans leur pays sous les sanctions et la menace de la guerre, ils essaient de re-



## Documents sauvegardés

créer leur zone de confort à Belgrade", explique-t-elle.

"J'ai le sentiment qu'ils méprisent les Serbes" Entre Moscou et Belgrade, des liens historiques

Depuis 1838, et l'établissement officiel des relations diplomatiques entre la Serbie et la Russie, les relations entre deux pays ont connu des hauts et de bas. Après la création en 1918 du "royaume des Serbes, Croates et Slovènes" [rebaptisé "Yougoslavie" en 1929], Belgrade est en froid avec la Russie soviétique, s'appuyant politiquement et économiquement sur la France et Angleterre. Dans les années 1920, la Serbie accueille des dizaines de milliers des Russes blancs. En 1948, le président de la Yougoslavie communiste, Josip Broz, dit "Tito", oppose à Staline un "non" historique, refusant de faire entrer la Yougoslavie dans le bloc soviétique et optant pour un rapprochement avec l'Occident.

Plusieurs décennies plus tard, les liens entre Belgrade et Moscou n'ont jamais été aussi forts, estime Jutarnji List. L'intervention de l'Otan au Kosovo et le bombardement de la Serbie en 1999 ont marqué un nouveau départ dans les relations entre les deux pays. La Russie, qui s'y est opposée au Conseil de sécurité de l'ONU, ne reconnaît toujours pas le Kosovo, le considérant comme faisant partie de la Serbie. La création en 2013 du Centre humanitaire russo-serbe à Nis, la troisième ville de Serbie, dans le sud du pays, soulève de nombreuses controverses, constate Slobodna Europa, la version croate de Radio Free Europe. Alors que Moscou le définit comme "le plus grand centre d'action pour faire face à des situations d'urgence et des catastrophes naturelles dans les

Balkans", l'Occident le soupçonne de dissimuler une présence permanente de la Russie dans la région, explique cette station de radio, financée par l'argent public américain.

Avec l'invasion russe de l'Ukraine, Belgrade a ouvert une nouvelle page dans les relations bilatérales. Candidate à l'entrée dans l'Union européenne (UE), la Serbie a condamné cette invasion, tout en refusant de se joindre aux sanctions européennes qui visent la Russie, proclamant sa neutralité. Depuis 2022, plusieurs milliers d'entreprises russes s'installent à Belgrade pour contourner les sanctions occidentales. Malgré l'idée répandue en Serbie que la Russie serait le plus grand partenaire économique du pays, celle-ci est largement devancée par l'UE, dont les investissements représentent plus de 60 % de tous les investissements étrangers dans ce pays, souligne le mensuel belgradois NovaEkonomija.

Courrier International Afficher la suite

Selon les statistiques, 40 000 Russes se sont installés de manière permanente en Serbie, et 11 000 autres ont enregistré une entreprise ou un commerce. Mais plusieurs centaines de milliers de Russes ne disposent d'aucun permis de séjour et vivent en Serbie grâce à une bureaucratie laxiste. Ils échappent à l'expulsion par une manœuvre tout à fait légale : chaque mois, ils traversent la frontière pour passer en Bosnie-Herzégovine, à une heure et demie de route de Belgrade, avant de retourner en Serbie. Du point de vue administratif, ils ont quitté le pays et prolongé ainsi d'un mois leur séjour temporaire.

Le président serbe, Aleksandar Vucic, a tenté [en 2023] de faire passer une

loi accordant la citoyenneté serbe aux Russes ayant séjourné douze mois dans le pays, mais il en aurait été empêché par l'Union européenne. [Bruxelles avait menacé de révoquer l'exemption de visa accordée aux Serbes se rendant dans l'espace Schengen.]

Nous marchons au centre de Belgrade. Du quartier de Dorcol jusqu'à celui de Slavija, on compte à la plupart des terrasses de café au moins un groupe de Russes, de jeunes hommes et femmes apparemment aisés. Certains prétendent les reconnaître à leurs tatouages ??aux bras et à leurs vêtements griffés. La majorité des jeunes Russes travaillent à distance dans le secteur informatique. D'autres se sont lancés dans l'hôtellerie. Dans la rue de Car Uros s'enchaînent les commerces russes récemment ouverts : la boulangerie Sloj, le bistro TT, le café Cherny - où un café coûte 4 euros ! Une règle : si les propriétaires sont russes, les employés aussi ; si les employés sont russes, alors les clients aussi.

De toute évidence, cela commence à irriter les Serbes moyens. "Personne n'a rien contre les Russes, mais j'ai le sentiment qu'ils méprisent les Serbes. Comme [s'ils pensaient que] la Russie était une superpuissance, et la Serbie son avant-poste dans les Balkans", estime Natalija, étudiante.

Pénurie de logements

L'immobilier est devenu la principale pierre d'achoppement. La plupart des Serbes, notamment les étudiants, ne peuvent plus se permettre de louer un appartement à Belgrade. Alors qu'autrefois ils payaient 350 euros pour un studio à Vracar ou à Novi Beograd, des quartiers populaires, ils ne trouvent plus de logement à ce prix, même en ban-



## Documents sauvegardés

lieue. Le loyer mensuel au centre de Belgrade s'élève à 1 000 euros au moins, soit l'équivalent d'un salaire moyen.

C'est ce que nous confirme Gordana Petrovic, propriétaire de l'agence immobilière Beostreet. Elle est préoccupée par la pénurie de biens immobiliers sur le marché belgradois :

"En fait, nous n'avons pas assez d'appartements pour loger tous ces Russes."

Les Russes ont aussi commencé à acheter des biens immobiliers. Selon les données officielles, leurs acquisitions représentent désormais 5 % des ventes en Serbie. Ils ont dépensé l'année dernière plus de 180 millions d'euros pour des achats immobiliers. Ils vont sans doute investir davantage l'année prochaine.

"Ceux qui ont enregistré leurs entreprises en Serbie il y a deux ou trois ans pourront dès lors contracter des prêts plus avantageux. Cela risque de déclencher une bulle immobilière spéculative", prédit Gordana Petrovic. Bref, les Russes ont occupé Belgrade, achètent des biens immobiliers, font augmenter le coût de la vie et refusent de s'intégrer. Mais est-ce vrai ?

Nous arrivons à Gornji Dorcol, quartier appelé l'"oasis russe". Les Russes que nous y rencontrons contestent ces allégations, du moins en ce qui les concerne. Sergueï Krotov et Ivan Alexandrov, originaires de Novossibirsk, la troisième ville de Russie, située en Sibérie, ont ouvert à Belgrade un salon de coiffure huppé, Loft5. Ils veulent s'intégrer, rester en Serbie et développer leur entreprise. Arrivés il y a six mois, ils parlent déjà bien le serbe. "À force de parler toute la journée avec les clients, nous avons vite appris la langue", rit

Ivan Alexandrov, le coiffeur en chef du salon.

L'endroit est situé dans la rue Dunavska, au pied d'un complexe résidentiel habité par des Serbes aisés. Le mètre carré y coûte 5 000 euros. Les coiffeurs russes sont habitués à une clientèle riche. Véritables stars à Novossibirsk avant la guerre en Ukraine, ils avaient le plus grand salon de coiffure de la ville - plus de 20 coiffeurs y travaillaient -, une clientèle et un emplacement d'élite. Ils espèrent le même succès à Belgrade.

Discrets sur leurs opinions politiques

[Pour la dernière élection présidentielle, en mars 2024,] seulement [10,8 %] des Russes installés à Belgrade ont voté pour [Vladimir] Poutine. Toutefois, ils évitent d'afficher leurs opinions politiques, notamment concernant Poutine et l'agression contre l'Ukraine. "Cela se comprend : les services russes ont infiltré la société serbe, tout est surveillé et tout est connu, explique le journaliste et chroniqueur bosniaque Dragan Burzac. Ils ont monté des médias prorusses, implanté les services de sécurité russes, le FSB, pénétré le service serbe, investi l'Église et les médias locaux et créé des centres humanitaires et des ONG qui servent en réalité à l'espionnage."

Certains dénoncent la "russification de la Serbie". Elle est visible à chaque coin de la capitale : des peintures murales de Poutine "décorent" les rues de Belgrade, les tee-shirts à son effigie se vendent dans le centre-ville, des affiches du Parti russe, récemment fondé en Serbie, sont collées sur les murs. Toutefois, ce parti n'a rien à voir avec la population russe en Serbie. Ses partisans ne sont pas des informaticiens russes, mais des Serbes d'extrême droite pour qui le président

Vucic est trop libéral et pas assez viril. Cette droite prorusse a franchi le seuil électoral et est entrée au Parlement serbe [à l'issue des élections législatives de décembre 2023]. Désormais, elle fait partie d'une coalition avec le Parti progressiste serbe, de Vucic.

Toutefois, les affinités avec la Russie ne sont pas toujours visibles. Selon un rapport du Comité Helsinki, qui surveille le respect des droits humains, elles se propagent par capillarité dans les médias, la communauté universitaire, les associations civiles et les entreprises. En ce qui concerne les affaires, la situation est particulièrement trouble.

Dans le quartier de Dorcol, Yandex, le Google russe, a ouvert son plus grand bureau international, appelé officiellement l'Institut technologique Yandex Serbie. Le géant informatique russe a déclaré comme activité le "développement des moteurs de recherche, des applications (dont celle pour le taxi) et de l'intelligence artificielle". Lors de l'ouverture de son bureau à Belgrade, il a promis d'employer 2 000 experts serbes, parmi lesquels 800 ingénieurs. Cependant, en nous promenant autour de ses bureaux, nous n'avons rencontré aucun employé local, seulement des Russes.

Différence de mentalité

L'un d'eux, Viatcheslav, ingénieur moscovite de 29 ans, trouve que Belgrade n'est pas tout à fait le paradis qu'on avait promis aux Russes. "Dans un café du centre, en entendant mon accent russe, on m'a dit de foutre le camp et de dégager en Russie." Il ajoute :

"Pour certains locaux, nous ne sommes pas les bienvenus ici."

Viatcheslav est un peu nerveux, mais

## Documents sauvegardés

surtout prudent. Arrivé il y a trois mois en Serbie et comptant y rester un an, il ne veut pas courir le risque que son permis de séjour soit perdu "par hasard". S'est-il adapté à la vie à Belgrade ? Il parle de la différence de mentalité : "Les Russes sont beaucoup plus calmes, les Serbes forts en gueule. Il en va de même pour les femmes, les femmes russes sont timides, réservées et attentionnées, contrairement aux femmes serbes."

[https://www.courrierinternational.com/article/reportage-pour-les-habitants-de-belgrade-les-russes-exiles-deviennent-encombrants\\_222618](https://www.courrierinternational.com/article/reportage-pour-les-habitants-de-belgrade-les-russes-exiles-deviennent-encombrants_222618)

"Mais, dit-il, une chose lie encore les Russes et les Serbes.

-- Laquelle ?

-- Nous détestons tous l'Otan."

Même si l'amitié serbo-russe bat actuellement un peu de l'aile, il ne faut pas la sous-estimer. "Les Russes et les Serbes restent liés par trois choses : l'orthodoxie, un sentiment antioccidental, notamment contre l'Otan, et la haine des valeurs européennes modernes, en particulier les droits des femmes et des personnes LGBTQI", estime Sonja Biserko, fondatrice du Comité Helsinki serbe [de surveillance du respect des droits de l'homme].

Aleksandar Vucic est toujours assis entre deux chaises : il ne doit pas froisser Vladimir Poutine, mais, de l'autre côté, il doit satisfaire aux exigences de l'Union européenne pour pouvoir bénéficier de généreux fonds européens. "Toutefois, il ne se jettera pas dans les bras de l'Europe, au moins tant que seulement 30 % des jeunes Serbes sont favorables à l'adhésion de leur pays à l'Union européenne", souligne Sonja Biserko.

**Cet article est paru dans Courrier International (site web)**

## Documents sauvegardés



© 2025 Le Vif. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251121-BVIW-889eac01-6572-4021-ac09-50f78eb1f02e

## Nom de la source

Le Vif. (site web)

Friday, November 21, 2025

Le Vif. (site web) • 983 mots

## Type de source

Presse • Presse Web

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

Bruxelles, Belgique

## Pourquoi la République serbe de Bosnie restera sous la coupe de Milorad Dodik

**L**a République serbe de Bosnie-Herzégovine élit un nouveau président à la suite de la destitution de l'immuable Milorad Dodik. Or, son emprise sur les organes de l'Etat n'est pas près de disparaître.

Cela ressemble à une blague, mais c'est très sérieux. Dans les rues de Banja Luka, les affiches de campagne du parti SNSD (Alliance des sociaux-démocrates indépendants) pour l'élection présidentielle de la République serbe de Bosnie (Republika Srpska) portaient le candidat officiel, Siniša Karan, aux côtés de... Milorad Dodik, président déchu et, surtout, frappé d'inéligibilité pour les six prochaines années. Les slogans sont tout aussi clairs: "Pour Karan –la Srpska vaincra, pour Dodik." Autant de preuves tangibles qui démontrent que l'ancien homme fort des Serbes de Bosnie reste incontournable alors qu'approche le scrutin du 23 novembre... provoqué par sa destitution de la présidence.

Depuis que les accords de Dayton ont mis fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine en 1995, le pays est constitué de deux entités autonomes qui occupent chacune à peu près la moitié du territoire. La République serbe est majori-

tairement constituée de Serbes orthodoxes, tandis que la Fédération de Bosnie regroupe Bosniaques musulmans et Croates catholiques. Toutes deux sont réunies au sein d'un gouvernement central au pouvoir plutôt limité, et placées sous la supervision d'un haut-représentant de la communauté internationale, actuellement l'Allemand Christian Schmidt. Or, Milorad Dodik l'a dans le viseur depuis 2021 et sa nomination, qu'il juge illégitime vu le veto opposé par la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies. Pour marquer le coup, il a d'ailleurs promulgué, en 2023, deux lois visant à ne plus reconnaître et, donc, à ne plus appliquer les décisions du haut-représentant.

Le recul imposé à Dodik le place dans une position intéressante pour diffuser ses messages de haine ethnique.

### Six ans d'inéligibilité

Une position séparatiste renforcée depuis près de 20 ans par des annonces à tout-va concernant l'organisation de référendums d'autodétermination, la reprise des pouvoirs dans les domaines de la défense, des impôts et de la justice ou encore, selon le Trésor américain, la création d'un groupe de travail mandaté pour rédiger un plan de "sécession paci-

fique". Sauf que cette fois, ces deux lois ont valu à Dodik une inculpation qui a elle-même mené à une destitution de son mandat de président et une condamnation à six ans d'inéligibilité ainsi qu'à un an de prison, que ce proche de Vladimir Poutine s'est empressé de racheter –la démarche est légale en Bosnie-Herzégovine– contre 18.000 euros.

Entre la décision en première instance et la confirmation en appel, Dodik a toutefois eu le temps de faire adopter une législation anticonstitutionnelle interdisant à la justice et à la police centrales du pays d'exercer dans l'entité serbe, puis un texte prévoyant le droit à l'autodétermination ou la création d'une armée, ce qui va totalement à l'encontre de l'esprit de Dayton. Ensuite, en dépit de sa condamnation courant août et l'annonce par la Commission électorale centrale de la tenue d'une élection présidentielle anticipée le 23 novembre, Dodik a continué de se comporter comme un chef d'Etat pendant plusieurs semaines. Sans aucune légitimité, il a signé des documents officiels et a même nommé un Premier ministre. Ce n'est qu'au début de l'automne qu'il a accepté de reconnaître qu'il n'était plus président de la République, tandis que le Parlement de l'entité serbe a annulé toutes les lois votées ces deux dernières années. "Il



## Documents sauvegardés

s'agit probablement d'une manœuvre visant à faciliter les négociations de Milorad Dodik avec Donald Trump et, finalement, s'assurer la levée des sanctions que les Etats-Unis lui imposaient ainsi qu'à son entourage depuis 2017, estime Jean-Arnault Dérens, historien et corédacteur en chef du *Courrier des Balkans*. En cherchant à s'assurer le soutien des Américains, Dodik tient moins à défendre ses prétendues ambitions nationalistes que son patrimoine personnel."

L'ex-dirigeant est en effet soupçonné de s'être bâti une fortune grâce à la corruption d'Etat et à la mainmise qu'il assure à un petit cercle d'entreprises gérées par ses proches sur la République. "Reste désormais à savoir si Dodik continuera à tirer toutes les ficelles en se contentant de ne plus être au premier plan", interroge Jean-Arnault Dérens.

Quelles conséquences?

Selon la politologue Neira Sabanovic (ULB), le recul imposé à Milorad Dodik le place dans une position intéressante pour continuer à diriger dans l'ombre et à diffuser, sans être inquiété, ses messages prônant la haine ethnique. "Son discours axé sur la peur permet ainsi de détourner l'attention des gens des vrais problèmes, à savoir la situation économique catastrophique, les perspectives d'avenir quasi nulles pour la jeunesse, le taux de chômage élevé, etc." Dodik a bien menacé un temps de recourir à la police pour empêcher l'organisation de l'élection, mais elle aura finalement bien lieu. "Face à cette série de crises cycliques auxquelles les précédentes élections n'ont pas changé grand-chose, il serait bienvenu que les quasi-pleins pouvoirs du SNSD soient ne fût-ce qu'un peu ébranlés", poursuit Neira

Sabanovic.

Officiellement, cinq candidats se présentent à l'élection en Republika Srpska, mais l'experte souligne que le manque de diversité dans l'idéologie des partis, toujours fort attachés aux narratifs nationalistes, cadenas une population qui n'est pourtant pas majoritairement obnubilée par les questions de séparatisme. Les observateurs pointent le Parti démocratique serbe (SDS) comme le seul véritablement armé pour pouvoir bousculer l'ordre établi, grâce à son candidat Branko Blanus, mais surtout à son visage principal, Drasko Stanivuković, 32 ans, maire de Banja Luka et principal opposant à Milorad Dodik. "Il faut toutefois prendre en compte que le SNSD n'a pas besoin de "tenir" la Republika Srpska, nuance Neira Sabanovic. Le parti est assuré de conserver une certaine hégémonie en Bosnie-Herzégovine grâce à la présence de Zeljka Cvijanović au sein du triumvirat de chefs d'Etat (NDLR: aux côtés d'un Bosniaque et d'un Croate, tous deux élus par la Fédération de Bosnie), mais également à son réseau de corruption et de clientélisme."

## Documents sauvegardés

Télérama

© 2026 telerama.fr. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0c2DeM5oD\_QxJX5rWfX\_3k4p6jIGbY\_70ZOdX4mMjWuv  
xrb1Cq4ykagO\_sVlbFBH5yr22C6lBAwOu\_-qAD0Ja5BEX  
eEIR3HbobT1B3lekeakNWYy

news-20260113-TAW-edd\*ctrfr\*c20260113\*c26323b75b3e1167  
4ffed936e7ff8680bac592f8e

## Nom de la source

Télérama (site web)

Mardi 13 janvier 2026

## Type de source

Presse • Presse Web

Télérama (site web) • 653

mots

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

Paris, Ile-de-France, France

# Quelle vie après la guerre ? La journaliste Anne Poiret lance une collection de livres qui racontent la reconstruction

Francois Ekchajzer

**L**a journaliste Anne Poiret, Prix Albert-Londres en 2007, est spécialiste des zones touchées par un conflit armé. Après plusieurs documentaires, elle lance chez Actes Sud Les Routes de l'après, un projet éditorial destiné au grand public. Rencontre.

Comme il y a des journalistes de guerre, Anne Poiret est une journaliste d'après-guerre, arpentant depuis vingt ans des régions du monde libérées du fracas des armes, mais qui n'ont pas pour autant accédé à la paix. Quand ses confrères les quittent pour s'en aller couvrir d'autres conflits qui font la une des médias, cette lauréate du prix Albert-Londres (en 2007) préfère s'intéresser aux sociétés en phase de reconstruction, du désarmement des combattants d'hier aux germes de possibles conflits à venir. « J'ai toujours dû me battre pour faire mes films et convaincre les chaînes que l'actualité ne s'arrête pas avec les tirs », explique-t-elle. Pour appuyer sa démarche, elle a fondé en 2023 After War, organisation qui a pour vocation d'éclairer cette « zone grise » de l'après à travers enquêtes, ouvrages, films et

formats numériques.

En plus d'avoir tourné pour le service public d'excellents documentaires sur la Libye, la Syrie, l'Irak ou l'Ukraine (1), elle a écrit *Mon pays vend des armes* (éd. Les Arènes, 2019) et même une bande dessinée : *Mahar le lionceau, ou l'enfance perdue des jeunes soldats de Daech* (avec le Danois Lars Horneman, chez Delcourt en 2024). Elle a également lancé une émission sur Instagram (@afterwar\_focus) avec une école de journalisme, et participe à la lutte contre la désinformation avec des consortiums de journalistes. Elle lance aujourd'hui une collection aux éditions Actes Sud, dont le premier volume, *Mostar, ceci n'est pas une ville*, d'Aline Cateux (208 p., 22 €), a paru début janvier. D'autres suivront, au rythme de trois ou quatre par an.

## Trente ans après, la persistance de divisions

« Les Routes de l'après [c'est son nom, ndlr] offre à des chercheurs travaillant sur cette thématique un espace leur permettant de raconter des choses qui ne trouvent pas leur place dans leur ac-

Dans son documentaire « L'Irak sous emprise », Anne Poiret montrait le rôle des milices chiites créées pour stopper Daech en 2014 et largement corrompues depuis. Squawk

tivité académique. Et de le faire selon des modes susceptibles de toucher des publics auxquels ne s'adressent pas forcément leurs travaux. » Première à tenter l'expérience : l'anthropologue Aline Cateux, spécialiste de la Bosnie-Herzégovine, qui signe sur Mostar un récit dans lequel elle teinte son érudition de subjectivité. Trente ans après que les armes se sont tues et vingt-six ans après sa découverte de la cité bosnienne, les ruines abondantes qu'on y trouve témoignent des violences passées et de la persistance de ses divisions, générant un sentiment vivace d'insécurité qu'elle raconte d'une plume alerte et sensible. « J'incite les auteurs des Routes de l'après à faire un pas de côté, en expérimentant d'autres formes d'écriture que celle qui leur est familière, insiste Anne Poiret. Parmi nos prochaines parutions, certaines contiendront même des bribes de fiction. »

« L'idée de cette collection, précise-t-



## Documents sauvegardés

elle , m'a été inspirée par celle que dirige depuis cinq ans chez Actes Sud le biologiste et ornithologue Stéphane Durand. » Mondes sauvages permet pareillement à des experts d'aider le grand public à repenser notre relation au vivant. Parmi eux, l'écologue Raphaël Mathevet et l'ingénieur forestier Laurent Tillon, respectivement auteurs d'un volume sur les sangliers et d'un sur les chauves-souris qui, l'un et l'autre, ont fait l'objet de remarquables adaptations télévisuelles (2). Certains titres des Routes de l'après pourraient-ils suivre le même chemin ? « Venant du documentaire, j'y pense évidemment, confie Anne Poirer . Mais laissez-moi un peu de temps. »

**Cet article est paru dans Télérama (site web)**

<https://www.telerama.fr/livre/quelle-vie-apres-la-guerre-la-journaliste-anne-poirer-lance-une-collection-de-livres-qui-raccontent-la-reconstruction-7029170.php>



## Documents sauvegardés



**Conversation, The (France) (site web) - The Conversation - France**

Copyright 2025 The Conversation Media Group Ltd tous droits réservés  
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251223-LUMC-224645\_58474660915

**Nom de la source**

Conversation, The (France) (site web) - The Conversation - France

Tuesday, December 23, 2025

Conversation, The (France) (site web) - The Conversation - France • 1954 mots

**Type de source**

Presse • Presse Web

**Périodicité**

En continu

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

Paris, Ile-de-France, France



# République serbe de Bosnie : les enseignements d'une présidentielle très serrée

*Neira Sabanovic, Doctorante en science [...]*

Copyright 2025 The Conversation Media Group Ltd tous droits réservés

Contrairement à la démission par une décision de justice, Milorad Dodik, dirigeant de longue date de la République serbe (l'une des deux entités composant la Bosnie-Herzégovine), proche de Belgrade, de Budapest et de Moscou, n'a pas tout perdu : la présidentielle a été remportée de justesse par un de ses proches, Sinisa Karan. Pour autant, l'opposition, malgré un candidat peu connu, a failli l'emporter, et le taux de participation a été très bas. Le parti de Dodik parviendra-t-il à conserver la haute main sur ce territoire miné bien plus par la corruption et le clientélisme que par les tensions ethnonationales ?

Le 23 novembre 2025, l'entité serbe de la Bosnie-Herzégovine, communément appelée République serbe de Bosnie (Republika Srpska, RS), a tenu une élection présidentielle anticipée qui a vu la victoire étonnante de Sinisa Karan avec 50,8 % des suffrages. Le candidat issu du Parti social-démocrate indépendant

(Savez nezavisnih socijaldemokrata, SNSD) de l'ancien président Milorad Dodik s'est imposé face à Branko Blanus, du Parti démocrate serbe (Srpska demokratska stranka, SDS), qui a remporté 48,8 % des voix.

Le scrutin est intervenu après une période d'importantes turbulences politiques en Bosnie-Herzégovine suite à la condamnation de Milorad Dodik, le 26 février 2025, par la Cour constitutionnelle du pays pour avoir défié l'autorité du Haut Représentant (Office of the High Representative, OHR). Cette condamnation a abouti à la mise à l'écart de Milorad Dodik de la scène politique et à la convocation d'élections anticipées.

L'issue serrée de la présidentielle illustre, d'une part, la capacité du SNSD à maintenir son emprise sur l'appareil politique local, mais aussi, d'autre part, la fragilisation progressive du parti et du leadership de Dodik et un début de re-composition du paysage politique de la

RS.

Un système institutionnel hérité de Dayton

La Bosnie-Herzégovine fonctionne depuis les accords de paix de Dayton (qui ont marqué la fin du conflit armé en 1995 et dont l'Annexe 4 constitue la Constitution) sur un modèle de consociationalisme ethnique et de fédéralisme complexe.

L'État est composé de deux entités territoriales : la Fédération de Bosnie-Herzégovine, elle-même divisée en dix cantons majoritairement bosniaques et croates ; et la Republika Srpska, qui est davantage centralisée. À ces entités s'ajoutent les municipalités ainsi que le district autonome de Brčko. Le niveau étatique comporte deux assemblées parlementaires (la Chambre des représentants et la Chambre des peuples), dont la composition reflète le partage du pouvoir entre les peuples constituants du pays : les Bosniaques, les Croates et les



## Documents sauvegardés

Serbes (selon le dernier recensement, effectué en 2013, le pays est composé de 50,1 % de Bosniaques, 30,8 % de Serbes, 15,4 % de Croates et 3,7 % d'« Autres »). Le système est supervisé par le Bureau du Haut Représentant (OHR), une institution internationale chargée de veiller à l'application civile de Dayton et dotée de larges « pouvoirs de Bonn » lui permettant d'imposer des lois ou de démettre des responsables.

L'Allemand Christian Schmidt, l'actuel Haut Représentant, nommé en 2021 par les pays du Conseil de la mise en oeuvre de la paix (Peace Implementation Council, PIC), est contesté par la Republika Srpska et par la Russie, qui refusent de reconnaître sa légitimité en raison de l'absence d'aval du Conseil de sécurité de l'ONU pour sa nomination. Ce refus de soutenir Christian Schmidt s'inscrit dans le projet russe et chinois de suppression du Bureau du Haut Représentant afin d'élargir leur sphère d'influence dans le pays et de déstabiliser cette région située aux frontières de l'Union européenne.

La figure politique dominante de la RS, Milorad Dodik, 66 ans aujourd'hui, président de la RS de 2010 à 2018 et de 2022 à 2025, a commencé sa carrière en 1996 comme acteur politique modéré soutenu par les États occidentaux, avant d'opérer un tournant nationaliste en 2006. Il s'est alors progressivement imposé comme le principal leader politique serbe du pays, en développant une rhétorique nationaliste serbe radicale, un discours de haine et un système de pouvoir fondé sur la corruption et le clientélisme qui lui a valu plusieurs sanctions internationales. Son style politique s'est ensuite centré essentiellement sur une rhétorique sécessionniste prônant l'indépendance de l'entité serbe.

Des élections dominées par Milorad Dodik

Malgré ses déclarations répétées selon lesquelles il ne se soumettrait pas aux institutions de Bosnie-Herzégovine, Dodik a finalement accepté la décision de justice en convertissant sa peine d'un an de prison en une amende de 18 000 euros, reconnaissant ainsi implicitement l'autorité de la Cour de Bosnie-Herzégovine.

Après sa condamnation par la justice bosnienne, Dodik s'est empressé de désigner un membre de son entourage proche, Ana Trisic Babic, comme présidente par intérim malgré l'absence de base légale pour cette nomination. Dodik et l'élite politique se tenant derrière lui se sont d'abord opposés à l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle en RS, et l'ancien président de la RS a à nouveau menacé d'organiser un référendum à ce sujet, avant de revenir sur cette idée. La nomination d'Ana Trisic Babic illustre cette stratégie d'« occupation » institutionnelle du SNSD qui vise à conserver le levier exécutif quelles que soient les décisions judiciaires ou internationales. L'épisode a renforcé l'image d'un exécutif de la RS prêt à contourner les normes formelles pour prolonger son influence.

La campagne électorale a reproduit les traits récurrents du style politique de Dodik et de son environnement. En mobilisant son registre habituel basé sur un nationalisme serbe agressif et un narratif sécessionniste, Dodik a saturé l'espace médiatique par des discours clivants. Karan, pour sa part, s'est présenté comme le garant de la continuité, fort de son profil technocratique et de son ancrage dans l'appareil sécuritaire en tant qu'ancien ministre de l'intérieur. Face à

Karan, le SDS a présenté Branko Blanus, un universitaire peu connu et sans ancrage politique large, une stratégie de l'opposition qui n'a pas réussi à incarner une alternative crédible face au SNSD.

Sur le plan procédural, l'élection a été entachée d'allégations d'irrégularités dans plusieurs bureaux, notamment dans les villes de Doboj et Zvornik, où l'opposition et la Commission électorale centrale (Centralna Izborna Komisija, CIK), chargée de l'organisation et la supervision de l'ensemble des élections dans le pays, ont dénoncé des pratiques d'abus de fonds publics durant la campagne, de pression sur les électeurs et d'anomalies dans les listes de vote.

Ces incidents s'inscrivent dans des tendances structurelles de clientélisme, de capture des administrations locales et de fragilité des garanties électorales. Les réseaux de dépendance économique et administrative (emplois publics, marchés, transferts) restent des instruments puissants de mobilisation et de contrôle politique en RS.

La manœuvre diplomatique et financière en coulisses a aussi joué. Le desserrement partiel et contesté des pressions internationales a été exploité par les pro-Dodik. En octobre 2025, les sanctions américaines imposées à son réseau proche depuis 2017 ont été levées et ont permis au camp pro-Dodik d'affirmer avoir obtenu une forme de « réhabilitation » internationale et d'afficher un argument électoral de légitimation.

La levée de ces sanctions s'inscrit dans une longue campagne de lobbying probablement financée par l'argent public de la RS. Parallèlement, la Russie et la

## Documents sauvegardés

Hongrie ont maintenu un appui politique visible, marqué par des messages de félicitations et des rencontres bilatérales, renforçant le narratif selon lequel la RS disposerait de parrains internationaux face à l'Occident.

Un tournant pour le SNSD et l'avenir politique de Dodik ?

Toutefois, ces élections indiquent une mutation importante dans la carrière politique de Milorad Dodik et la popularité du SNSD, qui semble s'essouffler. En effet, la mise à l'écart de Dodik de toute fonction publique pendant six ans ouvre une période d'incertitude pour le SNSD, déjà marqué par l'usure du pouvoir, et pourrait encourager certains de ses cadres et membres à prendre leurs distances pour préserver leur propre carrière politique.

L'élection de Karan assure pour le moment la continuité d'un modèle politique centré sur le contrôle partisan des institutions, la politisation des forces de sécurité et la circulation de ressources vers des réseaux clientélistes.

L'opposition, fragilisée par le choix d'un candidat peu visible et par l'absence d'une stratégie unifiée, sort affaiblie et risque de ne pas pouvoir jouer efficacement son rôle de contre-pouvoir.

Toutefois, la victoire étroite du candidat du SNSD et le taux de participation très faible soulignent un désenchantement croissant. L'élite politique semble éloignée des besoins concrets des citoyens de la RS au profit d'une rhétorique axée sur les prétendues tensions ethn nationales. Les derniers résultats électoraux du SNSD, en recul par rapport aux cycles précédents, confirment une érosion du soutien populaire. De plus, la non-participation à la présiden-

tielle d'un des partis les plus populaires en RS, le Parti du progrès démocratique (Partija Demokratskog Progres, PDP), aurait dû assurer une victoire aisée pour Karan face au SDS, dont le soutien populaire a également été ébranlé ces dernières années. Le succès de Karan s'explique ainsi par la faiblesse de la stratégie de l'opposition et non pas par la popularité du SNSD.

Au plan international, la victoire de Karan maintient les liens géopolitiques de Dodik avec Moscou et Budapest, tandis que les partenaires occidentaux, malgré certaines sanctions et interventions à l'encontre de la personne de Dodik comme celles de l'Allemagne et de l'Autriche, peinent à imposer des corrections structurelles durables.

De plus, cette période électorale a vu émerger une période de tension avec Aleksandar Vucic, le président serbe, dont Milorad Dodik est très proche. Belgrade a notamment exprimé son mécontentement face à la nomination d'Ana Trisic Babic et au retrait soudain de certaines lois déclarées inconstitutionnelles, notamment celles en vertu desquelles Dodik a été condamné par la justice. Le malaise de Belgrade tient probablement au fait que, en obtempérant aux décisions de la justice bosnienne et en retirant les lois inconstitutionnelles, Dodik a implicitement reconnu l'autorité des institutions centrales de Bosnie-Herzégovine. Toutefois, cette séquence allait à l'encontre de la stratégie de Vucic, qui a historiquement tiré parti de la contestation institutionnelle menée par la RS pour maintenir une influence discrète et une instabilité politique maîtrisée au sein de la Bosnie-Herzégovine.

En conclusion, la récente présidentielle

a confirmé que la problématique bosnienne ne relève pas de rivalités ethn nationales. Le clientélisme, la faiblesse des institutions et la capture des médias publics créent un terrain propice à une gouvernance de plus en plus autoritaire, personnalisée et centralisée autour du clan Dodik. Sans réformes institutionnelles fortes et sans restauration de mécanismes indépendants de contrôle, la RS se retrouve dans un cycle de normalisation d'un pouvoir personnalisé avec le SNSD à sa tête, malgré la volonté des partis de l'opposition, même si ceux-ci s'inscrivent pour la plupart dans un courant idéologique nationaliste serbe, de collaborer avec les institutions centrales et apaiser les tensions cycliques initiées par Milorad Dodik.

Neira Sabanovic bénéficie d'une bourse de recherche Aspirant du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS - Belgique) pour mener sa recherche doctorale.

Conditions générales de LexisNexis |  
Politique de confidentialité | ©2026  
LexisNexis

## Documents sauvegardés

**L'Humanité**

© 2025 L'Humanité. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251108-HUW-017

**Nom de la source**

L'Humanité (site web)

Samedi 8 novembre 2025

**Type de source**

Presse • Presse Web

L'Humanité (site web) • 1091  
mots**Périodicité**

En continu

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

# Serbie : après un an de lutte suite à l'effondrement de la gare de Novi Sad, comment les étudiants font front contre l'État

Jean-Arnault Dérens

Un an après la chute tragique de l'auvent de béton de la gare de Novi Sad, la mobilisation ne faiblit pas en Serbie. Le régime d'Aleksandar Vucic, lui, joue la carte de la violence et de la provocation.

Correspondance particulière, Serbie.

Samedi dernier, ils étaient assurément plus de 100 000 à se masser dans les rues de Novi Sad, où personne n'avait souvenir d'une mobilisation de telle ampleur. Un an plus tôt, le 1er novembre 2024, l'auvent de béton de la gare, juste rénovée, de la ville s'effondrait, tuant seize personnes. Depuis, la Serbie connaît le plus long et plus puissant mouvement social de son histoire, porté par les étudiants qui occupent leurs facultés depuis près d'un an, réclamant que la chaîne de corruption ayant permis la tragédie soit entièrement révélée. Comme le régime du président Aleksandar Vucic s'est contenté de jeter du lest en sacrifiant des seconds couteaux, y compris un premier ministre, étudiants et citoyens exigent la convocation d'élections législatives anticipées.

Le camp des « cacis »

Les plus acclamés des étudiants arrivant à pied à Novi Sad furent ceux de Novi Pazar, province au sud-ouest de la Serbie, majoritairement Slaves de tradition musulmane. Ils étaient partis le 14 décembre pour avaler une longue route de plus de 400 kilomètres jusqu'à la capitale de la province septentrionale de Voïvodine. Une jeune femme voilée, les épaules ceintes d'un keffieh palestinien, marchait en tête du cortège, tout en brandissant un drapeau serbe. Un jeune Serbe coiffé de la sajkaca, le bérêt traditionnel, l'a aussitôt étreinte et la photographie de ce symbole d'unité encore impensable il y a quelques années est devenue virale sur tous les réseaux sociaux.

Durant leur longue marche, les étudiants de Novi Pazar s'arrêtaient pour faire leurs prières au bord de la route mais, dès leur première étape, dans la petite ville de Raska, les autorités ont fait fermer l'hébergement prévu pour eux : le prestigieux monastère orthodoxe de Studenica, joyau du patrimoine médiéval serbe, a donc décidé de leur ouvrir un dortoir, dans un geste également inédit.

Sur le même thème Serbie : face à la

répression brutale du gouvernement, les manifestants toujours mobilisés pour obtenir des élections anticipées

Face à cette détermination, le régime d'Aleksandar Vucic joue la carte de la violence. Dimanche 2 novembre, Dijana Hrka, la mère d'un jeune homme tué dans l'effondrement de la gare de Novi Sad, a pris l'initiative d'engager une grève de la faim devant le Parlement de Serbie, à Belgrade, en face duquel se dresse le camp des « cacis ». Ces derniers, des partisans du régime, toujours protégés par la police, ont dressé leurs tentes au début du mois de mars dernier, investissant le Parc des Pionniers.

Aleksandar Vucic temporise

Au départ, ils se présentaient comme « des étudiants voulant étudier », s'opposant au blocage des universités, mais si l'on reconnaît parmi eux certaines figures criminelles issues du milieu des hooligans et des supporters ultra, et même des Serbes de Bosnie-Herzégovine passés par les champs de bataille d'Ukraine, il s'agit pour l'essentiel de pauvres gens, surtout attirés par la



**Documents sauvegardés**

promesse d'un billet en contrepartie de leur présence - on parle d'un « cachet » moyen d'une cinquantaine d'euros par jour.

Le terme même de « caci » vient d'un graffiti présentant une faute d'orthographe que l'on pourrait traduire par les « zélèves ». Utilisé avec ironie par les opposants, il a été repris par les intéressés, et le président Vucic présente lui-même désormais le « Caciland », le campement des caci, comme un « îlot de liberté » menacé par des opposants présentés comme des « terroristes ». Alors qu'un carré de citoyens, d'étudiants et de lycéens de Novi Sad entoure nuit et jour Dijana Hrka qui poursuit sa grève de la faim, la sono des caci diffuse à plein volume des chansons patriotique ou folklorique. Mercredi soir, les caci avaient reçu d'importants renforts venus en autocars de province, tandis que les opposants de plusieurs villes de province s'étaient aussi mobilisés pour venir à Belgrade. Le face-à-face a été tendu mais sans incidents notables.

Si la mobilisation se maintient à un niveau élevé, elle ne semble pas en mesure de faire fléchir le régime. Alors que les contestataires réclament des élections, auxquelles se présenterait une « liste étudiante », qui devrait être soutenue par toutes les forces d'opposition, Aleksandar Vucic a déclaré que ce scrutin pourrait avoir lieu « fin 2026 », au lieu du terme normal de l'actuelle mandature, en décembre 2027. Cette manière de couper la poire en deux revient surtout à essayer de gagner du temps, en misant sur l'essoufflement du mouvement et les divisions de l'opposition.

« C'est une nouvelle Serbie qui est en train de naître »

Fin octobre, le Parlement européen a adopté, à une très large majorité, une ferme résolution condamnant le régime d'Aleksandar Vucic - seuls une partie des élus d'extrême droite, dont ceux du Rassemblement national français, ont voté contre - mais le maître de Belgrade peut encore compter sur le soutien de ses « amis » - un club très large qui regroupe tant Emmanuel Macron que Vladimir Poutine, Donald Trump, le premier ministre hongrois Orban et le président chinois Xi Jinping, qui trouvent tous un intérêt à soutenir le statu quo à Belgrade.

Sur le même thème « Il n'y aura pas de négociations avec les terroristes » : en Serbie, la révolte se maintient malgré la violence de l'État

Pour la réalisatrice Mila Turajlic, toutefois, les stratégies d'Aleksandar Vucic et les calculs politiques importent peu. « C'est une nouvelle Serbie qui est en train de naître. Les étudiants d'aujourd'hui sont les professionnels de demain, et ils ont clairement indiqué qu'ils voyaient leur avenir en Serbie, qu'ils ne voulaient pas partir à l'étranger mais qu'ils voulaient reconstruire le pays sur des bases nouvelles. Ils ont aussi appris de nos erreurs », souligne celle qui, alors lycéenne, battait déjà le pavé de Belgrade lors des manifestations démocratiques de l'hiver 1996-1997. « Nous avions la naïveté de croire que des facteurs étrangers, comme l'Union européenne, allaient venir nous aider et résoudre nos problèmes. Eux, ils savent qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et qu'ils doivent avoir le courage de regarder en face tous les fantômes du passé. »

Depuis l'hiver dernier, les étudiants ont reçu un soutien inattendu, celui des

vétérans des guerres des années 1990, qui assurent souvent la logistique et la protection des manifestants. Lors du blocus du siège de la télévision publique, l'un de leurs porte-paroles avait lancé : « Il n'y a plus eux et nous, tous les étudiants de Serbie sont nos enfants, quelle que soit leur religion. »

**Cet article est paru dans L'Humanité (site web)**

<https://www.humanite.fr/monde/aleksandar-vucic/serbie-apres-un-an-de-lutte-suite-a-leffondrement-de-la-gare-de-novi-sad-comment-les-etudiants-frontent-contre-le-etat>

## Documents sauvegardés



© 2025 Bulletin Quotidien. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250422-SGA-qb20250422a049\_1

**Nom de la source**

Bulletin Quotidien

Mardi 22 avril 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

Bulletin Quotidien • 110 mots

Dans le monde

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

Paris, Ile-de-France, France

## [Serbie : La commissaire européenne à l'Elargissement Marta...]

**S**erbie : La commissaire européenne à l'Elargissement Marta KOS a appelé samedi "tout le monde à ne pas alimenter davantage les tensions" en Serbie, pays marqué depuis des mois par des manifestations contre la corruption, menées par des étudiants. "Afin de sortir de l'impasse politique et de mettre fin aux divisions de la société, la Serbie doit intensifier ses efforts pour lutter contre la corruption et faire avancer les réformes pour un Etat de droit", "essentiels" en vue de l'adhésion de la Serbie à l'Union, a-t-elle ajouté. "Les médias publics ont la responsabilité d'agir dans l'intérêt général et de donner la parole à toutes les parties légitimes", a rappelé Mme KOS.





## Documents sauvegardés

**LA CROIX**

© 2025 la Croix. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251125-LC-cue-print-la\_croix-602jg23

## Nom de la source

La Croix

Mardi 25 novembre 2025

## Type de source

Presse • Journaux

La Croix • no. 43381

## Périodicité

Quotidien

• p. 9

• 451 mots

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

France



## Sinisa Karan élu président des Serbes de Bosnie

Giovanni Vale, correspondant régional, depuis Zagreb (Croatie)

**La Republika Srpska (RS), l'entité serbe de la Bosnie-Herzégovine, élit dimanche 23 novembre un nouveau président après la destitution de Milorad Dodik par la justice.**

**Son fidèle lieutenant Sinisa Karan ressort gagnant, malgré les accusations d'irrégularités.**

« Ils voulaient faire tomber Dodik dans un procès inéquitable, et maintenant ils ont deux Dodik. » Milorad Dodik, le leader serbo-bosnien s'est permis d'ironiser, dimanche 23 novembre au soir, depuis le siège de son parti – l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants (SNSD) – alors que le décompte des votes était toujours en cours. À ses côtés, Sinisa Karan, son ancien ministre de l'intérieur, venait d'être présenté comme le futur président de la Republika Srpska (RS), l'entité à majorité serbe de la Bosnie-Herzégovine. « Il s'agit d'une victoire très importante et significative », a ajouté Milorad Dodik, élu pour la première fois premier ministre en 1998 et qui, depuis 2006, a toujours été soit chef du gouvernement, soit président.

Selon la commission électorale de Bosnie-Herzégovine, qui a publié les résultats à 92,8 % des bulletins dépouillés, Sinisa Karan a remporté le vote avec 50,9 % des voix, contre 47,8 % pour Branko Blanus, le candidat du Parti démocratique serbe (SDS). Mais le SDS

exige de revoter dans plusieurs localités où il y aurait eu des irrégularités. « S'il n'y avait pas eu de manipulations, j'aurais déjà pu proclamer la victoire ce soir », a affirmé Branko Blanus.

La présidentielle anticipée de dimanche a eu lieu à la suite de la condamnation, en février, de Milorad Dodik à un an de prison et à six ans d'inéligibilité pour avoir ignoré les décisions du haut représentant Christian Schmidt, chargé de veiller au respect des accords de paix de Dayton qui ont mis fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine en 1995. M. Dodik a évité la détention en payant une amende mais a dû quitter son poste de président. Après avoir refusé le verdict, Milorad Dodik a fini par obtempérer, ce qui lui a valu la levée des sanctions américaines contre lui depuis 2017. Leader nationaliste prorusse, Dodik menace depuis des années de faire sécession avec sa Republika Srpska. Hier soir, son successeur, l'ancien ministre Sinisa Karan, a assuré : « Je reprends là où nous nous sommes arrêtés. »

Selon le Trésor américain, Karan figure

Sinisa Karan, le 23 novembre..  
Elvis Barukcic/AFP

parmi les membres du groupe de travail formé en 2024 sur ordre de Dodik dans le but d'élaborer un plan opérationnel pour la sécession de la Republika Srpska. Il est à ce titre l'un des plus grands adversaires de l'ordre constitutionnel de la Bosnie-Herzégovine, trente ans après la signature des accords de Dayton.



## Documents sauvegardés



© 2024 Libération. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20240329-LIF-043

**Nom de la source**

Libération (site web)

Vendredi 29 mars 2024

**Type de source**

Presse • Presse Web

Libération (site web) • 948

mots

**Périodicité**

En continu

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

Paris, Ile-de-France, France

## En Bosnie-Herzégovine, le nationaliste Dodik menace et alarme à tout-va

Arnaud Vaulerin

**L**ors d'une session extraordinaire du Parlement régional, le leader prorusse et sécessionniste des Serbes de Bosnie a fixé un délai de sept jours pour que le haut représentant international retire sa réforme électorale, avant de critiquer les Bosniaques et de nier à nouveau le génocide de Srebrenica.

Le compte à rebours est relancé, dans des termes inquiétants. Le chef politique des Serbes de Bosnie, Milorad Dodik, a menacé jeudi 28 mars de bloquer les institutions centrales de la Bosnie-Herzégovine si le haut représentant international, l'Allemand Christian Schmidt, ne retire pas ses réformes électorales «dans un délai de sept jours». Mardi 26 mars, l'ancien ministre de Merkel a imposé des modifications à la loi électorale afin d'en garantir l'intégrité par des améliorations techniques, après que les chefs des trois communautés du pays (Bosniaque, Croates et Serbes) ne sont pas parvenus à se mettre d'accord après des mois de négociations.

Nommé en 2021, Schmidt, dont le rôle est de veiller au respect de l'accord de paix de Dayton en 1995, entend améliorer notamment l'enregistrement

biométrique des électeurs, la numérisation des bulletins aussitôt lors du vote et le financement des campagnes électorales pour réduire les possibilités de fraude. Ces changements du code électoral font partie des principaux critères imposés par Bruxelles pour l'intégration européenne de la Bosnie, qui a obtenu le 21 mars l'accord des dirigeants de l'Union européenne pour l'ouverture de négociations d'adhésion.

Milorad Dodik n'en veut pas. Jeudi, lors d'une session extraordinaire du Parlement de la Republika Srpska (RS, entité serbe aux côtés de la fédération croato-bosniaque qui compose la Bosnie), il a estimé que l'imposition de la décision de Christian Schmidt sur ces modifications électorales était un «coup de poignard dans le dos» de la Bosnie-Herzégovine, ajoutant que «retirer ce couteau sera très douloureux».

### Séparatiste en chef

Dodik, un nationaliste prorusse récemment décoré à Moscou par Vladimir Poutine, mais sanctionné par les Etats-Unis et le Royaume-Uni pour avoir entériné les termes de l'accord de paix, a fustigé «l'administration coloniale» du haut représentant, la plus haute autorité

politique du pays. Devant les élus de la RS, il a tonné qu'il revenait au Parlement national d'adopter des lois électorales et de se déclarer la seule institution législative du pays. Jeudi prochain, a-t-il précisé, si sa demande n'est pas satisfaite, l'entité serbe de Bosnie adoptera sa propre loi électorale pour organiser des élections et se retirera de trois institutions centrales cruciales : l'armée, la justice et le fisc. Sur ce point, Dodik en n'est pas à son coup d'essai. En décembre 2021, le Parlement de la RS avait donné six mois au gouvernement de l'entité pour organiser légalement ce départ. Même si la loi de l'entité autonome ne peut pas invalider celle de l'Etat central.

Cette fois, Dodik raccourcit le compte à rebours et se pose en défenseur de la RS et en séparatiste en chef. «Je n'abandonnerai pas, quelle que soit la façon dont cela m'affecte. Je ne m'arrêterai pas, je me battrai jusqu'au bout, quelles que soient les conséquences pour moi. Si je vois que la RS a un problème, je demanderai au peuple, lors d'un référendum, ce qu'il faut faire et comment le faire», a déclaré le roitelet de Banja Luka dans son discours. Dodik aimerait tant que la RS soit un Etat géré par et pour les



## Documents sauvegardés

Serbes. Elle n'est qu'une entité où co-existent d'autres «peuples constituants», des Croates catholiques et des Bosniaques musulmans.

Il est allé plus loin en répétant que la Bosnie-Herzégovine «n'était pas un pays constitutionnel» et qu'elle n'avait pas d'avenir. Comme le rapporte le *Sarajevo Times*, le meilleur moyen pour les parties en Bosnie-Herzégovine est, selon Dodik, de «s'asseoir et de se séparer pacifiquement», affirmant que les Bosniaques peuvent objectivement «vivre sur 25 % de leur territoire et qu'ils n'ont pas besoin de plus. [...] Le seul objectif des Bosniaques musulmans est de détruire la RS en centralisant la Bosnie-Herzégovine et en déplaçant les Serbes, tout en mettant sous leur joug ceux qui restent en Bosnie-Herzégovine. Nous ne faisons pas confiance aux Bosniaques et nous ne pouvons plus coopérer avec eux.»

«Colonisateurs et usurpateurs»

Ces déclarations sont inquiétantes pour l'un des leaders du pays où près de 100 000 personnes, en très grande majorité civiles, ont été tuées entre 1992 et 1995. Elles devraient mobiliser beaucoup plus les dirigeants au sein de l'UE, même s'il est vrai que depuis de longues années, Dodik multiplie les déclarations tonitruantes contre un «Etat impossible», l'Etat central de Bosnie-Herzégovine, qui, selon lui, doit être «dissous».

Dans son discours, le président de la RS s'en est pris également aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et à l'Allemagne, qui ont imposé des sanctions et contrecarré ses projets. «Ils sont des colonisateurs, des usurpateurs et une entreprise criminelle commune visant à détruire l'ordre constitutionnel en Bosnie-Herzégovine.

Ils mènent une guerre hybride contre la RS et la Serbie et son président, Aleksandar Vucic.»

Il a ajouté que les ambassadeurs américain, britannique, allemand et le haut représentant de la communauté internationale dans le pays devraient être déclarés «ennemis de la Bosnie-Herzégovine» et expulsés. Avant d'accuser ces Etats de tout faire pour déstabiliser la Serbie et d'en faire une «proie facile» pour la mise en oeuvre de leur politique, de ne pas respecter le droit international, de mener une «révolution de couleur» contre cette entité avec l'aide d'une partie de l'opposition, des organisations non gouvernementales et des médias de la RS.

Dans son discours, contre toutes les évidences et les décisions de justice, Dodik a de nouveau nié qu'un génocide ait eu lieu à Srebrenica en 1995 et a accusé la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine et les juges étrangers qui y siègent de travailler contre la Republika Srpska.

**Cet article est paru dans Libération (site web)**

[https://www.liberation.fr/international/europe/en-bosnie-herzegovine-le-nationaliste-dodik-menace-et-alarme-a-tout-va-20240329\\_K3RCZY4ROFGBVCAJBFEHFYNPNI](https://www.liberation.fr/international/europe/en-bosnie-herzegovine-le-nationaliste-dodik-menace-et-alarme-a-tout-va-20240329_K3RCZY4ROFGBVCAJBFEHFYNPNI)

---

## Documents sauvegardés

Mardi 3 février 2026 à 16 h 03

20 documents

---

# Sommaire

## Documents sauvegardés • 20 documents

	1 décembre 2024		
Historia - Hors-Série	<b>Chrétiens dans l'Empire ottoman</b>	Paradoxalement, la Porte n'empêche pas la survie des Églises et de leurs adeptes. Ces derniers caressent même, à la fin du xixe s., l'idée d'une citoyenneté égalitaire. Un ...	5
	27 mai 2025		
La Croix (site web)	<b>Dans l'orthodoxie, « des Églises se sont consciemment laissé prendre en otages par les nationalismes »</b>	Historien et rédacteur en chef du Courrier des Balkans, Jean-Arnault Dérens vient de publier Géopolitique de l'orthodoxie. De Byzance à la guerre en Ukraine (1). Auprès de La Croix ...	7
	10 décembre 2025		
L'Express (site web)	<b>"Donald Trump n'est nullement naïf sur la Russie " : la stratégie américaine défendue par A. Wess Mitchell</b>	Stratège et ancien diplomate, A. Wess Mitchell a, sous la première administration Trump, été en charge des relations avec l'Europe et l'Eurasie. Depuis, il a cofondé le think tank ...	9
	7 janvier 2025		
La Vie (site web)	<b>En Albanie, le projet d'un « Vatican musulman » fait son chemin</b>	Le pays prévoit d'héberger dans sa capitale un micro-État musulman sur le modèle du Vatican. L'État souverain de l'ordre bektachi, qui aurait ses frontières, sa police et ...	13
	11 octobre 2025		
Le Monde	<b>En Moldavie, des prêtres quittent l'Eglise russe</b>	Dans la commune de Grinauti, dans le nord de la Moldavie, les chants du chœur de femmes, foulards noués sur la tête, vibrent sous la tonnelle où le prêtre Constantin Turtureanu ...	15
	31 décembre 2025		
Le Figaro	<b>En pleine crise politique, la Bulgarie adopte l'euro, le 1er janvier</b>	Les commerces bulgares ont déjà basculé et affichent depuis plusieurs semaines leurs prix en euro. À Sofia, le monde des affaires attend aussi avec impatience le grand jour. Ce jeudi 1er ...	17
	1 octobre 2025		
L'Histoire - Collections	<b>Être chrétien en Roumélie</b>	Comment se représenter la vie quotidienne des chrétiens des Balkans sous la domination ottomane : oppression cruelle ou vivre-ensemble apaisé permettant certaines opportunités ? Au XIXe siècle, certains intellectuels nationalistes des Balkans ...	19
	17 mai 2024		
La Croix (site web)	<b>Kosovo : le patriarche orthodoxe de Serbie Porphyre à nouveau interdit d'entrée</b>	Lundi 13 mai, le patriarche Porphyre a été refoulé à la frontière du Kosovo, où il devait se rendre pour une nouvelle assemblée ordinaire de l'Église orthodoxe serbe. Une interdiction ...	21

Le Grand Continent (site web réf.) - Le Grand Continent	2 mai 2025	<b>L'art de la guerre sainte : Poutine et Kirill ouvrent un front en Serbie</b>	23
	Il faut que notre petite barque, voguant en eaux troubles, reste toujours amarrée au grand navire russe. Alors que l'Église catholique pleurait la mort du pape François, à Moscou, sous ...		
Bulletin Quotidien	20 décembre 2024	<b>L'élargissement aux Balkans occidentaux reste une priorité de l'UE sous réserve d'un certain nombre de résultats à atteindre</b>	24
	L'élargissement aux Balkans occidentaux reste une priorité de l'UE sous réserve d'un certain nombre de résultats à atteindre L'élargissement aux Balkans occidentaux reste une priorité de l ...		
La Croix	5 septembre 2025	<b>L'islam bosniaque, un modèle européen</b>	28
	Le 11 juillet dernier était commémoré le trentenaire du massacre de Srebrenica, apogée de l'entreprise génocidaire serbe durant la guerre de Bosnie (1992-1995) visant une « Grande Serbie » : plus de ...		
L'Histoire - Collections	1 octobre 2025	<b>L'orthodoxie slave est née dans les Balkans</b>	30
	Entre 863 et 885, les missions de Constantin (plus connu sous son nom de moine Cyrille), de son frère Méthode et de leurs disciples permettent, depuis Thessalonique, d'entamer la christianisation ...		
Le Point.fr	11 octobre 2025	<b>« Le monde orthodoxe est plus fragmenté que jamais »</b>	34
	Que Léon XIV ait choisi pour son premier voyage apostolique de se rendre en Turquie - du 27 au 30 novembre - est un signe marquant à plusieurs titres. En direction du monde ...		
Le Temps	28 novembre 2025	<b>Léon XIV, premier voyage sous le signe du dialogue oecuménique</b>	36
	8389 La Turquie semble devenue une destination « obligatoire » des débuts de pontificat. Depuis la visite de Paul VI en 1967, Jean Paul II a fait le voyage en 1979, Benoit XVI ...		
L'Histoire - Collections	1 octobre 2025	<b>Les marges incontrôlées de l'Europe</b>	38
	L'Histoire : Depuis quand les Balkans sont-ils pensés comme une entité géographique et politique cohérente ? Maria Todorova : Il faut se méfier des catégories géographiques dont on a longtemps eu tendance ...		
EURACTIV.fr (site web) - EurActiv.fr	 27 octobre 2025	<b>Manifestations, répression, lithium... L'UE face à un dilemme démocratique en Serbie</b>	42
	Les manifestations antigouvernementales et la controverse sur le développement d'une mine de lithium qui intéresse l'UE en Serbie mettent à rude épreuve les relations déjà fragiles entre les citoyens ...		
La Croix	11 juin 2025	<b>Orthodoxie, « ces Églises prises au piège des nationalismes »</b>	45
	Dans votre dernier livre (lire ci-dessous), vous décrivez la perception que l'on trouve dans l'imaginaire collectif européen à l'égard de l'orthodoxie. Où cette méfiance s'enracine ...		
Ouest-France (site web)	25 juillet 2024	<b>POINT DE VUE. La quête d'Europe dans les Balkans</b>	47
	Lorsque l'on évoque l'Albanie, pays des Balkans de 2,7 millions d'habitants, les clichés ont la vie dure. La mémoire renvoie au pays le plus fermé du monde ...		



---

**Les Echos**

11 septembre 2024

**Pourquoi Kiev a décidé de mettre au ban l'Eglise orthodoxe ukrainienne**

Les orthodoxes ukrainiens font aujourd'hui un pas pour se libérer des démons de Moscou » : c'est par ces mots que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a célébré la signature, le ...

**49**

---

**La Croix**

28 novembre 2025

**[Qu'est-ce que le Phanar ?...]**

Qu'est-ce que le Phanar ? Haut lieu du christianisme et témoin du passé chrétien de la vieille Byzance, le siège du Patriarcat œcuménique de Constantinople où se rend le pape ...

**52**

## Documents sauvegardés

**Historia**

© 2024 Historia - Hors-Série. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20241201-SHR-a0004726130

**Nom de la source**

Historia - Hors-Série

**Type de source**

Presse • Magazines et revues

**Périodicité**

Bimestriel ou trimestriel

**Couverture géographique**

Internationale

**Provenance**

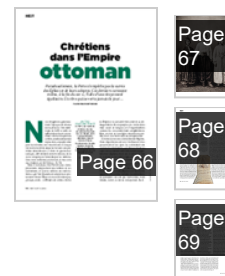
France

Dimanche 1 décembre 2024

Historia - Hors-Série

• p. 66,67,68,69

• 1227 mots



# Chrétiens dans l'Empire ottoman

BERNARD HEYBERGER

**P**aradoxalement, la Porte n'empêche pas la survie des Églises et de leurs adeptes. Ces derniers caressent même, à la fin du xixe s., l'idée d'une citoyenneté égalitaire. Un rêve qui ne verra jamais le jour... Nous imaginons généralement l'époque ottomane (de la prise de Constantinople en 1453 à la fin de la Première Guerre mondiale) comme une période sombre, de décadence et de répression, en particulier pour les minorités non-musulmanes. C'est que notre vision est biaisée par les horreurs des premières décennies du xxe siècle: les guerres balkaniques, la Première Guerre mondiale, suivie de la conquête de l'Anatolie par les nationalistes turcs de Kemal, et, bien sûr, le massacre des chrétiens en 1915 (lire p. 74-79).

Mais il ne faut pas lire l'histoire des siècles précédents uniquement à la lumière de ces événements, ni avec les oeillères des nationalismes qui l'ont finalement emporté en prétendant fonder l'État sur une nation (turque, grecque, arabe...). L'Empire du sultan, comme les Empires russe et autrichien, était un assemblage hétéroclite de peuples, de confessions mais aussi de langues et d'organisations sociales. Le souverain tirait sa légitimité de Dieu, et donc de la religion musul-

mane sunnite, mais s'accommodait de cette pluralité.

Comme dans toute société d'Ancien Régime, l'idée d'égalité devant la loi n'effleurait ni les gouvernants ni les sujets. La société était une société discriminatoire, qui hiérarchisait les sujets non seulement en fonction de leur appartenance religieuse, mais aussi selon leur lieu de résidence, leur généalogie ou leur appartenance à un corps professionnel. La principale marque d'obéissance au souverain était le versement régulier de l'impôt. Il n'y avait pas d'homogénéité entre les chrétiens, y compris à l'intérieur d'une même Église ou d'une même appartenance confessionnelle. Les Arméniens ne parlaient souvent pas l'arménien, mais l'arabe, le turc, le kurde ou le persan. Les

chrétiennes de Chypre cheminaient dans les rues non voilées et y vendaient de la viande de porc, tandis qu'elles étaient strictement voilées et enfermées à Alep, où la consommation de viande de porc était prohibée par les évêques.

Au service des sultans La conquête ottomane unifie pour plusieurs siècles un vaste espace allant de l'Algérie à l'Albanie, de l'Irak à la Roumanie, et rassemble dans une même entité poli-

WASHINGTON , LIBRARY OF CONGRESS

tique un grand nombre de chrétiens de diverses obédiences. Le christianisme y est d'ailleurs majoritaire jusqu'aux amputations territoriales subies dans les Balkans au xixe siècle. Cette unification politique renforce l'autorité des patriarches grec et arménien de Constantinople, qui se présentent comme de fidèles serviteurs du sultan. Celui-ci attend en retour qu'ils l'aident à gouverner ses sujets. Avec son soutien, ils étendent leur influence sur des territoires qui leur échappaient depuis longtemps, comme la Crète, Chypre ou la Syrie. S'il arrive quelquefois qu'on les fasse révoquer, exiler ou exécuter, ils ne font, en cela, que subir le sort que le régime ottoman réserve souvent à ses meilleurs serviteurs.

Cette unification ottomane de la Méditerranée profite aux chrétiens orientaux. Les pèlerins arméniens et grecs se rendant à Jérusalem sont bien plus nombreux que les pèlerins occidentaux. Des commerçants européens ouvrent des comptoirs dans les «échelles du Levant»[ports dans lesquels les Européens pouvaient commercer, ndlr], et prennent des chrétiens à leur service, comme courtiers et agents. L'essor

## Documents sauvegardés

d'une économie reposant sur l'exportation de matières premières vers l'Occident et sur l'importation de produits manufacturés profite avant tout à des zones côtières comme le mont Liban (pour la production de la soie) et la Galilée (pour celle du coton). Les chrétiens bénéficient de cette expansion et deviennent majoritaires dans des villes en forte progression démographique, comme Smyrne, Acre, Beyrouth ou Alexandrie. Ce développement économique permet à des gouverneurs.

locaux d'acquérir puissance et autonomie par rapport à la Porte. C'est le cas, au début du xvii<sup>e</sup> siècle, de l'émir druze Fakhr al-Din, qui s'appuie sur les maronites et favorise l'implantation des missionnaires latins au mont Liban.

L'apparition tardive des «minorités» À partir du xviii<sup>e</sup> siècle, beaucoup de chrétiens instruits font carrière dans l'administration, à Istanbul, en Syrie et en Égypte. Car la vigueur démographique et économique s'accompagne aussi d'un dynamisme culturel. Partout, le niveau d'éducation du clergé et des fidèles s'élève. Des enfants des différentes Églises sont envoyés se former dans les collèges romains. À Rome, la typographie de la Congrégation de la propagation de la foi imprime des ouvrages dans différentes langues orientales pour être diffusés en Orient. En réaction contre l'influence catholique, des Arméniens et des Grecs fondent des imprimeries en Orient.

Au xix<sup>e</sup> siècle, l'arrivée de missionnaires protestants, qui ouvrent des écoles, des hôpitaux et des imprimeries, stimule la compétition avec les catholiques (soutenus par la France) et les orthodoxes (soutenus par la Russie). Une presse communautaire promeut une

culture spécifique pour chaque appartenance confessionnelle et contribue au renforcement du sentiment d'appartenance à une Église. Mais, dans le même temps, le développement de nouvelles professions de laïcs lettrés (médecins, journalistes, ingénieurs, employés de banque, etc.), amateurs de journaux et de loisirs, favorise le rapprochement interconfessionnel et l'émergence d'une culture séculière et partagée.

L'État ottoman lui-même tente de s'adapter à la modernité pendant une période de réformes (Tanzimat), de 1839 à 1876. Elles visent une centralisation et une plus grande efficacité dans l'administration du territoire, mais aussi la formation d'une citoyenneté ottomane. Un décret fameux de 1856 instaure l'égalité de tous les sujets du sultan. La Constitution de 1876 réaffirme l'égalité entre tous les Ottomans, quelle que soit leur religion, et déclare que si «l'islamisme est la religion de l'État», «l'État protège le libre exercice de tous les cultes reconnus dans l'Empire, et maintient les privilèges religieux accordés aux différentes communautés». Mais cette Constitution est presque immédiatement suspendue par le sultan Abdülhamid II, qui exerce ensuite un pouvoir tyrannique jusqu'en 1908. Le projet de citoyenneté ottomane a échoué. Le principe d'égalité entre citoyens n'a été ni compris ni accepté par les musulmans sunnites, qui considéraient qu'il introduisait un préjudice à leur égard. Ce sentiment d'injustice a servi de moteur à une conscience nationale turque, dirigée contre les «minorités». Les «minorités»chrétiennes, de leur côté, ont édifié, elles aussi, une conscience nationale à partir d'une religion, d'une langue et d'une histoire propres, par lesquelles elles se différenciaient toujours davantage de leur environ-

nement local et familial, au risque de subir une «épuration ethnique». — UN TRIO POUR UNE TRINITÉ En 1873, ces habitants chrétiens des îles de Lesbos et de Symi [auj.en Grèce], alors sous domination ottomane, posent dans leur tenue traditionnelle. À cette époque, de vastes portions de l'Empire sont occupées par une majorité de sujets relevant du christianisme.

BONNES AFFAIRES Les chrétiens d'Orient profitent de l'essor économique — lié au développement de relations commerciales avec les puissances occidentales (photo) — qui débouche, au xix<sup>e</sup> s., sur une période de réformes, laissant planer l'espoir de la fin des discriminations.

Capitulations concédées en 1673 par Mehmed IV à Louis XIV, octroyant à la France des droits, que celle-ci utilisera pour protéger des chrétiens sujets ottomans.

### Illustration(s) :

*LA COURNEUVE, ARCHIVES DU MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (TRA 16730010)*

## Documents sauvegardés



© 2025 La Croix. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250527-LCB-005

## Nom de la source

La Croix (site web)

Mardi 27 mai 2025

## Type de source

Presse • Presse Web

La Croix (site web) • 1096  
mots

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

France

## Dans l'orthodoxie, « des Églises se sont consciemment laissé prendre en otages par les nationalismes »

Jean-Arnault Dérens

**H**istorien et rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, Jean-Arnault Dérens vient de publier *Géopolitique de l'orthodoxie*. De Byzance à la guerre en Ukraine (1). Auprès de *La Croix*, il décrypte les rapports complexes qu'entretiennent certaines Églises orthodoxes avec des régimes autoritaires, au risque de l'instrumentalisation.

*La Croix* : Dans votre dernier livre (1), vous décrivez la perception que l'on trouve dans l'imaginaire collectif européen à l'égard de l'orthodoxie. Où cette méfiance s'enracine-t-elle ?

Jean-Arnault Dérens : Cette vision négative remonte au moins à l'époque moderne. Les voyageurs du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, qui faisaient le grand tour jusqu'en Grèce dans les pas des héros de l'Antiquité, sont tombés sur des moines orthodoxes dans un système qui était alors encore marqué par l'Empire ottoman. Une image négative s'est construite, partagée aussi bien par les catholiques que par les intellectuels des Lumières et les anticléricaux : ces grecs-orthodoxes leur apparaissaient immanquablement rétrogrades, conservateurs, peu cultivés...

Vous évoquez aussi, à l'inverse, un sentiment d'abandon historique des orthodoxes vis-à-vis de l'Occident...

J.-A. D. : Du côté orthodoxe, il y a effectivement une succession de sentiments d'abandon depuis la chute de Byzance en 1453. L'union des Églises d'Orient et d'Occident avait théoriquement été acceptée pour sauver Byzance. Les Byzantins acceptèrent l'union, mais l'aide n'arriva jamais et Byzance tomba... Les orthodoxes fustigèrent alors « la félonie des Latins ». Ce profond ressentiment a perduré bien au-delà la chute de Byzance, sous la domination ottomane, et a été réactivé chez beaucoup d'orthodoxes par le sentiment d'avoir été abandonnés sous les régimes communistes...

Le Patriarcat de Moscou aime citer l'idéal de « symphonie des pouvoirs » qui légitimerait, depuis l'empereur Justinien au VI<sup>e</sup> siècle, une étroite imbrication entre l'ordre politique et l'ordre ecclésial. Dans quelle mesure ce concept continue-t-il, selon vous, d'influencer les relations Églises-États dans une partie du monde orthodoxe ?

J.-A. D. : La « symphonie » est en fait une illusion qui n'a jamais vraiment existé. À l'époque byzantine, les relations

entre l'Empire et le Patriarcat étaient loin d'être un long fleuve tranquille : des patriarches ont été dépossédés, assassinés, emprisonnés par les empereurs, ou bien des empereurs ont été excommuniés... Mais des siècles plus tard, après la chute du communisme, des Églises ont pensé que le temps d'une restauration était venu.

Un jeu pervers s'est mis en place : les nouvelles autorités politiques ont donné aux Églises des avantages matériels considérables - restitution de biens immenses, défiscalisation, accès privilégié aux médias, cours de religion à l'école... En contrepartie, celles-ci ont dû apporter leur soutien au pouvoir politique. Elles se sont ainsi consciemment laissé prendre en otages, et certaines demeurent prises au piège des nationalismes que l'on connaît aujourd'hui.

Quelles sont les forces au sein de l'orthodoxie qui résistent à cette instrumentalisation politique ?

J.-A. D. : Le monde orthodoxe est extrêmement divers, ce n'est pas un monolithe ! Il y a les Patriarcat historiques de Constantinople ou d'Alexandrie qui représentent des voix très différentes... Prenez encore l'Église albanaise : vic-

## Documents sauvegardés

time de la répression stalinienne d'Enver Hoxha (1908-1985), son ancien patriarche (Anastase, mort en janvier 2025, NDLR), qui avait longtemps été missionnaire en Afrique, a voulu reconstruire dans cet esprit une Église très ouverte au dialogue oecuménique et inter-religieux en Albanie.

Dans toutes les Églises, il y a des personnes qui pensent de manière indépendante, parmi les fidèles et parfois dans les hiérarchies. Le dialogue entre Églises orthodoxes est plus lent que dans le monde catholique, mais le fait qu'elles pratiquent la même foi crée aussi une communauté, spirituelle et intellectuelle.

Au fond, que reste-t-il de vraiment religieux au sein du Patriarcat de Moscou, de plus en plus inféodé au régime de Vladimir Poutine ?

J.-A. D. : L'appareil patriarcal est une structure de pouvoir et d'argent qui gère des biens considérables. Mais il y a là encore au sein du pouvoir ecclésiastique en Russie des personnes qui continuent à penser différemment : des paroisses, des fidèles, y compris ceux partis en exil... Le patriarche Kirill n'est pas un intégriste au sens propre du terme - il y a, dans l'Église russe, des moines ou des hiérarques qui mériteraient bien plus que lui ce qualificatif. Mais c'est un politique au service du Kremlin. Son avenir dépend moins, à mon sens, des évolutions au sein de l'Église que des évolutions de la Russie en général.

Dans les pays de l'ex-bloc communiste, vous relevez ce paradoxe d'une forte identification à l'orthodoxie en contraste avec une pratique religieuse, elle, très peu régulière...

J.-A. D. : À l'époque socialiste, il y avait

une pratique religieuse en bonne partie clandestine. Avec la chute des régimes, on a vu beaucoup de constructions d'églises, de statues géantes, de croix monumentales pour affirmer une identité orthodoxe. Mais la pratique n'est pas plus importante qu'autrefois, voire moins. En Serbie, le pourcentage de fidèles assistant régulièrement à la liturgie est très faible, mais la quasi-totalité des Serbes se définissent comme orthodoxes. L'Église reste l'institution qui a la meilleure cote de popularité. Il y a un hiatus entre l'affirmation d'une identité orthodoxe ou d'une orthodoxie identitaire et la pratique religieuse réelle.

Une partie du monde orthodoxe russe s'est laissé façonner par des influences extérieures, telles que celles d'évangéliques américains...

J.-A. D. : Oui, on le voit par exemple beaucoup autour de l'enjeu démographique. Le Patriarcat de Moscou ne s'intéressait pas aux questions familiales, notamment l'avortement, encore dans les années 1990. C'est seulement à partir de 2000 qu'il se saisit de ces sujets, et commence à se mobiliser notamment autour de la question LGBT. Le rapprochement se fait avec des courants évangéliques américains et passe par des structures comme le Congrès mondial des familles, lui-même lié à des oligarques proches de Poutine. Paradoxalement, alors que le régime russe traque les « agents de l'étranger », les évangéliques n'ont jamais été inquiétés !

Quelles conditions permettraient, selon vous, à certaines Églises orthodoxes de retrouver une vocation plus évangélique, moins identitaire ?

J.-A. D. : La dépendance envers le pou-

voir s'inscrit dans la longue durée, elle ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Les solutions passent, à mon sens, par l'invention de sphères séparées du politique et du religieux. Or, tant que les pouvoirs politiques utiliseront les Églises pour essayer de renforcer leur propre légitimité, les évolutions seront difficiles... Mais il y a des exemples intéressants : en Serbie, alors que le patriarche Porphyre soutient le régime d'Aleksandar Vucic, beaucoup de prêtres manifestent avec les étudiants. On voit émerger par endroits une solidarité nouvelle entre gens qui revendiquent leur orthodoxie, et d'autres leur appartenance à l'islam. Des liens inédits s'inventent. Rien n'est jamais figé...

(1) Tallandier, avril 2025, 384 p., 23,50 €.

**Cet article est paru dans La Croix (site web)**

<https://www.la-croix.com/religion/dans-l-orthodoxie-des-eglises-se-sont-consciemment-laissees-prendre-en-otage-par-les-nationalismes-20250527>

## Documents sauvegardés

L'EXPRESS

© 2025 L'Express. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251210-EWL-yvte6olfnbdtmrvwamdtl42u6m

## Nom de la source

L'Express (site web)

Mercredi 10 décembre 2025

## Type de source

Presse • Presse Web

L'Express (site web) • 2766  
mots

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

Paris, Ile-de-France, France

## "Donald Trump n'est nullement naïf sur la Russie " : la stratégie américaine défendue par A. Wess Mitchell

Thomas Mahler

**Spécialiste de stratégie, l'ancien diplomate et auteur de "Great Power Diplomacy" justifie les nouvelles orientations américaines face à la Russie, la Chine et l'Europe.**

**S**tratège et ancien diplomate, A. Wess Mitchell a, sous la première administration Trump, été en charge des relations avec l'Europe et l'Eurasie. Depuis, il a cofondé le think tank The Marathon Initiative avec El-bridge Colby, aujourd'hui sous-secrétaire à la politique de Défense et considéré comme l'un des stratèges les plus influents dans la nouvelle administration Trump. Egalement historien, A. Wess Mitchell vient de publier en anglais le salué *Great Power Diplomacy* (Princeton University Press), dans laquelle il analyse et défend avec brio l'oeuvre de grands diplomates, de l'eunuque de Constantinople Chrysaphios jusqu'à Henry Kissinger en binôme avec Richard Nixon. Le livre sera l'année prochaine traduit en français par les éditions Perrin, avec une préface d'Hubert Védrine.

Dans un grand entretien accordé à L'Express, ce conservateur de tendance réaliste explique pourquoi la diplomatie stratégique est plus que jamais indispensable alors que la compétition entre grandes puissances fait à nouveau rage. A. Wess Mitchell défend le bilan de l'ad-

ministration Trump, qui selon lui fait preuve de réalisme et nullement de naïveté face à la Russie de Vladimir Poutine, dans l'optique où la Chine est considérée comme la priorité aux yeux de Washington. Il justifie aussi la bascule dans les rapports entre Etats-Unis et Europe, alors que la nouvelle stratégie de sécurité nationale américaine a provoqué un fort émoi de ce côté de l'Atlantique...

### L'Express : La diplomatie était selon vous passée de mode après la fin de la guerre froide. Pourquoi?

**A. Wess Mitchell :** La diplomatie stratégique entre les grandes puissances n'était plus nécessaire après 1989, car il ne restait plus qu'une seule grande puissance. Dans les années 1990 et 2000, la diplomatie avait été reléguée à la marge, à l'image de Richard Holbrooke qui s'est occupé de la paix dans les Balkans. Mais il n'y avait pas de rival sérieux pour les Etats-Unis. L'expression de la puissance américaine dans le monde s'est ainsi principalement exprimée à travers le domaine militaire et économique.

Durant cette période, en raison de ces conditions historiques exceptionnelles, des idées fausses sur la diplomatie se sont répandues, tant à gauche qu'à droite. A gauche, il y a eu l'illusion que nous allions entrer dans un monde kantien, où les nations s'entendraient entre elles, avec à terme des structures mondiales libérales qui remplaceraient les États-nations. Dans cette perspective, la diplomatie traditionnelle n'était donc tout simplement plus nécessaire, car tout devait se faire au sein d'organismes multilatéraux. A l'inverse, dans la droite américaine, des "faucons" néoconservateurs ont estimé que la diplomatie est une forme de capitulation. A leurs yeux, la puissance militaire des Etats-Unis était si grande qu'il fallait l'utiliser pour imposer la démocratie ailleurs dans le monde. Parler à l'adversaire était superflu.

Ces idées ne sont pas nouvelles. Déjà, au début du XXe siècle, le président américain Woodrow Wilson a défendu un ordre libéral pouvant se passer de diplomatie. Mais dans le monde de l'après-guerre froide, ces illusions ont



## Documents sauvegardés

vraiment gagné du terrain. La réalité, c'est que la compétition entre les grandes puissances est de retour...

### **Comment expliquer que les grands diplomates, de Richelieu à Kissinger en passant par Talleyrand ou Metternich, aient souvent mauvaise réputation?**

Depuis des millénaires, le diplomate a toujours été considéré comme une profession occulte, pratiquant une sorte d'alchimie dangereuse. On demande au diplomate de pratiquer le compromis, l'ambiguïté et l'opacité dans ses relations avec d'autres États. Cela le rend forcément suspect, alors que l'art militaire est lui souvent associé à la notion d'honneur et de clarté. Mon livre s'ouvre par la guerre du Péloponnèse narrée par Thucydide. En 432 avant notre ère, les généraux spartiates voulaient partir en guerre contre Athènes. Mais le vieux roi Archidamos II, qui prônait la diplomatie face à ces faucons, fut immédiatement suspecté de mettre en péril l'honneur de Sparte. Cela reflète parfaitement cette suspicion ancestrale à l'égard des diplomates.

### **Après Sparte et Athènes, le premier chapitre de votre livre analyse le rôle clé de l'eunuque Chrysaphios, alors que l'Empire romain d'Occident est menacé au Ve siècle par les Huns d'Attila. Que pouvons-nous encore apprendre de cet épisode?**

Contrairement à l'Empire romain d'Occident à son apogée, qui était très puissant militairement et n'avait guère besoin de diplomatie, l'Empire romain d'Orient s'est retrouvé dès le début dans une position géographique précaire. Il avait des ennemis puissants de tous les côtés : la Perse à l'est, les Huns et

d'autres barbares venant de la steppe eurasiennne au nord. Ils ont connu d'autres menaces au fil des siècles, avec notamment les Arabes. Les Byzantins n'ont jamais eu une capacité militaire suffisamment forte pour vaincre tous ces ennemis simultanément. C'est là l'essence même de la diplomatie stratégique. Si les moyens militaires ne suffisent pas, il faut trouver autre chose.

Au milieu du Ve siècle, l'Empire romain d'Orient se retrouve dans une position périlleuse alors que l'armée de Théodose II est partie à l'est face aux Perses, dans une guerre très intense. Une tribu de cavaliers alors inconnue apparaît, et semble invincible. Jamais les troupes byzantines n'ont combattu un adversaire comme les Huns d'Attila. L'eunuque Chrysaphios est chambellan de l'empereur, c'est-à-dire son Premier ministre. Il exerce une sorte d'emprise psychologique sur Théodose II, mais est très rusé. Face aux Huns, Chrysaphios développe l'un des premiers exemples connus de diplomatie stratégique pour gérer plusieurs fronts. Il décide de faire la paix temporaire avec les Huns en leur envoyant des cargaisons d'or pour gagner du temps et déplacer les troupes. Chrysaphios fait aussi le pari que les Huns seront tellement dépendants des ressources de l'empire qu'ils deviendront moins menaçants. Sa stratégie réussit brillamment, comparée à celle de l'Empire romain occidental qui se solde par un échec catastrophique. En dépit de ses faiblesses, l'empire byzantin tiendra encore un millénaire.

### **Vous rendez hommage au couple Nixon-Kissinger et à leur stratégie de rapprochement avec la Chine face à l'Union soviétique...**

C'est l'un des duos les plus puissants et

les plus efficaces de l'histoire politique américaine. La chimie entre les deux hommes est fascinante, et reproduit ce schéma que l'on retrouve souvent dans l'histoire diplomatique d'un monarque associé à un conseiller politique puissant. Nixon et Kissinger ont compris, au début des années 1970, que pour gagner du temps et donner un répit aux États-Unis, il fallait se rapprocher de la Chine de Mao face à l'Union soviétique de Brejnev. Ils ont mis en oeuvre cette stratégie avec une grande efficacité. Dans le livre, j'émet des réserves sur Kissinger. C'était un très grand homme d'État, mais pas un négociateur exceptionnel. Lors de son premier voyage secret en Chine en 1971, il s'est montré assez naïf, étant clairement séduit par les Chinois. Kissinger a ignoré les consignes de Nixon et dès les trente premières minutes de sa rencontre avec le Premier ministre Zhou Enlai, il a tout dévoilé de ses objectifs, affaiblissant ainsi la position américaine sur Taïwan.

Mais en fin de compte, Kissinger et Nixon ont modifié la stratégie d'endiguement, ce qui a permis aux États-Unis de retrouver leur énergie matérielle et spirituelle après la guerre du Vietnam, en se retirant d'Asie et en se concentrant davantage sur l'Europe. Cela a contribué aux succès ultérieurs de l'administration Reagan.

### **Les accords de Munich en 1938 sont devenus synonymes de paix à tout prix. Mais vous soulignez que le Premier ministre britannique Neville Chamberlain était loin d'être un homme faible, comme on l'a souvent présenté par la suite..**

Chamberlain est une figure fascinante. Il était très confiant, autoritaire, loin par exemple du personnage incarné par Je-

## Documents sauvegardés

remy Irons dans le film *L'Étau de Munich* sur Netflix. Mais Chamberlain a commis une grande erreur face à Hitler en oubliant qu'il faut aussi imposer des contraintes à un adversaire. Même s'il était membre du Parti conservateur, sa vision du monde était libérale, partant du principe que les dirigeants étrangers sont raisonnables, et que la diplomatie permet d'apporter des ajustements éliminant les griefs. De plus, poursuivant la pratique de ce qu'on appelait la nouvelle diplomatie dans la lignée de Woodrow Wilson, Chamberlain croyait qu'un dirigeant inspiré et charismatique pouvait s'asseoir à table avec un autre dirigeant et faire bouger les choses.

Une approche plus traditionnelle de la diplomatie aurait été d'activer l'équilibre des pouvoirs en Europe, à travers l'alliance avec la France, la Tchécoslovaquie, la Pologne et d'autres États, afin de mettre des contraintes sur l'Allemagne nazie. Chamberlain n'en voulait pas, ayant peur de contrarier Hitler. Mais il ne faut pas oublier que la situation de la Grande-Bretagne était alors très mauvaise. Chamberlain avait raison de penser que l'empire britannique avait besoin de temps, car il était très exposé en Extrême-Orient et connaissait une crise sur plusieurs fronts.

### **Beaucoup comparent la situation actuelle face à la Russie de Vladimir Poutine à l'esprit de Munich de 1938...**

Beaucoup d'intellectuels et de commentateurs éminents font effectivement cette comparaison historique. Je ne suis pas d'accord avec eux. L'administration Trump a jusqu'à présent été assez efficace dans sa diplomatie. Une grande puissance comme les États-Unis, qui a des adversaires dans de nombreuses di-

rections et qui ne dispose pas d'une armée capable de les vaincre tous, se tourne inévitablement vers la diplomatie stratégique. L'Amérique sous Trump confirme cette loi géopolitique millénaire. Et sa mise en oeuvre a produit des résultats. Il y a eu un succès remarquable à Gaza. L'administration Trump a aussi désamorcé un certain nombre de conflits très anciens et épineux en Afrique ou entre l'Inde et le Pakistan.

Sur la Russie, l'administration Trump semble appliquer la formule qui a fait ses preuves à Gaza, c'est-à-dire regrouper les intérêts des principales parties dans un cadre unique, puis faire pression pour parvenir à un compromis. Or les détracteurs de Donald Trump négligent la pression considérable que son administration exerce sur la Russie. Les sanctions contre Lukoil et Rosneft, la coordination avec les pays arabes pour augmenter l'offre mondiale de pétrole, l'augmentation de la production énergétique américaine font toute pression sur Poutine au fil du temps, en réduisant les recettes de l'Etat russe.

L'administration Trump est très réaliste sur la situation en Ukraine. L'objectif est que Poutine soit obligé de changer de calcul du fait de ces pressions économiques. A l'heure actuelle, les conditions ne sont pas encore réunies. Il faudra probablement que les deux parties soient épuisées avant qu'elles ne soient réellement disposées à s'engager. Mais à terme, nous verrons un résultat globalement conforme au plan Witkoff-Dimitriev, c'est-à-dire une cession de facto de territoires ukrainiens et la création de zones tampons démilitarisées. Le principal point d'achoppement sera le plafonnement de la taille de l'armée ukrainienne. Si l'Ukraine ne peut pas adhérer à l'Otan, il est d'autant plus impor-

tant qu'il n'y ait pas de restriction externe contraignant son armée. Mais, globalement, je ne vois pas de naïveté de la part de l'administration américaine sur les intentions à long terme de la Russie, et sur son désir potentiel de reprendre sa conquête territoriale. En revanche, il est vrai que les États-Unis ne sont pas prêts à se sacrifier l'Ukraine, tout comme Chamberlain ne l'était pas pour sauver la Tchécoslovaquie.

### **Mais Donald Trump a fait appel à un émissaire comme Steve Witkoff, qui n'est nullement un diplomate professionnel. Lui-même semble beaucoup croire aux relations personnelles entre dirigeants et à son charisme...**

Il y a deux cas de figure dans lesquels un dirigeant élu peut s'impliquer directement dans la diplomatie. Le premier, c'est l'exemple de Chamberlain qui a surfé sur l'opinion publique, mais sans préparation adéquate, en misant tout sur son charisme face à Hitler. L'exemple contraire, c'est Nixon qui, quand il s'est rendu en Chine en 1972, était extrêmement préparé. Or je pense qu'il y a des accents nixonniens dans l'approche de Trump, qui se veut pragmatique. Par ailleurs, le recours à des envoyés spéciaux n'est pas nécessairement préjudiciable à une diplomatie efficace. Witkoff ou le secrétaire d'Etat Marco Rubio ont une bonne compréhension de la situation en Ukraine. Ils semblent avoir tiré les leçons de l'échec d'Istanbul en 2022. Ils ont mûri et ont présenté au président des options plus matures et nuancées. Des émissaires peuvent être utilisés efficacement. Dans le livre, je cite le cas de Richelieu qui avait utilisé les services du père Joseph, un ecclésiastique très talentueux, pour contourner les voies diplomatiques officielles.

## Documents sauvegardés

Enfin, l'expérience de Trump dans le monde des affaires est un atout plutôt qu'un inconvénient. Il comprend intuitivement les négociations. C'était également le cas de Nixon, grâce à son expérience dans le secteur privé et en tant que négociateur au Capitole.

**Dans la grande stratégie des États-Unis, il est clair que le principal adversaire désigné est la Chine. Que devrait selon vous faire le gouvernement américain face à son grand rival?**

Nous sommes à un moment où les deux pays réévaluent leur relation stratégique. Les États-Unis sont déterminés à poursuivre un découplage accéléré avec la Chine. Les Chinois voient eux que leur ancien jeu avec les États-Unis sur le plan économique est terminé, et ils cherchent des marchés de remplacement dans d'autres régions du monde, comme en Europe. Mais les deux pays dépendent toujours l'un de l'autre pour leur stabilité et leur croissance économique. Même chose dans le domaine de la sécurité. Les États-Unis ont pris conscience de la menace chinoise et s'arment, mais ils ont besoin de temps, notamment pour se réindustrialiser. La Chine se développe rapidement sur le plan militaire, mais elle n'est pas encore prête à faire un pas décisif sur Taïwan. Les intérêts des deux puissances s'alignent donc sur cette nécessité de bénéficier de temps pour améliorer leurs positions respectives.

La diplomatie de l'équipe Trump correspond à cette logique. Les négociations commerciales devraient connaître un dénouement l'année prochaine, avec une rencontre entre Trump et Xi Jinping. L'accord final devrait inclure un montant d'investissements chinois aux États-Unis, avec des promesses d'achat de

produits américains.

Sur le plan de la sécurité, la nouvelle stratégie de sécurité nationale renoue avec l'ambiguïté stratégique sur Taïwan. Il est possible que les deux parties acceptent la nécessité d'un quatrième communiqué conjoint sino-américain, alors que le dernier remonte à l'ère Reagan.

Dans tous les cas, l'administration Trump s'engage commercialement et diplomatiquement avec la Chine pour parvenir à une stabilité à court terme, tout en prenant des mesures pour renforcer notre situation économique et industrielle en matière de défense. Aujourd'hui, les États-Unis ne sont pas en mesure de faire face à un conflit majeur impliquant simultanément la Chine et la Russie.

**La nouvelle stratégie de sécurité nationale américaine a provoqué un fort émoi en Europe. N'est-ce pas une rupture dans l'alliance atlantique, l'une des clés de la puissance américaine?**

Le message envoyé par cette stratégie, c'est que ce n'est pas la fin de la relation entre les États-Unis et l'Europe, mais qu'une révision significative est nécessaire. A la sortie de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont assuré la sécurité de l'Europe en échange de sa loyauté dans le cadre de la guerre froide. Ils ont ouvert leur marché à l'Europe, sur une base non réciproque. Cet accord était logique lorsque les États-Unis représentaient la moitié du commerce mondial et qu'il fallait reconstruire l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Cela n'a plus de sens aujourd'hui, alors que les États-Unis représentent un quart du commerce mondial, et que leur périmètre de défense est trop étendu. Le message de la stratégie de sécurité na-

tionale à l'Europe est donc le suivant : vous devez assumer la part essentielle de la défense conventionnelle, tandis que les États-Unis honoreront leurs engagements en vertu du traité de l'Otan. La dissuasion nucléaire élargie reste intacte, mais notre présence militaire sera moins importante que par le passé.

Ce qui est nouveau, c'est que cette stratégie de sécurité nationale met en avant une composante civilisationnelle dans cette alliance avec l'Europe. Nous avons un héritage et des cultures communes. Le vice-président J.D. Vance, à Munich, a dit que l'élite européenne comme la gauche américaine s'étaient éloignées des principes civilisationnels de l'Occident. Dans le cas de l'Europe, cette stratégie de sécurité nationale reflète une préoccupation croissante, parmi les conservateurs aux États-Unis, au sujet de la combinaison d'une immigration de masse, d'États-providences à bout de souffle et d'un autodénigrement inquiétant en Europe. Les partis traditionnels au pouvoir dans tous les grands pays d'Europe occidentale manquent aujourd'hui d'un large soutien populaire.

Il y a donc un contexte stratégique qui fait que l'Amérique a besoin de réviser son accord avec l'Europe. Mais elle lance également un signal d'alarme à l'Europe. L'Europe est en déclin, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan culturel.

**Note(s) :**

Mise à jour : 2025-12-10 11:00



## Documents sauvegardés



La Vie (site web)

© 2025 La Vie (site web). Tous droits réservés  
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250107-AABY-019

## Nom de la source

La Vie (site web)

Mardi 7 janvier 2025

## Type de source

Presse • Presse Web

La Vie (site web) • 1117 mots

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

France

## En Albanie, le projet d'un « Vatican musulman » fait son chemin

Texte et photos Théodore de Kerros et Sarah Gros

**L**e pays prévoit d'héberger dans sa capitale un micro-État musulman sur le modèle du Vatican. L'État souverain de l'ordre bektachi, qui aurait ses frontières, sa police et son passeport, deviendrait le plus petit État du monde.

Derrière le baba Murtaza, les derniers rayons du soleil de septembre font rougeoyer les cyprès du tekke de Melan, un important monastère du bektachisme en Albanie. L'édifice n'arbore ni croissant ni minaret : les musulmans bektachis n'appellent pas à la prière. Dans cette confrérie soufie née il y a huit siècles, chaque mouhib (« disciple ») prie quand et où il veut. « Nous avons reçu la nouvelle comme tout le monde, par les informations, rapporte le baba, l'équivalent d'un moine avec le statut hiérarchique de l'évêque. C'est une très bonne chose pour notre Ordre. »

Le 22 septembre 2024, lors d'un discours devant l'assemblée générale de l'Onu, le Premier ministre albanais, Edi Rama, a annoncé le plan de création du micro-État souverain de l'ordre bektachi au cœur de la capitale, Tirana. Cette branche du soufisme, fondée en Anatolie au XIII<sup>e</sup> siècle par Hadjdji Wali

Bektach, un religieux et philosophe mystique iranien, prône la séparation du politique et du religieux.

Réputée pour son esprit d'ouverture et le libre arbitre accordé à ses croyants, la philosophie du bektachisme séduit en Occident. Sur son site internet, l'Unesco indique même que cette pratique de l'Islam est « en adéquation avec la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ».

### L'importance du libre arbitre

Cependant, baba Murtaza reste prudent. « Nous ne sommes pas plus tolérants que les autres. Parler d'un islam tolérant, c'est parler d'un islam intolérant, qui serait donc en contradiction avec les règles de l'islam, avertit le religieux. En revanche, il est vrai que, dans le bektachisme, nous avons le libre arbitre. Les fidèles peuvent boire de l'alcool. Les femmes se vêtent comme elles le souhaitent. Dans ce tekke, la religion du visiteur n'importe pas. »

Cet esprit se retrouve notamment lors de l'Ayn-e Jam, la principale cérémonie dévotionnelle bektachie, ouverte aux hommes et aux femmes. La célébration repose sur l'histoire mythique du kirkklar

meclisi (l'assemblée des Quarante). Pour les bektachis, le prophète Muhammad tomba dans un état d'ivresse durant lequel il perçut le caractère divin de son cousin Ali, quatrième calife de l'islam et considéré par les chiites comme le premier imam. Les bektachis se fondent sur cet épisode du Coran pour autoriser la consommation d'alcool.

Baba Murtaza

\* Sarah Gros & Théodore de Kerros

En revanche, au sein du tekke de Melan, comme dans tous les autres, toute consommation d'alcool est interdite. À l'image des moines mendiants chrétiens, babas et derviches (le premier échelon du clergé bektachi) empruntent la voie du dénuement, fondé sur la contemplation et la prière. En ce sens, la vie dans un tekke ressemble peu ou prou à celle dans un monastère chrétien. « Ce n'est pas là sa seule utilisation, insiste le responsable religieux. Les tekkes sont des temples. C'est la maison des nécessiteux, ouverte à tous. Si quelqu'un a faim, soif ou sommeil, il peut venir s'y réfugier, peu importe sa religion. »

10 % de la population albanaise



## Documents sauvegardés

En 2023, les bektachis représentaient environ 10 % de la population en Albanie, soit la quatrième religion du pays après l'islam sunnite, l'orthodoxie et le catholicisme. Elle s'est implantée dans ce petit pays des Balkans au XIII<sup>e</sup> siècle, seulement 40 ans après son apparition en Anatolie centrale. Le centre de l'ordre des bektachis, historiquement basé à Ankara, transite naturellement vers Tirana en 1929 quand Atatürk interdit les confréries soufies en Turquie.

À l'est de la capitale albanaise, les grands édifices religieux de l'Ordre s'érigent au coeur d'un parc de mosaïques aux teintes sombres. Ces bâtisses hébergent le haut clergé bektachi ainsi que le père spirituel de l'Ordre, baba Mondî. Le gouvernement albanais projette de céder environ 11 ha de terre autour de ce centre pour la création du futur État souverain bektachi. Il s'agit du quart de la superficie du Vatican, ce qui en ferait le plus petit État souverain du monde.

Alors que la guerre fait rage au Proche-Orient, la création de cet État spirituel revêt une importance symbolique pour baba Mondî, futur chef du micro-État : « La présence de l'ordre bektachi à Tirana, au coeur de l'Europe, offre une plateforme pour démontrer que les personnes de différentes confessions (musulmane, chrétienne, juive) peuvent non seulement vivre côte à côte, mais aussi prospérer ensemble dans la compréhension et le respect mutuel. »

À l'image de son homologue catholique, le pape des bektachis n'hésite pas à donner à ses mots une dimension politique. « L'Iran a longtemps détenu le monopole sur la narration chiite, mais aucune nation ne devrait dominer la voix de toute religion, déclare baba Mondî. L'ordre bektachi brise ce monopole en of-

frant une nouvelle voix chiite indépendante. Cela est particulièrement important dans des régions comme l'Europe, où les défis de la migration et de l'assimilation ont facilité l'enracinement d'idéologies intransigeantes. »

### La voix de l'islam modéré

Dans ce micro-État, qui aura ses frontières, son passeport, sa police, et même ses services de renseignements, la citoyenneté sera accordée uniquement au clergé et à ceux qui prendront part à l'administration. Aux yeux du leader spirituel, cette décision porte « un message puissant » : « La création d'un État bektachi souverain est enracinée dans le désir de faire entendre la voix de l'islam modéré à une époque où l'extrémisme gagne mondialement du terrain. »

Le père des bektachis voit dans son futur État les lueurs d'un phare pour les musulmans d'Europe. Il l'assure, sa gouvernance ne s'étendra pas au domaine politique mais sur des missions de paix et de coopération entre les différentes religions. « L'Ordre fournit un contre-récit à ceux qui utilisent la religion comme moyen de favoriser la division et la violence », soutient-il.

Loin de ces considérations, baba Mur-taza caresse sa longue barbe grise. La création d'un État bektachi, selon lui, répondrait surtout à un enjeu économique : « Nous avons 14 tekkes en activité et près de 120 tekkes inactifs en Albanie. » Ce patrimoine génère un revenu foncier vital à l'ordre soufi qui ne jouit, selon les dires du baba, d'aucune aide financière publique.

Après la délocalisation du siège de l'ordre bektachi de la Turquie vers l'Albanie en 1929, la confrérie soufie a été déposée de centaines d'édifices. « Un État

bektachi nous permettrait de réclamer juridiquement la paternité de ces lieux saints, explique le baba de Melan, mais également celle de centaines de tekkes présents dans des pays gouvernés par l'islam politique qui ne reconnaissent pas, à ce jour, la légitimité de notre ordre. »

Grâce à cet État souverain, l'Albanie espère peut-être aussi ajouter un argument en faveur de sa demande d'adhésion à l'Union européenne, que cette dernière examine dans le cadre des négociations ouvertes depuis 2022.

**Cet article est paru dans La Vie (site web)**

<https://www.lavie.fr/actualite/geopolitique/en-albanie-le-projet-dun-vatican-musulman-fait-son-chemin-96336.php>



## Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251011-LM-202510113x20x2803964656x215

## Nom de la source

Le Monde

Samedi 11 octobre 2025

## Type de source

Presse • Journaux

Le Monde

## Périodicité

Quotidien

• p. 6

• 1183 mots

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France



## Reportage

## En Moldavie, des prêtres quittent l'Eglise russe

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, plus de 65 paroisses se sont rattachées à l'Eglise orthodoxe roumaine

Marine Leduc

**B**alti et Grinauti (Moldavie) - envoyée spéciale - Dans la commune de Grinauti, dans le nord de la Moldavie, les chants du chœur de femmes, foulards noués sur la tête, vibrent sous la tonnelle où le prêtre Constantin Turtureanu célèbre la messe du dimanche, en cette fin de septembre. Des tapis sont posés à même le sol, sur des gravillons blancs qui crissent sous les pas de la vingtaine de paroissiens présents à la liturgie. Depuis début juillet, le prêtre ne peut plus entrer dans l'église de ce village de 800 habitants. Il en a été violemment expulsé, tiré par les cheveux – comme l'atteste une vidéo –, lorsqu'il a annoncé qu'il quittait la métropole orthodoxe de Chisinau et de toute la Moldavie pour adhérer à la métropole de Bessarabie.

Ces deux districts ecclésiastiques chrétiens orthodoxes sont les seuls reconnus par l'Etat moldave après l'indépendance, en 1991, de cet ex-pays soviétique de 2,5 millions d'habitants situé entre l'Ukraine et la Roumanie. Avec une distinction notoire : la première est sous l'égide du patriarcat de Moscou (l'Eglise russe), tandis que la seconde dépend du patriarcat de Roumanie. Si,

lors des législatives du 28 septembre, les Moldaves ont plébiscité le parti pro-européen de la présidente Maia Sandu (50,2 %), le PAS (Parti action et solidarité), lui conférant la majorité absolue, la polarisation entre prorusses et pro-européens reste vive, et ce, au sein même des Eglises.

Constantin Turtureanu voulait, lui, « revenir à l'Eglise mère », celle du « même peuple roumain » selon lui, et « corriger une erreur, lorsque les églises de Moldavie ont été prises par Moscou sous l'URSS ». La métropole de Bessarabie est devenue indépendante de l'Eglise russe après la première guerre mondiale, à la suite du rattachement de la Moldavie, pays majoritairement roumanophone, à la Roumanie (en 1917). Elle fut ensuite interdite par le régime soviétique dès 1940, et remplacée par le patriarcat de Moscou.

Les conflits entre les deux Eglises se sont intensifiés après la réactivation de la métropole de Bessarabie en 1992, dans un pays à 90 % orthodoxe. Mais c'est surtout l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022 qui a poussé le père Constantin Turtureanu et près de 65 prêtres à quitter

le patriarcat russe. « Nous ne voulons pas cautionner une Eglise qui soutient cette guerre », poursuit l'ecclésiastique, faisant référence au patriarche Kirill de Moscou, dont les discours ont des accents de guerre sainte. Le patriarcat de Moscou est, selon les spécialistes, considéré comme un instrument d'influence par la Russie.

Aujourd'hui, la métropole rattachée à Moscou comporte plus de 1 000 paroisses, contre près de 300 pour l'Eglise roumaine. Constantin Turtureanu a érigé la tonnelle blanche devant sa maison en construction, à seulement quelques mètres de la petite église de Grinauti. Là, les cloches résonnent plusieurs minutes, et des villageois y pénètrent pour assister à la messe d'un autre prêtre, muté à la va-vite par la métropole liée à l'Eglise russe.

Dans certaines communes, la transition se fait en douceur, après que le prêtre a collecté la signature des paroissiens, certes de moins en moins nombreux dans ces villages désertés par les jeunes. A Grinauti, la situation est électrique. « Les tensions sont très fortes », témoigne amèrement Alexandra Tcaci, 73 ans, ancienne professeure des écoles. A tel





## Documents sauvegardés

point qu'un de ses anciens élèves ne lui dit plus bonjour depuis qu'elle a rejoint la métropole roumaine.

Pour elle, difficile de dissocier l'Eglise, l'une des institutions les plus populaires du pays, de la géopolitique. « *Pour les personnes au pouvoir dans cette région, tout ce qui est vu comme roumain est rejeté* », soutient-elle, en évoquant le pouvoir local, aux mains des socialistes, qui a fustigé le geste du prêtre. Dans ce district de Riscani, comme dans la plupart des districts du Nord, le Bloc patriotique, prorusse, formé par les socialistes et communistes, a obtenu plus de 40 % des voix aux législatives, contre 30 % pour le PAS.

### Un sujet encore tabou

Sur la place du bourg, après la messe, une fête de village bat son plein. Pour les deux amies Ana Gheorghe et Ecaterina Parea, 82 ans, pas question d'être divisées par les querelles religieuses. La première a suivi Constantin Turtureanu, l'autre est restée à la métropole russe, sans dénigrer le prêtre qui y officiait depuis plus de dix ans. « *Un homme bon* », décrit-elle, les larmes aux yeux. C'est que le sujet touche, et pour certains, qui évitent les questions de la presse, il demeure tabou.

Plus loin, assises sur un banc, Elena Ceban, 76 ans, et Evghenia Postolache, 69 ans, sont aussi restées à la métropole russe. « *Je veux garder les traditions dans lesquelles j'ai grandi* », confie Elena Ceban. Pour les deux femmes, le prêtre aurait aussi pris cette décision pour l'« *argent* », car, à l'Eglise russe, les prêtres, qui vivraient de dons, « *meurent dans la pauvreté* ». Des rumeurs évoquent en effet des sommes mirobolantes offertes aux prêtres qui ad-

hèrent à la métropole de Bessarabie. Constantin Turtureanu admet qu'il reçoit désormais une compensation mensuelle d'environ 200 euros de la part de l'Eglise roumaine, mais rien de plus. Elle serait double s'il avait aussi la citoyenneté roumaine, ce qui est avantageux dans un pays où le salaire minimal brut est de 280 euros.

L'Etat roumain, à travers l'Eglise, investit en toute transparence dans la métropole de Bessarabie. A 30 kilomètres de Grinauti, près de 400 000 euros ont été versés pour une petite église en construction à Balti, deuxième ville du pays, à côté d'un centre social pour réfugiés ukrainiens dirigé par l'archiprêtre Dorian. En face, un terrain accueillera la cathédrale de l'évêché de Balti. L'archiprêtre assure qu'il n'y a pas de « *lutte* » contre l'Eglise russe, mais un retour normal de l'Eglise roumaine sur ce territoire « *canonique* ».

Cette « *roumanisation* » sur son terrain, comme il la nomme, irrite l'évêque Marchel de l'éparchie (équivalent au diocèse) de Balti et Falesti, sous l'obédience de l'Eglise russe. Il est une figure controversée en Moldavie, célèbre pour ses critiques cinglantes contre le gouvernement pro-européen ainsi que ses positions anti-LGBT+. L'évêque assure au *Monde* qu'il souhaite la « *paix* » en Ukraine comme en Moldavie, alors que la métropole de Bessarabie « *attise les divisions* » selon lui.

Ces propos sont repris par l'évêque Siluan d'Orhei, porte-parole de la métropole de Chisinau et de toute la Moldavie, qui affirme qu'ils ne « *reçoivent pas de financements de la Russie, mais seulement des dons des paroissiens* ». Pourtant, peu après cet entretien, une enquête de l'agence de presse Reuters, publiée

fin septembre, a révélé que des prêtres partis en pèlerinage à Moscou en septembre 2024 y ont reçu des sommes allant jusqu'à 1 000 euros. Cela pour diffuser des messages anti-européens, un mois avant la présidentielle et le référendum européen d'octobre 2024.

## Documents sauvegardés

**LE FIGARO**

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251231-LF-1132x20x2262305862

**Nom de la source**

Le Figaro

Mercredi 31 décembre 2025

**Type de source**

Presse • Journaux

Le Figaro • no. 25301

**Périodicité**

Quotidien

• p. 19

• 890 mots

**Couverture géographique**

Nationale

Économie

**Provenance**

France



## En pleine crise politique, la Bulgarie adopte l'euro, le 1er janvier

Le pays des Balkans, réputé pour sa corruption endémique, devient le 21e membre de l'union monétaire européenne.

de Guigné, Anne

**L**es commerces bulgares ont déjà basculé et affichent depuis plusieurs semaines leurs prix en euro. À Sofia, le monde des affaires attend aussi avec impatience le grand jour. Ce jeudi 1er janvier 2026, la Bulgarie rejoint enfin l'euro, une adhésion à laquelle ses gouvernements successifs travaillaient depuis 2007, date de son adhésion à l'Union européenne. Alors que le pays demeure l'un des plus pauvres de l'UE, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 9 000 euros par an en 2024 contre une moyenne autour de 35 000 euros pour la zone euro, ses dirigeants considèrent l'adhésion à la monnaie unique comme une promesse de future prospérité. La qualification a été officialisée en juin dernier après un examen minutieux de la santé économique du pays, désormais tout à fait dans les clous européens en termes d'inflation, de déficit budgétaire, de charges de la dette, de stabilité des taux de change... Soit les grands critères énoncés par la Banque centrale européenne (BCE).

«Au regard des statistiques économiques, la Bulgarie affiche des ré-

sultats impressionnants, juge l'économiste Zsolt Darvas, affilié au centre de recherche européen Bruegel. *Le système bancaire a longtemps posé question, en raison de scandales de blanchiment d'argent, mais cela appartient au passé, désormais, d'autant que la BCE va veiller au grain. La corruption souciait aussi les autorités européennes, même s'il n'y a pas d'effet direct sur l'euro. L'instabilité politique, en revanche, ne joue pas.*» L'année prochaine, selon les textes budgétaires, qui avaient été présentés au Parlement en novembre, l'économie bulgare devrait croître de 2,7 %, l'inflation annuelle moyenne devrait s'établir à 3,5 % et le déficit budgétaire à 3 % du PIB.

«*Félicitations, Bulgarie !* », s'était réjouie, en juin, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. « *Grâce à l'euro, l'économie bulgare deviendra plus forte, avec plus d'échanges avec les partenaires de la zone euro, plus d'investissements directs étrangers, un accès amélioré aux financements, plus d'emplois de qualité et de meilleurs revenus.* » Le pays des Balkans, en devenant le 21e État membre de l'union monétaire, abandonne donc le lev, la

monnaie nationale en vigueur depuis cent quarante ans pour rejoindre l'euro, qui comptera désormais 350 millions d'utilisateurs. La Banque nationale, dont le gouverneur prendra part dès février aux délibérations de la BCE autour de la politique monétaire commune, a démarré début décembre la vente de kits contenant les nouvelles pièces en euros avec la face nationale bulgare. Deux ans après la Croatie, la bascule, bien préparée, devrait s'opérer sans difficulté technique.

Elle continue néanmoins de diviser la population, qui ne partage pas unanimement, loin de là, l'enthousiasme d'Ursula von der Leyen. En mai dernier, de grandes manifestations ont ainsi été organisées à Sofia par les sympathisants du parti prorusse Vazrajane, avec des slogans comme « *Préserver le lev bulgare* ». De tels messages portent, dans ce petit pays de religion traditionnelle orthodoxe, comme sa Constitution le précise, déchiré entre courants proeuropéen et prorusse : selon les sondages, près de la moitié des Bulgares se déclarent réticents à rejoindre la zone euro, beaucoup justifiant leurs doutes par une crainte de nouvelles hausses des prix,



## Documents sauvegardés

alors que les années de forte inflation dans la foulée de la guerre en Ukraine sont encore bien présentes dans les mémoires.

Une peur infondée pour le chercheur Zsolt Darvas. *«Les prix sont tellement bas en Bulgarie qu'ils vont de toute façon augmenter, avec ou sans adhésion à l'euro, avance-t-il. La croissance va provoquer une hausse des prix. L'expérience des autres pays d'Europe de l'Est a démontré que l'adhésion à l'euro en elle-même n'était responsable que d'un sursaut de 0,5 point d'inflation.»*

Les derniers pays d'Europe de l'Est qui ont rejoint l'euro ces dernières décennies - l'Estonie, la Lituanie, la Slovénie, la Lettonie et la Slovaquie - ont en effet tous surpassé dans la foulée de leur adhésion, pour des raisons mécaniques de rattrapage, les moyennes européennes de croissance économique. *«Au niveau national, les effets de l'adoption de l'euro sont bien connus et comprennent une réduction de l'incertitude commerciale et des coûts de transaction, une plus grande transparence des prix et une intégration financière plus poussée, au prix de la perte d'une politique monétaire indépendante et d'une flexibilité du taux de change»*, cadre une étude du centre de recherche Oxford Economics.

Reste que la démonstration aura besoin d'être répétée, notamment auprès des personnes âgées dans les zones rurales. Ce qui s'annonce difficile en raison de la grande instabilité politique que connaît le pays depuis 2021. Le dernier premier ministre Rossen Jeliazkov a ainsi démissionné le 11 décembre sur fond de grèves massives visant le budget qu'il défendait pour 2026. Le texte était accusé de pousser trop loin les hausses d'impôts et de favoriser ainsi la corruption. De nouvelles élections sont atten-

dues dans les prochains mois. Elles ne remettront pas en cause, quel que soit le résultat, l'adhésion à l'euro. *« Cela pourrait toutefois compliquer les efforts de réforme, retarder le versement des fonds européens et freiner la croissance, craignent néanmoins les analystes de l'agence de notation S&P. L'instabilité pourrait également remettre en cause les plans du gouvernement visant à faire face aux pressions budgétaires à moyen terme, notamment par des mesures d'augmentation des recettes. »* A DE G

### Note(s) :

[adeguigne@lefigaro.fr](mailto:adeguigne@lefigaro.fr)

## Documents sauvegardés



© 2025 L'Histoire - Les Collections. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251001-SHJ-10905401

## Nom de la source

L'Histoire - Collections

## Type de source

Presse • Magazines et revues

## Périodicité

Bimestriel ou trimestriel

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Mercredi 1 octobre 2025

L'Histoire - Collections • no. 109

• p. 54

• 616 mots



Page 54

## Être chrétien en Roumélie

J.-F. M

Dans les provinces balkaniques de l'Empire ottoman, les chrétiens apparaissent discriminés plus que persécutés.

Comment se représenter la vie quotidienne des chrétiens des Balkans sous la domination ottomane : oppression cruelle ou vivre-ensemble apaisé permettant certaines opportunités ? Au XIX<sup>e</sup> siècle, certains intellectuels nationalistes des Balkans ont volontairement noirci la situation pour faire de leur malheur de chrétiens opprimés un argument poussant les Occidentaux à intervenir.

Citoyens de seconde zone

Un premier constat peut être posé. Les chrétiens ne vivaient pas dans un monde séparé des musulmans. Ils n'étaient pas assignés à un ghetto. Ils fréquentaient les mêmes marchés, les mêmes hammams. Mieux : les sphères du pouvoir leur étaient accessibles. Sous l'Empire ottoman, des Grecs, des Slaves, des Albanais, une fois convertis, pouvaient devenir grands vizirs. Pour ceux qui choisissaient de rester chrétiens, certains réussissaient à percer, devenant médecins ou trésoriers auprès de hauts dignitaires musulmans.

Malgré la réussite de certains, les chrétiens, comme les Juifs, étaient des dhimmi : des citoyens de seconde zone, soumis à des discriminations variables. La plus connue est la capitation, cet impôt dont devaient s'acquitter tous les non-musulmans adultes. Elle représentait une somme importante, assez pour inciter certains chrétiens à se convertir. « Une autre discrimination, moins souvent citée, leur était attachée, celle d'embrasser le métier des armes. Or la carrière militaire était alors un puissant moyen d'ascension sociale », souligne Bernard Lory, historien de la civilisation balkanique.

L'odeur de la viande de porc

Certaines contraintes s'apparentent plus à des vexations qu'à des discriminations. Par exemple, la défense de manger de la viande de porc si les odeurs incommodaient des musulmans. Certaines sources évoquent des musulmans se servant de ce prétexte contre leurs voisins chrétiens. Et l'on voit ces derniers qui déposent des semelles en cuir sur leur foyer, pour que l'odeur âcre de celles-ci masque

celle des côtelettes qu'ils s'apprêtaient à consommer...

Autre cas de figure emprunté à la vie quotidienne : le vin. S'il était formellement interdit aux musulmans, chrétiens et Juifs avaient le droit de posséder des vignes, de produire et de consommer du vin. Mais il arrivait parfois qu'un musulman insiste auprès d'un cabaretier chrétien pour se faire servir quelques verres du breuvage défendu. Que faire ? Si le cabaretier accédait à sa demande, il se mettait en faute. Et courait le risque que le musulman, pris d'ébriété, provoque un scandale sur la voie publique. Mais, s'il refusait, il encourait la fureur du musulman, et risquait sa vie, d'autant plus que les chrétiens, à la différence des musulmans, n'avaient pas le droit d'être armés... Il est difficile de dire si cette obligation de ruser ou de faire profil bas dans d'innombrables occasions de la vie quotidienne était ressentie comme bénigne ou insupportable. « Une inégalité avait, elle, un poids émotionnel bien plus fort : celle du mariage. Un musulman pouvait épouser une chrétienne, mais pas l'inverse. Cette



## Documents sauvegardés

*asymétrie était ressentie comme une grande injustice, en particulier quand un musulman enlevait sa future épouse, que ce soit avec son consentement ou non. De nombreux poèmes ou chansons témoignent de l'amertume et du ressentiment des chrétiens lors de ces événements », relève Bernard Lorry.*

Les chrétiens étaient donc plutôt discriminés que persécutés. Dans la vie quotidienne, quand tout se passait bien, une cohabitation était possible, teintée d'une certaine prudence, d'un certain quant-à-soi. Mais il arrivait que les choses se passent mal. Ainsi, quand des seigneurs musulmans se faisaient la guerre, les paysans chrétiens constituaient des victimes toutes désignées de ces luttes intestines. Un dicton dit le désarroi des populations de l'époque : « *Dieu est haut, le sultan est loin.* »

### Encadré(s) :

#### Serbie

Maintien de l'orthodoxie, qui devient un élément de l'identité serbe

#### Albanie

Islamisation lente jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle

#### Bosnie

Conversion importante à l'islam dès la conquête ottomane

## Documents sauvegardés

**LA CROIX**

© 2024 La Croix. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20240517-LCB-002

**Nom de la source**

La Croix (site web)

Vendredi 17 mai 2024

**Type de source**

Presse • Presse Web

La Croix (site web) • 663 mots

**Périodicité**

En continu

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

## Kosovo : le patriarche orthodoxe de Serbie Porphyre à nouveau interdit d'entrée

Malo Tresca

**L**undi 13 mai, le patriarche Porphyre a été refoulé à la frontière du Kosovo, où il devait se rendre pour une nouvelle assemblée ordinaire de l'Église orthodoxe serbe. Une interdiction de territoire qui intervient sur fond de recrudescence des tensions, ces derniers mois, entre Pristina et Belgrade.

C'est la deuxième fois, depuis son élection, que sa voiture se trouve ainsi bloquée à un poste-frontière kosovar. Accompagné d'un petit groupe de hiérarques, le patriarche Porphyre, à la tête depuis 2021 de l'Église orthodoxe serbe, s'est vu interdire lundi 13 mai son entrée au Kosovo, depuis le point de passage Merdare - sur la ligne administrative séparant la petite république enclavée de la Serbie centrale. Il était notamment attendu là-bas au monastère du Patriarcat de Pec, près de la ville de Peja, pour y célébrer la divine liturgie qui ouvre traditionnellement les assemblées ordinaires de son Église.

Sur son site, le département des relations extérieures du Patriarcat de Moscou - resté proche de cette Église - a indiqué « qu'aucune explication » n'avait alors été fournie aux respons-

ables religieux afin de justifier de cette interdiction. « Toutes les portes de ce monde me sont ouvertes, de même que nos portes sont ouvertes à tous. Seules les portes de ma propre maison, le Patriarcat de Pec, sont fermées et on m'empêche d'y entrer », a déploré de son côté le patriarche Porphyre, réagissant à l'événement.

« Infraction criante aux droits de l'homme »

« Ceux qui ont clos les portes de la maison de prière se sont d'abord fait du mal à eux-mêmes, ensuite seulement aux autres. Ils ont fermé la porte au bien, à la bénédiction, au bonheur. Si la liberté de mouvement est ainsi refusée au patriarche de Serbie, qu'en est-il des Serbes qui vivent dans le ghetto ? », poursuivait-il.

« Le patriarche Porphyre n'abandonnera pas son peuple au Kosovo et en Métochie, il fera tout pour le retrouver au plus tôt afin de prier Dieu ensemble », précisait par ailleurs une déclaration publiée sur le site de l'Église orthodoxe serbe, exhortant toutes les personnes pouvant influencer sur la situation à « faire leur possible » pour mettre fin à cette « infraction criante » aux droits de

l'homme, et à la liberté de mouvement du clergé orthodoxe serbe.

Le 25 décembre dernier, quelques jours avant la célébration du Noël orthodoxe fêté le 7 janvier, Porphyre avait déjà dû renoncer à effectuer une telle visite, refoulé aux frontières après une quarantaine de minutes d'attente. « Nous demandons à Pristina d'arrêter de bafouer les droits de l'homme et les libertés religieuses des Serbes orthodoxes vivant dans la région, sur la terre de leurs ancêtres, là où le peuple vit de manière continue depuis au moins mille cinq cents ans », avait déploré l'Église orthodoxe serbe dans un communiqué. Dans son pays natal, Porphyre passe, aux yeux de nombreux observateurs, pour être assez proche du pouvoir politique et du président nationaliste Aleksandar Vucic, lui-même très lié à Moscou.

### Recrudescence des tensions

Cette nouvelle décision intervient sur fond de recrudescence des tensions, ces derniers mois, entre Belgrade et Pristina. Trois mois après le déploiement d'un lourd dispositif militaire serbe à la frontière, l'escalade entre les deux camps avait atteint leur paroxysme fin décembre. Sur fond de manifestations de la mi-





## Documents sauvegardés

norité serbe au Kosovo protestant contre l'arrestation d'un des leurs, ancien policier, et contre l'obligation d'adopter une plaque d'immatriculation kosovare pour circuler sur le territoire, la situation est « au bord du conflit armé », avait estimé la première ministre serbe Ana Brnabic.

Près de vingt-cinq ans après la fin de la guerre de 1998-1999, qui s'était soldée par une intervention de l'Otan, le Kosovo reste un point chaud des Balkans. Belgrade ne reconnaît pas l'indépendance proclamée en 2008 par son ancienne province méridionale, très largement peuplée d'Albanais. Vivant principalement dans le nord de la petite république, environ 120 000 Serbes - sur le 1,8 million d'habitants - sont régulièrement ciblés par les autorités locales, qui les soupçonnent d'être des infiltrés sur leur sol.

**Cet article est paru dans La Croix (site web)**

<https://www.la-croix.com/religion/kosovo-le-patriarche-orthodoxe-serbe-porphyre-a-nouveau-interdit-d-entree-20240517>

## Documents sauvegardés



**Le Grand Continent**  
(site web réf.) - Le  
Grand Continent

Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

web-20250502-WGADA-1331324\_9657432061\_11993917

**Nom de la source**

Le Grand Continent (site  
web réf.) - Le Grand  
Continent

Vendredi 2 mai 2025

Le Grand Continent (site web  
réf.) - Le Grand Continent •  
3816 mots

**Type de source**

Presse • Presse Web  
référéncée

**Périodicité**

En continu

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

Paris, Ile-de-France, France

2 mai 2025

## L'art de la guerre sainte : Poutine et Kirill ouvrent un front en Serbie

**I**l faut que notre petite barque,  
voguant en eaux troubles, reste  
toujours amarrée au grand navire  
russe. Alors que l'Église catholique  
pleurerait la mort du pape François, à  
Moscou, sous...

**Lire la suite**

[https://legrandcontinent.eu/fr/2025/05/  
02/lart-de-la-guerre-sainte-poutine-et-k  
irill-ouvrent-un-front-en-serbie/](https://legrandcontinent.eu/fr/2025/05/02/lart-de-la-guerre-sainte-poutine-et-kirill-ouvrent-un-front-en-serbie/)

Ce document référence un lien URL de  
site non hébergé par CEDROM-SNi.



Documents sauvegardés



© 2024 Bulletin Quotidien. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20241220-SGA-qb20241220a040\_1

Nom de la source	Vendredi 20 décembre 2024
Bulletin Quotidien	
Type de source	Bulletin Quotidien • 2376 mots
Presse • Journaux	
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Paris, Ile-de-France, France	

# L'élargissement aux Balkans occidentaux reste une priorité de l'UE sous réserve d'un certain nombre de résultats à atteindre

**L'**élargissement aux Balkans occidentaux reste une priorité de l'UE sous réserve d'un certain nombre de résultats à atteindre

L'élargissement aux Balkans occidentaux reste une priorité de l'UE sous réserve d'un certain nombre de résultats à atteindre

A la suite du Sommet UE-Balkans occidentaux qui s'est tenu mercredi à Bruxelles (cf. BQ du 19/12/2024), les pays de l'UE ont adopté un programme clair pour une intégration progressive des pays candidats à l'élargissement avec toute une série de priorités et de résultats à atteindre.

1. Renforcer l'intégration avec les Balkans occidentaux au moyen du plan de croissance

Conformément à la facilité pour les réformes et la croissance en faveur des Balkans occidentaux, dotée d'une enveloppe de 6 milliards d'euros, chaque partenaire doit ratifier les deux accords, qui sont nécessaires pour recevoir les paiements de préfinancement initiaux. Ils doivent poursuivre la mise en oeuvre

du marché commun régional sous la coordination du Conseil de coopération régionale et assurer une coopération constructive dans le cadre de l'accord de libre-échange centre-européen (ALECE).

Transports : adoption de nouveaux plans d'action pour l'alignement sur l'acquis dans les domaines du rail, de la route, de la sécurité routière, du transport par voie d'eau et de la facilitation des transports; mise en place des voies réservées entre l'UE et les Balkans occidentaux, en vue de les appliquer à toutes les frontières concernées, tout en respectant pleinement l'acquis et les procédures de l'UE; amélioration de la coopération douanière et la modernisation des points de passage frontaliers/communs avec onze points de passage prioritaires.

Programme en matière d'environnement : les partenaires des Balkans occidentaux devraient mettre totalement en oeuvre le programme en matière d'environnement pour la région, y compris les engagements en matière de climat au titre de l'accord de Paris, de la Communauté de l'énergie et de la déclaration de Sofia sur le programme en matière d'environnement pour les Balkans occidentaux; soutien des travaux y compris dans le cadre du projet EU4Green; poursuite du

développement de l'économie circulaire, en s'attaquant en particulier aux déchets, au recyclage, à la production durable et à l'utilisation efficiente des ressources, de protéger sa biodiversité et les services écosystémiques; décarbonation; mise en oeuvre une politique climatique et de transition énergétique, y compris une tarification du carbone fondée sur un système fiable de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions.

Marché unique numérique : poursuite des travaux sur l'intégration dans le marché unique numérique de l'UE; réduction des coûts d'itinérance des données; intensification des efforts dans le domaine de la transformation numérique et des médias, notamment en ce qui concerne les réformes en matière de cybersécurité, en alignant leur législation[...] sur la directive SRI 2 et en veillant au déploiement sécurisé des réseaux 5G; faire progresser la mise en oeuvre de l'initiative WiFi4WB, qui offre aux citoyens et aux visiteurs un libre accès gratuit à la connectivité WiFi dans les espaces publics des municipalités de toute la région; et faciliter les flux de données entre l'UE et les Balkans occidentaux, au moyen de l'alignement des



## Documents sauvegardés

partenaires sur les normes de l'UE en matière de protection des données à caractère personnel et sur l'acquis pertinent.

Chaînes d'approvisionnement industrielles : poursuite des travaux en vue de faire partie de la chaîne de valeur de l'UE pour les matières premières critiques, notamment en développant les industries concernées, conformément aux normes de l'UE et aux possibilités d'accès au marché.

2. Jeter une base économique solide pour l'avenir et faire face ensemble aux répercussions négatives de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine

Energie : L'UE poursuivra son engagement au titre de l'instrument d'aide de préadhésion, du plan économique et d'investissement et du train de mesures de soutien à l'énergie; les partenaires des Balkans occidentaux devraient utiliser le mécanisme de l'UE pour les achats conjoints de gaz et de GNL afin de réduire leur dépendance à l'égard du gaz russe et devraient tirer parti du fait que l'UE ouvre son marché de l'électricité sous réserve qu'ils poursuivent les réformes réglementaires nécessaires.

Plan économique et d'investissement (PEI) : Le soutien apporté par le PEI comprend 9 milliards d'euros de subventions financés par l'IAP III et jusqu'à 20 milliards d'euros d'investissements pour la période 2021-2027, et se trouve à un stade avancé de mise en oeuvre. Sur les presque 30 milliards d'euros du train de mesures d'investissement pour la région, l'UE a, à ce jour, approuvé 5,4 milliards d'euros de subventions pour des investissements d'une valeur supérieure à 17,55 milliards d'euros, y compris pour 68 projets d'investissement phares au

titre du PIE.

3. Accélérer et approfondir encore l'engagement de l'UE avec les Balkans occidentaux au niveau politique et dans les domaines d'action, y compris en ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune (PESC)

Action politique : L'UE accélérera et approfondira encore son engagement avec les partenaires des Balkans occidentaux au niveau politique et dans les domaines d'action, notamment par la tenue régulière de sommets UE-Balkans occidentaux, la participation de partenaires à des manifestations de haut niveau de l'UE et à des dialogues réguliers sur la PESC, le renforcement de la coopération dans les enceintes multilatérales et l'échange d'informations avant et après les sessions du Conseil des affaires étrangères. Les partenaires des Balkans occidentaux devraient progresser rapidement et durablement sur la voie d'un alignement complet sur la PESC et de sa mise en oeuvre, y compris sur les mesures restrictives de l'UE et leur application.

Coopération en matière de sécurité et de défense : L'UE contribuera à la sécurité dans la région, notamment par l'intermédiaire de son opération PSDC EUFOR Althea et de sa mission EULEX. Elle continuera de coopérer avec la région pour en développer les capacités et moyens de défense, notamment dans le cadre de la facilité européenne pour la paix. Au total, le soutien aux Balkans occidentaux au titre de la facilité européenne pour la paix, depuis sa création en 2021, s'est élevé à 61 millions d'euros, conformément à l'engagement mutuel de renforcer le dialogue et la coopération en matière de sécurité et de défense.

Renforcement de la résilience : L'UE continuera de renforcer la cybersécurité collective en collaboration avec les partenaires des Balkans occidentaux, notamment par des efforts diplomatiques et un soutien opérationnel et technique coordonnés et par la participation de la région aux structures, politiques et processus de l'UE; les partenaires qui ne l'ont pas encore fait sont invités à désigner dès que possible des cyberambassadeurs afin d'intensifier la coopération dans le domaine de la cyberdiplomatie; renforcement de la coopération avec l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA) et le Centre de compétences européen en matière de cybersécurité (ECCC) et faciliter le rôle du Conseil de coopération régionale.

L'UE aidera les partenaires des Balkans occidentaux à lutter contre les menaces hybrides, en particulier les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, comme les discours et la désinformation russes concernant la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. A cet égard, l'UE renforcera encore la coopération avec les partenaires des Balkans occidentaux afin d'accroître la résilience, également en favorisant le professionnalisme des médias et l'éducation aux médias, et en augmentant l'impact de la communication stratégique concernant les relations entre l'UE et les Balkans occidentaux et le processus d'élargissement en particulier.

Dimension sociale de l'intégration européenne. Contacts interprofessionnels et mesures en faveur des jeunes

Le nouveau campus du Collège d'Europe à Tirana a été inauguré, et des connaissances spécialisées sur les affaires

## Documents sauvegardés

européennes ont commencé à y être dispensées aux étudiants, parallèlement aux activités contribuant à la diffusion et à la mise à profit de l'expertise régionale. Le Collège d'Europe lancera également le premier programme diplomatique pour les partenaires de l'élargissement en février 2025, avec la participation de jeunes diplomates des Balkans occidentaux et avec le soutien de l'UE.

L'alignement sur le socle européen des droits sociaux est essentiel pour une approche centrée sur les personnes sur la voie de l'intégration à l'UE des futurs Etats membres; soutien des réformes et renforcement des capacités des administrations publiques dans les Balkans occidentaux, notamment au moyen de subventions et de jumelages et par l'intermédiaire de l'Ecole régionale d'administration publique (ReSPA); accélération de la mise en oeuvre du programme en ce qui concerne l'innovation, la recherche, l'éducation, la culture, la jeunesse et le sport; association à des programmes tels qu'Erasmus+ et le Corps européen de solidarité, et ouverture de la participation à l'initiative "universités européennes" à tous les partenaires des Balkans occidentaux, dans le but de créer de nouvelles possibilités pour les jeunes.

L'Office régional de coopération pour la jeunesse (RYCO) s'emploiera à renforcer la coopération et la participation active des jeunes dans les Balkans occidentaux, de manière à favoriser le dialogue en vue de la réconciliation.

4. Migration irrégulière, lutte contre le terrorisme, lutte contre la criminalité organisée et la corruption, et justice

Gestion des migrations : Des progrès

importants ont été accomplis dans la mise en oeuvre du plan d'action de l'UE concernant les Balkans occidentaux. Grâce à une action coordonnée, la pression migratoire globale sur la route des Balkans occidentaux a diminué de 80 % au cours des dix premiers mois de 2024 par rapport à 2023. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour poursuivre l'alignement sur l'acquis de l'UE et le pacte de l'UE sur la migration et l'asile, étant donné que la route reste active. Un soutien financier important de l'UE permet aux partenaires de renforcer leurs systèmes de migration sur la base d'une approche globale qui tient compte de leur perspective d'adhésion. Un soutien est fourni pour améliorer les régimes d'asile et d'accueil, renforcer la protection des frontières et lutter contre les groupes criminels organisés et d'autres réseaux criminels, en particulier ceux qui se livrent au trafic de migrants, et pour oeuvrer aux retours depuis les Balkans occidentaux vers les pays d'origine.

L'UE se félicite du fait que les citoyens de l'ensemble de la région des Balkans occidentaux puissent désormais se rendre sans visa dans l'espace Schengen. Elle a également salué les progrès accomplis par plusieurs partenaires des Balkans occidentaux en vue d'un alignement rapide sur sa politique en matière de visas, y compris les engagements pris dans le cadre des programmes de réformes au titre du plan de croissance, et en ce qui concerne la mise en oeuvre de nouveaux accords sur le statut de Frontex. Ces efforts doivent se poursuivre.

Migration irrégulière : L'UE et les partenaires des Balkans occidentaux poursuivront leurs efforts conjugués pour mettre pleinement en oeuvre le plan d'action de l'UE concernant les Balkans

occidentaux, y compris en ce qui concerne la gestion des frontières, la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, le développement des retours vers les pays d'origine et la garantie de l'accès à la protection internationale pour les personnes qui en ont besoin; renforcement de la participation des Balkans occidentaux à la plateforme pluridisciplinaire européenne contre les menaces criminelles (EMPACT); alignement rapide sur la politique de l'UE en matière de visas, en particulier pour les pays présentant des risques en matière de migration irrégulière ou de sécurité pour l'UE, afin d'éviter les utilisations abusives des régimes de migration et d'asile des Etats membres de l'UE; intensification de la coopération avec l'Agence de l'UE pour l'asile et avec Europol.

Lutte contre le terrorisme : coopération dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent sous toutes ses formes, y compris pour faire face aux menaces liées à l'extrémisme violent de droite, à la diffusion en ligne de contenus extrémistes violents et aux attaques dont les infrastructures critiques et les espaces publics peuvent faire l'objet.

Un nouveau plan d'action conjoint relatif à la lutte contre le terrorisme dans les Balkans occidentaux sera proposé aux partenaires des Balkans occidentaux au cours du premier semestre de 2025 et devrait être approuvé lors du prochain forum ministériel UE-Balkans occidentaux sur la justice et les affaires intérieures.

Lutte contre la criminalité organisée : lutte contre la grande criminalité organisée, en particulier le blanchiment d'argent, la corruption, le trafic d'armes et le trafic de drogues, dans le cadre d'une

## Documents sauvegardés

coopération facilitée par l'EMPACT, tout en mettant l'accent sur les réseaux criminels les plus menaçants; accroissement de la participation proactive aux activités de l'EMPACT et la coopération avec Europol; intensification des efforts pour mettre en oeuvre les réformes pertinentes et à renforcer la coopération transfrontière en matière répressive et de justice pénale, au sein de la région, en Europe et au-delà, notamment avec l'Amérique latine; mise en place des observatoires nationaux des drogues et des systèmes nationaux d'alerte précoce afin de développer davantage leur coopération avec l'Agence de l'Union européenne sur les drogues, avec laquelle des accords de travail supplémentaires devraient être conclus; éradication du trafic et de la prolifération d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et coopérer à haut niveau pour lutter contre le trafic d'armes à feu dans le cadre de l'EMPACT, c'est-à-dire en s'engageant activement en faveur des journées d'action commune pour l'Europe du Sud-Est.

L'UE continuera à soutenir les Balkans occidentaux, notamment au moyen de deux projets régionaux récemment adoptés, d'un montant de 4 millions d'euros et de 3,8 millions d'euros, respectivement, pour la mise en oeuvre de la feuille de route sur les ALPC dans les Balkans occidentaux et pour le soutien au contrôle des armes en général.

Justice : Les partenaires des Balkans occidentaux devraient adopter ou maintenir un cadre réglementaire et institutionnel, incluant une autorité indépendante de contrôle de la protection des données, afin de mettre effectivement en oeuvre les normes de protection des données nécessaires à la coopération opérationnelle avec Eurojust, conformément

au plan d'action conjoint de 2018 relatif à la lutte contre le terrorisme dans les Balkans occidentaux; renforcement de leur coopération avec Eurojust et exploitation de toutes les possibilités offertes pour constituer des équipes communes d'enquête sur les affaires pénales transfrontières; accords de travail et poursuivre la coopération avec le Parquet européen; ratification et mise en oeuvre des conventions internationales dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et en matière civile, en particulier celles élaborées par la Conférence de La Haye de droit international privé soutien d'Eurojust dans la coordination des enquêtes et des poursuites relatives aux crimes de guerre et aux autres crimes les plus graves commis en Ukraine, et apport de leur expertise.



## Documents sauvegardés

**LA CROIX**

© 2025 la Croix. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250905-LC-cue-print-la\_croix-d32b7mo

## Nom de la source

La Croix

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

France

Vendredi 5 septembre 2025

La Croix • no. 43313

• p. 14

• 486 mots



des femmes, des hommes et des dieux

## L'islam bosniaque, un modèle européen

Daoud Riffi Historien du monde musulman et éditeur

**L**e 11 juillet dernier était commémoré le trentenaire du massacre de Srebrenica, apogée de l'entreprise génocidaire serbe durant la guerre de Bosnie (1992-1995) visant une « Grande Serbie » : plus de 8 000 musulmans furent tués en quelques heures à Srebrenica, dans le cadre de campagnes de « nettoyage ethnique ».

Ce drame sanglant en pleine Europe, exhumant les heures sombres du XX<sup>e</sup> siècle, rappelait cependant que l'Europe est aussi musulmane, et depuis longtemps : héritage d'une présence ottomane pluriséculaire sur le Vieux Continent.

L'islamisation de l'Europe de l'Est, dès le XIV<sup>e</sup> siècle, est le fruit d'une histoire complexe, faite de conquêtes, de conversions – très majoritairement volontaires – et d'échanges culturels. Si les Ottomans firent d'Istanbul un centre politico-religieux majeur, les Balkans devinrent parallèlement un pilier essentiel de l'Empire, conférant aux villes parsemant la région un parfum de petites Turquie.

Comme ailleurs, et en conformité avec un principe coranique, les Ottomans instaurèrent le système des millets (com-

munautés autonomes) : chaque religion est reconnue, ses rites privés et publics autorisés, et vit selon sa propre législation. Ce système explique la permanence de multiples confessions (juive, catholique, orthodoxe) dans la région, ainsi que les interrelations qui furent globalement sereines, malgré d'inévitables vicissitudes. Les Balkans, « Andalousie oubliée », sont donc un modèle pour l'Europe multiconfessionnelle actuelle.

C'est ce que montre le brillant intellectuel et ancien président bosniaque Rusmir Mahmutćehajić, dont la pensée s'enracine dans un verset fondamental (Coran 5,48) : « *À chacun de vous (les peuples) Nous avons assigné une Loi et une Voie. Si Dieu l'avait voulu, Il aurait fait de vous une seule communauté... Vers Dieu est votre retour, et alors Il vous informera de ce en quoi vous divergiez.* »

Son œuvre (peu traduite en français, mais entièrement en anglais) révèle que l'islam balkanique fut le ciment pluriséculaire d'une coexistence religieuse harmonieuse fondée sur la diversité. La tradition balkanique fut plurielle et la Bosnie une maison com-

Source : D. Riffi

mune pour les héritiers d'Abraham, où l'acceptation mutuelle fondait la paix civile.

Mahmutćehajić montre également que cette coexistence marque l'art et l'urbanisme, notamment dans sa ville natale : Stolac. Si le centre reliant au divin est la mosquée, elle inclut autour d'elle églises et synagogues, chacune trouvant sa place. L'urbanisme ottoman pense des quartiers distincts mais ouverts, où les architectures religieuses diverses cohabitent, signes d'une tolérance propre à la Bosnie ottomane. La ville se fait symbole matériel d'une compagnie féconde et d'une tradition d'hospitalité, cette « transformation de l'étranger en un voisin ou un proche ».

Pour aller plus loin : Rusmir Mahmutćehajić, *Une réponse bosniaque : modernité et tradition*, Durieux, 2005 ; François Georgeon, *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, Fayard, 2022.

### Note(s) :

Pour aller plus loin : Rusmir Mahmutćehajić, *Une réponse bosniaque : modernité et tradition*, Durieux, 2005 ;

## Documents sauvegardés

François Georgeon, Dictionnaire de  
l'Empire ottoman, Fayard, 2022.



## Documents sauvegardés



© 2025 L'Histoire - Les Collections. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251001-SHJ-10903901

## Nom de la source

L'Histoire - Collections

## Type de source

Presse • Magazines et revues

## Périodicité

Bimestriel ou trimestriel

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Mercredi 1 octobre 2025

L'Histoire - Collections • no. 109

• p. 39

• 2487 mots



Cyrille et Méthode

## L'orthodoxie slave est née dans les Balkans

**Au IX<sup>e</sup> siècle, les Slaves du Sud se convertissent au christianisme. Rome et Byzance s'en disputent le patronage. Les royaumes qui se constituent adoptent le modèle byzantin liant empereur et Église.**

Entre 863 et 885, les missions de Constantin (plus connu sous son nom de moine Cyrille), de son frère Méthode et de leurs disciples permettent, depuis Thessalonique, d'entamer la christianisation des peuples slaves. Leur impact se fait sentir jusqu'à nos jours : ils sont à l'origine de la conversion à l'orthodoxie des Bulgares, des Serbes, suivis des Russes, des Ukrainiens et des Biélorusses<sup>1</sup> mais également d'une langue liturgique et savante, le slavon, et de l'alphabet cyrillique.

Un siècle après que les Slaves, puis les Bulgares se sont installés dans les Balkans (respectivement au début du VI<sup>e</sup> siècle et à la fin du VII<sup>e</sup> siècle), Rome et Constantinople déploient chacune de son côté des initiatives pour convertir ces peuples. Le khan Boris I<sup>er</sup> de Bulgarie se fait baptiser en 864 ou 865 et le prince serbe Mutimir, vers 867-874. Mais il paraît difficile de diffuser le message chrétien en latin ou en grec, même aux Slaves limitrophes de l'Empire byzantin. C'est pourquoi deux frères venus de Thessalonique, Constantin-Cyrille et Méthode, se sont lancés

dans une nouvelle expérience en 863. Appelés par le prince de Grande-Moravie (qui s'étend de la Tchéquie à la Hongrie actuelles), ils traduisent la liturgie grecque et la transcrivent dans un alphabet adapté aux langues slaves. La première version de cet alphabet, le glagolitique, est entièrement originale, issue en partie de l'hébreu.

Après la mort de Constantin-Cyrille (à Rome, en 869) et de Méthode (885), bien que la liturgie et l'alphabet slaves aient été approuvés par le pape, le clergé germanique de rite latin s'oppose à leur utilisation. À cause de son hostilité, les disciples de Méthode quittent la Moravie dès 885 pour la Bulgarie. Installés à Ohrid (ou Okhrid, en Macédoine), ils mettent au point un deuxième alphabet, qui est en fait du grec étendu, le cyrillique. Parmi eux, l'évêque Clément d'Ohrid (mort en 916), l'un des premiers saints locaux. En 923, la limite des ressorts des deux patriarchats restés en terre chrétienne (sur les cinq d'origine), Rome et Constantinople, est établie pour les territoires de Dalmatie.

Les Slaves sont donc divisés en deux grands ensembles, liturgiques et cul-

turels. Dans la *Slavia romana*, de rite latin, les idiomes locaux ne sont consignés par écrit que tardivement, tandis que, dans la *Slavia orthodoxa*, de rite grec, la langue élaborée par Cyrille et Méthode, le vieux slave (puis les slavons régionaux), devient la quatrième langue de culture en Europe, après le latin, le grec et l'hébreu. Cyrille et Méthode, vénérés dès le Xe siècle, sont considérés comme apôtres des Slaves.

Les premières formations politiques slaves (ou partiellement slaves) ont une existence fragile. Entre 895 et 915, la Grande-Moravie, foyer originel slave orthodoxe, disparaît sous les coups des Hongrois. Cependant, des disciples de Méthode entament l'évangélisation des Croates vers 910. Le prince croate Tomislav rassemble les tribus de Dalmatie et obtient du pape une couronne royale en 925. En 928 l'évêché croate de Nin est absorbé par l'archevêché de Split (Spalato, en italien) et les Croates suivent dès lors le rite romain. En 1102, la dynastie locale éteinte, la Croatie revient à la couronne de Hongrie. Toutefois, les Croates conservent la liturgie en langue slave et l'alphabet glagolitique, dont Innocent IV confirme la légitimité



## Documents sauvegardés

vers 1250 - son usage se perpétue jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Ce sont les Bulgares qui fondent le premier Empire slave, bien avant celui des Russes (1547). Siméon, fils du khan bulgare Boris I<sup>er</sup>, s'octroie le titre d'empereur des Bulgares en 913 et fonde, quelques années plus tard, un patriarcat bulgare, création inédite depuis les cinq existants. Mais ses successeurs subissent les assauts des Byzantins, qui ne tolèrent pas cette concurrence. Basile II parvient, après sa victoire en 1014, à anéantir le premier Empire bulgare en 1018 (*cf. p. 32*). Le patriarcat bulgare est également aboli et son rôle est repris par l'archevêque d'Ohrid, nommé directement par l'empereur byzantin. Cet archevêque et ses évêques sont souvent des Grecs, tandis qu'une partie du clergé bulgare se réfugie dans la Rous' de Kiev, convertie au christianisme orthodoxe en 988. L'influence balkanique se diffuse dans le reste du monde slave.

#### Les saints princes de Serbie

À l'ouest, la Serbie se constitue au point de rencontre des juridictions de Rome et de Constantinople. Sous le règne de Mutimir, dans la deuxième moitié du IX<sup>e</sup> siècle, le pape Jean VIII entend rattacher la Serbie à l'archevêché de Pannonie, dont le siège est Sirmium (dans l'actuelle Serbie) et dont il a investi Méthode, en 873. L'arbitrage de 923 réduit l'ambition romaine : il stipule que la Serbie maritime relève de Rome, la Serbie continentale, de Constantinople. Les diocèses de Nis, Prizren, Lipljan et Ras, de rite grec, vont faire, eux, partie du ressort du patriarcat bulgare jusqu'à son abolition à la chute de l'Empire bulgare en 1018. En 1089 la Serbie est également dotée d'un archevêché latin propre à Bar (Antivari, en italien).

C'est sous la dynastie des Némánides, fondée par le prince orthodoxe Étienne (Stefan) Nemanja (1168-1196), que la Serbie devient une entité territoriale importante, comprenant l'Albanie du Nord, le Monténégro, la Dalmatie méridionale, avec Ras pour centre. Renonçant à la couronne, Étienne, en compagnie d'un de ses fils, Sava, entre au monastère de Studenica (Serbie) en 1196 sous le nom de Siméon. En 1198 le père et le fils fondent, au mont Athos, l'abbaye serbe de Hilandar.

Un autre fils d'Étienne, Étienne le Premier Couronné, qui s'est déclaré roi en 1217, obtient la reconnaissance du pape Honorius III en 1220. Dans le même temps, Sava devient archevêque autocéphale de Serbie, avec la bénédiction du patriarche de Constantinople. Celui-ci s'est replié à Nicée, en Anatolie, depuis la quatrième croisade et le sac de Constantinople par les Latins en 1204, qui consomme la rupture entre papauté et Église byzantine. La dynastie serbe, orthodoxe, n'en conserve pas moins des liens avec Rome et continue de contracter des mariages avec des princesses latines.

Trois fils d'Étienne le Premier Couronné vont être rois, tandis que le quatrième va devenir archevêque de Serbie sous le nom de Sava II (1264-1271). Cette configuration à deux têtes, l'une temporelle, l'autre spirituelle, contribue à sanctifier la lignée. Étienne Nemanja (saint Siméon) et son fils Sava sont les premiers d'une longue série de saints princes serbes.

Entre-temps, les Bulgares se sont révoltés contre Constantinople en 1185-1188 et ont reconquis leur indépendance avec la dynastie des Asénides, qui règne initialement sur un

territoire situé entre le bas Danube et la chaîne du Balkan et dont la capitale est Tarnovo. Ivan I<sup>er</sup> Asen (1187-1196) revendique le titre de tsar (empereur) il bat les Byzantins en 1194, annexant la Thrace centrale. La Bulgarie profite de l'affaiblissement de l'Empire byzantin après la prise de Constantinople par les croisés en 1204 : Kalojan (1197-1207) réclame à son tour la dignité impériale et l'autocéphalie pour son Église. Il accepte du pape une couronne royale, mais juge insuffisant le titre de primat pour le chef de son Église accordé par Rome en 1204. Il s'allie alors aux Grecs et remporte sur les Latins la bataille d'Andrinople (1205), qui confirme son emprise sur la Thrace. L'autocéphalie est, pour les Bulgares et les Serbes, une demande, voire une exigence. Ils veulent reproduire sur leurs terres le modèle byzantin de l'empereur et du patriarche. Au contraire, les Grecs s'efforcent de revenir sur la reconnaissance d'empires et d'Églises détachées de l'Église mère.

#### Patriarcat bulgare à Tarnovo

Ce Second Empire bulgare atteint son apogée avec Ivan II Asen (1218-1241), qui étend sa domination sur la Macédoine et la Thessalie, jusqu'à l'Adriatique et Dyrrachion (aujourd'hui Durrës, en Albanie). En 1235, il obtient la restauration du patriarcat bulgare à Tarnovo. Mais, dès la mort du tsar, le pays est fragilisé par le passage des Mongols. Ceux-ci parviennent jusqu'aux rives de l'Adriatique avant de refluer sur la basse Volga, où se forme la Horde d'Or. L'empereur grec de Nicée Jean III Vatatzès reprend sous son contrôle la partie méridionale de la Bulgarie, le reste passant sous la tutelle de la Horde.

## Documents sauvegardés

Au XIV<sup>e</sup> siècle, Bulgarie et Serbie sont à nouveau florissantes. La première renaît sous le tsar Ivan Alexandre (1331-1371), qui reprend aux Grecs une bonne partie de la Thrace et de la Macédoine. Dans ces mêmes années, la Serbie connaît son apogée sous Étienne Dusan. Roi des Serbes de 1331 à 1346, il se proclame empereur « des Serbes et des Romains » (c'est-à-dire de l'Empire byzantin) le jour de Pâques 1346, à Skopje, la nouvelle capitale (actuelle Macédoine du Nord). Simultanément, l'archevêque autocéphale serbe est promu au rang de patriarche. Étienne se pose en protecteur du mont Athos et en législateur, promulguant un Code qui adapte le droit romano-byzantin en version slave. Le Kosovo devient le cœur de la Serbie orthodoxe. Le père d'Étienne Dusan y a fondé l'abbaye de Decani, au sud de Pec (Kosovo), où il est enseveli et vénéré. Étienne en achève la construction et fonde l'abbaye des Saints-Archanges, près de Prizren, où il est enterré.

Le message du complexe architectural du Kosovo est amplifié par les images. Aux icônes que Serbes et Bulgares vénèrent s'ajoutent les fresques, ordonnées en de vastes programmes narratifs où l'arbre généalogique des Némanides s'inscrit dans la continuité de l'iconographie biblique de l'arbre de Jessé, montrant la généalogie de Jésus. En dehors des lieux saints de Serbie et de Bulgarie, le mont Athos est par excellence la Sainte Montagne, lieu de rencontre des ascètes et des théologiens byzantins ou slaves.

Bulgares et Serbes composent une partie de leurs sermons et traités en grec. Surtout, ils sont capables de traduire en slavon élégant et précis les œuvres grecques. Au XIV<sup>e</sup> siècle, l'enseigne-

ment de Grégoire Palamas, moine grec de l'Athos, puis métropolite de Thessalonique, se répand ainsi chez les Slaves jusqu'en Russie. Sa doctrine, l'hésychasme (du grec *hesuchia*, « silence »), affirme la possibilité d'une contemplation sensible de la divinité par le biais d'oraisons constantes et de méditations silencieuses qui conduisent au ravissement du dévot.

Mais, dans les années 1350, les Turcs entament la conquête des Balkans à partir de la Thrace. Les défaites serbes s'accumulent à partir de 1371. Celle qui laisse l'empreinte la plus forte dans la mémoire nationale est celle de Kosovo Polje (« Champ des Merles »), le 15 juin 1389, où les Serbes, les Bosniaques et leurs alliés albanais sont battus. En Bulgarie, Sofia est prise en 1382 et la capitale Tarnovo en 1393.

#### Face aux conquêtes turques

Les disciples du patriarche Euthyme, dont l'école a donné un lustre particulier à Tarnovo durant les vingt dernières années de son indépendance, émigrent dans les terres moldaves, valaques, ou russes, qui connaissent alors une « seconde influence balkanique » (la première remontant à la chute du premier Empire bulgare en 1018). Le patriarcat de Tarnovo disparaît presque aussitôt après la prise de la capitale. Dès la conquête de Constantinople en 1453, Mehmet II entreprend d'achever la conquête des terres serbes. Le 20 juin 1459 les Turcs prennent Smederevo et incorporent la Serbie à leur sultanat. Le patriarcat serbe devient un simple archevêché, dont le siège est transféré à Pec, au Kosovo.

La conquête turque fait disparaître l'Empire byzantin, et les royaumes chrétiens

des Balkans. Les Ottomans ne suppriment pas les structures religieuses en place, mais elles se recomposent en fonction des changements démographiques et de la fuite d'une large part du clergé latin. Le catholicisme s'efface ainsi en Albanie et en Bosnie, et se concentre sur la côte dalmate. L'orthodoxie se replie en Serbie continentale et dans la zone montagneuse qui commence à être connue sous le nom de Monténégro. Si l'islam s'implante peu à peu en Thrace, Macédoine, Thessalie, Bosnie, Herzégovine et Albanie, il n'y sera jamais majoritaire. Les populations des Balkans restent largement chrétiennes - les orthodoxes représentent toujours plus de 60 %. La foi orthodoxe est au cœur de leur identité, ce qui n'exclut pas, pendant la domination turque, une hostilité envers le haut clergé grec, les « Phanariotes » (du Phanar, quartier de Constantinople). La lutte pour l'indépendance politique au XIX<sup>e</sup> siècle s'accompagnera d'un combat pour l'indépendance ecclésiastique.

#### Encadré(s) :

##### Pierre Gonneau

Enseignant-chercheur (Sorbonne Université), directeur d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE)

*Il a publié* La Guerre russe ou Le Prix de l'empire. D'Ivan le Terrible à Poutine (Tallandier, 2023) *et codirigé, avec Sabine Frommel*, Les Chrétientés orthodoxes post-byzantines face à l'Europe de la Réforme et des Temps modernes, 1450-1700 (Campisano-Hermann, 2023).

#### MOTS-CLÉS

Orthodoxie



## Documents sauvegardés

*Du grec « opinion, croyance droite ». Définit la foi véritable, commune à toute la Chrétienté. A partir du XI<sup>e</sup> siècle, l'Église byzantine seule, fidèle aux sept premiers conciles, s'identifie à l'orthodoxie.*

### Patriarcat

*Regroupement de diocèses autour d'un siège épiscopal à l'autorité particulière. Ils sont cinq dans l'Antiquité : Constantinople, Antioche, Jérusalem, Alexandrie et Rome, le seul dans l'Empire romain d'Occident.*

### Autocéphalie

*Statut juridique consacrant l'indépendance d'une Église. En principe, il doit être accordé par le patriarche de « l'Église mère », mais il peut être le fruit d'une sécession de facto, finalement reconnue de jure.*

### Bogomilisme

*Hérésie manichéenne portée par le prêtre bulgare Bogomil, au Xe siècle : ce qui relève du corps appartient au mal. Seule une ascèse rigoureuse peut sauver l'âme, qui vient de Dieu. La doctrine touche la Serbie, puis la Bosnie.*

## À SAVOIR

### Des églises autocéphales

*Après le schisme de 1054, la religion orthodoxe s'est définitivement séparée du catholicisme après le sac de Constantinople par les croisés en 1204. Dans l'Empire byzantin, le patriarche de Constantinople est nommé par l'empereur : il est le plus important d'Orient, même si les Églises locales cherchent à s'en affranchir. Aujourd'hui, dans les Balkans, sont autocéphales les Églises serbe, grecque, roumaine, bulgare, albanaise*

*et macédonienne, le patriarcat de Constantinople exerçant une simple primauté d'honneur. Le principal désaccord dogmatique avec le catholicisme concerne le Saint-Esprit : pour les orthodoxes, il procède du père seul et non, comme pour les catholiques, du père et du fils (querelle du Filioque). Dans les pratiques, la langue liturgique (grec, slavon) reste distincte de la langue courante, les prêtres sont mariés et pères de famille, les statues, assimilées à des idoles païennes, sont prohibées.*

### FOCUS Athos, la Sainte Montagne

*A accueillant, à partir du IX<sup>e</sup> siècle, des moines ermites, puis des monastères, le mont Athos, situé sur la péninsule de l'Aktè dans le nord de la Grèce, est considéré depuis 1054 comme le foyer spirituel orthodoxe. Il jouit d'une indépendance juridique établie par les chrysobulles byzantines et confirmée par les firmans ottomans. Son autonomie est aujourd'hui assurée par la Constitution grecque de 1975, qui le définit comme une « partie auto-administrée de l'État grec », placée sous la juridiction spirituelle du patriarcat de Constantinople. La « Sainte Montagne » regroupe actuellement environ 2 500 hommes (les femmes y sont interdites), répartis entre une vingtaine de monastères, des skites (groupes d'habitations), des kellia (maisons isolées) et des ermitages. Sur cette photographie, prise en 1998 au monastère serbe de Hilandar, des novices prononcent leurs vœux.*



## Documents sauvegardés

**Le Point**

© 2025 Le Point.fr. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news:20251011-POR-27780028lpw

**Nom de la source**

Le Point.fr

Samedi 11 octobre 2025

**Type de source**

Presse • Presse Web

Le Point.fr • no. 202510 •  
1149 mots**Périodicité**

En continu

**Couverture géographique**

Nationale

**Provenance**

France

## « Le monde orthodoxe est plus fragmenté que jamais »

Propos recueillis par Jérôme Cordelier

**ENTRETIEN. Le pape ira en Turquie fin novembre, à l'invitation du patriarche de Constantinople, en conflit avec celui de Moscou. Le journaliste Jean-Arnault Dérens explique les enjeux d'une visite historique.**

Que Léon XIV ait choisi pour son premier voyage apostolique de se rendre en Turquie - du 27 au 30 novembre - est un signe marquant à plusieurs titres. En direction du monde musulman : il devrait y rencontrer le président Erdogan, qui a fait de la réislamisation de la Turquie un axe fort de sa politique. Mais, surtout, le pape répond à l'invitation du patriarche de Constantinople, Bartholomée, afin de célébrer les 1 700 ans du concile de Nicée, où a été défini le credo chrétien, et d'unifier orthodoxes et chrétiens en définissant une date de Pâques commune.

Un voyage historique qui intervient alors que le monde orthodoxe n'a jamais semblé si divisé depuis le schisme ukrainien, en janvier 2019, quand le patriarche de Moscou a rompu avec celui de Constantinople, après que ce dernier eut reconnu l'Église orthodoxe d'Ukraine. Pour comprendre les enjeux de cette visite sous tensions, entretien avec l'historien et journaliste Jean-Arnault Dérens, cofondateur du média en ligne Le Courrier des Balkans et auteur de La Géopolitique de l'orthodoxie (Tal-

landier, 2025).

### À LIRE AUSSI

Et si le pape Léon XIV réunifiait catholiques et orthodoxes ?

Le Point : Quel est aujourd'hui l'état du monde orthodoxe ?

Jean-Arnault Dérens : Il est plus fragmenté que jamais. L'unité des Églises orthodoxes est proclamée par la foi, mais n'est pas une réalité politique. Le monde orthodoxe est composé d'Églises indépendantes, qu'on appelle « autocéphales ». Que vous entriez dans une église orthodoxe syrienne comme celle qui a été récemment attaquée, serbe, russe ou ukrainienne, le décor, la liturgie et les croyances sont semblables. Seule la langue change, mais ce n'est pas une question fondamentale. La différence tient dans leur enracinement et leur histoire, propre à chacune.

Mais, aujourd'hui, l'orthodoxie mondiale n'a jamais été si divisée, surtout depuis 2019, avec le tomos, le décret du patriarche de Constantinople reconnaissant l'autocéphalie de l'Église d'Ukraine. Cette décision, prise unilatéralement, n'a

pas recueilli l'unanimité, même en Ukraine, où certains fidèles restent attachés au patriarcat de Moscou. Pour beaucoup d'orthodoxes, Constantinople a dépassé ses compétences, car seule l'Église mère peut accorder l'autocéphalie à l'un de ses membres - en l'occurrence, seul Moscou aurait pu le faire. Cela a entraîné une succession de ruptures entre Constantinople et Moscou. À part Chypre, aucune Église n'a reconnu celle d'Ukraine. La plupart essaient de garder de bonnes relations avec les deux patriarchats.

Sur l'arrière-fond de la guerre en Ukraine se joue une guerre des patriarchats ?

L'orthodoxie n'a pas de structure centralisée comme en a le catholicisme. Le patriarche de Constantinople n'a qu'une primauté d'honneur, car il est historiquement considéré comme la « deuxième Rome ». Mais il n'a aucun pouvoir d'ingérence dans la vie des autres Églises. Le patriarche Bartholomée de Constantinople n'a qu'une autorité directe sur moins de 10 000 fidèles de Turquie, sur une partie de la Grèce et en théorie sur la diaspora orthodoxe dans les pays non



## Documents sauvegardés

orthodoxes. En théorie, parce qu'il existe, en France notamment, des évêchés roumains, grecs, serbes... Le patriarcat de Moscou, lui, exerce sa juridiction sur 150 millions de fidèles, soit plus de la moitié des orthodoxes du monde. Par exemple, dans le seul Kazakhstan vivent 4 millions d'orthodoxes, ce qui n'est pas négligeable. Entre les deux patriarchats, c'est David contre Goliath : Bartholomée dispose d'un pouvoir de prestige et de parole, mais ses moyens, en particulier financiers, sont limités.

Dire que Kirill est au service de Poutine serait exagéré : il sait que Poutine est mortel, l'Église a existé avant lui et continuera après lui [...]. Ce qui est intéressant est de savoir quel but il poursuit.

**Kirill, le patriarche de Moscou**, a-t-il été renforcé ou fragilisé par sa collaboration avec Poutine ?

La question est plus globale, puisqu'elle pose celle des relations entre les Églises et le pouvoir politique. La situation n'est pas différente en Russie, en Roumanie ou ailleurs. Après la chute des régimes soviétiques, les Églises ont pensé que l'ère d'une restauration était venue. Mais elles veulent restaurer quelque chose qui n'a jamais existé. Une utopie. Pour obtenir la restitution de leurs possessions immobilières, largement collectivisées, retrouver un rôle social notamment par le contrôle des écoles, avoir accès aux médias, les Églises orthodoxes ont partout passé des accords avec le pouvoir. En Serbie comme en Russie. Mais en Russie, il y a plusieurs Églises orthodoxes : l'une qui vit en retrait du monde, celle des ermites et des fols-en-Christ, et une Église officielle, « fonctionnarisée », et ce, depuis l'époque tsariste.

Dans les années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants orthodoxes ont scellé un accord avec le régime : le pouvoir laisse une marge de liberté à l'Église, qui, en échange, ne se mêle pas de ses affaires. En même temps, ces dignitaires religieux se sont engagés dans des actions de dialogue oecuménique pour servir la réputation internationale du régime. Feu le métropolite de Léninegrad a symbolisé cette ouverture - il est mort d'un arrêt cardiaque dans le bureau du pape Jean-Paul Ier. Élu en 2009, Kirill est issu de cette tradition. Il est plutôt un homme d'ouverture, mais ses relations avec le pouvoir, notamment le KGB, ne datent pas d'hier puisqu'il était responsable des relations extérieures du patriarcat. Il faut être prudent quand on qualifie ses rapports avec Poutine.

## À LIRE AUSSI

**Métropolite Emmanuel : « Volodymyr Zelensky résiste au nom de la liberté, il nous faut le soutenir »**

Pourquoi ?

Dire que Kirill est au service de Poutine serait exagéré : il sait que Poutine est mortel, l'Église a existé avant lui et continuera après lui, il s'inscrit dans le temps long. Ce qui est intéressant est de savoir quel but poursuit Kirill. Cherche-t-il à restaurer le poids social de l'Église ? Veut-il construire plus d'églises pour faire renaître une civilisation chrétienne ? L'affaire est complexe. D'autant que, dès les années 1990, l'Église russe a commencé à s'allier avec les évangélistes américains. Quand Poutine a pris des mesures contre les ONG, seuls les évangélistes américains n'ont pas été inquiétés. Des liens se sont créés entre l'extrême droite américaine,

l'Église russe et d'autres cercles. Malofeïev, oligarque très proche de Poutine, finance des structures comme le Congrès mondial des familles, aux côtés d'évangélistes américains et de catholiques radicaux.

On fête cette année les 1 700 ans du concile de Nicée. De quelle manière celui-ci reste-t-il un ciment d'union entre toutes les Églises orthodoxes ?

Il ne l'est pas seulement entre les orthodoxes, puisque ce concile porte l'idée que tous les chrétiens partagent le même credo, les mêmes croyances. Toutes les Églises chrétiennes ont l'objectif de retrouver un chemin d'unité. Le pape François et, dans sa suite, Léon XIV restent mesurés sur l'Ukraine pour ne pas risquer de fracturer encore plus le monde orthodoxe. Il s'agit de ne rien faire qui puisse être considéré comme un motif de rupture.

**Cet article est paru dans Le Point.fr**

[http://www.lepoint.fr/postillon/le-monde-orthodoxe-est-plus-fragmente-que-ja-mais-11-10-2025-2600747\\_3961.php](http://www.lepoint.fr/postillon/le-monde-orthodoxe-est-plus-fragmente-que-ja-mais-11-10-2025-2600747_3961.php)



## Documents sauvegardés

## LE TEMPS

© 2025 Le Temps SA. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251128-TE-tps\_20251128\_0005-art\_2

## Nom de la source

Le Temps

Vendredi 28 novembre 2025

## Type de source

Presse • Journaux

Le Temps

• p. 5

## Périodicité

Quotidien

• 648 mots

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

Genève, Suisse



## Léon XIV, premier voyage sous le signe du dialogue oecuménique

JEAN-ARNAULT DÉRENS

8389

**VATICAN Le pape effectue son premier déplacement hors d'Italie depuis son élection en mai. Il sera en Turquie jusqu'à dimanche, puis au Liban du 30 novembre au 2 décembre**

**8** 389 La Turquie semble devenue une destination « obligatoire » des débuts de pontificat. Depuis la visite de Paul VI en 1967, Jean Paul II a fait le voyage en 1979, Benoît XVI en 2006 et François en 2014. A dire vrai, Paul VI avait déjà rencontré le patriarche oecuménique Athenagoras en 1964 à Jérusalem, amorçant une réconciliation historique entre les chrétientés d'Occident et d'Orient, séparées depuis le schisme de 1054.

C'est en effet à Istanbul, dans le quartier du Phanar, sur la rive européenne du Bosphore, que réside « l'archevêque de Constantinople, la nouvelle Rome, et patriarche oecuménique », selon sa titulature officielle, qui dispose d'une « primauté d'honneur » parmi les patriarches orthodoxes. Le titre est honorifique et ne donne aucune autorité particulière à son titulaire sur les différentes Eglises, qui sont toutes « autocéphales », c'est-à-dire indépendantes. Le patriarche est même, à bien des égards, un général sans ar-

mée, puisqu'il n'a compétence directe que sur la minuscule communauté orthodoxe de Turquie, décimée par les exodes du XXe siècle et qui ne compte plus que quelques milliers de personnes. Son autorité s'étend aussi sur une partie de la Grèce et sur les diasporas orthodoxes à travers le monde, où elle est toutefois contestée par les différentes Eglises « nationales », bulgare, grecque, roumaine, russe ou serbe.

Le voyage qu'entreprend Léon avait été voulu par son prédécesseur, François, afin de célébrer le 1700e anniversaire du concile de Nicée (325), où fut adopté le credo encore professé par toutes les Eglises chrétiennes - les orthodoxes, les catholiques, les protestants et toutes les Eglises d'Orient. Aujourd'hui, le pape prendra part à une rencontre oecuménique de prière sur le site archéologique d'Iznik, l'ancienne Nicée, à une centaine de kilomètres d'Istanbul, près du site de la basilique Saint-Néophyte, submergée par les eaux du lac d'Iznik au XIe siècle et redécouverte en 2014.

### Les réseaux d'influence de l'Eglise russe dans les Balkans

C'est toutefois à la rencontre d'une orthodoxie plus divisée que jamais que se rend Léon. En effet, le patriarche oecuménique Bartholomée, qui a fêté cette année son 85e anniversaire, a pris l'initiative de reconnaître l'autocéphalie d'une Eglise orthodoxe d'Ukraine, par un tomos (décret) publié en janvier 2019. Cette décision a suscité l'ire de la Russie, qui considère que l'Ukraine dépend du patriarcat de Moscou depuis le transfert de la métropole de Kiev en 1686. Pour Moscou, Bartholomée aurait violé les règles canoniques en reconnaissant une Eglise d'Ukraine, car seule « l'Eglise mère », en l'occurrence russe, aurait le droit d'octroyer l'indépendance à l'une de ses branches.

Depuis, l'orthodoxie vit un schisme ouvert, toute communion étant rompue entre Moscou, Constantinople et toutes les Eglises qui reconnaîtraient celle d'Ukraine. En réalité, les différentes Eglises des Balkans essaient de conserv-



## Documents sauvegardés

er des relations avec les deux pôles rivaux, gardant leurs distances avec Kiev. L'Eglise russe, mise au service du régime de Vladimir Poutine, riche et puissante, réunit à elle seule la moitié des 250 millions d'orthodoxes du monde, et conserve de solides réseaux d'influence dans les Balkans, notamment en Serbie et en Bulgarie - dont le nouveau, et jeune, patriarche a la réputation d'être « un homme de Moscou ».

Même si le patriarche Kirill de Moscou avait rencontré le pape François en 2016 et si le Vatican a toujours soutenu une ligne favorable aux négociations en Ukraine, l'Eglise russe reste très réservée à l'égard du dialogue œcuménique. Si Léon entend, comme ses prédécesseurs, afficher sa fraternité avec le patriarche Bartholomée, il devra donc, pour ne pas froisser Moscou, faire preuve d'autant de prudence que les pères conciliaires qui réussirent, en 325, à dépasser les différends entre théologiens.

Jean-Arnault Dérens vient de publier « Géopolitique de l'orthodoxie. De Byzance à la guerre en Ukraine », Paris, Tallandier, 2025, 381 pages.

## Documents sauvegardés



© 2025 L'Histoire - Les Collections. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251001-SHJ-10900601

## Nom de la source

L'Histoire - Collections

## Type de source

Presse • Magazines et revues

## Périodicité

Bimestriel ou trimestriel

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Mercredi 1 octobre 2025

L'Histoire - Collections • no. 109

• p. 6

• 2523 mots



Page 6

# Les marges incontrôlées de l'Europe

(Propos recueillis par Clément Fabre.)

**C'est au XIXe siècle que la péninsule émerge comme une région montagneuse, émietlée, archaïque et violente. Une image qui a ressurgi avec force lors de la guerre en ex-Yougoslavie.**

**L'Histoire : Depuis quand les Balkans sont-ils perçus comme une entité géographique et politique cohérente ?**

**Maria Todorova :** Il faut se méfier des catégories géographiques dont on a longtemps eu tendance à surestimer la cohérence et la stabilité à travers les siècles. Or, lorsque l'on parle de « Balkans » pour les périodes de l'Antiquité ou du Moyen Âge, on projette une notion contemporaine sur l'histoire longue de la région. Ce n'est pourtant que très tardivement, au XIXe siècle, que le terme « Balkan » en est venu à désigner la péninsule balkanique entière. Depuis le XVe siècle, le mot, qui signifie d'abord « montagne » en turc, qualifiait la chaîne montagneuse traversant l'actuelle Bulgarie d'ouest en est et, aujourd'hui, portant le toponyme « Balkan » (que les Grecs nommaient *Haimos* - *Haemus* en latin). Dans le mémoire qu'il adresse en 1490 au pape Innocent VIII, l'humaniste et diplomate Filippo Buonaccorsi, dit « Callimaque », évoque ainsi cette montagne « *que les locaux appellent Balkan* » (« *quem incolae Bolchanum vocant* »). On retrouve ce terme en 1608 dans le

récit que l'Allemand Salomon Schweigger publie de son voyage en 1577 à travers la région : « Balkan » y apparaît comme le nom que les Turcs donnent au mont Haemus, tandis que les Croates l'appelleraient « Comonitza ». Si ce dernier nom n'est pas attesté dès lors, « Haemus » et « Balkan » sont, eux, employés comme synonymes jusqu'au XIXe siècle.

La première occurrence de « Balkans » pour nommer l'ensemble de la péninsule remonte à 1808 : dans son ouvrage *Gea*, le géographe allemand August Zeune y parle de « *péninsule balkanique* » (*Balkanhalbeiland*). Il est influencé par la tradition géographique séculaire qui, depuis l'Antiquité, affirmait que cette chaîne montagneuse courait de la mer Adriatique jusqu'à la mer Noire, séparant la péninsule du continent européen - définition en fait erronée, les Balkans étant constitués de plusieurs massifs (Alpes dinariques, monts du Pinde, du Rhodope, Balkan...). Il cherche, ce faisant, à souligner le parallèle entre les péninsules balkanique, apennine (l'Italie) et pyrénéenne (ibérique). La catégorie se diffuse ensuite progressivement en Europe, avec

cependant des disparités : la Grèce, incluse dans l'usage allemand du terme, est le plus souvent exclue des Balkans en français comme en anglais. Et il faut attendre le XXe siècle pour que des géographes originaires des Balkans se mettent à employer cette catégorie. L'importance de la période ottomane dans l'histoire des Balkans n'est toutefois pas qu'affaire de noms : c'est également à partir du XVe siècle que la péninsule balkanique commence à être pensée comme une région géographique à part entière, qu'on désigne alternativement comme la péninsule « hellénique », « illyrienne », « dardanienne », « byzantine », « slavo-grecque » ou comme la « Turquie d'Europe » (ce que les Turcs eux-mêmes appellent « Roumélie »). A proprement parler, on peut donc dire que l'histoire des Balkans ne commence qu'avec la conquête ottomane du XVe siècle.

**L'H. : N'y a-t-il pas, néanmoins, des facteurs d'unité dans les époques antérieures ?**

**M. T. :** Bien sûr, dans ce palimpseste d'héritages historiques entremêlés qui constitue les Balkans, d'autres legs, an-





## Documents sauvegardés

térieurs à la conquête ottomane, ont contribué à donner à la région une certaine cohérence. Ainsi, à l'époque romaine, les grandes migrations des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles (en particulier, à la fin de la période, l'installation des Slaves). Surtout, le millénaire pendant lequel les Balkans ont fait partie de l'Empire byzantin puis le demi-millénaire ottoman ont conféré à la région ce qui s'apparente à une identité culturelle propre. Pendant l'époque byzantine, l'Église grecque-orthodoxe, le droit romain, la littérature, l'art et le modèle politique byzantins ont imprimé leur marque sur la péninsule. C'est alors qu'a émergé ce que les philologues qualifient d'« aire linguistique balkanique ». Quant à la période ottomane, elle a laissé sur les Balkans une trace profonde, notamment à travers le syncrétisme progressif qu'y ont connu les traditions byzantine et ottomane. Elle a également doté les futurs États de caractéristiques telles l'absence d'aristocratie agraire, la faiblesse de la bourgeoisie, l'existence d'une paysannerie libre, d'un fort État centralisé et d'importantes minorités ethniques. On peut y ajouter la diffusion de la cuisine turque ! Enfin, la domination ottomane a joué un rôle de repoussoir au sein d'élites promouvant l'indépendance de leur patrie et attisé les sentiments nationaux. Il ne faut pas négliger pour autant les héritages historiques qui ont fragmenté la région plutôt qu'ils ne l'ont unifiée : les langues, slaves ou latine, les alphabets, cyrillique ou latin, les religions, orthodoxie, catholicisme ou islam. Pendant la guerre froide, aussi, la région s'est retrouvée divisée entre deux systèmes antagonistes - trois, même, si l'on reconnaît à la Yougoslavie sa place à part au sein du bloc communiste. Reste que, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'usage géographique de l'expression « péninsule balkanique » ne

fait plus question tant elle s'est imposée en Europe - indissociable des connotations toujours plus négatives qui s'y sont attachées : la fragmentation, l'archaïsme et la violence (les « horreurs bulgares » ,cf. p.72).

### **L'H. : Comment expliquer ces connotations négatives ?**

**M. T. :** Dès le XV<sup>e</sup> siècle, les visiteurs européens dans la péninsule croquaient volontiers leurs habitants en paysans sans éducation, et déploraient la dégénérescence qu'y avait connue l'héritage grec et byzantin sous l'influence de l'envahisseur ottoman.

Ce mépris rejoint des spécificités de ce qu'Edward Saïd a qualifié d'« orientalisme » - à savoir la manière dont certains savants du XIX<sup>e</sup> siècle ont essentialisé les sociétés orientales, insistant sur leur dégénérescence par rapport à l'héritage culturel qu'ils mettaient au jour - et contribuant à l'expansion impérialiste.

Je préfère, pour ma part, parler de « balkanisme » pour définir les perceptions européennes des Balkans, et souligner ce qui les distingue de l'orientalisme. Les Balkans sont perçus comme masculins et grossiers - loin du charme exotique de l'Orient féminin -, et la composante raciale comme religieuse est largement absente - les populations des Balkans étant largement reconnues comme chrétiennes et blanches. Surtout, ce n'est pas le même type d'altérité qui est en jeu. Là où l'Orient est vu comme l'Autre de l'Europe, les Balkans, à mi-chemin de l'Europe et de l'Asie, de l'Occident et de l'Orient, de la civilisation et de la barbarie, sont regardés plutôt comme son double incomplet et abâtardi.

### **L'H. : Les mouvements nationaux, les revendications d'indépendance, au XIX<sup>e</sup> siècle, ne placent-elles pas les pays balkaniques du côté de la modernité ?**

Non, c'est même le contraire ! La désintégration progressive de l'Empire ottoman au profit d'États-nations nouveaux : Grèce, Serbie, Monténégro, Roumanie, Bulgarie, Albanie, exacerbe le mépris qui visait déjà la région. Alors que les anciennes nations européennes (comme la France ou le Royaume-Uni) se consolident au fil du siècle et que le nationalisme sert, en Allemagne comme en Italie, de moteur à un processus d'unification, il devient, dans les Balkans, un facteur d'émiettement politique. Cette fragmentation de la région en petits États rivaux, jugés faibles et en retard sur la modernité européenne, contribue à la disqualifier.

Une déconsidération qui devient patente après la guerre russo-turque de 1877-1878. Le traité de San Stefano, qui prévoyait, en mars 1878, la reconnaissance de l'indépendance des États chrétiens des Balkans (Roumanie, Serbie, Monténégro), est révisé, sous la pression des puissances européennes, à l'occasion du congrès de Berlin. Celui-ci aboutit, en juillet 1878, à un traité épargnant largement l'Empire ottoman. La Macédoine, qui devait être intégrée à une Grande Bulgarie, lui est notamment rétrocédée. Y éclatent alors actions terroristes et guérilla entre factions rivales. Dans son récit de voyage dans les Balkans paru en 1906, l'Écossais John Foster Fraser stigmatise la Macédoine, parlant d'un véritable « casse-tête », et la considère comme le « problème des Balkans ». Un an plus tard, le journaliste et écrivain britannique William Le Queux la décrit comme un « pays de ter-





## Documents sauvegardés

reur, de feu et d'épée ».

**L'H. : Ce sont ensuite les guerres dites « balkaniques » qui renforcent l'image de la région comme terre de violence...**

**M. T. :** Oui, les guerres balkaniques de 1912-1913 ancrent profondément cette vision négative des Balkans. Non seulement du fait des violences, abondamment médiatisées, qui marquent ces guerres - accentuant le contraste entre les Balkans barbares et l'Europe civilisée de la Belle Époque -, mais tout autant par la lecture rétrospective qui en fait le point de départ de la Première Guerre mondiale. Alors même que c'est la rivalité entre les grandes puissances européennes qui précipite ce conflit dans lequel les pays balkaniques entrent bien malgré eux, le jeu d'alliances mis en branle, à partir du 28 juin 1914, par l'attentat de Sarajevo fait des Balkans les coupables tout trouvés du chaos où plonge l'Europe : l'image de la « poudrière des Balkans » est née. De cette séquence historique, les Balkans ont hérité une connotation de violence qu'on a vue ressurgir dans les années 1990 avec la guerre d'ex-Yougoslavie : parce qu'elle atteignait un niveau de violence terrible, on n'a pas manqué aussitôt de la qualifier de nouvelle « guerre des Balkans » - ce contre quoi je n'ai pas manqué de réagir.

**L'H. : Quand le concept de « balkanisation » a-t-il fait son apparition ?**

**M. T. :** Vous avez raison de parler de « concept » car ce terme ne désigne pas un phénomène historique propre aux Balkans, mais un processus qui leur est extérieur. C'est au lendemain de la Première Guerre mondiale qu'apparaît le mot pour qualifier la multitude d'États

nouveaux-nés, lors de la conférence de la paix à Paris, sur les ruines des anciens empires - et tout particulièrement de l'Empire austro-hongrois des Habsbourg. Parmi les États qui apparaissent alors (Pologne, Tchécoslovaquie, pays Baltes...), seul le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes appartient aux Balkans, mais cette séquence rappelle l'éclatement progressif qu'avait connu l'Empire ottoman dans la péninsule, et « balkanisation » s'impose pour décrire cet émiettement d'ensembles impériaux sous l'effet des mouvements nationalistes. Rebelote après la Seconde Guerre mondiale, tandis que s'accélère la dynamique de décolonisation. Dès 1945, dans son ouvrage *Color and Democracy*, le penseur africain-américain W. E. B. Du Bois perçoit avec acuité la manière dont l'expression « balkanisation » sert à discréditer les velléités d'indépendance des colonies. Le mot connaît en effet un regain d'usage autour de 1960 avec la décolonisation du continent africain. En Grande-Bretagne, *The Economist* déplore en 1960 que les dirigeants africains « optent pour la balkanisation »<sup>1</sup> *The Listener* alerte en 1962 sur la formation d'une « situation balkanique » en Afrique de l'Ouest<sup>1</sup> tandis qu'en France, le missionnaire Joseph-Roger de Benoist publie en 1979 *La Balkanisation de l'Afrique occidentale française*, avec une préface où Léopold Sédar Senghor en personne regrette l'unité perdue de l'ancienne fédération.

Le terme a endossé depuis des significations toujours plus larges, sans même faire nécessairement référence à un processus territorial : aux États-Unis, on parle volontiers aujourd'hui de « balkanisation » de l'Amérique pour désigner le multiculturalisme, ou de la science pour l'ultraspécialisation, ou encore de

la vérité pour désigner le postmodernisme, etc. A tel point qu'il est devenu une métaphore vide, dont le lien avec l'histoire des Balkans est toujours plus ténu.

**Encadré(s) :**

**Maria Todorova**

Professeure émérite à l'université de l'Illinois

*Historienne bulgare, elle a notamment publié Imaginaire des Balkans (paru en français aux éditions de l'EHESS, en 2011).*

**Le Danube, une limite ?**

*Le fleuve est considéré comme la frontière nord des Balkans. Il constitue aussi une grande voie de la péninsule.*

Les Portes de Fer, gorge étroite du Danube, à la frontière entre Roumanie et Serbie. Le fleuve, ici, possède une largeur qui peut se réduire à 150 mètres. Le lac de retenue d'un barrage voulu par Tito et Ceausescu, et achevé en 1972, a noyé la partie centrale de ces gorges, recouvrant notamment la minuscule île turque d'Ada Kaleh, qui contrôlait le Danube et le trafic des marchandises au XVI<sup>e</sup> siècle. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le comte hongrois Széchenyi élargit et aménage ce passage, facilitant la navigation. Prenant sa source dans la Forêt-Noire, le Danube, qui s'écoule jusqu'à la mer Noire sur plus de 2 800 kilomètres, est souvent considéré comme la limite nord des Balkans. Dans l'Empire romain déjà, le fleuve formait le limes, sa zone frontière. De même, il servit à l'établissement des frontières entre Roumanie et Serbie,

## Documents sauvegardés

puis entre Roumanie et Bulgarie en 1878. Mais il ouvre aussi une des principales voies de communication entre Asie et Europe. Ci-dessus : aquarelle de Stanislas Pierret, carnet de voyage, *En Serbie, par les ondes et par les grèves*, Novi Sad (Serbie), Akademska Kniga, 2025.

## MOTS-CLÉS

## Balkans

*A l'origine, ce terme turc, qui signifie « montagne », désigne la chaîne montagneuse que les Grecs appelaient Haimos, aujourd'hui, le Balkan. Au XIXe siècle, voyageurs et géographes prennent l'habitude d'utiliser le mot pour désigner l'ensemble de la péninsule.*

## Balkanisation

*Le mot est né après la Première Guerre mondiale pour qualifier, rétrospectivement, la fragmentation d'empires en petits États. A l'âge des nations, cet émiettement apparaît comme un obstacle à surmonter.*

## Macédoine

*A partir du XVIIIe siècle, le mot est employé pour un « assemblage hétéroclite », jusque dans le domaine culinaire. Il est une lointaine référence à l'empire bâti, au IVe siècle av. n. è., par Alexandre, mais surtout à la mosaïque des peuples qui cohabitent dans cette province.*

## Poudrière

*Le terme est associé aux Balkans après l'attentat de Sarajevo en 1914 : la péninsule serait ce territoire au cœur duquel une étincelle a suffi pour faire exploser l'Europe. Il contribue à l'image négative associée à la région.*

## À SAVOIR

Le yaourt est-il bulgare ?

*Et si c'était dans l'assiette que l'identité balkanique avait le plus de consistance ? D'un pays à l'autre, certains plats emblématiques de la cuisine balkanique affichent de troublants airs de famille.*

## Feuilletés au fromage

*Qu'on les appelle en turc börek, en serbe burek, en roumain placinta, et en grec tiropita, on retrouve un peu partout ces feuilletés au fromage. De même, le sarma dont s'enorgueillit la Croatie : des feuilles de chou fermentées et farcies, que l'on retrouve en Serbie, en Roumanie (les sarmale), en Turquie ou en Grèce sous forme de feuille de vigne. Ces mets sont, à l'origine, des plats de fête (Noël, Pâques, repas du ramadan) ou des plats cuisinés pour des occasions spéciales.*

## Héritage stambouliote

*D'où viennent-ils ? Pour Bernard Lory, spécialiste de la civilisation balkanique, la réponse risque de faire grincer des dents : « Les plats les plus raffinés des Balkans sont l'héritage de la cuisine stambouliote. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu une cuisine autochtone. Mais c'était une cuisine pauvre, celle des paysans, à base de haricots ou, plus tard, de pommes de terre. »*

## Café turc ou grec ?

*Sur ce patrimoine commun ont fleuri les revendications nationales. En Grèce, lors de la crise chypriote de 1974, le café turc est devenu le café grec. Plus tard, sous Milosevic, il fut rebaptisé « café serbe ». On pourrait multiplier les exemples.*

*Et le yaourt ? Est-il vraiment bulgare ? Certes, à Istanbul, les Bulgares s'étaient spécialisés dans la distribution du lait. Mais le terme est d'origine turque et le lait fermenté a peut-être été introduit par les Turcs dans les Balkans. Reste que c'est un chercheur bulgare, Stamen Grigorov, qui, à Genève, en 1905, découvre le ferment lactique responsable de la transformation du lait en yaourt. Et c'est un chercheur russe, en 1907, Ilia Metchnikov, à l'Institut Pasteur, qui en montre l'intérêt pour la flore intestinale et y voit un gage de longévité. L'usage médicinal du yaourt est lancé. En 1925, le Petit Larousse définit ainsi « yaourt » : « Lait caillé qui constitue l'un des principaux aliments des montagnes bulgares » ! J.- F. M.*

## Documents sauvegardés

EURACTIV.fr (site web)  
- EurActiv.fr

## Nom de la source

EURACTIV.fr (site web) -  
EurActiv.fr

Monday, October 27, 2025

## Type de source

Presse • Presse Web

EURACTIV.fr (site web) -  
EurActiv.fr • 1460 mots

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Copyright 2025 Euractiv Media Network B.V.  
Ltd tous droits réservés  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251027-LUEA-80047\_58033382880



# Manifestations, répression, lithium... L'UE face à un dilemme démocratique en Serbie

Charles Szumski

Copyright 2025 Euractiv Media Network B.V. Ltd tous droits réservés

**L**es manifestations antigouvernementales et la controverse sur le développement d'une mine de lithium qui intéresse l'UE en Serbie mettent à rude épreuve les relations déjà fragiles entre les citoyens serbes et Bruxelles.

Les tensions ont atteint un nouveau sommet le 21 octobre, lorsqu'une fusillade et un incendie criminel ont éclaté devant le parlement de Belgrade, blessant un homme. Le gouvernement a qualifié l'incident d'attaque « terroriste », l'associant aux manifestations étudiantes qui secouent la Serbie depuis près d'un an.

L'auteur présumé, un septuagénaire, a affirmé avoir agi par « irritation » face aux tentes de manifestants pro-gouvernementaux installées depuis des mois devant le parlement.

Ces tensions s'inscrivent dans un climat de colère et de défiance né de la tragédie de Novi Sad : l'effondrement, en 2024, d'un auvent ferroviaire mal construit,

qui avait tué 16 personnes. La rénovation avait été réalisée par un entrepreneur chinois, et les manifestants ont dénoncé des normes de sécurité insuffisantes et un manque de contrôle.

Ce drame a déclenché un mouvement étudiant de grande ampleur réclamant transparence et responsabilité du gouvernement. Les manifestations, qui ont conduit à la démission du Premier ministre Milos Vucevic, se sont depuis transformées en un mouvement démocratique national.

Face à la contestation, le président serbe Aleksandar Vucic a durci le ton. Lors d'une visite en août dans les locaux vandalisés de son parti nationaliste, le Parti progressiste serbe (SNS), il a promis de libérer le pays « de la terreur et du mal ».

« Nous agissons plus rapidement, plus fermement », a-t-il assuré. « Nous ne demanderons ni l'aide ni la permission de quiconque à l'étranger. »

Accident de Novi Sad en Serbie : une

commissaire européenne évoque « une tragédie qui aurait pu être évitée »

Politique

La commissaire européenne à l'Élargissement Marta Kos s'est recueillie mercredi 30 avril en Serbie sur...

3 minutes

Lien vers l'image

Une confiance érodée dans l'UE

Dans ce contexte, les violences de la semaine dernière ajoutent encore plus de tension à une situation déjà instable qui nourrit la méfiance à l'égard de Bruxelles.

En effet, de nombreux Serbes continuent de croire que l'Union européenne soutient tacitement le gouvernement d'Aleksandar Vucic, ancien porte-parole du président serbe Slobodan Milosevic pendant la guerre des années 90. Certains pensent également qu'il est plus intéressé par la protection des intérêts



## Documents sauvegardés

économiques de l'Europe que par ceux des citoyens serbes, et que c'est pour cette raison qu'il défend le projet controversé de mine de lithium dans la vallée de Jadar.

La Serbie est candidate à l'adhésion à l'UE depuis 2012, mais les progrès tangibles sur cette voie sont lents. Sous Aleksandar Vucic, la Serbie a maintenu ses liens avec la Russie et la Chine, tout en restant ostensiblement un pays candidat de premier plan à l'adhésion à l'UE. À ce titre, le pays reçoit environ 300 millions d'euros de subventions annuelles et 1,5 milliard d'euros de fonds de préadhésion de Bruxelles.

Le gouvernement serbe ne s'est pas non plus aligné sur les sanctions de l'UE contre Moscou, bien qu'il ait condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 et ait vendu pour 800 millions d'euros d'armes à l'Ukraine l'année dernière.

De plus, l'organisation Freedom House a déclaré que le parti SNS au pouvoir avait, au fil des ans, « progressivement érodé les droits politiques et les libertés civiles, en exerçant des pressions sur les médias indépendants, l'opposition politique et les organisations de la société civile ».

Malgré les inquiétudes généralisées concernant le recul de la démocratie, l'Union européenne n'a exercé que très peu de pression sur le gouvernement Vucic. Le 22 octobre, à l'approche de l'anniversaire de la tragédie de Novi Sad, le Parlement européen a adopté une résolution condamnant fermement « la polarisation politique actuelle et la répression d'État en Serbie un an après la tragédie de Novi Sad ».

La réaction de la Commission eu-

ropéenne aux manifestations a toutefois été mesurée, la commissaire à l'Élargissement Marta Kos se contentant de qualifier les informations faisant état de violences de « profondément préoccupantes ».

En janvier dernier, une lettre ouverte adressée à l'UE par d'éminents militants serbes demandait expressément à la Commission de condamner plus fermement les manifestations.

« Le régime en place depuis toutes ces années n'aurait malheureusement pas pu s'imposer sans la politique très ambivalente et incohérente de l'Union européenne à l'égard de la Serbie », peut-on lire dans la missive.

Un porte-parole de la Commission européenne a confié à Euractiv que le processus d'élargissement restait le moyen de remédier aux lacunes démocratiques de la Serbie, notamment en matière de liberté des médias, de réforme électorale et d'espace pour la société civile.

« Cela implique également d'éviter toute forme de violence à l'encontre des opposants politiques et des locaux des partis comme moyen de protestation politique », a-t-il déclaré.

Mais pour beaucoup en Serbie, les paroles de l'UE sonnent creux, car de plus en plus de personnes considèrent que l'Union est trop complaisante envers le régime d'Aleksandar Vucic.

Alors que les sondages montraient un soutien de 64 % à l'adhésion à l'UE en décembre 2020, un sondage Eurobaromètre de septembre 2025 montre que le soutien à l'adhésion au bloc est tombé à 33 % des Serbes, soit le taux le plus bas des Balkans occidentaux.

« Tout le monde sait que le processus d'adhésion ne mène nulle part », a affirmé Eric Gordy, professeur de sociologie politique et culturelle à l'University College London.

Selon lui, de nombreux États membres de l'UE ne voient aucun intérêt à accueillir de nouveaux membres qui seraient économiquement dépendants du reste de l'Union et pourraient renforcer le camp anti-UE mené par la Hongrie et la Slovaquie.

Srdjan Majstorovic, président du groupe de réflexion Centre for European Policy basé à Belgrade, partage cette préoccupation. Selon lui, le régime autoritaire d'Aleksandar Vucic suscite de plus en plus d'admiration et de sympathie dans les cercles politiques d'extrême droite européens, qui le considèrent comme un « régime d'avant-garde ».

L'équilibriste Aleksandar Vucic marche sur un fil entre Bruxelles et Moscou

Politique

Mercredi 11 juin s'est tenu à Odessa le quatrième sommet Ukraine-Europe du Sud-Est, dont la principale attraction...

6 minutes

Lien vers l'image

Un champ de mines politique

Une grande partie du sentiment anti-UE provient de la mine de lithium de la vallée de Jadar, développée par la société minière anglo-australienne Rio Tinto.

La mine, qui doit ouvrir d'ici 2028, devrait fournir jusqu'à 90 % de la demande européenne en lithium, pierre angulaire de la transition verte de l'UE, qui cherche à réduire ses émissions, à élec-

## Documents sauvegardés

trifier les transports et à réduire la dépendance aux combustibles fossiles, notamment russes. Sans un accès régulier au lithium, les ambitions de l'UE en matière de déploiement massif de véhicules électriques et de stockage d'énergie renouvelable risquent de stagner.

« L'UE est probablement consciente que le projet d'exploitation minière du lithium ne peut aboutir si la Serbie a un gouvernement démocratique », a déclaré Eric Gordy. Cela signifie qu'aucun gouvernement véritablement démocratique ne pourrait survivre au sentiment anti-mines en Serbie.

Aujourd'hui, plus de 63 % des Serbes s'opposent au projet, qui a été initialement suspendu en 2022 à la suite de protestations locales, mais qui a ensuite été discrètement relancé grâce à des réformes juridiques et procédurales.

Le projet prévoit également l'utilisation d'acide sulfurique, un problème pour cette région connue pour son agriculture puisque cela pourrait mettre en danger les eaux souterraines et les écosystèmes locaux et, à terme, menacer plus de 20 000 emplois agricoles.

Pour Srdjan Majstorovic, la réponse de l'UE à ces préoccupations est insuffisante. Il exhorte les États membres de l'UE qui ont investi en Serbie à reconnaître que la viabilité à long terme de leurs intérêts dépendra de l'émergence d'une gouvernance démocratique.

« À défaut, l'UE risque de se retrouver dans une situation qui rappelle le sentiment exprimé dans une célèbre chanson serbe : « Où étiez-vous quand je n'étais personne [...] comment puis-je vous faire confiance maintenant ? » »

En Serbie, l'escalade de la violence

Politique

Après des mois de manifestations pacifiques, des affrontements éclatent chaque soir depuis plus d'une semaine...

4 minutes

Lien vers l'image

The post Manifestations, répression, lithium... L'UE face à un dilemme démocratique en Serbie appeared first on Euractiv FR.

Conditions générales de LexisNexis |  
Politique de confidentialité | ©2026  
LexisNexis



## Documents sauvegardés

**LA CROIX**

© 2025 la Croix. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20250611-LC-cue-print-la\_croix-4p22127

## Nom de la source

La Croix

Mercredi 11 juin 2025

## Type de source

Presse • Journaux

La Croix • no. 43242

## Périodicité

Quotidien

• p. 14,15,15

• 1030 mots

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

France



Page  
15

Page  
15

entretien

## Orthodoxie, « ces Églises prises au piège des nationalismes »

Recueilli par Malo Tresca

**Jean-Arnault Dérens vient de publier *Géopolitique de l'orthodoxie, de Byzance à la guerre en Ukraine*.**

**Il décrypte les rapports complexes qu'entretiennent certaines Églises orthodoxes avec des régimes autoritaires, au risque de l'instrumentalisation.**

**D**ans votre dernier livre (lire ci-dessous), vous décrivez la perception que l'on trouve dans l'imaginaire collectif européen à l'égard de l'orthodoxie. Où cette méfiance s'enracine-t-elle ?

**Jean-Arnaud Dérens :** Cette vision négative remonte au moins à l'époque moderne. Les voyageurs du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, qui faisaient le grand tour jusqu'en Grèce dans les pas des héros de l'Antiquité, sont tombés sur des moines orthodoxes dans un système qui était alors encore marqué par l'Empire ottoman. Une image négative s'est construite, partagée aussi bien par les catholiques que par les intellectuels des Lumières et les anticléricaux : ces grecs-orthodoxes leur apparaissaient immanquablement rétrogrades, conservateurs, peu cultivés...

Vous évoquez, à l'inverse, un sentiment d'abandon historique des orthodoxes vis-à-vis de l'Occident...

**J.-A. D. :** Du côté orthodoxe, il y a effectivement une succession de sentiments d'abandon depuis la chute de Byzance en 1453. L'union des Églises d'Orient et d'Occident avait théoriquement été acceptée pour sauver Byzance. Les Byzantins acceptèrent l'union, mais l'aide n'arriva jamais et Byzance tomba... Les orthodoxes fustigèrent alors « la félonie des Latins ». Ce profond ressentiment a perduré bien au-delà la chute de Byzance, sous la domination ottomane, et a été « réactivé » chez beaucoup d'orthodoxes par le sentiment d'avoir été abandonnés sous les régimes communistes...

Le Patriarcat de Moscou aime citer l'idéal de « *symphonie des pouvoirs* » qui légitimerait, depuis l'empereur Justinien au VI<sup>e</sup> siècle, une imbrication entre l'ordre politique et l'ordre ecclésial. Dans quelle mesure ce concept continue-t-il d'influencer les relations Églises-État dans une partie du monde orthodoxe ?

Le patriarche Kirill et Vladimir Poutine visitent le monastère de la Trinité-Saint-Serge, près de Moscou, le 26 juin 2024.  
Mikhail Tereschenko/via Reuters

**J.-A. D. :** La *symphonie* est en fait une illusion qui n'a jamais vraiment existé. À l'époque byzantine, les relations entre l'empire et le Patriarcat étaient loin d'être un long fleuve tranquille : des patriarches ont été dépossédés, assassinés, emprisonnés par les empereurs, ou bien des empereurs ont été excommuniés... Mais des siècles plus tard, après la chute du communisme, des Églises ont pensé que le temps d'une restauration était venu.

Un jeu pervers s'est mis en place : les nouvelles autorités politiques ont donné aux Églises des avantages matériels considérables – restitution de biens immenses, défiscalisation, accès privilégié aux médias, cours de religion à l'école... En contrepartie, celles-ci ont dû apporter leur soutien au pouvoir politique. Elles se sont ainsi consciemment





## Documents sauvegardés

laissé prendre en otages, et certaines demeurent prises au piège des nationalismes que l'on connaît aujourd'hui.

Quelles sont les forces au sein de l'orthodoxie qui résistent à cette instrumentalisation politique ?

**J.-A. D. :** Le monde orthodoxe est extrêmement divers, ce n'est pas un monolithe ! Il y a les Patriarcats historiques de Constantinople ou d'Alexandrie qui représentent des voix très différentes... Prenez encore l'Église albanaise : victime de la répression stalinienne d'Enver Hoxha (1908-1985), son ancien patriarche [Anastase, mort en janvier 2025, NDLR], qui avait longtemps été missionnaire en Afrique, a voulu reconstruire dans cet esprit une Église très ouverte au dialogue œcuménique et interreligieux en Albanie. Dans toutes les Églises, il y a des personnes qui pensent de manière indépendante, parmi les fidèles et parfois dans les hiérarchies. Le dialogue entre Églises orthodoxes est plus lent que dans le monde catholique, mais le fait qu'elles pratiquent la même foi crée aussi une communauté, spirituelle et intellectuelle.

Que reste-t-il de vraiment religieux au sein du Patriarcat de Moscou, de plus en plus inféodé au régime de Vladimir Poutine ?

**J.-A. D. :** L'appareil patriarcal est une structure de pouvoir et d'argent qui gère des biens considérables. Mais il y a là encore au sein du pouvoir ecclésiastique en Russie des personnes qui continuent à penser différemment : des paroisses, des fidèles, y compris ceux partis en exil... Le patriarche Kirill n'est pas un intégriste au sens propre du terme – il y a, dans l'Église russe, des moines ou des hiérarques qui mériteraient bien plus

que lui ce qualificatif. Mais c'est un politique au service du Kremlin. Son avenir dépend moins, à mon sens, des évolutions au sein de l'Église que des évolutions de la Russie en général.

Dans les pays de l'ex-bloc communiste, vous relevez ce paradoxe d'une forte identification à l'orthodoxie en contraste avec une pratique religieuse, elle, très peu régulière...

**J.-A. D. :** À l'époque socialiste, il y avait une pratique religieuse en bonne partie clandestine. Avec la chute des régimes, on a vu beaucoup de constructions d'églises, de statues géantes, de croix monumentales pour affirmer une identité orthodoxe. Mais la pratique n'est pas plus importante qu'autrefois, voire moins. En Serbie, le pourcentage de fidèles assistant régulièrement à la liturgie est très faible, mais la quasi-totalité des Serbes se définissent comme orthodoxes. L'Église reste l'institution qui a la meilleure cote de popularité. Il y a un hiatus entre l'affirmation d'une identité orthodoxe ou d'une orthodoxie identitaire et la pratique religieuse réelle.

Quelles conditions permettraient à certaines Églises orthodoxes de retrouver une vocation plus évangélique, moins identitaire ?

**J.-A. D. :** La dépendance envers le pouvoir s'inscrit dans la longue durée, elle ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Les solutions passent, à mon sens, par l'invention de sphères séparées du politique et du religieux. Or, tant que les pouvoirs politiques utiliseront les Églises pour essayer de renforcer leur propre légitimité, les évolutions seront difficiles... Mais il y a des exemples intéressants : en Serbie, alors que le patriarche

Porphyre soutient le régime d'Aleksandar Vučić, beaucoup de prêtres manifestent avec les étudiants. On voit émerger par endroits une solidarité nouvelle entre gens qui revendiquent leur orthodoxie, et d'autres leur appartenance à l'islam. Des liens inédits s'inventent. Rien n'est jamais figé...

## Documents sauvegardés



© 2024 Ouest-France. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news:20240725-OFW-1f986dee-49ed-11ef-a5e2-51277c5c287c

## Nom de la source

Ouest-France (site web)

Jeudi 25 juillet 2024

## Type de source

Presse • Presse Web

Ouest-France (site web) • 655  
mots

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Régionale

## Provenance

Rennes, Bretagne, France

## POINT DE VUE. La quête d'Europe dans les Balkans

Christian Lequesne, Professeur à Sciences Po Paris.

**Candidate à l'Union européenne depuis 2009, l'Albanie est l'un des pays des Balkans qui entend transformer son État et sa société en bénéficiant de l'accompagnement des 27.**

Lorsque l'on évoque l'Albanie, pays des Balkans de 2,7 millions d'habitants, les clichés ont la vie dure. La mémoire renvoie au pays le plus fermé du monde sous la dictature communiste d'Enver Hoxha, mais aussi au règne des mafias à partir de la période postcommuniste. Les touristes français qui se rendent aujourd'hui en Albanie y observent une tout autre réalité. Ils y découvrent outre des sites d'une beauté exceptionnelle, un pays entreprenant et une population authentique et chaleureuse qui est l'exact contraire du comportement mafieux.

Candidate à l'Union européenne depuis 2009, l'Albanie est l'un des pays des Balkans qui entend transformer son État et sa société en bénéficiant de l'accompagnement des Vingt-Sept. Il reste certes beaucoup de chemin à parcourir pour éradiquer totalement la corruption et le clientélisme de la classe politique, faire en sorte que la justice soit entièrement indépendante et retenir les élites éduquées qui sont tentées par des salaires meilleurs en Allemagne ou aux États-Unis. Les progrès seraient toutefois beaucoup plus lents sans la con-

ditionnalité qu'impose l'adhésion à l'Union européenne.

Découvrir l'Albanie permet d'apprécier une culture à la fois très spécifique (la langue est sans équivalent) et marquée par plusieurs influences extérieures : celles de la Rome antique et de l'Italie, mais aussi de l'Empire ottoman présent pendant cinq siècles. Si l'athéisme d'État décrété par Enver Hoxha prohiba toute religion de 1967 à 1990, l'Albanie offre aujourd'hui une expérience de tolérance religieuse rare dans les Balkans.

### Débattre de l'élargissement

Quatre confessions y cohabitent sans aucune tension : les musulmans sunnites et la confrérie des Bektachis (proche des Alévites turcs), les catholiques romains (surtout au nord du pays, à la frontière du Monténégro) et les chrétiens orthodoxes (plutôt au sud à la frontière de la Macédoine et de la Grèce). Autre signe de tolérance, la capitale du pays, Tirana, érige chaque année un grand sapin de Noël à côté de la principale mosquée de la ville. L'Albanie fut aussi l'un des rares pays d'Europe qui compta plus de

Tirana en Albanie : la découverte de l'Albanie par les voyageurs permet de comprendre la quête d'Europe de son peuple.

. Getty Images

juifs à la fin de la seconde guerre mondiale qu'à son début. De nombreuses familles albanaises, chrétiennes et musulmanes, cachèrent chez elles des familles juives européennes pour les soustraire à la déportation. Aujourd'hui, des familles venues d'Israël, des États-Unis, mais aussi de France, privées de tout contact pendant la dictature communiste, cherchent à retrouver les descendants albanais de ces « Justes parmi les nations » grâce auxquels les leurs ont échappé aux crimes nazis.

Le voyage touristique en Albanie, devenu tendance, joue un rôle positif dans la transformation de l'image du pays. Il reste à espérer que l'Albanie ne commette pas l'erreur d'un tourisme de masse à bas prix, comme le fit l'Espagne dans les années 1960 et 1970. Les expériences d'agrotourisme, qui voient surtout le jour dans les zones de montagne, semblent de ce point de vue un meilleur pari d'avenir que les marinas bétonnées de la côte adriatique. Plus im-



## Documents sauvegardés

portant encore, la découverte de l'Albanie par les voyageurs permet de comprendre la quête d'Europe de son peuple qui n'est pas uniquement utilitariste et sur laquelle il conviendra un jour de se prononcer par référendum, comme l'exige la constitution française. Face à la violence de certains propos en France devant le projet d'élargir l'Europe aux Balkans, il faut débattre ouvertement de ces pays et, plus encore, ne pas hésiter à les découvrir soi-même.

## Documents sauvegardés

## Les Echos

© 2024 Les Echos. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20240911-EC-01201326596620

## Nom de la source

Les Echos

Mercredi 11 septembre 2024

## Type de source

Presse • Journaux

Les Echos • no. 24293

## Périodicité

Quotidien

• p. 14

• 1579 mots

## Couverture géographique

Nationale

RELIGION

## Provenance

France



## Pourquoi Kiev a décidé de mettre au ban l'Eglise orthodoxe ukrainienne

**Dénoncée par la Russie et le Vatican, la récente interdiction de l'Eglise orthodoxe ukrainienne liée au patriarcat de Moscou participerait, selon Kiev, de l'« indépendance spirituelle » du pays. Malgré ses proclamations, elle est soupçonnée de continuer à entretenir des liens avec le régime russe.**

**L**es orthodoxes ukrainiens font aujourd'hui un pas pour se libérer des démons de Moscou : c'est par ces mots que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a célébré la signature, le 24 août dernier, d'une loi qui interdit les activités d'« organisations religieuses affiliées à des pays hostiles à l'Ukraine » - comprendre : la Russie. Coïncidant avec les célébrations du Jour de l'indépendance, la fête nationale ukrainienne célébrée chaque 24 août, le texte ouvre implicitement la voie à l'interdiction de l'église orthodoxe d'Ukraine, auparavant désignée par l'acronyme UPC-MP, accusée de maintenir des liens avec Moscou en dépit du conflit qui oppose le pays à la Russie depuis le 24 février 2022.

Canoniquement soumises au patriarcat de Moscou, les autorités ecclésiastiques de l'UPC-MP ont pourtant officiellement proclamé leur indépendance totale vis-à-vis de Moscou à l'issue d'un synode extraordinaire qui s'est tenu le 27 mai 2022. Elles avaient à l'époque cité, entre autres raisons, les prises de position répétées du patriarche Cyrille, le

chef de l'Eglise orthodoxe russe, en faveur de l'invasion. Mais, l'« indépendance » revendiquée au cours de ce synode n'existe pas dans le droit canonique orthodoxe et le patriarcat moscovite estime que l'Eglise orthodoxe ukrainienne lui est toujours rattachée.

### Un pays en majorité chrétien orthodoxe

En majorité chrétienne orthodoxe, la population ukrainienne était historiquement répartie entre trois églises différentes : l'Eglise orthodoxe ukrainienne-patriarcat de Kiev, l'église orthodoxe autocéphale ukrainienne (UAOC) et l'église orthodoxe ukrainienne rattachée au patriarcat de Moscou (UPC-MP). Forte de 12.000 paroisses, cette dernière a longtemps dominé la vie religieuse de l'Ukraine et prétendait représenter, avant 2019, jusqu'à 75 % de la population ukrainienne. En décembre 2018, les représentants des deux églises orthodoxes indépendantes ainsi que certaines paroisses dépendant du patriarcat de Moscou ont fusionné au sein de ce qui s'appelle désormais l'« Eglise orthodoxe d'Ukraine ».

La déclaration d'indépendance de l'UPC-MP dans la foulée de l'invasion russe n'a pas suffi à convaincre la société ukrainienne qui, dans l'ensemble, la considère toujours comme un relais de la propagande du Kremlin. Selon une enquête réalisée en avril dernier par l'Institut international de sociologie de Kiev (KIIS), 82 % des Ukrainiens disaient ainsi ne « pas faire confiance » à l'UPC-MP, et 83 % estimaient que l'Etat ukrainien devait intervenir dans les activités de l'église. Allant plus loin, 63 % d'entre eux se prononçaient même en faveur d'une interdiction pure et simple de l'église. La rupture apparente avec Moscou n'a pas non plus suffi à endiguer l'exode de ses fidèles vers les autres branches de l'église orthodoxe en Ukraine, un processus déjà à l'oeuvre depuis plusieurs années. Toujours selon les chiffres de l'Institut de sociologie de Kiev, seulement 4 % des Ukrainiens disaient ainsi appartenir au patriarcat de Moscou en juillet 2022, contre 18 % en juin 2021.

Les tensions entre l'Eglise orthodoxe ukrainienne et le gouvernement ne dattent pas d'hier. En janvier 2023 déjà, les



## Documents sauvegardés

autorités ukrainiennes avaient décidé de résilier le bail de l'UPC-MP pour plusieurs des édifices situés sur le territoire de la lauré des Grottes de Kiev, un monastère de plus de 25 hectares et l'un des lieux les plus sacrés de l'orthodoxie. Les 500 personnes y résidant, dont 200 moines historiquement affiliés au patriarcat de Moscou, avaient été sommées de quitter les lieux. Quelques mois auparavant, les services de sécurité ukrainiens (SBU) y avaient effectué une perquisition, au cours de laquelle ils affirmaient avoir trouvé des passeports russes, de l'argent liquide et de la littérature pro-russe.

En avril 2023, nous nous étions rendus au monastère de Sviatohirsk, lui aussi rattaché au patriarcat de Moscou. Au cours des premiers mois de la guerre, l'armée ukrainienne et les moines avaient conclu un accord selon lequel les Ukrainiens ne prendraient pas position dans l'enceinte même du monastère, situé dans l'oblast de Donetsk, malgré la présence de forces russes sur la rive opposée du fleuve séparant l'édifice de la ville de Sviatohirsk. Cet accord a permis à des centaines de personnes de trouver refuge au sein du monastère, et à celui-ci d'être relativement épargné par les bombardements ayant dévasté la région.

### Accusations de persécutions religieuses

Rencontré sur place, le prêtre Conan, lui-même originaire de Sibérie, avait alors esquivé le sujet du conflit avec le gouvernement de Kiev : « Nous avons vu ce qui se passe à la lauré de Kyiv Pechersk, avait-il cependant confirmé aux 'Echos', au cours d'une déambulation entre les parterres de fleurs, les cratères d'obus et les impacts de shrapnels. *Ce qui se passe là-bas n'a aucun*

*sens. Pour l'instant, la situation est calme [à Sviatohirsk], mais nous verrons ce qui va se passer. »*

Elaboré dès janvier 2023, le projet de loi voté au cœur de l'été constitue, selon les autorités ukrainiennes, une étape supplémentaire vers l'« indépendance spirituelle du pays », que Volodymyr Zelensky a appelé de ses vœux dès décembre 2022. Votée par 265 députés sur 450, et avec seulement 29 votes contre, la loi a été signée seulement quatre jours plus tard par le président ukrainien. Sa promulgation a été promptement dénoncée par le patriarche de Moscou, qui a accusé le gouvernement ukrainien de « persécution religieuse » et « appelé à l'aide » la communauté internationale.

Ancien informateur du KGB et soutien indéfectible de Vladimir Poutine, le patriarche Cyrille a pris position à plusieurs reprises en faveur de la guerre, la présentant comme une « croisade chrétienne » contre un Occident « dégénéré ». Des déclarations répétées, qui feraient partie d'une stratégie du pouvoir russe visant à légitimer spirituellement l'invasion de l'Ukraine auprès de sa population. Dans un récent article publié dans le « Journal of Church and State » de l'université d'Oxford, Zacarias Negron, chercheur à l'université Vanderbilt, estime ainsi que « l'Etat [russe] s'est tourné vers le patriarche Cyrille et l'Eglise orthodoxe russe pour rassembler une série de justifications juridico-religieuses pour la guerre en Ukraine ».

### Une Eglise et un Etat « intrinsèquement liés »

Rencontré dans le temple (protestant) de la Bonne Nouvelle, à Sloviansk en mai dernier, Maksym, un aumônier militaire

ukrainien, estime pour sa part que l'Eglise orthodoxe russe et l'Etat russe sont intrinsèquement liés, et se renforcent mutuellement. « Si vous regardez comment est construit le pouvoir russe moderne, le FSB [les services de sécurité russes] est au premier rang, et l'église orthodoxe au deuxième, explique, entre deux gorgées de café, le jeune homme de 26 ans. *L'Eglise orthodoxe russe n'est pas une institution religieuse, c'est un bras du pouvoir russe.* »

Les services de sécurité ukrainiens (SBU) soupçonnent un certain nombre de paroisses historiquement rattachées au patriarcat de Moscou de continuer à constituer une « cinquième colonne » moscovite, diffusant de la propagande pro-russe et collaborant dans les territoires occupés avec les autorités russes. Selon le SBU, des poursuites judiciaires auraient déjà été engagées à l'encontre d'une centaine d'ecclésiastiques et de fidèles rattachés au patriarcat de Moscou pour des faits supposés de trahison et de collaboration avec les forces d'occupation, ou encore de trafic d'armes. Ces procédures auraient, selon le média ukrainien Liga.net, déjà abouti à 26 condamnations au 20 août dernier.

L'ONG ukrainienne Chesno, connue et reconnue pour son travail d'analyse et son évaluation des élus ainsi que pour ses efforts pour éduquer la population ukrainienne au fonctionnement des institutions politiques, a, depuis le début de l'invasion russe, créé un « registre des traîtres » à l'Ukraine. Celui-ci recense « les politiciens, médias, juges, forces de l'ordre, prêtres et célébrités » qui menacent la souveraineté du pays et a pour objectif, in fine, à ce que les personnes recensées soient traduites en justice ou ne soient pas élues au par-

## Documents sauvegardés

lement ou dans les gouvernements locaux. Sur les quarante-et-une figures religieuses qui figurent sur ce « *registre des traîtres* », quarante sont rattachées à l'UPC-MP, seize d'entre elles étant visées par des procédures judiciaires et vingt-et-une étant sanctionnées ou ayant été privées de leur citoyenneté pour leur soutien à l'invasion russe de l'Ukraine.

### Protestations à l'étranger

A plusieurs reprises, des prêtres de l'UPC-MP ont refusé d'officier lors d'enterrements de soldats ukrainiens tombés au combat, suscitant la colère de la population ukrainienne. Toujours selon les services de sécurité ukrainiens, en février 2022, au début de l'offensive russe, alors que des combats avaient lieu près de la ville de Prylouky, dans la région de Tchernihiv, au moins huit soldats russes blessés auraient été découverts dans le monastère de Goustynia.

Hors de l'Ukraine, la nouvelle de l'adoption de cette loi a été cependant condamnée par plusieurs institutions, dont le Vatican. « *Les églises ne doivent pas être touchées* », a ainsi déclaré le pape François à la fin de la prière hebdomadaire de l'angélus, le 25 août dernier. « *Je continue à suivre avec douleur les combats en Ukraine et dans la Fédération de Russie. Et en pensant aux lois récemment adoptées en Ukraine, je crains pour la liberté de ceux qui prient.* » Le Conseil oecuménique des Eglises, une organisation internationale, s'est déclaré de son côté « *profondément alarmé par le risque d'une punition collective injuste de toute une communauté religieuse* ».

En contradiction avec les déclarations du pape, le chef de l'épiscopat ukrainien s'est dit, lui, favorable à l'adoption de ce

nouveau projet de loi : « *Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pendant cette guerre pour empêcher l'agresseur de violer la paix religieuse et l'harmonie entre les églises d'Ukraine* », a déclaré Sviatoslav Chevtchouk, le chef de l'Eglise gréco-catholique d'Ukraine, qui représenterait près de 8 % de la population ukrainienne.

Guillaume Ptak



## Documents sauvegardés



© 2025 la Croix. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois  
et conventions internationales sur le droit  
d'auteur et son utilisation est régie par ces  
lois et conventions.

news-20251128-LC-cue-print-la\_croix-iv2jji2

## Nom de la source

La Croix

## Type de source

Presse • Journaux

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

France

Vendredi 28 novembre 2025

La Croix • no. 43384

• p. 12,13

• 967 mots



Page  
13

Page 12

## [Qu'est-ce que le Phanar ?...]

Domitille Robert

**Léon XIV rencontrera le patriarche Bartholomeos Ier samedi 29 novembre au Phanar, quartier historique d'Istanbul et centre influent du monde orthodoxe.**

Qu'est-ce que le Phanar ? Haut lieu du christianisme et témoin du passé chrétien de la vieille Byzance, le siège du Patriarcat œcuménique de Constantinople où se rend le pape Léon XIV samedi 29 novembre, à l'occasion de son voyage en Turquie, est pourtant un endroit très modeste. Le quartier du Phanar qui l'abrite se situe dans l'arrondissement Fatih d'Istanbul, qui longe la rive sud de la Corne d'or, dans le nord de l'ancienne Constantinople. En 2023, les chrétiens (dont 44 % sont orthodoxes) représentaient 0,2 % de la population de ce pays majoritairement musulman. À l'époque ottomane, les Grecs habitant le quartier – pour la plupart issus de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie byzantines – étaient appelés les phanariotes. Aujourd'hui, il resterait près d'un millier de Grecs à Istanbul, estime Tigrane Yegavian, chercheur à l'Institut chrétien d'Orient.

Concrètement, le Phanar est un complexe construit autour de la basilique Saint-Georges, cathédrale du Patriarcat, et composé de la résidence du patri-

arche, d'une bibliothèque, des salles de réception ou encore de l'ancien lycée grec, fermé. Le patriarche, quelques prêtres et métropolitains ainsi que du personnel laïc y vivent. Le siège du Patriarcat reste affaibli par les contraintes imposées par l'État turc, notamment la fermeture du séminaire théologique de Halki, qui l'empêche de former sa relève. Parfois surnommé « la deuxième Rome » ou comparé à un mini-Vatican orthodoxe, le Phanar n'a donc aucune autonomie territoriale et aucun pouvoir politique : son influence est surtout spirituelle et symbolique, et extraterritoriale.

Quelle est son histoire ?

Le Patriarcat œcuménique de Constantinople est la première juridiction autocéphale de l'Église orthodoxe. Il prend forme au IV<sup>e</sup> siècle, quand l'empereur Constantin Ier fait de Constantinople la capitale de l'Empire romain d'Orient.

Du IV<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle, l'Église de Byzance, surnommée aujourd'hui l'Église « des sept conciles », fonde ses dogmes lors de grands conciles comme

Le quartier du Phanar, à Istanbul. Surnommé le « Château rouge », le lycée grec-orthodoxe, aujourd'hui fermé, se dresse sur une colline surplombant la Corne d'or.

. John Wreford/Sopa/Sipa USA

ceux de Constantinople, de Chalcédoine et de Nicée. C'est lors de ce dernier qu'est donné le titre de « patriarche œcuménique » – œcuménique signifiant alors « universalité de la terre habitée », précise l'historien Antoine Arjakovsky. Ce titre honorifique irrite Rome, alors unique siège impérial en Occident.

Pendant de longs siècles, l'Église d'Orient de l'Empire byzantin, qui revendique comme fondateur l'Apôtre André, et l'Église d'Occident du Saint Empire romain germanique, bâtie conjointement sur les martyrs des Apôtres Pierre et Paul, se disputent la primauté d'honneur. Les tensions sont telles qu'en 1054, les deux Églises se séparent institutionnellement, créant un schisme. Une réconciliation est tentée lors du concile de Florence en 1439, quand le patriarche Joseph II reconnaît la primauté d'honneur à Rome, mais l'entente est de courte durée.



## Documents sauvegardés

Vaincue par les Turcs Ottomans, Constantinople tombe en 1453. Le sultan Mehmet II intègre le Patriarcat au nouveau système ottoman, accordant au patriarche une autorité civile et religieuse sur les chrétiens orthodoxes de l'empire. Mais le patriarche demeure soumis au pouvoir musulman et doit payer tribut au sultan.

Le Patriarcat, privé de son siège historique Sainte-Sophie transformé en mosquée, s'installe au Phanar – dont le nom grec *phanarion*, « lanterne », renvoie à un ancien sémaphore byzantin – et fait de la basilique Saint-Georges sa cathédrale.

Aux XIXe et XXe siècles, face à la montée des nationalismes et des États-nations, le Patriarcat œcuménique de Constantinople reconnaît des Églises orthodoxes nationales indépendantes, dites autocéphales, telles qu'en Grèce, en Roumanie, en Bulgarie ou encore en Pologne.

Au XXe siècle, le patriarche œcuménique Athénagoras Ier se lie d'amitié avec le pape Paul VI. En 1965, en plein concile Vatican II, les deux hommes lèvent les anathèmes entre les deux Églises et les reconnaissent comme sœurs.

Quelle est son influence ?

Aujourd'hui, le Patriarcat de Constantinople, qui revendique la primauté d'honneur dans le monde orthodoxe, continue à exercer une influence internationale sur les Églises orthodoxes. Sa juridiction directe se limite aux orthodoxes de Turquie, de Crète, du Mont Athos, de quelques îles grecques – soit environ 4 millions de fidèles –, mais il reste le centre d'unité d'environ 200 millions de fidèles, notamment pour la

diaspora orthodoxe en Europe, aux États-Unis et en Australie.

Le patriarche actuel est Bartholomeos Ier, en fonction depuis 1991. En 2016, il réunit le premier concile panorthodoxe depuis le VIIIe siècle en Crète, rassemblant dix des quatorze Églises orthodoxes autocéphales.

Le Patriarcat de Moscou, très influent, annule sa participation au dernier moment – ainsi que les Églises de Bulgarie, de Géorgie et d'Antioche, sous son allégeance –, craignant que Bartholomeos ait pour projet de reconnaître l'autonomie de l'Église de Kiev. Depuis ce concile, chaque assemblée interépiscopale, présente dans un pays de la diaspora, est présidée par un représentant du Patriarcat œcuménique de Constantinople. C'est par exemple le cas en France avec le métropolite Dimitrios.

En 2019, Bartholomeos Ier reconnaît l'Église de Kiev, historiquement fille de l'Église de Byzance, accroissant les tensions avec le Patriarcat de Moscou représenté par Kirill, qui dispute la primauté d'honneur à Constantinople, divisant ainsi le monde orthodoxe, et notamment les Grecs et les Slaves. L'orthodoxie slave est la plus importante en nombre, l'Église russe comptant 110 à 120 millions de fidèles, sur un total d'environ 300 millions d'orthodoxes. On estime à une dizaine de millions les grecs-orthodoxes, surtout présents en Grèce, en Turquie et au Proche-Orient. Il existe aussi une importante orthodoxie de langue arabe, ainsi que les chrétiens d'Orient orthodoxes.